

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



SOMMAIRE

- F. FORGUE..... p. 3
Présentation
- M. LACAZE..... p. 11
Partis, syndicats, comités de grève
- R. SANDRI..... p. 31
Le mouvement ouvrier français.
Son origine, son rôle, sa doctrine.
Historique du mouvement syndical.
- D. ROBIN..... p. 49
Etats généraux, coordinations,
syndicats et comités de grève.
L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?
- D. GLUCKSTEIN..... p. 69
La lutte pour l'Internationale.
- D. GLUCKSTEIN..... p. 85
Lénine et le combat
pour constituer la III^e Internationale.
- L. GAUTHIER..... p. 101
Sur la fondation
de la IV^e Internationale.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

F. FORGUE..... p. 3
Présentation

M. LACAZE..... p. 11
Partis, syndicats, comités de grève

R. SANDRI..... p. 31
Le mouvement ouvrier français.
Son origine, son rôle, sa doctrine.
Historique du mouvement syndical.

D. ROBIN..... p. 49
Etats généraux, coordinations,
syndicats et comités de grève.
L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?

D. GLUCKSTEIN..... p. 69
La lutte pour l'Internationale.

D. GLUCKSTEIN..... p. 85
Lénine et le combat
pour constituer la III^e Internationale.

L. GAUTHIER..... p. 101
Sur la fondation
de la IV^e Internationale.

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Section française de l'Internationale
(Centre international de la construction)

SOMMAIRE

- F. FORGUE p. 3
Présentation
- M. LACAZE p. 11
Parti, syndicat, comité de grève
- R. SANDRI p. 31
Le mouvement ouvrier français
Son origine, son rôle, sa doctrine
Histoire du mouvement syndical
- D. ROBIN p. 48
Etats généraux, coordinations,
syndicats et comités de grève.
L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?
- D. GLUCKSTEIN p. 69
La lutte pour l'Internationale
- D. GLUCKSTEIN p. 85
Lénine et le combat
pour constituer la III^e Internationale
- L. GAUTHIER p. 101
Sur la fondation
de la IV^e Internationale

Présentation

CE numéro de *La Vérité* présente un caractère particulier. Il est en effet constitué pour l'essentiel par des matériaux préparatoires aux stages de formation que le PCI organise cet été pour ses militants, après la tenue de son 32^e Congrès qui se déroulera au moment où paraîtra ce numéro.

En publiant ces articles et ces schémas d'exposés, *La Vérité* remplit son rôle de revue théorique du PCI. Dans le cadre d'une organisation révolutionnaire, théorie et pratique sont inséparables : les questions qui seront débattues dans les stages de formation sont directement reliées aux besoins de l'action, aux tâches quotidiennes et pratiques de la phase actuelle du combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Ce ne sont pas des questions arbitrairement choisies en fonction d'une réflexion abstraite. Elles découlent au contraire des problèmes que soulève le développement de la lutte des classes elle-même, elles correspondent aux nécessités surgies de la volonté pratique d'aider le mouvement de la classe à réaliser son unité et celle des organisations contre les plans du capital et contre son gouvernement.

Les deux thèmes de ces stages sont les suivants : « *Syndicats, partis, comités de grève...* » et « *Problèmes de l'Internationale, du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale* ».

Deux thèmes qui se recourent avec l'actualité la plus immédiate, en même temps qu'avec des aspects essentiels de la lutte des classes internationale et de son expression en France.

Aujourd'hui, par exemple, l'action pour l'unité des travailleurs et des organisations contre les plans visant à liquider la Sécurité sociale — et la volonté du gouvernement de cohabitation d'associer les organisations syndicales à la mise en place de ces plans, par le biais des « états généraux », avec l'appui de fait de tous les partis politiques, y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière — ne met-elle pas au premier plan la question de l'indépendance des organisations syndicales ?

L'immense mouvement des étudiants et des lycéens qui, à la fin de 1986, contraignit le gouvernement à un recul précipité, n'a-t-il pas réalisé l'unité des étudiants, des lycéens et de leurs organisations syndicales par le moyen de comités de grève élus par les assemblées massives de grévistes contrôlant démocratiquement le mouvement ? Dans la grève généralisée des cheminots, par contre, n'a-t-on pas vu émerger des coordinations auto-proclamées ne s'appuyant ni sur des comités de grève élus ni sur des assemblées générales représentatives, et qui constituèrent un facteur supplémentaire de division ?

Cet aspect est plus particulièrement traité dans l'article de D. Robin : « *États généraux, coordinations, syndicats et comités de grève* ».

Ne s'agit-il pas là de questions sur lesquelles une rigoureuse précision est un besoin indispensable à l'action ? Et cette précision ne peut être obtenue par une analyse conjoncturelle, prétendument concrète, mais seulement en utilisant la méthode générale du marxisme, en se référant aux critères établis par la généralisation théorique à partir de l'expérience historique et universelle de la classe ouvrière.

Quant à la question de l'Internationale, n'est-elle pas posée par les conditions de la lutte des classes dans chaque pays ? Partout, les travailleurs font l'expérience du fait qu'ils se heurtent à des plans décidés et coordonnés internationalement, qu'il y a face à eux une véritable Internationale des exploités et des oppresseurs. Comment refuser la division qui vise à dresser les uns contre les autres les travailleurs des différents pays, tout comme on cherche à opposer, dans un pays donné, les travailleurs d'une catégorie à ceux d'une autre ? La Conférence internationale de Caracas contre les plans du FMI et de la CEE, réunissant 200 délégués de 27 pays d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique et des Caraïbes, constitue une première réponse politique et pratique.

Le Parti communiste internationaliste est la section française de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction).

Parce qu'il est la continuation de la majorité de la section française de la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938, parce qu'il a assuré par son intervention dans la lutte des classes, par son action internationale, la continuité de la IV^e Internationale, de l'action organisée sur la base du programme de la IV^e Internationale, le PCI est au sens politique la section française de la IV^e Internationale. Il est en France l'expression du combat organisé (mené aujourd'hui dans le cadre de la IV^e Internationale - CIR) pour reconstruire la IV^e Internationale comme une totalité centralisée sur la base de son programme.

Le nom d'une organisation politique n'est pas une formalité : il est censé exprimer ce sur quoi cette organisation est fondée, ce pour quoi elle combat.

Le PCI prend son nom au sérieux (ce qui, soit dit en passant, le distingue de nombre d'autres organisations). « *Communiste* », c'est-à-dire que son action se fonde sur les principes établis par Marx et Engels dès le « *Manifeste du Parti communiste* », sur le fait que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », sur les enseignements du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky qui a été l'instrument indispensable à la victoire de la révolution d'octobre 1917, sur l'action menée pour

la défense du bolchevisme et de l'internationalisme par Trotsky.

« Communiste » et donc « internationaliste », car comme l'affirme le « Manifeste du Parti communiste » de Marx et Engels lorsqu'il indique ce qui distingue les communistes des autres courants du mouvement ouvrier, l'un des critères c'est que « *les communistes font toujours valoir les intérêts du mouvement dans son ensemble indépendamment de la nationalité* ». L'autre, c'est qu'ils partent d'une vue générale du mouvement. Nous dirions aujourd'hui d'un programme. Pour le PCI, ce programme c'est celui sur lequel la IV^e Internationale a été constituée et qu'un demi-siècle de lutte des classes a vérifié.

C'est au nom des principes mêmes de ce programme que le PCI, aux côtés du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire du Venezuela) et du Parti des travailleurs du Pérou, a été l'une des trois organisations à prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale contre les plans du FMI et de la CEE, conférence qui s'est tenue à Caracas les 24, 25 et 26 avril 1987.

Si en France, l'hebdomadaire du MPPT *Informations ouvrières* a largement rendu compte du succès et de l'ampleur de cette conférence ainsi que de ses conclusions, il faut noter que les grands moyens d'information ont respecté à son sujet une stricte loi du silence. Ne s'en étonneront que ceux qui n'auraient pas encore constaté « l'objectivité » toute particulière de la grande presse à l'égard des diverses initiatives (manifestations, meetings) qui se situent sur un terrain d'indépendance de classe.

Que l'on se souvienne : le 2 avril, la grande salle de la Mutualité était comble à l'occasion du meeting européen préparatoire à la Conférence de Caracas. Et pourtant, pas une ligne dans la presse.

Il demeure que la Conférence de Caracas a été un événement politique considérable et que la presse de plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier du Venezuela, en a largement rendu compte.

Événement considérable et à bien des titres unique. Tout d'abord, la diversité et la représentativité des délégations. Qu'il s'agisse, pour l'Amérique latine, de la large délégation du MIR et, en ce qui concerne toujours le Venezuela, de la présence d'autres formations se réclamant de la classe ouvrière et du combat anti-impérialiste comme le MEP, de représentants des centrales syndicales et de nombreuses personnalités universitaires ; de l'importante délégation péruvienne marquant l'ampleur de la campagne menée par le PT du Pérou ; de la présence d'un représentant du PT du Brésil, et de Jaco Bittar, secrétaire général de la CUT brésilienne, de délégations du Nicaragua, de Cuba, d'Uruguay, du Mexique. Qu'il s'agisse pour l'Europe de délégations représentatives dans leur diversité de France, d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique, d'Angleterre, du Portugal, d'Irlande, le fait enfin que des contributions de militants de pays d'Europe de l'Est, comme la Yougoslavie, ont été transmises à la conférence.

Mais la conférence a aussi été marquée par la place toute particulière qu'y ont occupée les délégations africaines. Délégation de l'AZAPO (Azanian People's Organization) d'Afrique du Sud, délégation sénégalaise où se trouvait Mamadou Dia, dirigeant de l'un des principaux partis d'opposition, longtemps emprisonné par le régime de Senghor ; délégations d'Algérie, des

Comores, de la Guinée Equatoriale, de Madagascar.

Enfin, et c'est un fait qui a une signification particulière pour des militants français, la délégation des Caraïbes comprenait, aux côtés des représentants du Parti de la libération haïtienne, des délégués des peuples encore soumis à la domination coloniale directe de l'impérialisme français comme la Martinique et la Guadeloupe, représentée par l'Union pour la libération de la Guadeloupe.

Il y a certes déjà eu des conférences contre la dette mais elles étaient limitées à des représentants des pays endettés, il y a eu d'importantes conférences de solidarité avec la lutte d'un peuple contre l'oppression : mais la Conférence de Caracas était, au sens plein du terme, une conférence internationale dans laquelle les travailleurs n'étaient pas représentés par des « *professionnels de la représentation* » mais par des délégués d'organisations, de comités d'initiative formés pour rassembler tous ceux qui soutenaient la conférence, par des militants. Des délégations où les militants de la IV^e Internationale se retrouvaient, à égalité, mandatés avec d'autres par tous ceux qui faisaient leur ce qui était au cœur de l'appel convoquant la conférence : « *Les travailleurs de tous les pays et de tous les continents ont des intérêts communs.* »

C'est ce caractère militant, ouvrier, démocratique de la Conférence de Caracas qui lui a permis d'aboutir à des conclusions pratiques qui constituent un levier dans l'action pour l'unité des travailleurs et des organisations, dans chaque pays et dans tous les pays, contre le pillage des peuples par le FMI et la Banque mondiale, contre les plans anti-ouvriers articulés dans le cas de l'Europe par les institutions de la CEE.

Ce n'est pas seulement la résolution générale finale qui traduit ce contenu d'internationalisme véritable des travaux de la conférence, mais l'ensemble des résolutions particulières et des déclarations qui lui donnent toute sa dimension : résolution sur l'Europe qui met immédiatement à l'ordre du jour la préparation d'un rassemblement européen de masse à Paris en janvier 1988 et la préparation d'un meeting à Berlin, symbole de l'unité des travailleurs et des peuples d'Europe et symbole de sa division, lors de la tenue dans cette ville de l'assemblée générale du FMI en juin 1988.

Déclaration approuvée par l'ensemble des délégations africaines appelant à une conférence africaine à Dakar, prolongeant la Conférence de Caracas ; résolution sur la défense du Nicaragua et des peuples d'Amérique centrale contre l'agression de l'impérialisme américain qui s'est accompagnée d'un message de solidarité aux citoyens américains qui manifestaient contre la politique de Reagan en Amérique centrale et en Afrique du Sud alors que se déroulait la conférence ; résolution appelant à une action effective contre l'apartheid ; résolution de soutien au combat des Mères de la place de Mai au moment où le gouvernement Alfonsin cède devant les tortionnaires ; résolution appelant à une rencontre internationale de la jeunesse et intégrant dans le combat international de celle-ci le combat des jeunes Polonais et des étudiants chinois (résolution élaborée en commun par les jeunes présents dans les délégations européennes et dans plusieurs délégations d'Afrique et d'Amérique latine, et présentée par un responsable de l'organisation

de jeunesse du MIR), résolution appelant à la constitution d'un fonds d'aide international pour les militants frappés pour leur action en défense de la classe ouvrière.

Aux « intérêts communs » des travailleurs de tous les pays et de tous les continents a répondu la formulation « d'actions communes ». La Conférence internationale de Caracas n'a pas été une fin, mais un commencement.

Les organisations qui ont pris l'initiative de cette conférence, toutes les forces qui se sont associées à cet appel et qui ont contribué à la réalisation de cette conférence peuvent être légitimement fières de ce qui a été acquis, au compte des intérêts des travailleurs et des peuples.

C'est le cas du PCI : ses militants peuvent mesurer le fait que leurs efforts n'ont pas été dépensés en vain. Le PCI a contribué à rassembler la délégation française avec la méthode même qu'il emploie dans tous les domaines de son activité, il a aidé à constituer un large comité d'initiative réunissant tous ceux qui acceptaient le cadre de l'appel, tout en présentant ses positions propres. De même que c'est son programme que ses militants appliquent en œuvrant, à égalité de droits et de devoirs, à la construction d'un parti ouvrier indépendant dans le cadre du MPPT, c'est ce programme, celui de la IV^e Internationale, qui trouvait son expression pratique dans la préparation de la Conférence de Caracas. La large délégation française (23 participants, militants et responsables du PCI, du MPPT, militants venus du PS, membres du PCF, responsables et militants syndicaux, jeunes) a tenu un rôle important à Caracas, avec les autres délégations européennes, notamment parce qu'elle était forte de la réalité de la campagne menée pour Caracas et dont le meeting du 2 avril avait été le point culminant. Cette place lui donne une responsabilité particulière dans l'application des résolutions issues de la Conférence de Caracas.

Pour les militants des sections de la IV^e Internationale (CIR) présents à Caracas, les « intérêts communs » des travailleurs impliquent en dernière analyse une « organisation commune ». Pour eux, la Conférence de Caracas a été, dans les faits et par les décisions d'actions prises en commun, un jalon dans la voie de la reconstitution d'une Internationale ouvrière qui, pour les militants organisés sur la base du programme de la IV^e Internationale, ne saurait être que la IV^e Internationale reconstruite, soudée par son programme, c'est-à-dire par la généralisation théorique du développement de la lutte des classes et de l'expérience du prolétariat.

Comme l'expliquait la déclaration publiée à la veille de la Conférence de Caracas par le Secrétariat international de IV^e Internationale - CIR :

« C'est ce contexte de la coopération contre-révolutionnaire à l'échelle internationale qui donne aujourd'hui son contenu à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays. Nulle part, dans aucun pays du monde, on ne peut aller jusqu'au bout dans la défense des masses laborieuses, des travailleurs, sans défendre et assumer la nécessité de la construction de véritables partis révolutionnaires dans tous les pays. C'est-à-dire de l'Internationale unissant les efforts des peuples et des travailleurs pour en finir avec l'impérialisme, la domination du capital et celle de la bureaucratie. »

La IV^e Internationale, fondée par Léon Trotsky dans les conditions les plus dif-

ficiles à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, guerre qui a servi à des secteurs du capital international à se reconstituer sur les bases de la destruction d'autres secteurs, mais surtout sur la base du massacre de millions d'hommes et de femmes, n'a jamais défendu une autre position que celle-là.

Aujourd'hui, notre conviction c'est que partout dans le monde des militants ouvriers, des responsables et parfois des organisations arrivent à la même conclusion : celle de l'actualité de la lutte pour l'Internationale. La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) combat pour la construction d'une Internationale ouvrière, pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Pour elle, c'est sur la base du Programme de transition de la IV^e Internationale, vérifié par cinquante ans de lutte de classe, qu'une Internationale ouvrière efficace sera construite. Elle ne fait pas de cette conviction un ultimatum à l'égard d'aucune organisation ou courant ou militant indépendants de l'impérialisme et du stalinisme qui mettent à l'ordre du jour le combat pour la construction d'une Internationale ouvrière. »

C'est pourquoi, renforcées par le pas en avant qu'a constitué la Conférence de Caracas et intégrant dans leur intervention dans la lutte des classes les acquis de la conférence, les sections de la IV^e Internationale - CIR, concurremment avec la mise en œuvre dans chaque pays des décisions prises à Caracas, entament la préparation, pour la fin 1987, d'une conférence internationale des sections de IV^e Internationale - CIR. Cette conférence débatera largement des problèmes de l'action pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en liaison avec l'analyse du développement de la lutte des classes internationale. Cette conférence, où les délégués élus par chaque section trancheront souverainement sur toutes les questions à l'ordre du jour, constituera, nous en sommes convaincus, un moment important du renforcement du combat centralisé pour la reconstruction de la IV^e Internationale et un élément vital de la progression de chaque section.

A cette conférence seront également largement invités les représentants des organisations, les militants qui, comme le disait la déclaration du Secrétariat international de IV^e Internationale - CIR, « *mettent à l'ordre du jour la construction d'une Internationale* » et qui l'ont en particulier manifesté par le rôle qu'ils ont joué dans la Conférence de Caracas.

Ce que la Conférence de Caracas a matérialisé, au travers d'une activité menée à l'échelle internationale, c'est la réalité — réalité différenciée, inégale et qui se heurte en permanence à des obstacles — de la tendance au regroupement du mouvement de la classe sur un nouvel axe. Cette tendance à la recomposition du mouvement de la classe s'accompagne inexorablement, dans les conditions de la putréfaction et de la crise de l'impérialisme (et de la crise des bureaucraties qu'elles déterminent) de phénomènes de décomposition. Les organisations de la IV^e Internationale n'en sont pas protégées par une miraculeuse immunité. Tout succès, nous le savons, nous sera contesté.

Il y a eu, en relation directe avec la réalisation de la Conférence de Caracas et les perspectives qui en découlent, des départs au sein du Conseil général de IV^e Internationale - CIR. Une fois encore, en relation avec les problèmes vivants de la lutte des classes, le programme, la méthode du marxisme

sont mis en cause. C'est-à-dire la nécessité de la IV^e Internationale.

« *La signification du programme c'est la signification du parti* », disait Trotsky dans une discussion consacrée à l'élaboration du programme de fondation de la IV^e Internationale.

« *Mais qu'est-ce que le parti ? en quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans la compréhension commune des événements et des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti.* »

Et, dans les derniers documents qu'il ait rédigés avant que l'assassin du Guépéou ne frappe, dans les premiers mois de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du prolétariat, Trotsky expliquait :

« *Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de la IV^e Internationale.* »

Pour accomplir cette tâche, le développement même de la lutte émancipatrice du prolétariat a donné d'autres moyens, d'autres possibilités que celles qui existaient quand Trotsky rédigeait ces lignes. Mais elle ne sera résolue que sur la base du programme, qui n'est pas un simple ensemble d'idées ou une collection de mots d'ordre mais la généralisation théorique de l'expérience des luttes du prolétariat qui trouve sa pleine affirmation dans l'organisation.

Précisément parce qu'un pas en avant a été franchi, les attaques contre la IV^e Internationale - CIR et ses sections ne sauraient que redoubler. Le PCI en sera, sans aucun doute, une cible privilégiée. Les militants du PCI pourront, à juste titre, y trouver un motif supplémentaire de fierté. Mais ils ne se satisferont pas de cela.

Le PCI et ses militants détermineront dans leur congrès, souverainement et démocratiquement, les moyens de mener à bien les tâches découlant de la Conférence de Caracas et ceux nécessaires à la préparation de la Conférence internationale des sections de IV^e Internationale - CIR.

La Vérité

Léon Trotsky

œuvres

JANVIER 1940/MAI 1940

23

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT
LEON TROTSKY



Dans ce tome des *Œuvres* de Léon Trotsky qui recouvre la période qui va de janvier à mai 1940, vous trouverez des textes consacrés aux questions suivantes :

- La nature de l'URSS. Pour quelles raisons caractérisons-nous l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré ?
- La démocratie dans le parti révolutionnaire et les moyens de la sauvegarder.
- La guerre. La politique marxiste dans les guerres impérialistes et la question du défaitisme.
- La dialectique. Notions élémentaires.

Le tome 23 apporte également des précisions sur la notion de « développement inégal et combiné », le testament de Lénine, la réalité d'un pronostic politique, la pensée scientifique, etc.

En vente auprès des militants du PCI ou sur commande à APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Partis, syndicats, comités de grève...

(Éléments devant servir à bâtir les exposés
qui seront présentés aux camps de formation de l'été 1987)

Par M. LACAZE

— Au moment où la V^e République mobilise toutes les ressources dont elle dispose ainsi que tous les partis (y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière) pour tenter de faire franchir aux syndicats un pas décisif dans la voie de leur intégration à l'État ;

— au moment où, en réponse à cette offensive, dans toutes les couches de la classe ouvrière, l'aspiration à la grève générale se développe comme produit du besoin de réaliser l'unité contre chaque manifestation d'une politique patronale et gouvernementale, ressentie par tous comme une agression intolérable, il est utile de revenir sur un certain nombre de principes fondamentaux qui guident l'action des militants révolutionnaires dans le domaine des rapports partis-syndicats, syndicats-comités de grève.

Gardons-nous de la tentation de simplement juxtaposer des citations les unes aux autres.

« La pensée vulgaire, écrit Trotsky, opère avec des concepts tels que capitalisme, morale, liberté, État ouvrier, etc., qu'elle considère comme des abstractions minables, jugeant que le capitalisme est le capitalisme, la morale, la morale, etc. La pensée dialectique examine les choses et les phénomènes dans leur perpétuel changement, et de plus, suivant les conditions matérielles de ces

changements, elle détermine le point critique au-delà duquel A cesse d'être A, l'État ouvrier cesse d'être État ouvrier... La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. Non pas l'État ouvrier en général, mais tel État ouvrier, dans un pays encerclé par l'impérialisme, etc. »

Examinons la question des rapports partis-syndicats-comités de grève aujourd'hui. Examinons-la à la lumière de la méthode employée par Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky.

Appliquons cette méthode à la situation actuelle. Faisons-le en nous référant à la théorie, proposons des réponses que nous discuterons...

1. AUJOURD'HUI, LA QUESTION DE L'INTÉGRATION DES SYNDICATS CONCENTRE, AU TRAVERS DE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS, TOUTE LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA CLASSE...

Il s'agit d'une question politique centrale, posée non pas aux syndicats mais

à toute la classe ouvrière, à tout le mouvement ouvrier.

Une question politique clef, posée au centre de tous les problèmes de la recomposition du mouvement ouvrier.

Intégrer les syndicats constituait pour de Gaulle et les fondateurs de la V^e République un objectif central. Toute la politique de la bourgeoisie, la politique de tous les gouvernements de la V^e République depuis 1958, a été de chercher à utiliser tous les instruments institutionnels mis au point en 1958-1962 pour avancer dans cette voie.

Mais il faut faire une mention spéciale pour les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman, Mitterrand-Fabius, qui ont fourni au gouvernement de cohabitation actuel une panoplie d'instruments (sur lesquels nous allons revenir) qui lui permettent de tenter de s'engager aujourd'hui, plus loin que tous ses prédécesseurs, dans cette voie.

Une telle entreprise, si elle devait aller à son terme, aurait pour conséquence la destruction des organisations qui vertèbrent la classe ouvrière et l'organisent comme classe.

Mais nous voilà au cœur du problème.

« Ce qu'il y a de plus important dans la situation actuelle (cf. section 6 du rapport pour le XXXII^e Congrès) réside dans la combinaison entre la volonté politique de la bourgeoisie de liquider l'indépendance politique de la classe ouvrière, volonté politique à laquelle s'associent toutes les directions officielles du mouvement ouvrier, et le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Sous cet angle, la situation actuelle peut être caractérisée comme transitoire. La première étape du mouvement politique de la classe ouvrière et de la jeunesse a donné le pouvoir en 1981 au PS et au PCF. A une deuxième étape, ce même mouvement politique inclura le mouvement de la grève générale comme résultat de la combinaison :

a) de l'acharnement de la bourgeoisie à infliger des coups majeurs à la

classe ouvrière et à la jeunesse afin qu'elles soient livrées pieds et poings liés à la surexploitation (tel est le contenu du combat politique de la bourgeoisie pour liquider l'indépendance politique de la classe ouvrière).

b) de la bataille menée afin d'atteindre cet objectif, pour "associer" les syndicats à la mise en œuvre de ces plans.

c) et de la montée de la lutte des classes, produit des deux points précédents (et les conditionnant), non une montée rectiligne, mais qui se dirige comme mouvement politique réalisant l'unité contre les institutions réactionnaires de l'Etat bourgeois, sur fond de crises politiques multipliées. »

Comment donc nous saisir de cette bataille contre l'intégration des syndicats, dont l'importance politique est centrale, afin d'inscrire le MPPT comme un point d'appui politique pour toute cette couche de cadres et de militants qui, dans les organisations syndicales, cherchent les voies du combat contre la destruction de leurs organisations indépendantes ?

Comment être en mesure d'inscrire le MPPT — qui combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant — comme un acteur politique de premier plan dans un des combats majeurs qui contribuera à ouvrir sur la crise révolutionnaire dans ce pays ?

De la réponse à cette question dépendra largement pour les révolutionnaires la place qu'ils occuperont ou non comme pôle politique indépendant, capable — lorsque la crise s'ouvrira, lorsque les institutions s'effondreront, lorsque les masses s'engouffreront dans les organisations traditionnelles dont les directions se retrouveront unies pour colmater le « vide » avec un front populaire — de gagner (certes à une tout autre échelle que les organisations traditionnelles) une partie de cette couche de cadres politiques d'avant-garde qui se dégagera au travers de l'intense expérience politique qu'ils auront vécue, comme toute la classe, mais, eux, au contact de notre politique...

Pour aider le parti à se disposer de façon unifiée sur ce plan, il est nécessaire de clarifier un certain nombre de questions.

2. REPLACER LA QUESTION DE L'INTÉGRATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DANS SON CADRE D'ENSEMBLE

Trotsky, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, relève dans les notes qu'il destinait à un article sur les syndicats — notes qui sont restées inachevées et qui ont été publiées sous le titre « *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* » — la tendance qui s'exprime dans le monde entier à l'intégration des organisations syndicales...

« Il y a un aspect commun dans le développement, ou plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat (...). La tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats. »

Trotsky en précise, en quelques traits, les bases :

« Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête des trusts puissants, les syndicats des consortium bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat, et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier.

A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir d'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée —, la néces-

sité de s'adapter à l'Etat capitaliste et à tenter de coopérer avec lui. »

Depuis 40 ans, cette tendance dégagée par Trotsky comme une caractéristique de la période d'agonie du capitalisme n'a pas cessé de se manifester à l'échelle du monde entier, mais elle l'a fait suivant une courbe marquée par les conditions chaotiques dans lesquelles l'impérialisme s'est survécu... Elle s'est matérialisée dans chaque pays sous des formes exprimant les particularités du développement politique national, dont les institutions font partie, et qui intègrent, en premier lieu, la résistance opposée par la classe ouvrière à la destruction de ses organisations.

S'agissant pour nous d'examiner la tendance à l'intégration des organisations syndicales, non pas au sens général du terme mais appliquée au cas particulier de la France, afin d'en dégager des leçons utiles à l'action, il nous faut, en nous appuyant sur le développement historique concret, compléter et préciser ce qu'esquissait Trotsky en 1940.

Au lendemain de la guerre, dans toute l'Europe, se reconstituent des organisations ouvrières indépendantes. Trotsky s'est-il trompé en pronostiquant la tendance imprescriptible de l'impérialisme à l'intégration ?

COLLABORATION DE CLASSE ET INTÉGRATION

En Europe, à la fin de la guerre, les masses, radicalisées par les souffrances endurées, menacent l'ordre capitaliste. A Yalta et Potsdam, Churchill, Staline, Roosevelt et Truman se sont mis d'accord pour reconstruire les Etats bourgeois disloqués. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie.

En France, ministres PCF et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle. Pour désamorcer la situation et rétablir l'ordre bourgeois avec l'appui des directions du mouvement ouvrier, la bourgeoisie est contrainte de concéder les plus gigantesques conquêtes (réformes) que la classe ouvrière ait

arrachées au capital.

La bourgeoisie, pour reconstruire l'Etat bourgeois, a besoin de l'appui des directions du mouvement ouvrier. Elles ne pouvaient apporter leur appui dans la situation de l'immédiat après-guerre qu'à la reconstitution d'« institutions démocratiques », englobant l'existence d'organisations syndicales indépendantes, campant sur les nouvelles et considérables conquêtes arrachées par le prolétariat.

C'est la collaboration de classe qui assure la défense de l'ordre bourgeois.

Ce qui ne veut pas dire que la bourgeoisie ait, y compris dans cette période, renoncé à chercher à porter atteinte à cette indépendance, mais elle a dû pour l'essentiel patienter...

Ce que de Gaulle explique lui-même :

« L'effort requis par la reconstruction place la question sociale au premier rang de toutes celles qu'ont à résoudre les pouvoirs publics. Je suis sûr que sans des changements profonds et rapides dans ce domaine, il n'y aura pas d'ordre qui tienne... »

Le désastre de 1940 apparaissait à beaucoup comme la faillite dans tous les domaines du système et du monde dirigeant...

Et puis cette guerre où Hitler luttait à la fois contre la démocratie et contre les soviets jetai toute la classe ouvrière du côté de la résistance. La nation voyait les travailleurs réparaître en patriotes en même temps qu'en insurgés, comme cela avait été le cas à l'époque de la Révolution, des journées de 1830, du soulèvement de 1848, des barricades de la Commune...

Bref, rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité...

Le régime de Vichy avait essayé d'y répondre. Si dans le domaine financier et économique, ses technocrates s'étaient conduits, malgré toutes les traverses, avec une incontestable habileté, d'autre part, les doctrines sociales de la "révolution nationale" : organisation corporative, Charte du travail, privilège de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans attrait.

Mais le fait que cette entreprise se fondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une tout autre mystique... »

Tenant compte de la réalité qui s'impose à la bourgeoisie, il n'en perd néanmoins pas son fil :

« Ce plan, que je me suis formé, vait-il bien au-delà de ces réformes d'ordre matériel (nationalisations, etc.) ? Il vise à attribuer aux travailleurs, dans l'économie nationale, des responsabilités (...). Qu'ils soient associés à la marche des entreprises, que leur travail y ait les mêmes droits que détient le capital, que leur rémunération soit liée comme le revenu des actionnaires aux résultats de l'exploitation, c'est à quoi je projette d'aboutir.

Afin de préparer cette promotion ouvrière, les comités d'entreprise voient le jour en février 1945. Chaque comité réunit le directeur de l'établissement avec les représentants des ouvriers, des employés et des cadres. Il est tenu au courant de l'activité commune. Il formule son avis sur tout ce qui concerne la productivité. Il gère lui-même les fonds consacrés, en dehors des traitements et salaires, à la vie matérielle et sociale du personnel. En rapprochant les uns des autres tous ceux, quels que soient les échelons, qui participent à la même œuvre, en les amenant à en étudier ensemble la marche, les progrès, les lacunes, en suscitant les sentiments et organisant la pratique de leur solidarité, je compte qu'un pas soit fait vers l'association du capital, du travail et de la technique où je vois la structure humaine de l'économie de demain. »

Voilà qui est sans ambiguïté. Dans les années 1950, les effets du « boom » commençant à s'épuiser à l'échelle internationale, le volant d'entraînement de la reconstruction des économies dévastées s'essouffle.

Alors que les secteurs décisifs de l'impérialisme s'orientent vers le développement de l'économie d'armement comme moyen de donner un ballon d'oxygène à l'économie capitaliste (cf. la déclaration du XVII^e Congrès du PCI en mai 1971), en France, les institutions recons-

truites ne peuvent contenir l'antagonisme des classes en présence. La bourgeoisie ne peut pas ne pas disposer — pour reprendre ce qu'elle a dû lâcher au lendemain de la guerre — d'institutions politiques capables d'assurer la stabilité indispensable à cette reconquête et à la survie du capital national.

La collaboration de classe dans le cadre des institutions « démocratiques » ne permet plus d'assurer les conditions politiques indispensables à la survie du système d'exploitation capitaliste.

Les institutions bonapartistes se sont imposées en 1958 pour tenter de résoudre les insolubles contradictions assaillant l'impérialisme français devenu, après la Deuxième Guerre mondiale, un impérialisme de second ordre (Indochine, guerre d'Algérie,...).

Les contradictions entre les classes ne pouvaient être conciliées dans le cadre de la démocratie parlementaire, rendue nécessaire par le surgissement de la vague révolutionnaire.

Dans le cadre du jeu normal parlementaire s'opère la conciliation des intérêts de classe, conciliation organisée par la politique de collaboration de classe des dirigeants officiels du mouvement ouvrier.

Mais cette « conciliation » des intérêts de classe exige la reconnaissance de fait de la lutte des classes, au moins sous cet angle où le prolétariat peut formellement prétendre voir ses intérêts pris en compte, ne serait-ce que partiellement au niveau parlementaire (lois ouvrières...).

La fonction de la forme bonapartiste des institutions de l'Etat bourgeois exige que soit annulée cette « reconnaissance » et que soient instituées des règles et des procédures qui, au point de départ, excluent de prendre en compte toute autre expression d'intérêts que ceux du capital, présentés comme manifestation de l'intérêt de la « communauté nationale ».

INDÉPENDANCE DE CLASSE ET DÉMOCRATIE

De l'association capital-travail à l'« intéressement », en passant par la constitution du Conseil économique et social, un seul axe tout au long de l'histoire de la V^e République selon les circonstances et les rapports de forces : l'intégration des organisations syndicales indépendantes à l'Etat.

Lorsque les institutions créées ne peuvent prendre le caractère achevé que le rapport politique entre les classes (bonapartisme bâtard) leur interdit de prendre, elles sont toujours des jalons posés dans cette voie.

Leur existence n'est jamais sans effet. Si les comités d'entreprise créés par de Gaulle en 1945 n'ont pu prendre le caractère achevé que ce dernier voulait leur donner, s'il est impossible lorsqu'on est responsable syndical de dire aux travailleurs qu'on se moque de la gestion des fonds sociaux qui dépendent du CE et de ne pas siéger, ils ont toujours été, ils demeurent — aujourd'hui plus qu'hier encore — des éléments de pression exerçant de façon continue une action dislocatrice sur le syndicat, pression à l'égard de laquelle il est exclu de faire la moindre concession.

Cette continuité, c'est Pasqua lui-même qui la souligne dans une interview que nous citons dans la 6^e section du rapport au XXXII^e Congrès :

« Dès avant 1969, le général de Gaulle avait proposé une réforme (qui mariait deux éléments indissociables : la création des régions (...) et la réforme du Sénat (...). En faisant entrer au Sénat les dirigeants des grandes organisations patronales et ouvrières, le général voulait obtenir qu'elles soient associées au niveau de l'Etat à toutes les grandes décisions, à commencer par le vote du budget. Ces idées, tout comme l'association capital-travail lancée en 1947 et plus tard la participation, sont toujours d'actualité. » (souligné par nous).

Après la réforme administrative, les

réformes continues du système d'instruction publique, les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise en 1968, le projet de référendum de 1969, c'est :

« la décentralisation, la flexibilité, la liquidation du Code du travail, le Code Dufoix, le premier projet Delebarre sur l'aménagement du temps de travail, les lois Auroux et bien d'autres mesures contre l'enseignement (Savary-Chevènement), contre le statut des fonctionnaires (Le Pors), le démantèlement des PTT (Mexandeau)... Toute une politique que concrétise aussi bien l'accord signé par l'UIMM et les fédérations de la métallurgie, sauf la fédération CGT, laquelle a signé un accord de même type chez Thomson, aussi bien la décision gouvernementale de convoquer les états généraux de la Sécurité sociale que le projet de loi sur l'apprentissage. Tout un arsenal de mesures visant à mettre en conformité de nouvelles relations de travail entre le "capital", l'Etat et le "travail", structurées sur une association organique des syndicats au CNPF et à l'Etat, avec les institutions réactionnaires, antidémocratiques. En dernière analyse, la fonction politique du gouvernement de cohabitation n'est autre que de tenter de réaliser "à froid" l'association capital-travail rejetée au référendum de 1969. Et c'est précisément pour assurer cette fonction que Mitterrand se présente au capital, pour lui indiquer qu'il est plus à même que Barre, candidat "naturel" de la bourgeoisie, de garantir la paix sociale. »

L'indépendance politique de la classe ouvrière, indissociable de l'indépendance de ses organisations, entre, sur chaque question, en contradiction avec les institutions bonapartistes.

Il y a unité profonde entre le combat pour l'indépendance des organisations syndicales et le combat sur la ligne de la démocratie pour rassembler, dans l'unité, les travailleurs et les organisations contre les institutions de la V^e République.

Trotsky, dans ses notes, présentait la transformation qui était en train de

s'opérer :

« A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène internationale. »

LA PLACE DE L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE AUJOURD'HUI

Alors que toute l'histoire du combat de l'impérialisme contre le mouvement ouvrier organisé a consisté grosso modo jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale à faire pression pour obtenir des dirigeants ouvriers, des dirigeants syndicaux, s'appuyant sur la couche supérieure du prolétariat, qu'ils collaborent avec leur bourgeoisie, l'impérialisme exige aujourd'hui de la part des dirigeants syndicaux autre chose que la collaboration de classe. Il exige l'intégration des syndicats à l'Etat, ce qui est une tout autre chose.

Dans la collaboration de classe, la trahison s'opère à l'occasion d'un marché passé au détriment de la masse des travailleurs par les dirigeants, au compte de la couche supérieure du prolétariat. La trahison est opérée à partir de l'existence d'organisations indépendantes. Elle mine les forces de la classe ouvrière, affaiblit les organisations mais ne prononce pas la dissolution de l'organisation indépendante.

Avec l'intégration du syndicat à l'Etat, le syndicat devient un rouage de l'organisation de l'Etat. Il entre comme partie constituante de l'édifice institutionnel. Son rôle est d'agir dans les usines pour soumettre les ouvriers aux impératifs de la « communauté nationale du travail ». Ce sont les « syndicats » de Salazar et de Franco.

Lénine, tirant le bilan de la trahison

de la social-démocratie, écrivait :

« L'opportunisme c'est l'immolation aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'ouvriers des intérêts fondamentaux de la masse ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat... L'opportunisme a été engendré, durant des décennies, par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et de tout repos d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices de leur capital national, les isolait de la détresse, des souffrances et des tendances révolutionnaires de la masse misérable que l'on ruinait... »

Mais qu'en est-il aujourd'hui, au stade actuel de la décadence impérialiste ? La couche la plus brutalement touchée par la réaction impérialiste, c'est d'une certaine façon toute la couche supérieure, qualifiée, de la classe ouvrière : les ouvriers de l'imprimerie, de la mine, de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'aéronautique, etc.

Les centaines de milliers d'emplois supprimés ces vingt dernières années l'ont été dans ces fleurons de l'industrie européenne. C'est dans ces secteurs que la déqualification a fait son œuvre la plus destructrice ; au nom de la révolution technologique, des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés, qui constituaient les bases des organisations syndicales et qui constituaient autrefois les couches supérieures du prolétariat sur la base desquelles la bourgeoisie tentait d'appuyer la collaboration de classes, ont été déclassés, mis en pré-retraite.

En orientant ses capitaux vers des placements spéculatifs, en liquidant des bassins industriels entiers, en remettant en cause de fond en comble tous les rapports établis au sein même de la classe ouvrière depuis des décennies, la bourgeoisie impérialiste mine les bases sur lesquelles elle avait jusque-là misé dans les périodes calmes pour imposer par la collaboration de classe la défense de l'ordre bourgeois.

Le capitalisme impérialiste ne peut

plus tolérer une bureaucratie réformiste (au sens où Trotsky emploie le mot, c'est-à-dire une bureaucratie dont les « positions sont basées sur l'adaptation à la propriété privée »), il ne peut plus tolérer de bureaucratie dont la puissance et dont le poids politique soient assis sur des **organisations de classe indépendantes**. La bourgeoisie et son Etat doivent « associer » les dirigeants à la destruction des conquêtes ouvrières et des organisations indépendantes, des syndicats qui sont structurés sur ces conquêtes et qui constituent la classe ouvrière comme classe, politiquement.

Il faut à l'impérialisme compenser la dissolution de cette couche de l'aristocratie ouvrière sur laquelle il ne peut plus s'appuyer.

Il lui faut disposer d'une couche qui lui soit directement « associée » au travers de la gestion des fonds sociaux dans les comités d'entreprise, des milliards issus du salaire différé.

Il lui faut une couche d'actionnaires engagée dans la réalisation de ses plans et contre-réformes.

La constitution de cette couche a été favorisée pendant des dizaines d'années par la politique de soumission à l'ordre bourgeois des dirigeants staliniens et réformistes (qui ont fourni eux-mêmes une large contribution à sa constitution), par leur adaptation toujours plus grande à un ensemble de pratiques encouragées par l'État pour tenter de vider de sa substance le syndicat : développement vertigineux du pourcentage de permanents, détachés, rééquilibrage des finances des organisations au profit de la cogestion de fonds divers, formation, études, etc., au détriment de la collecte des cotisations...

Affaiblissement consécutif de toutes les normes correspondant à l'organisation du syndicat par les syndiqués eux-mêmes autour de leurs instances, de leurs bulletins syndicaux.

Pour en arriver enfin à des marchés qui ne relèvent plus de la collaboration de classe. Lorsqu'on fait signer à des

dirigeants de syndicats (accord sur les nouvelles technologies) que les élus syndicaux au CE — à qui seront communiqués les plans de restructurations, reclassements-licenciements —, seront tenus au secret, cela veut dire qu'ils ne tiendront désormais leur mandat que des seuls patrons.

Accepter de participer à des « états généraux » sur la Sécurité sociale, dont l'objectif avoué est d'obtenir — par le biais de la « consultation » d'organismes divers représentant toute la variété possible d'officines réactionnaires, mêlés, pour la circonstance, aux organisations syndicales — un verdict du peuple de France...

Accepter d'offrir une conquête essentielle de la classe ouvrière, une conquête qui ne relève que de la classe ouvrière et de ses organisations, une institution constituée par les salaires différés de générations de travailleurs, sur l'autel de la Nation rassemblée, c'est accepter de dissoudre la classe ouvrière et ses organisations, c'est autre chose que de la collaboration de classe, c'est un acte d'intégration.

Voilà où nous en sommes.

COMMENT SE POSE LA QUESTION DES RÉFORMES ?

Même si l'époque des réformes, qui caractérise le capitalisme ascendant, était « historiquement » dépassée, la vague révolutionnaire de l'après-guerre, en faisant trembler sur ses bases l'ordre capitaliste mondial, a arraché les plus grandioses « réformes » qu'ait arrachées le prolétariat : la Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'extension du système d'instruction publique à l'enseignement technique, etc.

« Réformes » auxquelles se sont amalgamées toutes les conquêtes précédentes de la classe ouvrière, enrichies et complétées au passage, structurées sur les organisations de classe, renforçant, au sens large du terme, l'organisation du prolétariat comme classe et modelant toutes les relations sociales de travail,

beaucoup plus largement que les seules relations de travail du prolétariat.

Alors que la bourgeoisie tentait d'utiliser les réformes que la lutte du prolétariat lui avait arrachées dans la période de développement « pacifique » du capitalisme, comme facteur de renforcement de la position politique des directions appuyées sur les couches supérieures du prolétariat, afin de se soumettre plus étroitement les organisations... à l'époque du capitalisme pourrissant, nous sommes dans une tout autre situation.

La bourgeoisie dans chaque pays ne peut tolérer l'existence de ces « réformes » qui matérialisent la puissance de l'existence organisée comme classe du prolétariat dans la société bourgeoise, donc à terme contre elle.

Toute l'histoire de la V^e République est l'histoire de l'élaboration et de tentatives ininterrompues d'application de contre-réformes visant à détruire tout cet édifice de droits et garanties, afin de briser les organisations de classe que ces conquêtes structurent.

La lutte pour la défense de ces « réformes » qui constituent le prolétariat comme classe fournit l'axe du combat pour l'unité du prolétariat et de ses organisations pour l'indépendance des organisations syndicales par rapport à l'Etat, qui seul peut garantir l'existence de bases d'appui politique indépendantes du prolétariat... l'axe d'une politique de classe.

BUREAUCRATIE COLLABORATRICE ET INTÉGRATION

On voit aujourd'hui le gouvernement de cohabitation se saisir de l'arsenal fourni par les deux gouvernements « de gauche » qui l'ont précédé pour perpétuer l'attaque la plus brutale qu'ait connue la Sécurité sociale depuis qu'elle existe, la plus importante attaque contre le Code du travail avec les lois sur l'apprentissage, la loi sur la flexibilité du travail et le travail de nuit des fem-

mes, une remise en cause de l'indemnisation du chômage ainsi que de tout le système de retraite... On voit ce même gouvernement inviter les organisations syndicales à participer aux états généraux qui doivent les associer à la mise à mort de la Sécu, leur proposer de signer les accords sur la modernisation dans la métallurgie qui associent les syndicats (en les soumettant au secret) à l'organisation des plans de restructuration et de licenciements dans les usines. Cela ne peut qu'ouvrir une crise dans toutes les organisations du haut en bas de l'édifice, des militants aux responsables. Personne ne peut empêcher désormais que la question éminemment politique de l'indépendance de l'organisation syndicale surgisse dans toute sa dimension.

La bourgeoisie sait le risque qu'elle prend en engageant cette bataille, et cela malgré le soutien que lui ont apporté les partis qui se réclament de la classe ouvrière en votant les lois Auroux, la décentralisation, etc. Aussi n'a-t-elle pas attendu pour chercher à sélectionner, au travers de toutes les institutions qu'elle a créées, pour occuper, organiser et entretenir dans les organisations syndicales une couche particulière de fonctionnaires syndicaux qui ne sont liés ni à la construction ni à l'animation de la vie des syndicats et qui doivent lui servir de base d'appui dans cette bataille.

Le conflit est ouvert entre tout ce qui, dans le syndicat, quelles que soient son opinion et sa place, décidera de se définir avant toute autre considération par rapport à la survie de l'organisation syndicale, et ceux qui décideront de se faire les porte-parole de la couche « étrangère » qui a été constituée au fil des ans et qui véhicule la pression intégrationniste.

Ce conflit est au centre des processus qui, au sein de la classe ouvrière, voient des forces chercher à se redresser sur un axe qui garantisse aux organisations ouvrières, aux syndicats, leurs prérogatives d'organisations indépendantes. Il ouvre à ceux qui sauront agir politique-

ment avec conséquence pour aider à dégager cet axe, à matérialiser pas à pas, comme nous l'avons fait en 1969 (double NON au référendum), les plus grandes possibilités de développement.

3. INTÉGRATION ET COLLABORATION DE CLASSE... REVENONS SUR LE CRITÈRE QUI DÉFINIT LE SYNDICAT COMME ORGANISATION DE CLASSE INDÉPENDANTE

Dans un texte consacré à la nature de l'URSS, Trotsky fait la comparaison avec les syndicats :

« Prenons cependant une comparaison plus proche : comparons l'Etat ouvrier et le syndicat. Du point de vue de notre programme, le syndicat doit être une organisation de lutte de classe. Quelle attitude adopter alors vis-à-vis de l'AFL ?

Ses dirigeants sont des agents notoires de la bourgeoisie. Sur toutes les questions fondamentales, Messieurs Green, Voll et Cie mènent une politique directement contradictoire avec les intérêts du prolétariat. On peut pousser plus loin l'analogie et déclarer que si, avant la formation du CIO, l'AFL effectuait encore, jusqu'à un certain point, un travail progressiste, aujourd'hui que l'activité essentielle de l'AFL consiste à lutter contre les tendances progressistes (ou moins réactionnaires) du CIO, l'appareil de Green est devenu définitivement un facteur réactionnaire. Ce sera parfaitement juste. Mais il ne s'ensuit nullement que l'AFL cesse d'être une organisation syndicale. Le caractère de classe de l'Etat est défini par son rapport avec les formes de propriété des moyens de production.

Ce qui définit une organisation ouvrière comme syndicat, c'est son rapport avec la répartition du revenu national.

Le fait que Green et Cie défendent la propriété privée des moyens de production les définit comme des bourgeois. Si en plus de cela, ces messieurs défendaient les bénéfices de la bour-

geoisie contre tous les attentats de la part des travailleurs, c'est-à-dire s'ils luttent contre les grèves, contre les augmentations de salaires, contre l'aide aux chômeurs, nous aurions alors à faire face à une organisation de jaunes et non pas à un syndicat. D'ailleurs, pour ne pas rompre avec leur base, Green et Cie sont contraints, dans certaines limites, de diriger le combat des travailleurs pour l'augmentation des salaires ou au moins contre la diminution de la part qui leur est réservée dans le revenu national.

Ce signe objectif suffit pour nous permettre de tracer dans toutes les occasions importantes une ligne de démarcation entre les syndicats les plus réactionnaires et les organisations jaunes.

Nous sommes contraints par là même non seulement de nous battre au sein de l'AFL mais encore de défendre l'AFL contre les jaunes, le Ku Klux Klan, etc. »

C'est précisément ce signe **objectif** fondamental qui, pour la bourgeoisie impérialiste dans sa phase de réaction sur toute la ligne, doit être extirpé par le biais de l'intégration des syndicats à l'Etat, parce qu'il est ce qui fonde au point de départ l'apparition de ces « foyers de démocratie prolétariens » dont parle Trotsky, et à partir desquels s'affirme l'existence politique du prolétariat comme classe.

La collaboration de classe exigeait de la bureaucratie qu'elle préserve à sa manière la base sociale de sa « puissance », c'est-à-dire l'organisation de classe, afin d'en exploiter l'existence dans ses propres intérêts.

Bien évidemment, la bureaucratie a toujours réalisé cette « préservation » par des méthodes qui savaient les bases de l'organisation indépendante.

Mais c'en est trop pour l'impérialisme... Nous sommes entrés à l'échelle internationale dans une autre phase politique. Il lui faut procéder dans tous les domaines à la destruction de toutes les conquêtes, c'est l'ère des contre-réformes. Il lui faut en conséquence nettoyer la société des « fortifications, des

bases, des foyers de démocratie prolétariens : syndicats, partis... » qu'édifièrent les ouvriers « pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle... ».

Car l'impérialisme, la bourgeoisie dans chaque pays ont conscience du rôle que ces foyers seront amenés à jouer dans la situation de crise de tout le système. Ils ont, eux aussi, à leur façon, conclu que :

« C'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. » (Trotsky)

« L'UNIQUE PUISSANCE SOCIALE DU CÔTÉ DES OUVRIERS EST LEUR MASSE »

« Ce qui définit une organisation ouvrière comme syndicat, c'est son rapport avec la répartition du revenu national... »

C'est ainsi que la volonté de cerner au plus près la manière dont se pose aujourd'hui en France la question de l'indépendance des organisations syndicales, d'affiner les critères qui nous guident, afin de pouvoir en dégager des éléments utiles à la définition d'une ligne d'intervention, nous a ramenés au point de départ aux définitions fondamentales dégagées par les fondateurs du marxisme : aux statuts de la I^e Internationale.

Mais est-ce si étonnant que les problèmes posés par l'offensive engagée par l'impérialisme à son stade pourrissant (stade suprême du capitalisme, certes, mais **stade du système de production capitaliste**) nous ramènent à la simplicité du point de départ et, sous une certaine forme, à des débats au sein du mouvement ouvrier qui rappellent les débats de la période d'agrégation de forces disparates qui aboutirent à la constitution, dans la période ascendante du capitalisme, des grands partis ouvriers ?

Revenons sur ce qu'écrivit Trotsky :

c'est son rapport avec la répartition du revenu national qui définit une organisation ouvrière comme syndicat... Lorsqu'il ajoute : « *Ce signe objectif suffit à nous permettre de tracer dans toutes les occasions la ligne de démarcation.* », il ne s'agit pas d'une formule réductrice. Trotsky traduit ce qu'écrivait Marx dans la résolution sur les syndicats adoptée au I^{er} Congrès de l'Association internationale des travailleurs en 1866, qui dit :

« L'unique puissance sociale du côté des ouvriers est leur masse. Cependant, la puissance de la masse est brisée par la désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et entretenue par leur concurrence inévitable. Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou, du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de travail contractuelles les élevant au moins au-dessus de leur condition de simples esclaves.

C'est pourquoi l'objectif immédiat s'est borné aux revendications journalières, aux moyens de défense contre les empiétements incessants du capital, bref, aux questions de salaires et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne saurait s'en dispenser tant que subsiste le mode actuel de production. Au contraire, il faut la généraliser en créant des syndicats et en les unissant dans tous les pays.

D'un autre côté, les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus des foyers d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Age le furent pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat. »

En organisant la lutte contre les empiétements journaliers du capital (question des salaires et du temps de travail), les syndicats ont organisé « *la puissance sociale du prolétariat* » qui réside **uniquement** dans sa masse. Ce

faisant, ils sont devenus des « *foyers d'organisation de la classe ouvrière* », indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes et beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat.

Pour Marx, il est exclu de combattre pour l'émancipation du prolétariat si on renonce à organiser le combat quotidien des syndicats contre les empiétements du capital. Non seulement « *on ne saurait s'en dispenser... mais il faut le généraliser...* ». C'est la condition de l'affirmation de la puissance sociale du prolétariat, de sa manifestation politique comme classe séparée du capital, comme classe politiquement indépendante qui ne peut exister qu'appuyée sur des organisations de classe indépendantes, combattant sur ce terrain.

Indication politique d'une brûlante actualité pour des militants révolutionnaires confrontés dans tous les domaines de la vie des syndicats à des pratiques qui expriment la pression désagréable qu'exercent chaque jour les institutions politiques sur les syndicats et les conséquences des pas franchis dans la « généralisation » des procédures nouvelles aspirant l'appareil syndical dans des instances d'exécution de la politique capitaliste et détournant l'activité générale de son objectif d'organisation élémentaire de classe de défense des revendications quotidiennes, comptes rendus de mandats, d'associations de syndiqués au travail d'organisation, de propagande (bulletins), de collectage, qui concentre matériellement la bataille pour « *l'organisation du prolétariat en classe donc en parti politique* » dont parle Marx dans le *Manifeste communiste* en 1847, qu'il précise encore en 1864 dans les statuts de la I^{re} Internationale, en écrivant :

« Considérant,

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de

classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes, misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique ;

Que, par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen, que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué faute de solidarité entre les travailleurs de différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés (...).

LUTTE ÉCONOMIQUE ET LUTTE POLITIQUE

Que vaut donc la distinction faite entre lutte économique et lutte politique, entre syndicats et partis ?

Pour Rosa Luxemburg :

« La distinction entre la lutte politique et la lutte économique, l'autonomie de ces deux formes de combat ne sont qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable, de la période parlementaire... »

« **Produit artificiel... quoique historiquement explicable** », dit-elle.

Aujourd'hui, cela signifie que la question de l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat, dans toutes ses déterminations, sous tous ses aspects pratiques, constitue la question politique centrale de l'heure pour tous ceux qui se réclament politiquement de la classe ouvrière. Cela, c'est le fond...

Quant à la forme, les développements historiques particuliers du mouvement

ouvrier dans chaque pays ont produit des relations propres entre organisations syndicales et organisations politiques de la classe ouvrière dont il est impossible de ne pas tenir compte si l'on veut précisément aider à faire jaillir les problèmes de fond posés.

Il est une évidence que la forme des rapports syndicats-partis est différente en Angleterre où le parti ouvrier est né des syndicats, en Allemagne où c'est le Parti social-démocrate qui a joué un rôle déterminant dans l'organisation et le développement des syndicats, ou en France dont l'histoire a été marquée par l'épisode de relations orageuses entre les syndicats et le POF de Guesde et Lafargue (cf. le texte de préparation aux camps de 1987).

Tout cela dicte des tactiques différenciées. Ne pas tenir compte dans la formulation d'une politique de cette « autonomie », artificielle certes, mais historiquement explicable de la lutte économique et de la lutte politique serait se rendre incapable d'agir sur le fond.

Rosa Luxemburg poursuit (« Grève de masse, partis et syndicats ») :

« Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une seule lutte de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise. S'il est vrai qu'en période parlementaire les deux aspects de la lutte de classe se distinguent pour des raisons techniques, ils ne représentent pas pour autant deux actions parallèles, mais seulement deux phases, deux degrés de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. La lutte syndicale embrasse les intérêts immédiats, la lutte politique de la social-démocratie les intérêts futurs du mouvement ouvrier. Les communistes, est-il écrit dans le Manifeste communiste, défendent en face des groupes d'intérêts divers (nationaux ou locaux) les intérêts communs au prolétariat tout entier, et à tous les stades de développement de la lutte de classe l'intérêt du mouvement dans son

ensemble, c'est-à-dire le but final : l'émancipation du prolétariat. Les syndicats représentent l'intérêt des groupes particuliers et un certain stade du développement du mouvement ouvrier. La social-démocratie représente la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble. Le rapport des syndicats au Parti socialiste est donc celui d'une partie au tout. »

Le rapport « d'une partie au tout » ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Faut-il déduire de cela que le syndicat constitue quelque chose de mineur par rapport au parti ? Assurément, les syndicats représentent l'intérêt de groupes particuliers et un **certain stade** de développement du mouvement ouvrier... des intérêts de groupes particuliers à partir desquels la classe ouvrière s'organise comme classe... à un **certain stade**, dit-elle... et le stade que nous avons atteint est celui où toutes les conquêtes qui vertèbrent la classe ouvrière comme classe existant politiquement de façon séparée du capital doivent être détruites. Aujourd'hui plus que jamais, **la partie concentre le tout !**

Trotsky, dans l'explication qui l'oppose à Shachtman, aborde et donne son cadre à cette question :

« Lorsque Lénine dit : la politique est de l'économie concentrée, il veut dire la chose suivante : quand le processus, les objectifs, les intérêts économiques acquièrent un caractère conscient et généralisé ("concentré"), ils entrent par là même dans le domaine de la politique et en constituent l'issue. En ce sens, la politique en tant qu'économie concentrée s'élève au-dessus de l'activité économique quotidienne, éminente, inconsciente et non généralisée. »

Et les intérêts économiques n'acquièrent un caractère conscient et généralisé pour la classe ouvrière dont « l'unique puissance sociale est la masse » que par l'organisation (le syndicat) qui est née « tout d'abord, de tentatives spontanées de la part des ouvriers pour supprimer, ou du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de

travail... » (résolution sur les syndicats au I^{er} Congrès de l'AIT).

Voilà les rapports qui entretiennent lutte économique et lutte politique. La classe ouvrière, classe exploitée dans les relations sociales, dans la société capitaliste, est objectivement amenée à se révolter, à vouloir « affaiblir » la concurrence qui la ruine. C'est par l'organisation réalisée pour mener ce combat que les intérêts économiques du prolétariat « acquièrent » un caractère (plus ou moins) conscient, (plus ou moins) généralisé, entrant dans le domaine de la politique.

Sans cette organisation élémentaire indépendante du prolétariat, construite sur le terrain de la lutte économique (qui est politique), pas de politique prolétarienne.

Il s'agit d'un tout constamment remis en cause qui est le terrain de la lutte politique du prolétariat. L'organisation élémentaire indépendante de classe est affaiblie, menacée par le renoncement politique de ses directions au combat pour mener jusqu'à son terme l'émancipation économique de la classe ouvrière qui pose la question de l'expropriation du capital.

Mais le fait que les syndicats soient contrôlés par des directions (staliniens ou réformistes) qui ont renoncé au combat pour l'émancipation économique du prolétariat — bien que cela les affaiblisse — ne fait pas disparaître pour autant le syndicat comme organisation de classe, comme foyer de démocratie ouvrière dans la société bourgeoise, défini par son rapport « avec la répartition du revenu national ». Tant que ce rapport indique que le syndicat continue à agir dans l'activité économique quotidienne pour arracher de meilleures conditions de vie et de travail pour le prolétariat, il reste cette base indispensable au combat émancipateur. Les révolutionnaires le défendent contre ses ennemis et se battent à l'intérieur.

Ce qui, par définition, ne peut être le critère pour les partis ouvriers qui ont

renoncé « au grand but de l'émancipation économique du prolétariat ». Ils ne constituent pas des organisations de classe de même nature que les syndicats.

LES RAPPORTS DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET DES SYNDICATS

Ces rapports découlent de tout ce qui précède et sont exposés de façon éclatante dans leur dynamique (1933 - « *Mouvement communiste en France* ») par Trotsky :

« La lutte du parti pour influencer les syndicats doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masses, à ne pas la scinder, à ne pas faire germer chez les ouvriers l'idée que les communistes désorganisent le mouvement de la classe. Les principes de cette lutte ont déjà été énoncés dans le Manifeste du Parti communiste, développés par la théorie et la pratique ultérieures du mouvement ouvrier, et ont trouvé leur expression la plus élevée dans le bolchevisme. »

Le parti, c'est la fleur de la classe, son élite révolutionnaire. Le syndicat embrasse de larges masses d'ouvriers à des niveaux différents. Plus larges sont les masses, plus le syndicat est près d'avoir réalisé sa tâche. Mais ce que l'organisation gagne en étendue, elle le perd inévitablement en profondeur. Les tendances opportunistes, nationalistes, religieuses, dans les syndicats et dans leurs directions, sont l'expression du fait que les syndicats embrassent non seulement l'avant-garde, mais aussi les grosses réserves. Ainsi les côtés faibles des syndicats proviennent-ils de leurs côtés forts. La lutte contre l'opportunisme dans les syndicats signifie au fond un travail tenace et patient pour amener les réserves à l'avant-garde.

Celui qui en détache les ouvriers révolutionnaires, qui construit, à côté des organisations de masses, des syndicats révolutionnaires "propres", selon l'expression ironique de Lénine, mais peu nombreux, donc impuissants, celui-là non seulement ne résout pas la tâche historique, mais renonce à la résoudre ; pire encore, il crée directement lui-

même des obstacles à la lutte pour influencer la classe ouvrière. »

Quelles que soient les formes nationales, les traditions d'organisation propres à chaque pays, découlant de toutes les considérations que nous avons passées en revue, la lutte du parti pour influencer les syndicats **doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masse...**

Il s'agit là de la position fondamentale des communistes, la « *fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, qui n'a pas d'intérêt qui diverge des intérêts d'ensemble du prolétariat* », « *la fraction qui entraîne toutes les autres (et qui) sur le plan de la théorie a, sur le reste du prolétariat, une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien* ».

LES SYNDICATS ET L'ÉTAT OUVRIER

Ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation des masses, mais au contraire les favoriser **jusqu'à revendiquer le droit pour la classe ouvrière** de se battre contre son propre Etat...

Appuyant sur ce fait essentiel que le syndicat est organisation de classe, Lénine (dans la discussion qui s'engage en 1920 au sein de la direction bolchevique) pousse jusqu'aux ultimes conclusions sa position :

« Les syndicats ne sont pas seulement l'organisation historiquement nécessaire du prolétariat industriel, ils en sont encore l'organisation historiquement inévitable, et sous la dictature du prolétariat, ils l'englobent dans sa quasi-totalité. »

Il découle de ce que je viens de dire que, dans l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle des syndicats est absolument capital. Mais en quoi consiste ce rôle ? L'examen de cette question, une des questions théoriques majeures, m'amène à conclure que ce rôle est extrêmement original. D'une part, les syndicats groupent, englobent dans leurs rangs la totalité des ouvriers

de l'industrie : ils sont de ce fait une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, coercitive.

Dans le système de la dictature du prolétariat, les syndicats se situent, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le Parti et le pouvoir d'Etat. La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme, mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie.

Il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier. Car ne n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est encore si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays), que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer directement sa dictature. Seule le peut l'avant-garde qui a absorbé l'énergie révolutionnaire de la classe. Il se forme ainsi une sorte d'engrenage. Le programme de notre Parti montre que notre Etat est un Etat ouvrier présentant une déformation bureaucratique. Et c'est cette triste, comment dirais-je, étiquette, que nous avons dû lui apposer. Voilà la transition dans toute sa réalité. Et alors, dans un Etat qui s'est formé dans ces conditions concrètes, les syndicats n'ont rien à défendre ? On peut se passer d'eux pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement organisé ? C'est un raisonnement complètement faux du point de vue théorique.

Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat. Ces deux défenses s'opèrent au moyen d'une combinaison originale de nos mesures gouvernementales et de notre accord, au moyen de l'"amalgame" avec nos syndicats.

J'aurai à revenir sur cet amalgame.

Mais ce seul mot suffit à montrer qu'il est erroné de se forger un ennemi en l'espèce du "trade-unionisme soviétique". Car la notion d'"amalgame" implique la présence de choses distinctes, qu'il va falloir amalgamer ; la notion d'"amalgame" implique qu'il faut savoir faire jouer les mesures du pouvoir d'Etat pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement uni contre ce pouvoir d'Etat (...).

Nous nous battons pour que le syndicat, organisation de classe, foyer de démocratie ouvrière, qui constitue la base de l'existence politique indépendante du prolétariat, étende son influence et organise toujours plus largement des nouvelles couches de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat. Nous nous battons pour l'indépendance totale à l'égard de l'Etat bourgeois... mais aussi de l'Etat bourgeois sans bourgeoisie, de tous les partis ouvriers bourgeois... mais y compris du parti révolutionnaire.

Cela veut-il dire que nous renonçons à faire un travail politique dans les syndicats ?

« Nous soutenons l'autonomie réelle, vitale, des syndicats, conformément à tout l'esprit du marxisme », affirme Trotsky lorsqu'il précise la position des communistes à l'égard du syndicalisme révolutionnaire.

« Le syndicalisme révolutionnaire, qui, sous beaucoup de rapports, a été en France le précurseur du communisme contemporain, s'est borné à la théorie de la minorité d'initiative, autrement dit du parti, sans se transformer ouvertement en parti. Mais, par là même, il a empêché les syndicats de se transformer en organisation, sinon de "la classe ouvrière elle-même" (ce qui est impossible en régime capitaliste), du moins de masses importantes de la classe ouvrière. Les communistes n'ont pas peur du nom de parti, parce que leur parti n'a et n'aura rien de commun avec les autres partis. Ce n'est pas un des partis politiques du régime bourgeois, mais la minorité consciente, la minorité d'initiative de la classe ouvrière, son avant-garde révolution-

naire. C'est précisément pour cela que les communistes ne se couvrent pas — dans le domaine de l'idéologie non plus que dans celui de l'organisation — de l'organisation syndicale, n'exploitent pas cette dernière par des manœuvres de coulisse, ne la divisent pas lorsqu'ils sont en minorité, ne gênent en rien son développement autonome et l'aident de toutes leurs forces dans sa lutte. En même temps, le parti communiste se réserve le droit de se prononcer sur toutes les questions du mouvement ouvrier, y compris le mouvement syndical, de critiquer la tactique syndicale et d'apporter ses propositions que l'organisation syndicale est libre d'accepter ou de refuser. Le parti s'efforce par l'action pratique de gagner la confiance de la classe, et avant tout de sa partie syndiquée. »

Au XXIX^e Congrès du PCI (1984), nous affirmons dans les résolutions sur les syndicats :

« Trotskystes, nous respectons l'indépendance syndicale. Et par ce fait, par principe, nous ne faisons pas dans le syndicat du travail clandestin.

b) Mais cette phrase doit être précisée ; le fait de ne pas faire de travail politique nous ferait apparaître comme des clandestins et nourrirait des attaques contre nous dans le syndicat.

Bien évidemment, faire un travail politique ce n'est pas pour un militant intervenir à un conseil syndical "au nom du PCI"...

Précisons, puisqu'il le faut. Le syndicat est une organisation ouvrière qui occupe une place spécifique dans la lutte de classe. Militer dans le syndicat implique la nécessité d'y œuvrer dans le cadre de la place spécifique occupée par le syndicat dans la lutte de classe, en respectant ses méthodes, ses instances.

Un parti occupe une autre place dans la lutte de classe. Avec un autre programme, d'autres méthodes. "Faire de la politique" dans le syndicat signifie respecter la place du syndicat dans la lutte des classes, ses méthodes d'organisation spécifique. C'est là le contenu de l'indépendance, mais ce n'est pas masquer, camoufler son appartenance politique. Le faire signifierait que, mili-

tants politiques, nous serions amenés (en raison du fait que nous sommes tout de même PCI) à transformer le syndicat en parti, et le PCI en syndicat.

Confusion qui conduit à remettre en cause l'indépendance du syndicat, à remettre en cause le respect des instances du syndicat. Plus précisément : quand les syndiqués nous accordent leur confiance, ils le font parce qu'ils estiment que nous sommes capables de défendre leurs intérêts, de défendre le syndicat. Mais ils le font également en sachant que nous sommes militants politiques, respectant l'indépendance des syndicats.

N'est-ce pas la raison pour laquelle le combat pour les sections pour un parti des travailleurs trouve un tel écho parmi les syndicalistes ? »

Impossible pour quiconque se réclame du combat pour l'émancipation du prolétariat de ne pas se battre par tous les moyens (dans le respect absolu des formes liées à la nature de l'organisation syndicale) et à tous les niveaux de l'organisation syndicale, contre la participation des syndicats aux états généraux de la Sécurité sociale.

Impossible de ne pas combattre pour que soient remis en cause les accords du type de celui qui a été signé sur les nouvelles technologies entre UIMM et une fraction des organisations syndicales de la métallurgie.

Impossible de ne pas combattre contre les propositions faites par toutes les directions syndicales de sauver la Sécurité sociale par la création d'un impôt machine, qui revient à accepter la fiscalisation qui doit liquider la Sécurité sociale.

Impossible d'accepter d'être au CE le gérant loyal du « sauvetage » de l'entreprise, de son « adaptation » aux nouvelles conditions économiques... Impossible de se considérer, en tant que représentant syndical, comme lié aux décisions de cet organisme.

Dénonciation publique des plans qui y sont présentés, compte rendu de mandat auprès des travailleurs qui nous ont

mandatés comme leurs représentants syndicaux. Mobilisation des travailleurs autour de la publication par les représentants syndicaux de tous les plans, comme moyen de mettre l'organisation syndicale sous la pression, sous le contrôle vigilant, donc sous la « protection » des syndiqués et du personnel...

Respect du fonctionnement des instances, bataille pour l'association d'un nombre toujours plus grand de syndiqués aux tâches d'organisation et de direction de leur syndicat, bataille contre tout ce qui tend à dissoudre l'organisation indépendante, bataille contre les « habitudes » qui amènent, au nom de l'adresse permanente et indifférenciée à tout le personnel, à ne plus s'adresser spécifiquement aux syndiqués, à ne plus considérer leur « organisation » ni comme socle de la force des syndicats ni comme leur objectif.

Mise en relation permanente dans le syndicat sous une forme adaptée de ce qui relie toutes les formes de cette bataille d'ensemble, de cette bataille politique pour l'indépendance du syndicat, contre l'intégration et la bataille pour la démocratie, pour en finir avec les institutions de la V^e République.

LA GRÈVE GÉNÉRALE, LES COMITÉS DE GRÈVE ET LES SYNDICATS

Mais faut-il attendre la victoire contre la pression intégrationniste, la régénération profonde des organisations syndicales du simple renforcement de cette bataille ?

La profonde dégénérescence qu'ont subie les organisations syndicales ne peut être seulement considérée sous l'angle du phénomène interne aux syndicats. Il s'agit de la manifestation des gigantesques pressions qu'exerce la société bourgeoise sur tous les « foyers de démocratie ouvrière » qui lui sont insupportables.

On ne peut attendre une régénérescence de toutes ces positions organisées de la classe ouvrière que de la contre-

offensive de tout le prolétariat contre la remise en cause de toutes ses positions, dans un affrontement politique frontal au niveau du pouvoir, par les moyens de la lutte des classes.

Les besoins de cette lutte de classe exigent des militants révolutionnaires qu'ils se conforment dans leur action (sous toutes ses déterminations) aux « lois » qui règlent la marche du prolétariat à l'acquisition — dans la lutte des classes — de la conscience de ses intérêts historiques. Ce sont ces « lois » que Trotsky rappelait aux révolutionnaires allemands :

« La progression de la classe vers la prise de conscience (...) est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise ceux qui existent déjà pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent dans le prolétariat. C'est pourquoi il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin (...).

Le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classe qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels dans l'enceinte d'une entreprise que pour les luttes politiques "nationales".

Par conséquent, la tactique du front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile. Non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du Manifeste communiste où il est dit que les communistes ne s'opposent pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que ceux du prolétariat, exprime l'idée que la lutte pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat. » (Ecrits sur l'Allemagne.)

Des origines du mouvement ouvrier, marquées par la constitution et le renforcement du prolétariat, à nos jours — où nous voyons l'impérialisme à son stade pourrissant engager toutes ses forces pour détruire la classe ouvrière, disloquer ses organisations, liquider ses conquêtes et ses droits, le décomposer par le chômage — il s'agit (dans d'autres conditions) de la même bataille, de la même méthode.

La clef de ce combat pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, donc de la défense de l'indépendance du cadre politique d'organisation du prolétariat, réside pour l'avant-garde dans le combat du parti qui se construit (MPPT-PCI) en aidant les masses à réaliser « l'unité de leurs rangs » contre le capital et son Etat.

« Les travailleurs et la jeunesse marcheront à l'unité contre ce qu'il faudra bien appeler les "exactions patronales et gouvernementales". Telle, par exemple, cette proposition de loi "tendant à mettre en concurrence les organismes de Sécurité sociale, les entreprises d'assurance et les sociétés mutualistes pour la gestion du risque accident du travail et maladies professionnelles". Proposition de loi qui abroge toute une série de dispositions du Code de la Sécurité sociale, du Code du travail, du Code général des impôts, s'inscrivant comme autant de coups contre les garanties ouvrières pour les accidentés du travail ou les salariés atteints de maladies professionnelles (...).

L'aspiration profonde à la grève générale, au tous ensemble, se développe de l'inéluctable besoin de réaliser l'unité de lutte contre chaque manifestation des exactions patronales et gouvernementales, s'inscrivant comme revendication particulière, contre une politique que chacun et tous ressentent comme une politique planifiée, élevant ainsi les revendications professionnelles, catégorielles, particulières, comme revendications politiques.

Nous devons considérer les mouvements de l'automne et du début de l'hiver derniers comme déterminants, parce que précisément ils ont exprimé le plus vivement les tendances essentiel-

les au front unique pour la grève générale (...).

Pour réaliser l'unité, la mobilisation des masses s'oppose à la politique de division des directions. Mais cette politique de division se heurte à la volonté de faire reculer patronat et gouvernement. Elle se heurte à la dynamique de la grève générale. C'est ainsi que la mobilisation des masses pour la réalisation de l'unité, non seulement se nourrit de la nécessité de résister aux plans du gouvernement et du CNPF, mais aussi de la nécessité de briser la résistance des appareils à la réalisation de l'unité.

Ce n'est pas un paradoxe que de dire que ce sont les plans gouvernementaux et patronaux du CNPF, la politique de division qui nourrissent l'aspiration des masses à la réalisation de l'unité et à la grève générale.

Et, comme résultat de cette double nécessité (résistance des masses aux plans anti-ouvriers, nécessité de réaliser l'unité), les comités de grève apparaîtront face à la résistance des appareils, comme on l'a déjà constaté lors de la grève générale des étudiants et des lycéens, comme le lien pour aller au combat avec toutes les forces unifiées, unifiant sous leur égide élus des assemblées générales et représentants des syndicats. » (Section VI du rapport pour le XXXII^e Congrès.)

Les comités de grève apparaîtront comme la réponse nécessaire au fait que les travailleurs ont besoin que l'organisation du combat coïncide avec la nature du mouvement et reflète la masse mobilisée, dans l'unité avec ses organisations.

Organisation qui ne peut coïncider avec les syndicats car ils n'embrassent qu'une partie de la classe ouvrière, mais organisation qui inclut nécessairement les syndicats en tant que tels.

Il serait absurde d'imaginer que le comité de grève, surgissant des besoins de la grève comme organe du front unique, puisse remplacer les syndicats qui constituent la base d'organisation de la classe ouvrière, même s'ils n'organisent qu'une minorité de la classe ouvrière.

« *Les masses entrent en lutte avec toutes les idées, groupements, traditions et organisations* », dit Trotsky... Le comité de grève englobe les syndicats. Ils continuent à exister, vivre et lutter. Ils sont contrôlés dans l'action par les masses dans le cadre d'organisation du front unique.

Il est nécessaire qu'ils continuent à exister, vivre et lutter dans le cadre organisé du front unique qui surgit de l'action de classe et du besoin impérieux de rassembler toute la classe face au capital et à son Etat. Il s'agit d'une condition à l'exercice de la démocratie ouvrière au niveau où l'exige le rassemblement des masses en lutte dans leur diversité.

Cette question constitue d'ores et déjà l'enjeu d'une bataille politique essentielle pour l'avenir de la lutte des classes.

La politique de capitulation des directions du mouvement ouvrier n'a pas seulement fourni à la bourgeoisie son aide sous les formes que nous venons d'évoquer, elle constitue l'argument de départ d'une nouvelle offensive, « organisée » au bénéfice de cette dernière pour chercher à décomposer et désarmer le prolétariat en prévision d'échéances qui approchent et poseront dans toute son ampleur la question de la réalisation du front unique ouvrier, de l'unité des travailleurs et des organisations face au capital.

Que s'est-il passé dans ces mouvements de l'hiver dont nous disons qu'ils sont « déterminants » ? Il y a d'abord eu les étudiants qui ont constitué leur coordination, couronnant de véritables comités de grève responsables devant les assemblées générales, mandatés par elles, exprimant la réalisation de l'unité de la masse des étudiants et des organisations étudiantes et agissant sous le contrôle d'assemblées générales de masse.

Et puis, il y a eu le contre : la « constitution » de coordinations de chemi-

nots s'exprimant au nom de « l'unité des syndiqués et des non-syndiqués », représentatives de minorités autoproclamées opposées à tout combat et à toute mobilisation pour la réalisation du front unique au sommet alors que la question se concentrait sur l'unité des sept fédérations. Elles opposaient frauduleusement une nouvelle organisation, ajoutant à la division, et indiquaient un des axes du combat pour tenter de disloquer de l'intérieur le mouvement de la classe ouvrière, qui se dirige contre l'Etat et s'apprête à ouvrir la crise révolutionnaire.

Il serait erroné de croire que le mouvement qui se dessine ne charriera pas une masse d'illusions que les appareils et les gauchistes nourriront pour chercher à faire obstacle à la réalisation du front unique. Il serait erroné de croire que l'on pourra simplement, à un jour et une heure donnés, appeler à la réalisation de comités de grève élus, intégrant les organisations syndicales... Il revient aux militants du MPPT qui combattent aujourd'hui dans les entreprises — dans les combats ponctuels qui s'étendent — pour la construction du parti de classe de répondre à chaque problème posé dans le but d'aider à préparer les masses à répondre à ces questions conformément à leurs intérêts historiques.

L'importance de cette question des comités de grève, de son rapport avec les syndicats, prend un relief particulier au moment où leur surgissement, combiné à l'effondrement des institutions, se chargera d'un contenu politique plus vaste et tendra à exprimer à un niveau plus élevé la réalisation du front unique de la classe ouvrière.

« *Les soviets en Russie, dans leurs premiers pas, n'ont pas du tout été ce qu'ils sont devenus par la suite. Ils ont même souvent porté à l'époque le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.* » (« *Où va la France ?* »).

Léon Trotsky

œuvres

OFFRE EXCEPTIONNELLE :

**LES 22 TOMES
DES ŒUVRES
DE LÉON
TROTSKY :**



500 F

**Passer vos commandes à APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
ou auprès des militants du PCI**

Le Mouvement ouvrier français

Son origine, son rôle, sa doctrine

A l'occasion de journées d'études,
le camarade Sandri, militant ouvrier,
a présenté cet exposé que nous publions avec son accord

Avant-propos

L'histoire du mouvement ouvrier français, c'est aussi l'histoire de la classe ouvrière et de son organisation.

L'objet de l'exposé n'est pas de remonter à l'Antiquité, au moment où apparaissent déjà les premiers conflits entre classes sociales : de l'esclave à l'affranchi, du serf au vilain, puis à l'organisation compagnonnique.

Notre approche consistera à traiter de la naissance de la classe ouvrière, simultanément avec le développement de la société industrielle, du capitalisme sous toutes ses formes, et de la bourgeoisie qui en est son expression politique.

La Révolution de 1789 est à cet égard déterminante. Elle nous servira de point de départ.

La classe ouvrière est bien l'enfant naturel de la bourgeoisie, fruit bâtard du capitalisme et de la société industrielle qui l'ont engendré.

En contradiction avec les thèses dites « modernes », qui à droite comme à gauche spéculent sur l'effacement des antagonismes sociaux et par prolongement sur les responsabilités nouvelles qui devraient incomber au syndicalisme, un fait inéluctable demeure : à savoir la division de la société en classes sociales aux intérêts opposés, et l'accentuation due à la crise de ces antagonismes.

Certes, la conscience de classe n'est pas spontanée. Il importe alors aux éléments les plus conscients de favoriser son éveil, puis de la matérialiser dans l'activité quotidienne. Fernand Pelloutier, le fondateur des Bourses du travail, écrivait : « *Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur.* »

Le milieu étudiant et lycéen avec son organisation syndicale occupe une place particulière au sein des rapports de production. Il est donc indispensable pour eux de s'intégrer dans le mouvement ouvrier, en y apportant leurs connaissances.

Lycéens, étudiants, deviendront dans les prochaines années et pour la majorité d'entre eux des producteurs qui pour assurer leur subsistance, vendront leur force de travail physique et intellectuelle.

Dans une perspective révolutionnaire, à côté de l'action politique, et des partis politiques qui ont leur propre projet de société, le syndicat occupe une fonction spécifique, qui consiste à organiser sur le terrain de classe l'ensemble des salariés, en dehors de toute considération politique, philosophique ou religieuse.

Pour accomplir sa mission de défense des intérêts particuliers des salariés, quelle que soit la forme d'État, quel que soit le parti au pouvoir, le syndicat doit demeurer indépendant (ce qui ne veut pas dire apolitique) et rejeter toute forme d'intégration à un type de société organique, communautaire ou corporatiste.

Attaché à la démocratie politique, il y occupe comme contre-poids une place déterminante.

Lycéens, étudiants, dans le combat à mener pour l'avènement d'une société sans classes où toute forme d'exploitation aura disparu, votre responsabilité à la place qui est la vôtre est grande, et votre engagement nécessaire.

Vous poursuivrez ainsi, avec l'ensemble des travailleurs, l'œuvre déjà accomplie par les militants ouvriers fort nombreux qui ont payé, parfois de leur vie, le prix de la grande espérance.

Roger Sandri, avril 1987

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Historique du mouvement syndical

Les scissions syndicales

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution française de 1789 est non pas un accident fortuit, mais la résultante d'une longue évolution, la liquidation brutale mais lentement préparée du féodalisme par le capitalisme naissant. L'Assemblée constituante de 1789, en s'appuyant sur la grande bourgeoisie, est le premier type de l'État bourgeois issu de la Révolution française. L'Assemblée décrète le 21 août 1790 « *que les citoyens ont le droit de s'assembler et de former entre eux des sociétés libres, à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens* ». Des émeutes éclatent en 1790 chez les ouvriers tisseurs, notamment à Saint-Étienne et à Lyon.

La loi Le Chapelier du 17 juin 1791 abolit la liberté d'association et introduit le **délit de coalition**. C'est l'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état et de même profession. Seuls demeurent l'intérêt particulier et l'intérêt général.

Les rapports sociaux s'établissent désormais sur la seule base du **contrat individuel**. L'**individualisme libéral** de la Révolution française consacre ainsi le

libéralisme économique. En 1803, Napoléon renforce les pénalités prévues par la loi Le Chapelier sur le délit de coalition.

LE CAPITALISME INDUSTRIEL

Si la Révolution française a modifié les structures politiques et la façon de penser, les structures économiques et la façon de travailler ont peu évolué, même si l'existence des premières manufactures préfigure les bases de la société industrielle en gestation.

La société est constituée par :

- une classe paysanne
- une classe artisanale et boutiquière
- une bourgeoisie libérale dite de robe et la bourgeoisie d'affaire.

La classe ouvrière n'existe pas en tant que telle en dehors des manufactures, des compagnons et apprentis, et des manœuvriers. La pratique du libéralisme économique va favoriser l'essor de la grande bourgeoisie qui s'enrichira au cours des guerres napoléoniennes. L'immense développement des forces productives, appuyé sur la révolution

industrielle au XIX^e siècle, déjà accomplie en Angleterre, par l'invention et le développement de la machine à vapeur, va modifier radicalement les rapports de production et les rapports sociaux qui en découlent. C'est le développement du machinisme et des concentrations industrielles, dans la métallurgie, le textile, les houillères et l'extraction du sous-sol, en même temps que les concentrations de main-d'œuvre amorçant le dépeuplement des campagnes.

C'est la naissance d'une catégorie sociale pratiquement inconnue jusqu'à en France : le prolétariat.

LES CONDITIONS DE VIE

Au cours de cette période du capitalisme naissant et à partir des années 1820, ce prolétariat vit dans des conditions épouvantables. Les rapports sociaux restant soumis au principe de l'**individualisme libéral**, ils obéissent à la seule **loi de l'offre et de la demande**.

La force de travail est considérée comme une simple marchandise, subissant les fluctuations du marché et de la concurrence, force de travail qui reste la seule propriété du prolétaire, réduit à la vendre pour assurer sa subsistance et celle de sa famille. Les nécessités de la production et les baisses de salaires introduiront le travail des femmes et des enfants. Les salaires sont d'environ 2 F pour les hommes, 1 F pour les femmes, 0,50 F pour les enfants. La durée du travail est fixée en fonction des nécessités de la production. Elle varie entre 0 heure et 17 heures par jour, sur 7 jours par semaine.

L'absence de logements, sinon la précarité et la promiscuité, amènent les ouvriers à accomplir 1 heure à 2 heures de trajet à pied, en plus de la journée de travail. Suite à l'absence de protection sociale, la misère s'installe en raison de l'accident, de la maladie et de la mort. L'inexistence d'infrastructures sociales favorisant les plaies sociales, la montée de la mortalité infantile dans les milieux populaires devient impression-

nante.

Vers les années 1840, dans le quartier de Saint-Sauveur à Lille, sur 20 000 enfants venant au monde, 19 000 n'atteignent pas l'âge de 5 ans. La bourgeoisie s'inquiète de ce phénomène qui risque à terme de tarir la source alimentant la force de travail.

De plus, les premières contradictions du capitalisme l'engagent dans sa phase impérialiste. C'est la conquête de l'Algérie. Le contingent militaire nécessitant environ 150 000 à 200 000 hommes recrutés, en raison du « tirage au sort », dans les couches populaires, le constat est fait dans les milieux ouvriers, notamment dans la région textile de Louviers, d'un déchet de 90 % des appelés, par suite d'incapacité physique.

Pour remédier à cette situation, pour la première fois depuis la loi Le Chapelier, l'État intervient dans le domaine social. Le 23 mars 1841, la loi vient réglementer le travail des enfants dans les fabriques de 20 ouvriers et plus. Elle interdit le travail des enfants de moins de 8 ans. Elle limite à 8 heures la durée du travail pour les enfants âgés de 8 à 12 ans, à 12 heures pour les enfants de 12 à 16 ans. En raison de l'absence de moyens de contrôle (absence d'inspecteurs du travail), cette loi aura peu de portée. C'est pourtant la première entaille dans le mur « sacré » du libéralisme économique.

LA CONSCIENCE DE CLASSE

Le capitalisme sauvage, l'absence de régulation accentuent les crises et font apparaître les premiers phénomènes inflationnistes.

Vers les années 1840, le kilo de pain atteint 2 F, soit une journée de salaire. Les réactions du prolétariat, en l'absence d'organisations et d'avant-garde consciente, sont spontanées, et le plus souvent vouées à l'échec car durement réprimées. C'est la révolte des canuts de Lyon en 1841 qui est la plus connue.

Pourtant, les premiers éléments éclairés du prolétariat vont s'efforcer, en

s'appuyant sur les couches les plus avancées de la petite bourgeoisie, de trouver une porte de sortie à la misère qui les frappait. Après la Restauration de Louis XVIII, c'est l'avènement de Charles X, qui par une série de mesures se heurte à la grande bourgeoisie d'affaires et bancaire. La Révolution de juillet 1830 renversera Charles X, et permettra à la grande bourgeoisie d'installer son homme de paille : le roi bourgeois Louis-Philippe. Des alliances entre les capitalistes, la bourgeoisie de robe, se sont nouées à cette occasion, mais vite mises en cause.

La grande bourgeoisie détient tous les pouvoirs :

— **Financier**, car le développement du capitalisme industriel exigeait la formation de capitaux ; c'est le développement du système bancaire ;

— **Industriel**. La grande bourgeoisie, maîtresse du capital foncier et financier, est propriétaire de la grande industrie ;

— **Politique**, car malgré les promesses, le vote censitaire (concernant 200 000 électeurs) est appliqué, écartant la bourgeoisie libérale, les paysans, les couches laborieuses.

La montée des luttes va renforcer l'alliance entre la bourgeoisie libérale et les éléments éclairés du prolétariat.

En février 1848, Louis-Philippe est renversé. C'est la proclamation de la II^e République. Les prolétaires réclament et obtiennent la loi de 10 heures de travail à Paris et 11 heures en province, le droit au travail, la mise en place de la Commission de Luxembourg où siège l'ouvrier Albert, l'ouverture des ateliers nationaux, le suffrage universel.

Les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie font pression sur le gouvernement provisoire présidé par Lamartine, et obtiennent une mise en cause des avantages consentis aux travailleurs. C'est la dissolution des ateliers nationaux, et l'invite faite aux ouvriers de partir défricher les départements ruraux inexploités. La crise économique

se développe. Tirant le constat de la trahison de la bourgeoisie, le 23 juin 1848, les ouvriers prolétaires se révoltent contre le gouvernement républicain. Le général Cavaignac organise la répression. Ce sera le massacre de juin : 1 500 morts, 11 000 arrestations, 4 000 déportés (sans jugement) en Algérie. **C'est certainement au cours de cette période de 4 mois, comprise entre février et juin 1848, que va se creuser de façon irrémédiable le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est ici que naît parmi les ouvriers la réelle conscience de classe.**

Les ouvriers comprennent qu'ils appartiennent à une classe bien distincte de la bourgeoisie, même libérale, et que pour sortir de la situation et de la condition qui leur est faite, ils ne peuvent désormais compter que sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur leur propre action. En même temps que l'espérance ouvrière, la bourgeoisie vient d'étouffer la République. Georges Sand a pu écrire : « *Je ne crois pas à l'existence d'une République qui commence à tuer ses prolétaires.* » En fait, la République n'a tenu aucune de ses promesses : coopératives de production, Commission du Luxembourg, ateliers nationaux, tout disparaît. La durée du travail sera rapidement ramenée à 12 heures par jour.

LA CLASSE OUVRIÈRE S'ORGANISE

Le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en 1851 peut venir. La classe ouvrière le verra avec indifférence. De plus, la répression l'a privée de ses éléments les plus actifs. Malgré la politique « paternaliste » de Napoléon III, la classe ouvrière est mise sous tutelle, et la répression continue à s'appliquer.

Mais la « fermentation sociale » ne s'est pas arrêtée pour autant. Les idées socialistes et égalitaires déjà avancées pendant la Révolution de 1848 se développent, en particulier celles de Proudhon qui, dès 1840, s'était fait connaître par une brochure intitulée : « *La propriété c'est le vol* », puis en 1846 par « *Les contradictions économiques* ».

En 1848, Karl Marx et Frédéric Engels publient « *Le Manifeste du Parti communiste* ». On assiste à un développement sans précédent des idées émancipatrices et sur la construction d'une nouvelle société sans classes sur les bases de la société industrielle. Saint-Simon, Fourier, Cabet, Leroux, Blanc, Blanqui, Proudhon, Marx ont leurs disciples. C'est un véritable bouillonnement des idées sociales. Vers 1860, l'antagonisme entre les classes est plus vivant que jamais.

Dès 1852, le procureur de la République de Lyon signale « *que la population ouvrière se sent reliée par des intérêts de classe* ». Les ouvriers, les mineurs notamment, rêvent de nationalisation.

Le 17 février 1864, *L'Opinion nationale* publie un manifeste signé par soixante ouvriers (*Manifeste des 60*), qui affirment la volonté qu'a la classe ouvrière de se libérer elle-même sans l'appui de la bourgeoisie démocratique.

DES MUTUELLES AUX RÉSISTANCES

C'est animée par cet état d'esprit que la classe ouvrière va poursuivre et parfaire son organisation autonome. Elle a déjà utilisé les Sociétés de secours mutuels, associations existant déjà avant la Révolution de 1789 au sein des Associations compagnonniques. Malgré l'existence du « *délit de coalition* », les mutuelles avaient été autorisées, sous réserve que leur action soit limitée à l'assistance et à la charité. Elles étaient d'ailleurs sévèrement contrôlées par les services de police. A partir de 1820, on assiste à une intervention de plus en plus poussée des mutuelles dans les grèves.

S'inspirant de l'unionisme anglais qui groupait déjà, en 1854, 500 000 affiliés, le prolétariat français va être poussé vers une nouvelle organisation de lutte adaptée aux nécessités nouvelles. Ce sont les « *Résistances* », qui participent à la fois de la mutualité et du compagnonnage, qui lui-même, après avoir participé activement à la Révolution de 1789, se verra

interdire toute activité officielle en raison de la loi Le Chapelier de 1791. Un nombre important de Résistances s'organisent à partir de 1830. La répression à leur encontre ne ralentit pas jusqu'à la fin du règne de Louis Philippe, mais elles deviennent si nombreuses que le pouvoir ne parvient pas à les réprimer.

C'est l'action des Résistances qui va permettre de dépasser les principes de l'individualisme libéral appliqués au contrat de louage de services, vers la représentation collective, avec l'organisation que les travailleurs ont construite pour assurer la défense de leurs intérêts particuliers.

Ils obligent ainsi l'entrepreneur capitaliste à reconnaître le caractère de classe du prolétariat organisé, en discutant désormais sur la base du contrat collectif et non plus sur celle du contrat individuel.

LES CHAMBRES SYNDICALES

Après le drame de 1848 et le coup d'État de 1851, les organisations se reconstitueront. C'est ainsi que surgiront sous le Second Empire des structures plus adaptées d'organisations ouvrières : les chambres syndicales, puis les fédérations. Ainsi, la force et le dynamisme des organisations ouvrières débouchera en 1864 sur l'abolition du délit de coalition et la reconnaissance du droit de grève. C'est au cours de cette période, dans le prolongement du mot d'ordre marxiste du *Manifeste communiste* « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* », que se constituera à Londres en 1864 l'Association internationale des travailleurs, la 1^{re} Internationale.

La chute du Second Empire, la proclamation de la III^e République en 1870 déboucheront en 1871 sur le grand élan révolutionnaire de la Commune, où, une fois encore, la classe ouvrière sera sauvagement réprimée par la réaction bourgeoise.

RECONNAISSANCE DES SYNDICATS

Comme après les journées de juin 1848 et le coup d'État du 2 décembre 1851, le mouvement ouvrier ne devait pas disparaître au lendemain de la Commune. Après quelques années d'une vie ralentie, il connaît un développement nouveau, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine syndical.

L'État de siège restera en vigueur jusqu'en 1876, avec un contrôle policier permanent. Toutefois, les structures organisationnelles de la classe ouvrière se reconstituent, simultanément avec l'accroissement du nombre des ouvriers dans l'industrie, qui se concentre de plus en plus pour atteindre sa dimension capitaliste. La liberté syndicale et le droit qui s'y rattache est préconisée par certains républicains, dont Gambetta, dans le but de rallier les ouvriers à la République, et aussi pour contribuer à la paix sociale. C'est un fait que les plaies ouvertes en juin 1848 et en mai 1871 sont loin d'être refermées. La classe ouvrière continue à se considérer en marge de la République. Les idées socialistes se développent avec l'organisation politique, ouvrant de sérieuses controverses quant à la doctrine d'action à appliquer pour conduire le prolétariat vers son émancipation finale.

Mais la prise de conscience est telle que les organisations vont se développer de façon importante. **Le 21 mars 1884, entérinant une situation de fait, la loi Waldeck-Rousseau reconnaît officiellement le syndicat professionnel.**

LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL

De la profession et du métier, l'organisation syndicale veut éviter les écueils du « corporatisme étroit » pour maintenir vivante la conscience de classe en privilégiant l'action interprofessionnelle, d'où l'idée des Bourses du travail.

L'idée des Bourses du travail date en fait de 1790, mais l'application moderne

date du 5 mars 1886, où un rapport municipal donne naissance à Paris à la première Bourse. On assiste à un mouvement identique dans les grandes villes de province. Le but de la Bourse du travail est de permettre aux syndicats de se doter de locaux pour se réunir et débattre des questions professionnelles.

Est également mise en avant l'initiation à la culture, l'éducation ouvrière, reprenant ainsi la pensée de l'animateur des Bourses du travail, Fernand Pelloutier, pour qui « *ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur* ». Le principe de la Bourse était aussi de contrôler le marché du travail en agissant comme intermédiaire entre les ouvriers et les patrons. Mais c'est aussi : « *Au-dessus des divisions professionnelles et corporatives, d'instaurer la communauté de classe.* »

La Bourse du travail assure l'organisation des grèves et la solidarité ouvrière. La Fédération des Bourses du travail tiendra son premier congrès à Saint-Etienne le 7 février 1892. Le congrès marquera une attitude critique à l'égard de l'électoratisme et du mutualisme. Le principe de l'indépendance de classe y sera confirmé. C'est le courant anarcho-syndicaliste.

LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS

Le 11 octobre 1886, le Parti ouvrier, dont Jules Guesde, se réclamant du marxisme, est l'animateur, convoque un congrès des syndicats qui s'affirme nettement révolutionnaire et qui décide de créer une Fédération nationale des Chambres syndicales se déclarant « *sœur des fédérations socialistes existantes* ». Elle se transforme en « Fédération des syndicats et groupes coopératifs ouvriers de France ».

L'ACTION INTERNATIONALE

La défaite de la Commune a entraîné de graves controverses au sein de la I^{re} Internationale. Elle disparaît en 1876.

La montée des luttes amène le mouvement ouvrier à se réorganiser au niveau international, le plus souvent sous l'égide des partis socialistes ouvriers. Les actions en faveur de la journée de huit heures, parties des USA, se multiplient dans l'ensemble des pays industrialisés à partir de 1886. La journée du 1^{er} mai est retenue par l'Internationale socialiste (II^e Internationale), qui vient de se constituer en 1889, comme journée mondiale de revendications, avec comme mot d'ordre :

- 8 heures de travail par jour,
- 8 heures de repos,
- 8 heures de loisirs.

Sur le plan strictement syndical, les fédérations professionnelles se regrouperont au sein des Fédérations internationales d'industrie. Ces regroupements s'effectueront à partir de 1889, chez les typographes, jusqu'en 1910 avec la création de la Fédération internationale du bâtiment. Ces fédérations internationales professionnelles se rassembleront à partir de 1900 au sein d'une Conférence syndicale internationale qui se dotera par la suite d'un Secrétariat international des Centres nationaux des syndicats.

NAISSANCE DE LA CGT

Sur le plan français, surmontant leurs divergences qui portaient sur les liens existant avec le domaine politique, la Fédération des Bourses du travail et la Fédération des syndicats et groupes coopératifs de France s'efforceront de réaliser leur unité au sein d'une seule organisation, la Confédération générale du travail (CGT).

Les origines de la CGT remontent au Congrès de Nantes en 1894. Pourtant, l'acte officiel se situe en 1895, par le Congrès de Limoges. Il faudra tout de même attendre le Congrès de Montpellier en 1902 pour voir aboutir définitivement une réelle concertation syndicale nationale. La CGT se dote à cette occasion de ses structures, basées sur le fédéralisme et sur la double affiliation de l'adhérent : celle découlant de la profes-

sion, mais complétée par l'adhésion à une structure dite horizontale, la Bourse du travail, l'Union locale, puis par la suite l'Union départementale. Le souci des dirigeants reposait sur la nécessité de dépasser le lien professionnel pour l'appartenance du travailleur à une communauté de classe, dans l'esprit des fondateurs des Bourses du travail.

Au Congrès d'Amiens en 1906, la CGT définira sa doctrine d'action dans une résolution appelée Charte d'Amiens, consacrant « l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques et des gouvernements ».

ÉVÉNEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES

Au cours de ces périodes, on assiste à l'éclosion d'autres mouvements qui auront d'importantes conséquences pour le mouvement ouvrier. En 1891, l'Eglise se prononce sur « la question sociale ». Le pape Léon XIII promulgue l'Encyclique *Rerum Novarum*, donnant naissance au syndicalisme chrétien véhiculant la « Doctrine sociale de l'Eglise » basée sur la collaboration de classes. Vers 1900 se constituera la fédération des syndicats jaunes de France, qui prônera l'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, dans une forme d'association capital-travail. En 1905, les deux branches françaises du socialisme, le Parti socialiste de France de Jean Jaurès et le Parti socialiste ouvrier français de Jules Guesde, s'unifient au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Sur le plan social, la loi sur les associations du travail et sur les délégués mineurs est promulguée en 1898. La journée de 10 heures est proclamée en 1899 et le repos hebdomadaire en 1906, ainsi que la création d'un ministère du Travail. Malgré l'émergence des polémiques précédentes, la ligne d'action de la CGT adoptée au Congrès d'Amiens en 1906 est désormais définitivement acquise. Léon Jouhaux, du courant anarcho-

syndicaliste, est élu secrétaire général de la CGT en 1909.

Mais les nuages s'amoncellent, les contradictions du système capitaliste, basées sur la concurrence effrénée à laquelle se livrent les puissances nationales pour la conquête des marchés mondiaux et l'expansion coloniale, conduisent droit à la guerre. Malgré la volonté de certains, le mouvement ouvrier sera impuissant devant la montée du bellicisme. Jean Jaurès, fondateur de *L'Humanité*, est assassiné le 31 juillet 1914. La guerre éclate le 3 août suivant.

LA GUERRE DE 14-18 ET SES CONSÉQUENCES

Le conflit de 1914-1918 est l'exemple type de la guerre impérialiste. En France, la moitié des terres cultivables appartient aux gros propriétaires. Par contre les petits paysans s'endettent. L'industrie et le commerce se concentrent, avec une tendance au monopole. Sur le plan international, c'est la concurrence qui s'accroît entre les grandes nations industrielles pour la conquête des marchés. La lutte pour l'accès aux territoires d'Asie et d'Afrique va accentuer le processus de contradiction. C'est la guerre.

L'échec du mouvement ouvrier dans sa capacité à empêcher le conflit entraînera de sérieuses répercussions politiques et sociales. Le chauvinisme ultranationaliste utilisé par les États capitalistes afin d'engager les masses dans le conflit aura ses effets. Alors que des deux côtés des belligérants on misait sur un conflit de courte durée, les premiers affrontements militaires vont se conclure par la mise hors de combat de centaines de milliers d'hommes. En France, de profonds désaccords éclatent au sein de la CGT entre ceux qui s'engagent dans la politique « de défense nationale » et dans « l'Union sacrée », et ceux qui se réclament du courant pacifique et internationaliste et qui considèrent que le mouvement ouvrier doit intervenir pour mettre fin à la guerre.

ZIMMERWALD ET KIENTHAL

Des membres du courant pacifiste appartenant aux nations engagées dans le conflit se réunissent en Suisse, à Zimmerwald, en septembre 1915.

La France est représentée par deux opposants à la direction de la CGT : Meerhein et Bourderon. Ils se prononcent pour « *une paix sans annexion, ni contributions* ». La délégation du Parti bolchevique russe conduite par Lénine défend les thèses traditionnelles de la gauche marxiste, à savoir : **la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile**. C'est le point de vue des Français qui l'emporte. Le mot d'ordre devient : « *La lutte pour la paix.* »

Une seconde conférence internationale se réunit, toujours en Suisse, en mai 1916 à Kienthal. La France est représentée par trois socialistes : Blanc, Brizon et Ruffin-Dugens. Si la thèse du pacifisme l'emporte encore sur le point de vue de la délégation des bolcheviks, la résolution est sensiblement plus radicale que celle adoptée à Zimmerwald en 1915 : « *La paix durable sera seulement le fruit de la victoire du socialisme et il n'existe qu'un moyen d'empêcher les guerres futures : la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et la suppression de la propriété capitaliste.* »

L'année 1917 sera fertile en événements qui seront déterminants. En France, les criminelles batailles de Verdun (plus d'un million de morts) et de Champagne (600 000 morts) vont permettre à la tactique du « *défaitisme révolutionnaire* » de marquer des points.

Des grèves éclatent dans les usines, où les femmes qui remplacent les hommes mobilisés connaissent de pénibles conditions de travail et d'exploitation. Des mutineries éclatent dans les unités régimentaires tant du côté français que du côté allemand. Les soldats refusent de partir au front. Les actes de fraternisation se multiplient. La répression est aveugle. On fusille pour l'exemple.

Sur le front russe, la propagande pacifiste animée particulièrement par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires produit ses effets dans une armée russe principalement constituée par des paysans moujiks, pour la plupart en état de demi-sauvages. La décomposition du régime tsariste s'accélère. En février 1917, il s'écroule. La République est proclamée de fait. Elle est dirigée par un gouvernement provisoire de bourgeois et d'aristocrates libéraux auxquels vont se joindre des socialistes-révolutionnaires. Les soviets, dont l'origine remonte à 1905, refusent de se dissoudre. Les attermolements du gouvernement provisoire vont permettre aux bolcheviks, s'appuyant sur les soviets, de mettre en pratique leur mot d'ordre : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, avec comme objectif la prise du pouvoir politique. La volonté du peuple russe d'en finir avec la guerre va déboucher sur la révolution d'Octobre 1917, qui permettra au bolcheviks d'accéder au pouvoir. Le gouvernement des Commissaires du peuple est installé, proclamant la République des soviets. La fraction « bolchevique » du Parti socialiste des ouvriers de Russie se transforme en Parti communiste. Le conflit mondial prend fin le 11 novembre 1918.

Le 2 mars 1919, le Parti communiste russe organise une conférence mondiale des partis communistes (pour les différencier des partis socialistes existants, certains ayant réalisé la scission, d'autres en étant au stade des débats internes comme la SFIO par exemple).

Cette conférence, tirant le constat de la faillite de la II^e Internationale qui n'a pu ou voulu empêcher la guerre impérialiste, décide de la constitution de la III^e Internationale (IC ou Komintern). Le 15 juillet 1920 à Moscou, naîtra dans le prolongement l'Internationale syndicale rouge (ISR ou Profintern).

LES SCISSIONS

En France, dès la fin de la guerre, les organisations ouvrières reprennent leur

activité. Sur le plan politique, la SFIO reprend sa place. La CGT reprend elle aussi son activité qui verra plus de quatre millions d'adhérents rejoindre ses rangs. Au sein de la SFIO qui maintient son adhésion à la II^e Internationale reconstituée, les événements de Russie et la constitution de l'Internationale communiste ouvrent la porte à d'importants débats. En décembre 1920, au congrès qui se tient à Tours, la majorité du congrès décide d'adhérer à la III^e Internationale. La minorité conduite par Faure et Blum continue la SFIO. La Section française de l'Internationale communiste (SFIC, puis plus tard Parti communiste) est constituée. L.-O. Frossard en devient le secrétaire général. C'est la scission sur le plan politique.

Sur le plan syndical, au sein de la CGT, la minorité animée par la tendance « révolutionnaire » s'est déjà constituée dès 1919 en comité d'adhésion à la III^e Internationale. Elle réclame ensuite la rupture de la CGT avec la Fédération syndicale internationale qui s'est constituée à Amsterdam pour son adhésion à l'ISR. Le congrès de la CGT se tient à Lille le 25 juillet 1921. Il est le théâtre de violents affrontements. Aucun accord n'intervient. Les partisans de l'ISR mis en minorité quittent la CGT. Ils se constituent en comité national et décident de se réunir en congrès en juin 1922 pour fonder la Confédération générale du travail unitaire (CGTU). **C'est la première scission syndicale.**

En 1922, l'échiquier syndical est réparti de la façon suivante : CGT : 350 000 adhérents, CGTU : 300 000 adhérents. On constate que par comparaison avec les effectifs recensés en 1919, toutes ces polémiques ont engendré une importante hémorragie d'adhérents. Il faut ajouter qu'en 1919, sur injonction du Vatican, les syndicats chrétiens se sont regroupés dans la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) qui regroupe environ 70 000 à 80 000 adhérents. Les organisations nationales chrétiennes se regroupent au sein de la Confédération inter-

nationale des syndicats chrétiens.

L'ACTION DE LA CGT

En dehors des complications issues de tous ces événements, l'action de la CGT en faveur des travailleurs n'en est pas moins déterminante. Utilisant les moyens de l'époque, la grève le plus souvent, elle fait pression sur les pouvoirs publics afin de créer un véritable réseau de lois et de protection sociale en faveur des travailleurs et de leurs familles.

— Depuis 1909, c'est déjà la loi qui garantit l'emploi des femmes en couches.

— En 1910, c'est l'institution des retraites ouvrières et paysannes.

— En 1913, c'est le repos des femmes en couches.

— En 1914, c'est une nouvelle réglementation protégeant les femmes et les enfants au travail.

— En 1917, à la suite des grèves, des délégués ouvriers sont créés dans les usines d'armement.

— En 1919, l'autorité des conventions collectives est accrue.

— La loi de huit heures de travail par jour est promulguée.

— La législation de 1898 sur les accidents du travail est étendue aux maladies professionnelles.

— En 1920, les syndicats peuvent se porter partie civile.

— En 1924, le gouvernement reconnaît aux syndicats le droit de représenter les fonctionnaires. Elle sera complétée en 1932.

— En 1928, première loi sur les assurances sociales, rendant obligatoire le principe à partir du 1^{er} juillet 1930. La loi sera complétée en 1932 par l'institution des allocations familiales.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Le conflit de 1914-1918 laissera des

marques profondes tant dans le domaine politique, économique et social que sur le plan psychologique. Le « socialisme des tranchées » continuera à alimenter de nombreuses rancœurs. Ceux qui ont eu la chance de rester vivants ont à leur retour une autre appréciation des choses. Ils constatent que par opposition à la misère des uns, leur propre misère, d'autres ont profité de la guerre pour s'enrichir. La présence des femmes au travail aura des incidences sur le déroulement des événements à venir.

La révolution russe, dans sa projection internationale, a entraîné de nombreux phénomènes révolutionnaires, surtout dans les pays « vaincus ». L'Allemagne est touchée par la révolution ainsi que l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie et la Turquie.

La révolution allemande sera noyée dans le sang en raison de l'alliance contre nature qui s'est nouée entre les sociaux-démocrates de droite et l'état-major agissant pour le compte de la grande bourgeoisie et les grands groupes industriels. C'est également vrai pour l'Autriche, la Pologne et la Hongrie. Déjà les premières cassures dans le mouvement ouvrier apparaissent.

— La Russie, qui va devenir l'URSS le 30 décembre 1922, connaît une guerre civile atroce à laquelle, comme soutien à l'armée blanche, participeront des corps expéditionnaires à la solde du capitalisme international. L'armée rouge sort victorieuse de ces affrontements.

— En Europe de l'Ouest, un pays comme l'Italie se remet mal de la guerre. Le Parti socialiste italien a été secoué depuis 1915 par une scission qui verra se constituer une minorité de droite favorable à l'intervention dans la guerre et dirigée par Mussolini. Le PSI est sur la ligne de Zimmerwald. A la fin de la guerre, alors que pendant deux années le pays va être agité par des grèves touchant tous les centres industriels, il s'avérera incapable de remplir son rôle d'avant-garde conduisant à la prise

politique du pouvoir. De plus, la France et surtout l'Angleterre, voulant éviter de s'aliéner les nouvelles nations balkaniques créées par le traité de Versailles en 1919, et afin de maintenir leur influence dans le bassin méditerranéen, refusent d'honorer les promesses territoriales faites à l'Italie pour l'amener à se joindre à elles dans le conflit mondial.

L'échec des grèves, s'ajoutant à l'amertume nationaliste, va permettre à l'agitateur Mussolini d'étendre son mouvement fasciste constitué à Milan en 1919 et, avec l'appui d'une fraction de la bourgeoisie, en profitant du désarroi de la classe ouvrière, d'accéder au pouvoir et d'y installer progressivement son régime dictatorial.

Tous les Etats bourgeois confrontés à l'agitation sociale et à l'effervescence révolutionnaire risquant de les emporter prendront exemple sur le fascisme italien pour liquider les organisations ouvrières se réclamant de la lutte de classe et par là même de la démocratie.

La Pologne, la Hongrie, la Roumanie, le Portugal, l'Autriche vont connaître l'avènement de régimes fascistes et totalitaires.

— En Allemagne, les contradictions politiques et économiques vont permettre à Hitler, fondateur du Parti national-socialiste, d'étendre son influence et, avec l'appui de l'état-major et des groupes industriels, d'accéder au pouvoir en 1933. La politique suicidaire de Staline contribuera à cette situation.

— Sur le plan français, la situation politique restera à peu près stable jusqu'à la crise économique qui va frapper l'ensemble des pays industrialisés à partir de 1929.

— La reprise économique de l'après-guerre commence à s'essouffler à partir de 1927, principalement aux USA qui sont devenus la première nation industrielle du monde.

— La baisse du prix des matières premières annonce le ralentissement de la demande. C'est l'effondrement de la Bourse des valeurs de New York, le

jeudi 21 octobre 1929, qui donnera le signal de la faillite bancaire avec des répercussions immédiates sur les établissements financiers européens, notamment en Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

— Le déferlement de la crise se traduit par des millions de chômeurs aux USA, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche. La France sur le moment paraît moins touchée en raison de la moins grande importance de sa structure industrielle. Par contre, la crise se prolongera jusqu'à la guerre.

— La faillite des classes moyennes les poussera aux solutions extrêmes. Le champ est libre pour le fascisme et le nazisme. Des groupes fascistes ou pro-nazis se constituent un peu partout : en France, en Angleterre, en Belgique, en Norvège, aux Pays-Bas, en Espagne.

Dans ce pays, la République va se trouver opposée à la réaction fasciste et d'une importante fraction de l'armée espagnole, avec à sa tête le général Franco en rébellion contre la République et la démocratie.

— En France, les gouvernements de la III^e République démontrent, pour la plupart d'entre eux, « leur incapacité à gouverner », la bourgeoisie industrielle et d'affaires vivant toujours dans la crainte d'un « grand soir », tous ces éléments donnant ainsi l'occasion à l'extrême droite de réclamer un régime autoritaire.

Toutefois, la tradition républicaine et l'implantation des organisations démocratiques sont assez forts pour empêcher toutes les velléités fascistes.

Pourtant, profitant d'un scandale politico-financier, l'affaire Staviski, les ligues factieuses vont essayer de renverser l'Etat républicain.

Ce seront les émeutes du 6 février 1934, suivies des réactions du PC le 9 février et de la grande manifestation républicaine et antifasciste du 12 février. Le Parti communiste se comportera de façon ambiguë au cours de cette période.

VERS LA REUNIFICATION

La situation économique et sociale, le danger fasciste font naître chez les travailleurs un profond désir d'unité.

Déjà depuis 1934, des fédérations professionnelles adhérant à la CGT et à la CGTU pratiquent l'unité d'action. Le rapport des forces entre les deux organisations s'est considérablement modifié depuis la scission de 1921.

— La CGT regroupe environ 750 000 adhérents alors que les effectifs de la CGTU, victime des tribulations du Parti communiste, des purges et des exclusions, sont tombés aux environs de 80 000.

— Des contacts sont établis au niveau confédéral. Ils se renforceront à partir du 12 février 1934. Le mot d'ordre de grève générale sera lancé conjointement par la CGT et la CGTU. Les deux défilés organisés séparément finiront par faire leur jonction, préfigurant symboliquement la réunification.

Un rassemblement antifasciste, républicain et de Front populaire réunissant les partis de gauche et les confédérations syndicales est organisé le 14 juillet 1933.

— En septembre 1935, la CGT et la CGTU concluent un pacte permanent d'unité d'action et décident de l'unité organique.

C'est en mars 1936, à Toulouse, que se tient le congrès de réunification. **La CGT est réunifiée.**

— Les élections législatives de mai 1936 enregistrent la victoire des listes de Front populaire (radicaux-socialistes, SFIO, PCF). Déjà, la situation se tend à partir du mois de février. Des grèves, avec pour la première fois l'occupation des usines, éclatent. Le 1^{er} mai 1936 est l'occasion d'une immense manifestation unitaire. Les sanctions prises par les employeurs à l'encontre des ouvriers absents (le 1^{er} mai n'est pas chômé et encore moins payé) vont amplifier le mouvement de grève qui va s'étendre jusqu'au mois de juin 1936.

— Le nouveau gouvernement présidé

par Léon Blum, de la SFIO, convoque une conférence à laquelle sont conviés les patrons de la CGPF (aujourd'hui CNPF), le ministre du Travail et les représentants de la CGT.

Le 7 juin 1936, les accords Matignon sont signés.

Ils accordent aux salariés :

- 15 jours de congés payés,
- la loi de 40 heures de travail hebdomadaire,
- la généralisation des conventions collectives,
- les délégués du personnel élus.

LA DEUXIÈME SCISSON SYNDICALE

Sur le plan international, la situation s'assombrit. Le 18 juillet 1936 commence la guerre d'Espagne. Elle se terminera le 31 mars 1939 par la défaite des républicains. L'aide des démocraties à l'égard des républicains se fera de façon parcimonieuse.

— Staline agit avec prudence. La preuve en est qu'il commence à faire payer d'avance son intervention en s'assurant des réserves d'or de la Banque d'Espagne à Madrid. Le bénéfice est de un et demi milliard de dollars.

— L'Angleterre fait connaître qu'elle n'interviendra pas.

— Le gouvernement français de Léon Blum, fortement divisé, propose aux autres puissances une déclaration commune de neutralité.

— L'Allemagne et l'Italie ne se privent pas d'envoyer des « volontaires » à Franco.

La guerre d'Espagne va devenir le banc d'essai de la prochaine guerre mondiale.

Les brigades internationales sont créées pour envoyer des volontaires combattre auprès des républicains.

Les agents staliniens se livrent aux pires exactions en liquidant leurs adver-

saires politiques des rangs républicains. André Nin, leader du Parti ouvrier d'unification marxiste, sera assassiné par le Guépéou. Tous les éléments soupçonnés de « trotskysme » sont éliminés physiquement.

Mais déjà se dessine la nouvelle politique « de paix » inventée par Staline, au centre de laquelle se trouve l'alliance avec l'Allemagne.

— En URSS, Staline a liquidé toute la vieille garde bolchevique, ainsi qu'une grande partie de l'état-major de l'Armée rouge.

— En Allemagne, le parti nazi d'Hitler a déjà procédé à la liquidation des adversaires politiques.

— En Italie, Mussolini engage sa campagne de conquête coloniale vers l'Ethiopie.

— Le 11 mars 1938, Hitler annexe l'Autriche sans difficulté. C'est l'Anschluss. Auparavant, il a réoccupé militairement la rive droite du Rhin, démilitarisée après 1919. Il fait connaître ses intentions vis-à-vis de la Tchécoslovaquie et réclame le retour des « Sudètes » dans le giron de la nation allemande.

— Les nations occidentales, la France et l'Angleterre, ne s'estiment pas en mesure de contrer militairement les prétentions d'Hitler. Certains voient aussi en lui le meilleur barrage contre l'expansion du communisme. De plus, les cicatrices nées du conflit de 1914-1918 sont loin d'être refermées.

— Le 29 septembre 1938, une conférence réunit à Munich, pour l'Allemagne : Hitler, pour l'Italie : Mussolini, pour la France : Daladier, pour la Grande-Bretagne : Chamberlain.

A la suite de cette conférence qui met en évidence la faiblesse des démocraties, Hitler a le champ libre pour régler le sort de la Tchécoslovaquie. Ce qui sera fait le 19 mars 1939.

— En France, la chute du gouvernement Blum entamera une partie des acquis obtenus en juin 1936. L'échec de la grève du 30 novembre 1938 contre les

« décrets-lois Daladier », les sanctions prises contre les grévistes, les tiraillements qui existent au sein de la CGT, vont se traduire, une fois encore, par une hémorragie d'adhérents qui, des 5 000 000 constatés à l'occasion des événements de 1936, descendent à 2 000 000 en un peu plus de deux ans.

— Au niveau de la diplomatie internationale, certains signes avant-coureurs confirment le virage que s'appête à prendre Staline à l'égard de l'Allemagne nazie.

Le 10 mars 1939, quelques jours avant l'invasion de la Tchécoslovaquie, Staline accuse « *les démocraties de chercher à empoisonner l'atmosphère et à provoquer un conflit entre l'Allemagne et l'URSS, qui n'avaient pas de raison pour cela* ».

Le sort de la Tchécoslovaquie étant réglé, Hitler fait valoir désormais ses prétentions territoriales à l'égard de la Pologne. Déjà le 9 mai 1939, des bruits courent à Berlin « *que l'Allemagne avait fait ou allait faire à la Russie soviétique des propositions tendant au partage de la Pologne* ».

Considérant désormais la guerre comme inévitable en raison des engagements pris par l'Angleterre et la France envers la Pologne, en août 1939, des délégations militaires franco-anglaises tentent de conclure avec l'URSS le pacte militaire qui pourra faire entrer en vigueur le pacte politique.

De ce fait, alors que la mission franco-britannique négocie à Moscou avec ses homologues soviétiques, l'annonce du pacte de non-agression germano-soviétique va éclater le 23 août 1939 comme un coup de tonnerre dans le ciel international.

Personne, sauf les initiés, n'avait prévu une collusion possible entre Hitler et Staline.

Staline déclare à cette occasion : « *Je sais combien la nation allemande aime son Führer, c'est pourquoi j'aurai plaisir à boire à sa santé.* »

Le pacte germano-soviétique permet à Hitler d'envahir la Pologne le 1^{er} septembre 1939. On apprendra cinq ans plus tard, à l'occasion du procès des criminels de guerre nazis, devant le tribunal international de Nuremberg, que le traité comportait des clauses secrètes, parmi lesquelles l'invasion prévue pour le 17 septembre 1939 de la partie orientale de la Pologne par l'armée soviétique. Ce qui fut effectivement appliqué.

— La France et l'Angleterre remplissent leurs engagements à l'égard de la Pologne en déclarant la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Tous les partis démocratiques en France condamnent le pacte germano-soviétique et ses conséquences. Les représentants de la tendance ex-unitaire au sein de la CGT ayant approuvé le pacte germano-soviétique, le bureau confédéral de la CGT, réuni le 18 septembre 1939, prononce leur exclusion. L'exclusion est confirmée par la commission administrative de la CGT qui, réunie le 25 septembre, entérine la décision du bureau confédéral par 24 voix pour dont 3 avec réserves, 5 contre (les voix unitaires) et 2 abstentions.

Les raisons invoquées reposent sur le fait que les ex-unitaires, dont Benoît Frachon, se sont alignés et ont exécuté les ordres de la direction de l'Internationale et du Parti communiste français. Ils se sont mis ainsi eux-mêmes hors des règles statutaires de la confédération.

C'est ainsi, toujours pour des raisons de politique internationale, la deuxième scission syndicale au sein de la CGT.

DANS LA CLANDESTINITE

Le pacte germano-soviétique approuvé par le PC et les ex-unitaires, l'état de guerre, amènent le gouvernement Daladier à prendre des mesures à l'égard des dirigeants de ces organisations. D'ailleurs, le PC et les organisations qui en dépendent sont dissous le 26 septembre 1939. Des arrestations sont effectuées, assorties pour certaines de déportation en Algérie.

Certains responsables comme Duclos

et Frachon entrent dans la clandestinité. Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déserte l'unité dans laquelle il a été mobilisé pour rejoindre Moscou.

— Après la période de la drôle de guerre, qui va durer neuf mois, l'offensive allemande laisse la France en pleine défaite. La majorité des dirigeants de la CGT sont mobilisés. Certains sont faits prisonniers. L'armistice avec l'Allemagne est conclu le 22 juin.

— Le gouvernement français dirigé par Pétain, qui a reçu les pleins pouvoirs, s'installe à Vichy.

— La III^e République est abolie. Est proclamé à sa place l'Etat français et sa trilogie corporatiste et paternaliste : travail, famille, patrie, fortement inspirée du franquisme.

— Un décret du 16 août 1940 prononce la dissolution de toutes les organisations professionnelles. La CGT et la CFTC sont dissoutes le 9 novembre.

— René Belin, secrétaire adjoint de la CGT, entre en opposition avec Léon Jouhaux et s'engage ouvertement dans la nouvelle politique du gouvernement de Vichy, visant à l'intégration des syndicats dans une structure corporatiste. Il est nommé ministre du Travail et de la Production.

— Un comité confédéral national de la CGT se réunit à Toulouse le 20 juillet 1940.

La situation est de plus en plus ambiguë. Le comportement de Belin est condamné par une majorité de responsables. Afin d'atténuer les divergences avec le gouvernement de Vichy, un document est adopté, se prononçant pour une « *communauté française du travail* ». Des pressions sont faites pour écarter Léon Jouhaux qui sera d'ailleurs par la suite assigné à résidence puis déporté en Allemagne.

— Le *Manifeste des 12*, rédigé le 15 novembre 1940 conjointement par la CGT et la CFTC, traduit un refus de satisfaire aux exigences de Vichy. Quoique présenté par le futur ministre

socialiste Christian Pineau, en introduisant le principe de subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général, le texte traduit davantage les orientations traditionnelles du syndicalisme chrétien de la CFTC que celles de la CGT.

— Un Comité d'études économiques et syndicales (CEES) est créé.

La Charte du travail sera promulguée le 26 octobre 1941.

— Le 22 juin 1941, Hitler déclare la guerre à l'URSS. Les organisations du Parti communiste, mal à l'aise et coincées qu'elles étaient entre la réaction populaire à l'égard de l'occupant et les consignes de la III^e Internationale d'adhésion au pacte germano-soviétique, se trouvent ainsi libérées. Elles entrent ainsi officiellement dans la Résistance, créant leur propre organisation.

Sur le plan syndical, les confédérés de la CGT et les ex-unitaires, associés désormais dans le même combat antifasciste, se retrouvent et échafaudent des projets de réunification syndicale.

— Roger Semat, envoyé par Benoît Frachon, va rencontrer Léon Jouhaux le 22 septembre 1942. Les discussions vont se prolonger jusqu'au 17 avril 1943. A cette date, au Perreux, deux autres confédérés, Robert Bothereau et Louis Saillant, et deux ex-unitaires, Henri Raynaud et André Tollet, concluent un accord reconstituant la CGT d'avant 1939.

Le bureau confédéral est immédiatement réunifié sur la base de septembre 1939 (6 confédérés, 2 unitaires). Il est prévu que dès la fin de la guerre, les fédérations et les unions départementales devront se reconstituer en appliquant le même principe de proportionnalité. Afin de diffuser leurs conceptions syndicales malgré tout divergentes, les deux tendances disposent de leur propre organe syndical, *La Vie ouvrière* pour les ex-unitaires, *Résistance ouvrière*, dont le premier numéro sera publié en août 1943, pour les ex-confédérés. Il faudra attendre janvier

1944 pour que les deux trésoreries fusionnent effectivement.

— La libération de Paris intervient le 25 août 1944. La CGT retrouve son siège du 213 de la rue Lafayette.

VERS LA TROISIÈME SCISSION SYNDICALE

Le premier comité confédéral national de la CGT se réunit en mars 1945. (Le CCN est l'instance qui administre la CGT entre deux congrès. Il est constitué par les secrétaires des fédérations et les secrétaires d'unions départementales. C'est le « Parlement » de l'organisation. Il élit le bureau confédéral et la commission administrative.) Un bureau confédéral de 12 membres est élu. Il est composé de 7 ex-confédérés et de 5 ex-unitaires. Le rapport de force entre ex-confédérés et ex-unitaires s'est déjà modifié en faveur de ceux-ci.

— Léon Jouhaux rentre de déportation le 8 mai 1945. Entre temps, les mesures d'épuration éliminent les syndicalistes qui se sont compromis dans la collaboration.

De nombreuses divisions affaiblissent le courant ex-confédéré, renforçant la position de Frachon et des ex-unitaires membres de l'appareil du PC.

Le CCN de septembre 1945 place Benoît Frachon aux côtés de Léon Jouhaux. La CGT a, de fait, deux secrétaires généraux.

— De Gaulle, président du gouvernement provisoire, installe un gouvernement tripartite, composé de socialistes (SFIO), du MRP (Mouvement républicain populaire - démocratie chrétienne) et du PCF qui, pour la première fois depuis sa création, accepte de participer à un gouvernement bourgeois, appliquant ainsi sa tactique de Front national définie par Staline.

— Maurice Thorez, rentré d'URSS, est nommé ministre d'Etat, vice-président du Conseil.

— Certains secrétaires confédéraux de la tendance confédérée, parmi lesquels, Albert Gazier, Robert Lacoste,

Christian Pineau, choisissent la voie politique et parlementaire.

— Léon Jouhaux, au nom des confédérés, critique vivement la politique gouvernementale du blocage des salaires.

— Les unitaires, avec Frachon, soutenant les ministres communistes au gouvernement, réagissent vivement contre les confédérés.

— Une tentative de rapprochement CGT-CFTC se heurte au refus de Gaston Tessier, président de la centrale chrétienne.

— Devenus minoritaires au sein de la CGT, les amis confédérés de Léon Jouhaux transforment leur organe de guerre, *Résistance ouvrière*, en *Force ouvrière*.

— La majorité communiste de la CGT soutient activement le gouvernement et se lance dans la bataille « de la production ». Gaston Monmousseau, directeur de *La Vie ouvrière*, lance le fameux : « *La grève, c'est l'arme des trusts.* » C'est la période où PC et CGT, désormais associés, clament aux travailleurs : « *Il faut produire d'abord et revendiquer ensuite* », « *Retrouvons nos manches, cela ira mieux.* » C'est aussi le moment où les opposants à cette ligne sont taxés de « *collaborateurs des patrons antinationaux* » et de « *hitléro-trotskyistes* ».

En janvier 1946, une grève éclate dans la presse parisienne, grève pour les salaires menée contre le gouvernement tripartite par des syndicalistes révolutionnaires.

Le XXVI^e Congrès de la CGT, qui se tient du 8 au 12 avril 1946, introduit le cumul des mandats politiques et syndicaux. Les ex-unitaires appuyant le Parti communiste au gouvernement détiennent désormais la majorité au sein de la CGT avec 80 % des mandats. Les débats au sein de l'organisation prennent le plus souvent la forme d'affrontements violents, y compris physiques. Les ex-confédérés, se réclamant de la Charte d'Amiens de 1906 et de l'indé-

pendance syndicale, constatent de plus en plus le cheminement dévoyé des dirigeants de la CGT, aux ordres du PC.

Les anarcho-syndicalistes décident alors de quitter la CGT et constituent la Confédération nationale du travail (CNT).

D'autres courants se forment autour des syndicalistes révolutionnaires avec *Révolution prolétarienne*.

Les trotskystes s'appuient sur le journal *Front ouvrier*, organe du Parti communiste internationaliste.

En juillet 1946, un conflit éclate aux PTT, qui met aux prises les unitaires soutenant le gouvernement contre les travailleurs et les confédérés. Une scission intervient, 15 000 militants quittent la fédération postale pour constituer une fédération autonome. La situation est identique au sein de la fédération des finances. Avec la montée de l'inflation, le mécontentement ouvrier s'amplifie. Le 25 avril 1947, une grève éclate chez Renault. La direction de la CGT commence par condamner le mouvement, mais devant la solidarité qui s'organise, elle va changer peu à peu d'attitude. Le gouvernement est présidé par le socialiste Paul Ramadier. Il condamne la grève.

Le 4 mai 1947, le groupe communiste à l'Assemblée nationale refuse la confiance au gouvernement. Ramadier retire leurs portefeuilles aux ministres communistes.

Déjà la situation internationale annonce le grand schisme Est-Ouest.

— En France, le mouvement de grève s'amplifie. Un accord conclu avec le CNPF prévoit 11 % d'augmentation des salaires.

— Le 26 juillet 1947, une scission éclate au sein de la fédération des cheminots.

— Une multitude de syndicats autonomes se constituent dans la métallurgie, à la RATP.

— Les six millions d'adhérents qui

avaient rejoint la CGT à la libération, quittent progressivement l'organisation.

L'annonce du plan Marshall le 5 juin 1947 contribue à creuser le fossé entre les communistes et leurs anciens alliés. Après une période attentiste, Staline prend position contre le plan Marshall. Thorez, qui, en juillet au congrès du PC, donnait son accord au plan Marshall, s'aligne sur la position de Staline.

— Au sein de la CGT, le groupe Force ouvrière se structure, avec à sa tête Robert Bothereau. Une conférence nationale des groupes Force ouvrière se tient les 8 et 9 novembre 1947.

Le CCN de la CGT se tient les 12 et 13 novembre 1947. Il condamne le plan Marshall et propose un grand mouvement revendicatif sur les salaires.

— Léon Jouhaux refuse la consultation générale des salariés, syndiqués et non-syndiqués, proposée par Frachon.

— Le 27 novembre 1947, il y a deux millions de grévistes. Un comité national de grève animé par les groupes stalinien s'est constitué en marge du bureau confédéral. Il diffuse ses propres communiqués.

— Mais la grève s'essouffle et le 8 décembre 1947, le comité de grève lance le mot d'ordre de reprise du travail. Le retour à la normale n'interviendra que le 12 décembre 1947.

Le groupe des Amis de Force ouvrière se réunit les 18 et 19 décembre 1947, à la Salle des Horticulteurs à Paris. La majorité des participants, exprimant les sentiments de leur base, réclament la scission, alors que Léon Jouhaux et d'autres responsables veulent encore miser sur un retour à la démocratie syndicale au sein de la CGT.

— Une proposition émise par André Charcot de la fédération de l'alimentation est rejetée, malgré les avertissements de Léon Jouhaux.

— La décision de quitter la CGT est alors prise.

— Le 19 décembre dans l'après-midi, Léon Jouhaux, Robert Bothereau et trois autres membres du bureau confédéral remettent leur démission à Benoît Frachon.

C'est la troisième scission syndicale.

Elle va donner naissance à la Confédération générale du travail Force ouvrière, le congrès constitutif se tenant à Paris en avril 1948.

Le préambule des statuts confirmera la référence à la Charte d'Amiens, consacrant l'indépendance syndicale et le non-cumul des mandats politiques et syndicaux. Robert Bothereau, qui sera élu secrétaire général, écrira en 1947 : *« La crise est due au glissement du syndicalisme loin de son chemin normal de self-détermination. Elle résulte de la menace qui pèse sur son indépendance à l'endroit des partis politiques. C'est là, pour le syndicalisme ouvrier, un mal endémique, sans doute congénital, n'ayant jamais cessé de le menacer, mais que les événements actuels ont fait renaître avec virulence. »*

La scission ne donnera pas seulement naissance à Force ouvrière. Déjà, devant le refus de Frachon et de Gazier d'organiser au sein de la CGT les catégories de cadres, ceux-ci se regrouperont au sein de la CGC.

Quant à la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) elle refusera de choisir entre la CGT et la CGT-FO. Elle optera pour l'autonomie.

États généraux, coordinations, syndicats et comités de grève

L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?

par D. ROBIN

On parle beaucoup d'états généraux à l'heure actuelle. Il y a eu des « états généraux lycéens » les 21 et 22 mars, des « états généraux étudiants » les 27, 28 et 29 mars. Et il va y avoir maintenant des « états généraux de la Sécurité sociale ».

En apparence, peu de rapports entre ces différentes formes de réunions, si ce n'est le terme.

En effet, les états généraux de la Sécurité sociale sont convoqués par Chirac. Dans une lettre adressée le 17 avril aux six « sages » chargés d'animer les « états généraux » de la Sécurité sociale, et rendue publique le mardi 21 avril, Chirac définit tout à la fois l'objectif qu'il se fixe : procéder à « *une analyse de la situation financière de la Sécurité sociale* » pour voir « *si celle-ci appelle des mesures d'urgence* » (cela alors que les décrets Séguin sont déjà en application) et « *analyser les perspectives de la Sécurité sociale à moyen et long terme* », c'est-à-dire en clair définir des mesures visant à s'attaquer brutalement aux retraites, à l'hospitalisation, à tout le système de protection sociale ; et en même temps il indique les moyens pour y parvenir : « *La synthèse [de toutes ces analyses — NDLR] menée dans la plus étroite concertation avec l'ensemble des parties prenantes (...) donnera lieu à une présentation générale vers la mi-octobre, lors d'une grande réunion de synthèse.* »

Ainsi donc, l'ensemble des « parties prenantes », c'est-à-dire les représentants d'intérêts contradictoires, syndicats et patrons, sont appelés à réaliser une « synthèse ». Le contenu de ces « états généraux de la Sécurité sociale » ne peut être interprété autrement : il s'agit de demander aux organisations syndicales de se plier, au nom des prétendues nécessités économiques, à l'objectif des patrons de liquider la Sécurité sociale. Il s'agit d'une menace majeure pour l'indépendance des organisations syndicales.

Apparemment, la tenue des « états généraux étudiants » de la fin mars ne relevait pas du tout du même cadre : ils n'avaient pas été convoqués par le gouvernement, mais la proposition en avait été faite à l'issue de la grève générale de novembre-décembre et ils étaient composés de « délégués » étudiants.

Et, pour pousser plus loin la comparaison, il n'y avait ni ministres ni préfets pour présider les séances.

Rien à voir donc de prime abord.

Et pourtant... Voyons de plus près. Car l'expérience de la tenue de ces « états généraux étudiants » des 27, 28 et 29 mars est du plus grand intérêt pour tout militant ouvrier attaché à l'indépendance de classe de ses organisations. Il y a là en effet des enseignements d'une portée qui dépasse et de loin les universités.

Double intérêt de surcroît, car le débat sur les formes d'organisation nécessaires aux étudiants recoupe les problèmes posés lors de la grève généralisée des cheminots et lors du mouvement des instituteurs à propos de la constitution de diverses « coordinations ».

Abordons d'abord cette première question pour étudier ensuite le contenu qu'ont pris les « états généraux étudiants ».

I. Les états généraux étudiants : prolongation... ou négation de la grève générale ?

La décision de convoquer des « états généraux étudiants » avait été formellement prise lors de la dernière coordination nationale des étudiants les 12 et 13 décembre.

C'est de là que la plupart des forces politiques et syndicales existant à l'Université ont tiré argument pour établir une filiation directe entre la coordination nationale et les « états généraux ». Mais, de fait, les 12 et 13 décembre, la grève générale était finie, le projet de loi Devaquet venant d'être retiré. Pour la première fois, un grand nombre de délégués à cette dernière coordination nationale n'étaient plus sous le contrôle de l'immense masse des étudiants. Leurs décisions ne pouvaient plus dès lors revêtir le même caractère que lors des trois semaines de grève générale.

Procédons à un bref retour en arrière.

NOVEMBRE - DÉCEMBRE : DE VRAIS COMITÉS DE GRÈVE

Daniel Gluckstein, dans son livre *Qui dirige ? Personne, on s'en charge nous-mêmes*, a analysé de manière détaillée les caractéristiques de la grève générale. Ce rappel est très illustratif pour

comparer ensuite avec les « états généraux étudiants ». Citons juste un passage du livre.

« Indiscutablement, comités de grève et coordinations auront constitué la représentation authentique, démocratique de la grève générale des étudiants et des lycéens, un facteur décisif dans tout son développement. Leur apparition a été spontanée. (...) Les formes précises d'organisation de la grève et des comités de grève varient d'une faculté à l'autre, d'une région à l'autre. Partout, cependant, on retrouve les traits communs suivants :

- Une organisation très précise et codifiée de la grève. Assemblées générales centrales de facultés et assemblées générales d'UER alternent le plus souvent, généralement au moins une fois par jour.

- Les comités de grève élus dès les premières assemblées générales sont larges : comités de grève de 100 étudiants à Clermont, de 30 à Saint-Etienne, de 40 à la Sorbonne, etc.

- Malgré le grand nombre de places disponibles, il y a beaucoup plus de candidats que nécessaire : 90 candidats pour 30 places dans l'assemblée générale de sciences humaines à Tolbiac, 15 ou 16 candidats pour les 5 places des

représentants de Censier à la coordination nationale, 15 pour 5 à la Sorbonne.

- Les comités de grève se réunissent chaque jour, généralement le matin, avant l'assemblée générale ;

- Les comités de grève prennent en charge tous les aspects de l'organisation de la grève : service d'ordre des manifestations, liaison avec les autres facultés, information des étudiants, etc.

- Dans nombre de villes de province, les assemblées générales de faculté alternent avec des assemblées générales de tous les étudiants de la ville. Généralement, un comité central de grève est constitué avec les délégués de tous les comités de grève de faculté, d'UER et d'université.

Renouant avec la tradition de la Commune de Paris, et aussi avec celle des soviets dans les révolutions russes de 1905 et 1917, étudiants et lycéens font ainsi l'apprentissage de la démocratie directe, de la véritable démocratie de représentation. Dans de nombreux lycées et facultés, décision sera prise d'emblée que "les délégués rendent compte de leur mandat et sont révocables" ».

Et, expression de cette situation, la coordination nationale a, de bout en bout (jusqu'au retrait du projet Devaquet), joué le rôle d'une véritable représentation de la masse des étudiants et de leurs comités de grève. Les représentants de l'UNEF-ID participaient à cette coordination et les délégués de toutes les facultés étaient élus par les milliers d'étudiants en assemblée générale ou par les comités de grève.

A cette forme d'organisation correspondait un contenu : tout était sous le contrôle de la masse des étudiants. Les diverses manœuvres subalternes apparues pendant la grève (proposition d'amendements au projet Devaquet, demande d'un médiateur, etc.) ont toutes été déjouées parce que la masse des étudiants était là.

La coordination nationale a symbolisé l'unité réalisée par les étudiants et lycéens et constitué la centralisation unie

et démocratique de la grève générale.

Comparons alors avec ce qu'ont été les « états généraux étudiants » des 27, 28 et 29 mars.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX : QUELS DÉLÉGUÉS ?

Dès le 31 janvier, une première réunion de « délégués » était convoquée, sous le vocable de « comité de liaison national », pour préparer les états généraux.

L'Humanité, quotidien du PCF, en rendait compte dans un article au titre significatif : « *Etudiants : ça continue.* » Le « comité de liaison national » et les « états généraux » eux-mêmes peuvent-ils être considérés légitimement comme les « continuateurs » du mouvement de la grève générale ? Voyons de plus près.

Les quelques articles de presse rendant compte de cette réunion du 31 janvier sont éloquentes :

Sous le titre « *Embrouilles et magouilles* », on lit dans *Le Monde* daté du 3 février :

« *Le temps du "mouvement" majoritaire, unitaire et dynamique est en effet bien révolu. Pour inévitable qu'il soit, le constat a suscité une certaine désillusion, et les délégués qui étaient venus à Saint-Denis n'ont pas caché qu'ils avaient été élus par de maigres assemblées générales.* »

Quant à *Libération*, il écrit : « *Les 250 délégués présents au début de la réunion ne reflètent pas la diversité de la base étudiante.* »

Doux euphémisme, surtout quand on se penche sur les procès-verbaux officiels de ce « comité national de liaison ». Toutes les « délégations » présentes le 31 janvier ont en effet rempli un formulaire indiquant comment ils avaient été « mandatés ». Honnêtement, ceux de Pau, désignés par 80 étudiants, écrivent eux-mêmes :

« *Les deux délégués n'ont pas été*

élus par la masse des étudiants de Pau et ne peuvent donc pas se considérer comme représentants de ces étudiants. Ils se sont simplement engagés à transmettre l'information qu'ils pourraient recueillir. »

Tous n'ont pas la même probité, mais les chiffres avancés par les « délégués » eux-mêmes sont en tout cas là : « délégués » de la faculté de Marseille-Saint-Charles « élus » par 20 étudiants ; « délégués » de l'université Marseille-II, par 50 ; Montpellier-I (fac de droit) par 50 ; Nice par 50 ; Saint-Etienne par 45 ; tout Jussieu (Paris-VI + Paris-VII) par 100 ; Paris-XI Orsay par 70.

Dans toutes ces universités, les assemblées générales rassemblaient de 1 500 à 2 000 étudiants, parfois plus, pendant la grève générale !

Voilà donc ce qu'étaient ces « délégués » réunis le 31 janvier et qui vont lancer la préparation des « états généraux ».

Quant aux « états généraux » eux-mêmes, deux mois après, qu'en a-t-il été ?

Là encore, laissons tout d'abord parler la presse :

• *Le Matin* daté du 27 mars écrit :

« Les assises locales, supposées préparer les états généraux qui se tiendront à Saint-Denis vendredi, samedi et dimanche, n'ont réuni qu'une frange étroite de ce qui fut le plus puissant mouvement étudiant depuis vingt ans. Des chiffres ? A Tolbiac, 70 étudiants se réunissent en assemblée générale pour élire... 35 délégués aux états généraux de ce week-end. A Nanterre, bastion de la contestation universitaire, les délégués mandatés par une petite centaine d'étudiants décident de n'assister aux états généraux qu'en observateurs. »

Et *Le Matin* publie le témoignage d'une étudiante de Villetaneuse :

« Lors de la réunion préparatoire aux états généraux, dans l'UFR (unité de formation et de recherche) de droites économiques, on n'était que quarante, 1 % des étudiants ! »

• Dans *Le Monde* daté du même jour, on peut lire :

« Les deux réunions de préparation des états généraux, le 31 janvier et le 7 mars, avaient déjà fait la preuve de la faible mobilisation des étudiants. Les assises locales qui se sont déroulées à la mi-mars dans un certain nombre d'universités devaient être le ferment des états généraux, le laboratoire décentralisé des propositions étudiantes : elles ont très rarement réuni plus d'une centaine de participants. (...) Les délégués étudiants qui vont se retrouver à Saint-Denis pendant trois jours ont été élus en tous petits comités. Quand une délégation d'une vingtaine de membres a été désignée par une quarantaine d'étudiants — ce qui est loin d'être un cas isolé —, on peut s'interroger sur sa représentativité ».

La délégation de Nanterre présente à ces « états généraux » ne s'est pas « interrogée », puisqu'après avoir fait une « enquête » auprès d'un certain nombre de délégués, elle a rendu public le deuxième jour des états généraux le tableau que l'on trouvera à la page suivante et qui n'a été contesté par personne.

Ainsi, pour toute personne de bonne foi, il est incontestable qu'en fait de « délégués » il s'agissait aux « états généraux » de délégués autoproclamés ne représentant en rien les étudiants.

LE FINANCEMENT DES « ÉTATS GÉNÉRAUX » : QUELLE INDÉPENDANCE ?

Mais comment, dans de telles conditions, le financement de ces états généraux a-t-il pu s'opérer ?

Rappelons ce qu'il en avait été lors de la grève générale de novembre-décembre. Sans même parler des multiples coordinations nationales, lors de la manifestation du 4 décembre, des dizaines et des dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens étaient montés à Paris manifester.

On imagine les frais considérables de

Université de	Nombre approximatif d'étudiants	Nombre de délégués	Nombre de votants en AG
Angers	9 000	1	0
Brest	10 000	15	250
Rennes-I	1 500	5	220
Montpellier	12 000	17	100
Toulouse	14 000	9	50
Chambéry	400	2	50
Le Mans	5 300	14	100
Aix	14 000	26	150
Grandes Écoles	6 000	9	autodésignés
Tours	16 000	20	170
Metz	8 000	4	20
Bordeaux	30 000	20	250
IE Politique Lyon	800	5	150
Nantes	20 000	Pas assez de candidats délégués : 18	50 (pas de vote)
Marseille	?	6	200
Mulhouse	3 400	12	250
Nancy-II	?	2	150
Paris-VI		26	250
Nanterre	27 000	18	80 + 200
Paris-VIII	19 000	28	
		(24 élus en AG de 80 + 4 d'office membre sec. CLN)	

transports.

Mais, à cette époque, les étudiants et lycéens en grève ont trouvé eux-mêmes les moyens financiers.

Ici, dans telle ville, c'est à plusieurs centaines qu'ils ont collecté auprès de la population les centaines de milliers et même millions de centimes nécessaires à leur montée à Paris.

Là, dans telle autre ville, ils ont obtenu le soutien des cheminots. Ils n'étaient dépendants de personne, sinon de leur propre mobilisation.

Quelle différence avec les « états généraux » ! En effet, à quoi a-t-on assisté ?

Dès le 4 février, le conseil d'administration de l'université Paris-VIII (qui n'avait pas déboursé un centime pendant la grève générale) verse 30 000 F (3 millions de centimes) pour la préparation des « états généraux ». C'est ce même conseil d'administration qui votera le budget de l'université en baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. Et à sa suite de nombreux conseils d'université voteront des « subven-

tions » pour les « états généraux ».

Parallèlement, dès le 10 février, la mairie PCF de Saint-Denis écrit au secrétariat du comité de liaison national de préparation des « états généraux ». Dans cette lettre, il y est annoncé que la mairie « peut vous apporter l'aide qui vous semblera utile pour l'organisation matérielle de ces journées ».

Et il y a tout ce qui n'est pas connu... mais qui amènera cependant un journal du *Matin* à écrire le 27 mars :

« Fort curieusement, alors que les organisateurs ne trouvaient pas un kopeck pour payer les 1 200 000 F que coûte l'opération, des municipalités communistes ont raclé les fonds de tiroir. Saint-Denis financera le chapeau sous lequel se déroulera le grand psychodrame étudiant, Nanterre fournissant les lits pour les délégués provinciaux. Mieux encore, de petits centres universitaires tenus par l'UNEF-SE (proche du PCF) — comme par exemple Orléans — ont envoyé des chèques importants pour financer une opération autrement bloquée par l'incontournable question financière. »

Et voilà donc comment ont pu se tenir ces « états généraux ». Cette question du financement n'est pas un détail, car, comme chacun sait, « *qui paie commande.* »

RIEN À VOIR DONC AVEC LA GRÈVE GÉNÉRALE

Avant d'en venir au contenu de ces « états généraux », il est nécessaire d'élargir le propos sur ce que signifient ces réunions de « délégués » auto-proclamés. Car, dans le développement même de la lutte des classes se dirigeant contre les institutions, des obstacles se dressent contre la mobilisation unie des masses.

II. Qui représente quoi ?

Représentation démocratique des masses

ou « coordinations » minoritaires. Unité ou division

L'EXPÉRIENCE DES CHEMINOTS

Dans la foulée du mouvement des étudiants et lycéens et du succès arraché au gouvernement de cohabitation, la grève généralisée des cheminots s'étend.

Un problème central est posé tout au long de cette grève : à la base, les cheminots sont unis, mais au sommet les sept fédérations de cheminots refusent tout au long du mouvement de se réunir, ne permettant pas ainsi de fournir à la grève générale un point de centralisation politique contre le gouvernement.

Mais comment vaincre sans la réalisation de l'unité ? C'est alors que surgissent des « coordinations ». La coordination nationale des étudiants avait été tout à la fois l'expression et l'instrument de l'unité réalisée par la masse des étudiants. Mais qu'en a-t-il été de ces coordinations de cheminots ?

D'abord, il y en avait deux. Par définition, si l'on peut dire, l'existence de deux « coordinations » signifie déjà qu'aucune n'était l'expression de l'unité.

Et ces obstacles, ceux de la subordination aux institutions qui entraîne la division, se parent parfois du masque de la grève générale des étudiants et lycéens, tout en dénaturant totalement le contenu. Ainsi en est-il des « coordinations ».

On a vu ce qu'était celle des étudiants : de fait un véritable comité central de grève réalisant l'unité. Mais d'autres « coordinations » ont depuis surgi : chez les cheminots, chez les instituteurs. Même terme, mais contenu totalement différent, qui nous rapproche plutôt des « états généraux étudiants ». Voyons ce qu'il en est.

Quant à leur représentativité réelle, laissons parler les protagonistes de ces deux « coordinations ».

Une polémique publique a en effet opposé les militants de la LCR et ceux de LO, chacune de ces organisations ayant participé activement à l'une ou l'autre des coordinations. Citons tout d'abord Lutte ouvrière à propos de la coordination (intitulée ADC, c'est-à-dire réservée aux seuls conducteurs) dans laquelle étaient les militants de la LCR :

« La coordination ADC ne s'est réunie qu'une seule fois, le dimanche 28 décembre. Par la suite, le bureau élu le 28 a toujours parlé en leur nom sans plus jamais réunir les délégués des assemblées de grévistes. La CFDT ne tenait pas à soumettre aux ADC eux-mêmes la politique qu'elle faisait mener au bureau. »

Et Lutte ouvrière poursuit en portant l'accusation capitale : « *Mais qui donc manipulait, selon Rouge ?* »

Quant à la LCR, dans sa « réponse », elle ne conteste nullement les faits sur cette « coordination », elle se contente de mettre en cause l'autre :

« Lutte ouvrière poussa donc une coordination réellement représentative au plan régional à s'autoproclamer "Coordination nationale intercatégoriques", et donc à prétendre à une légitimité qu'elle ne pouvait avoir. »

Et plus loin :

« Lutte ouvrière, autoproclamant des comités de grève non représentatifs, envoyait certains de ses militants à la coordination inter-catégories sans réel mandat d'assemblée générale de grévistes. »

Notons enfin cette dernière phrase :

« Pour LO, les comités de grèves sont trop souvent des regroupements de la frange radicale du mouvement, voire des instruments antisyndicaux. »

Et ces deux « coordinations » mineures et concurrentes n'ont à aucun moment combattu pour que les sept fédérations de cheminots réalisent l'unité.

Ainsi, loin d'être un instrument des masses pour réaliser l'unité de bas en haut dans leur grève générale, ces deux coordinations ont de fait constitué des organisations en plus, c'est-à-dire des éléments de division supplémentaires, et cela parce qu'au point de départ, il y avait la manipulation qui consistait à s'autoproclamer représentants des masses.

Et c'est le même phénomène que l'on retrouvera aux « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars. Revenons sur quelques aspects de leur déroulement.

LE DÉBAT DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LES FORMES D'ORGANISATION : MANIPULATION CONTRE MANIPULATION

Sur quoi devaient déboucher les « états généraux » ? Sur quelles « nouvelles » formes d'organisation ? Ce fut l'objet de tout un débat mené lors des journées des 27, 28 et 29 mars. La presse

a fait grand cas du conflit « majeur » ayant opposé deux regroupements de « délégués » (en fait deux cartels de forces politiques) : d'un côté essentiellement les militants du PCF, jouant aux anonymes avec des « indépendants » dont on verra ce qu'il en était pour la plupart, et d'un autre côté un autre regroupement animé surtout par les militants de la LCR, du PS et de SOS-Racisme. Quelles étaient les positions en présence ?

— D'un côté les militants du PCF, pourtant membres de l'UNEF-SE, rejetaient toute référence à l'UNEF ou à la construction d'une organisation syndicale. Ils préféraient parler de « comités de vigilance » et d'« auto-organisation à la base ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? La force de la grève générale de novembre-décembre, c'est que l'« auto-organisation à la base » de la masse des étudiants, et pas d'une minorité, était une auto-organisation de la base au sommet à travers les délégués de réels comités de grève réalisant l'unité.

Mais l'« auto-organisation à la base » sans organisation au plan national signifie de fait l'émiettement des étudiants, leur atomisation faculté par faculté face aux conseils d'UER.

— De l'autre côté, l'autre groupe politique de délégués autoproclamés proposait une « grande organisation permanente regroupant syndiqués et non-syndiqués ». Nous reviendrons sur ce que signifie une telle conception. Mais abordons tout d'abord un premier problème.

En apparence, il pourrait sembler qu'il y ait une contradiction majeure entre ces deux conceptions... En fait leur contenu est commun. Car ce débat était mené, comme on l'a vu plus haut, entre délégués autoproclamés rassemblant des cartels de forces politiques. Or, par rapport à ce problème majeur de la représentativité de « délégués » ne pouvant parler au nom de la masse des étudiants, les deux « blocs » ont de fait réagi pareillement, justifiant tous deux

la manipulation. Qu'on en juge :

Interrogé par la presse à la veille de l'ouverture des « états généraux » sur la « représentativité » de ceux-ci, le « secrétariat du comité de liaison national », organisme désigné dans la réunion « autoproclamée » du 31 janvier, a publié un communiqué. Signalons que ce secrétariat était composé essentiellement de militants du PCF et d'« indépendants ». Pour juger de l'« indépendance » de ces « indépendants », précisons que leur principal porte-parole, mis en avant dans la presse, Yann Cochin, est un « jeune » étudiant de trente-quatre ans, ancien salarié de l'EDF, où il était militant de la CFDT, aujourd'hui « étudiant » en formation continue et animateur de l'organisation politique « Fédération de la gauche alternative » (FGA).

Ce secrétariat, très « indépendant » donc, indiquait dans son communiqué de presse :

« Nous ne prétendons pas représenter la totalité de la population étudiante. Mais les délégués que nous attendons sont représentatifs des valeurs qui se sont exprimées pendant le mouvement de novembre-décembre et des aspirations, même implicites, de la jeunesse. Ils sont simplement plus motivés, plus disponibles, et leur rôle sera de rendre les aspirations explicites et de les concrétiser pour tous. »

Des « délégués » « plus motivés » ! Quel mépris pour la masse des étudiants ! Car, lors de la grève générale, n'est-ce pas la force et la « motivation » de la masse des étudiants qui ont permis le succès ?

Quant à la « motivation » des « délégués », en particulier des membres du « secrétariat du comité de liaison national », outre les intérêts politiques de tel ou tel groupe, elle a peut-être d'autres raisons non « explicitées » dans le communiqué mais « implicites » si l'on en juge par le fait suivant, fort révélateur.

Le 4 février, le conseil d'administration de l'université Paris-VIII Saint-Denis, université où est étudiant entre

autres Yann Cochin, vote la résolution suivante :

« Le conseil d'administration demande aux formations et aux départements d'envisager dès aujourd'hui la possibilité de validation d'enseignements ayant trait au travail de préparation des états généraux, afin que les étudiants qui s'y sont engagés ne soient pas pénalisés par le retard pris dans leurs études. »

En clair, il est demandé par l'administration que le temps passé par certains à préparer les « états généraux » leur soit compté comme stages et travaux pratiques pour leurs UV (unités de valeur correspondant à des bouts de diplômes) !

Ah ! certes, se faire valider des UV en échange de la préparation des « états généraux », cela peut « motiver »... en tout cas les heureux bénéficiaires qui... seront titulaires de diplômes assez particuliers.

Quant aux aspirations « implicites » de la jeunesse, que des « délégués » qui disent eux-mêmes ne pas représenter « la totalité de la population étudiante », prétendent « expliciter », qu'est-ce que cela signifie ?

Si des aspirations sont « implicites », c'est qu'elles ne sont pas formulées. Alors, de quel droit s'arroger le fait de les interpréter ? Car, par définition, il y a autant d'interprétations politiques possibles que d'opinions politiques différentes à quelque chose qui n'est pas « explicite ». Qu'est-ce donc d'autre que de la manipulation à l'état pur ?

A l'inverse, durant la grève générale de novembre-décembre, il n'y avait nulle possibilité d'explicitation des aspirations « implicites », car les délégués étaient sans cesse sous le contrôle de la masse. Lorsque certains ont cru devoir « expliciter » l'aspiration des centaines de milliers en grève, en avançant prudemment la possibilité d'envisager des amendements au projet de loi Devaquet ou tout au moins de négocier sans préalable, partout les assemblées générales unanimes de milliers d'étudiants ont

aussitôt rectifié les délégués en explicitant ce qui était implicite et en votant : « *Le préalable à toute négociation, c'est le retrait.* »

Mais s'il n'y a plus le contrôle de la masse, alors chacun peut « expliciter » comme il l'entend les présumées aspirations « implicites », et on verra plus loin ce qu'a d'ailleurs été aux « états généraux » le contenu de cette manipulation.

Voyons maintenant, de l'autre côté, comment l'autre groupe politique de « délégués » a justifié la prétention de parler au nom des étudiants.

La presse a interrogé l'un de ses principaux porte-parole, Sylvia Zappi, responsable étudiante nationale de la LCR.

Répondant au *Matin* du 27 mars, elle déclare :

« *Une frange significative d'étudiants s'est engagée qui dépasse largement les organisations syndicales. Avec les états généraux, c'est la première fois qu'il y aura un grand mouvement de débat sur l'Université après une grève. Comment en être absent ?* »

Mais qu'est-ce que la « frange » ? N'est-ce pas ce que dénonçait, chez les cheminots, la LCR à propos de Lutte ouvrière et de sa volonté de constituer des « comités de grèves auto-proclamés » (voir plus haut) ? Pour les militants de la LCR, il serait erroné chez les cheminots de « regrouper la frange » lorsque ce sont les militants de LO qui en sont à l'initiative, mais juste chez les étudiants. Comprenez qui pourra !

Mais, en tout état de cause, que signifie cette notion de « frange » dont se réclame Sylvia Zappi ? Pour ne pas introduire de polémiques discutables, reportons-nous au dictionnaire. On lit, dans *Le Petit Larousse illustré*, la définition suivante : « *Frange : partie marginale d'une collectivité.* »

Quelle meilleure définition de la manipulation peut-on trouver que le fait pour la « *partie marginale d'une collectivité* » de prétendre parler dans « *un grand mouvement de débat* » au nom de la collectivité tout entière ?

Ainsi, ce serait sur la base d'une « frange » d'étudiants que se justifierait la proposition faite d'une « *grande organisation de syndiqués et non-syndiqués* ».

QU'EST-CE QU'UNE « ORGANISATION DE SYNDIQUÉS ET DE NON-SYNDIQUÉS » ?

Essayons d'analyser ce que peut être le contenu d'une telle organisation.

- Ce n'est bien sûr pas un syndicat, puisque des « non-syndiqués » en feraient partie.
- Ce n'est évidemment pas plus un parti politique, puisqu'une telle organisation n'est basée sur aucun programme politique.
- Ce n'est pas non plus un comité de grève ou d'ailleurs tout autre organisme démocratique rassemblant la masse des étudiants en mouvement, puisqu'il s'agit de rassembler la « frange ».

Qu'est-ce donc alors ?

On a vu que chez les cheminots les deux « coordinations » minoritaires, prétendant rassembler « syndiqués et non-syndiqués », avaient de fait été un instrument de division supplémentaire, car, en refusant de combattre pour l'unité, elles avaient tout simplement constitué deux organisations de plus.

Et chez les étudiants, à quoi peut correspondre une telle forme d'organisation ? En fait, cette proposition n'est pas une nouveauté. C'est même un vieux débat à l'Université, puisque à plusieurs reprises des tentatives ont eu lieu de construire de telles organisations, baptisées pompeusement en d'autres temps « mouvement politique de masse ».

Après 1968, déjà, la LCR avait cru bon, comme semble-t-il à nouveau aujourd'hui, de « *dépenser largement les organisations syndicales* » pour reprendre l'expression citée plus haut.

S'inclinant devant la formule provo-

catrice de Cohn-Bendit qui affirmait : « *Les syndicats sont des bordels et l'UNEF est une putain* », la LCR s'était prononcée pour un « *mouvement politique de masse* » et contre l'UNEF.

Quels en étaient les considérants ? Selon les explications fournies à l'époque (notamment dans une brochure écrite par deux responsables de la LCR, Bensaïd et Scalabrino, et intitulée *Le Deuxième Souffle*), il y aurait eu un « *mouvement étudiant* » représentant une « *avant-garde tactique du prolétariat* » (!) opposée à la masse des étudiants, jugée, elle, réactionnaire.

Les termes sont aujourd'hui différents (on oppose une « *frange significative* » à la masse non « *motivée* »), mais le contenu est le même.

En fait, dans la mesure où de telles organisations ne sont pas l'émanation de la masse des étudiants en mouvement et ne sont pas non plus des organisations syndicales, puisqu'il s'agit prétendument de les « dépasser », l'expérience a montré qu'il pouvait y avoir autant de mouvements politiques de masse que de directions différentes de ces mouvements politiques.

Et dans le passé ces propositions ont toujours conduit à diviser les étudiants. Elles se sont d'ailleurs essouffées d'elles-mêmes.

Alors que, par contre, ce qui fonde la vocation unitaire du syndicat, c'est précisément de ne pas opposer la « frange » à la « masse », mais de regrouper les adhérents indépendamment des « *opinions politiques, philosophiques ou religieuses* » sur la base exclusive de la défense des intérêts de tous.

UN « DÉPASSEMENT » DES SYNDICATS... TRÈS ANTI-SYNDICAL

A nouveau donc aujourd'hui il est proposé de s'appuyer sur une « frange » pour « *dépasser largement les organisations syndicales* ». Quel contenu cela

revêt-il ?

Lorsque les masses sont largement mobilisées et que, dans leur mouvement, elles « dépassent » les syndicats, en fait elles les englobent dans une forme d'organisation plus large qui réalise leur unité : des comités de grève de délégués élus intégrant les organisations syndicales. C'est ce qui s'est passé en novembre-décembre lors de la grève générale des étudiants et lycéens. Mais, lorsque ce n'est pas la mobilisation des masses, qu'est-ce alors qu'une organisation qui « dépasse » les organisations syndicales sans pour autant être un parti politique sur un programme ?

Un début de réponse a été fourni lors des « états généraux » étudiants eux-mêmes. En effet, une association intitulée « *Matière grise* », constituée dans la préparation des « états généraux », s'est exprimée sur cette question dans le cours même des débats.

De nombreux « délégués » dits « indépendants » se réclamaient de cette association, constituée en commun par des militants de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) et également du PCF.

Un tract intitulé « *Intervention de Matière grise aux états généraux* » a été distribué à tous les « délégués ». On pouvait y lire :

« *Visiblement, ce mouvement étudiant pose le problème du syndicalisme :*

— *en quoi les structures syndicales ont participé au débat sur l'enseignement supérieur ?*

— *en quoi les structures syndicales ont pris en compte la diversité des propositions de la base ?*

(...) *S'il y a crise du syndicalisme en France, crise du politique, c'est justement à cause du blocage frileux des syndicats repliés sur eux-mêmes, à cause de la non-ouverture à la réflexion, aux propositions et aux revendications de la base, à cause d'une prétention à plaquer à la réalité, riche de notre diversité, des solutions toutes faites, clef en main. Nous ne sommes pas contre les syndicats ; nous sommes contre ce type*

de syndicalisme qui dessert LE syndicalisme. »

Voilà une profession de foi qui a au moins le mérite de la clarté ! Ainsi donc, le fond de la position de tous ces « indépendants » antisyndicaux est nettement affirmé : ils sont contre le « *blocage frileux des syndicats* ». Mais ce langage n'est pas nouveau.

D'autres « modernistes » également ne cessent de se répandre en diatribes contre le « *blocage frileux des syndicats* » : ce sont les patrons ! Que n'a-t-on entendu ces multiples discours du CNPF regrettant que les syndicats soient « *repliés sur eux-mêmes* ». Ce qui est sûr, c'est que les capitalistes rêvent de syndicats qui abandonneraient les « *solutions toutes faites* » que sont la défense des acquis, et se plieraient à toutes leurs exigences.

Car c'est au nom de la « *richesse de la diversité* », pour reprendre encore la formule de ce tract de « Matière grise » :

— qu'est justifiée l'autonomie des universités, qui entraîne la multiplica-

tion des diplômes locaux et la remise en cause des diplômes nationaux comme l'instauration de droits d'inscription différenciés.

— que dans la classe ouvrière est justifiée la remise en cause des acquis **collectifs communs** à tous les salariés, avec par exemple la mise en place de la flexibilité, c'est-à-dire l'adaptation dans la « *diversité* » des horaires de travail, des salaires, du droit de licenciement, etc.

Le nouveau « *type de syndicalisme* » qu'appelle de ses vœux « Matière grise » a donc un contenu très clair : c'est la négation de ce qui fonde le syndicat, c'est-à-dire la défense des intérêts collectifs.

Mais on nous dira que pourtant, c'est la position développée lors des « états généraux » par « Matière grise ». Certes, certes, mais l'hostilité aux syndicats, quel que soit le masque dont elle se pare, a toujours un contenu. Car qu'y a-t-il de gênant dans la défense des organisations syndicales pour que certains s'empresent sans cesse de chercher à « dépasser » les syndicats ?

III. Qu'est-ce qui fonde le syndicalisme ?

A LA BASE DU SYNDICAT : L'EXISTENCE DE CONQUÊTES OUVRIÈRES

L'article publié dans ce numéro de *La Vérité* sur l'histoire du mouvement ouvrier montre s'il en était besoin comment dès l'origine se sont constituées les organisations syndicales : sur la base de la défense des intérêts **communs** à tous les prolétaires, à tous les salariés, contre les intérêts de la classe capitaliste.

Toute l'histoire de la lutte des classes depuis plus d'un siècle est marquée par ce combat de la classe ouvrière pour arracher et préserver droits, garanties et conquêtes collectives, antagoniques aux intérêts des patrons.

Ce sont ces conquêtes que l'impéria-

lisme en crise ne cesse de chercher à remettre en cause pour tenter de ramener le prolétaire à la situation, non d'un membre d'une classe organisée, mais d'un individu isolé et sans droits face aux patrons.

En particulier, l'offensive menée par tous les gouvernements successifs de ces dernières années a un point commun. Que ce soit contre la Sécurité sociale (des décrets Dufoix aux décrets Séguin), que ce soit sur la flexibilité du travail (de la loi Delebarre aux mesures Séguin), que ce soit sur la remise en cause des conventions collectives et de la libre négociation des salaires (de la suspension de la loi du 11 février 1950 aux tentatives d'instauration du salaire au « mérite »), c'est à chaque fois la même

question fondamentale qui est en cause : ce sont les **droits collectifs** de la classe ouvrière que la bourgeoisie veut remettre en cause et c'est pour cet objectif que les gouvernements cherchent à associer les directions syndicales à la mise en œuvre de tels plans. Mais, ce faisant, si les organisations syndicales allaient jusqu'au bout d'une telle logique, elles perdraient par là-même leur fonction, car toute leur histoire est fondée sur l'existence des conquêtes ouvrières.

De ce fait, toutes les attaques menées aujourd'hui contre les organisations syndicales, quel qu'en soit le motif apparent, ne servent qu'un objectif : favoriser toute l'offensive anti-ouvrière en cours.

Mais ce qui est vrai des organisations syndicales de la classe ouvrière le serait-il aussi pour les étudiants ?

Il existe en effet une différence notable : les étudiants ne sont pas salariés, il ne se trouvent pas face à un patron.

C'est d'ailleurs l'argument utilisé par le célèbre « indépendant » des « états généraux » Yann Cochin, qui déclarait à la presse : « *Le syndicalisme étudiant, je n'y ai jamais cru, ce n'est pas sérieux.* » (*Libération* des 28 et 29 mars 1987.)

Et pourtant, toute l'histoire du syndicalisme étudiant est également étroitement reliée à l'existence d'acquis et de conquêtes.

ET MÊME À L'UNIVERSITÉ

Sans avoir la prétention en quelques lignes de procéder à une histoire du syndicalisme étudiant, indiquons tout d'abord qu'on ne peut aborder cette question en dehors d'une appréciation des rapports entre les étudiants et la classe ouvrière.

Alors que, de toutes parts, on a fêté le « 80^e anniversaire de l'UNEF », il est nécessaire de lever une première ambiguïté : pour la période allant de 1907 à

1946-1947, il est faux de prétendre donner le moindre label « syndical » aux associations étudiantes existant à l'époque et à leur fédération, qui avait déjà pour nom UNEF mais sans le contenu. Il s'agissait en effet d'associations folkloriques, corporatives, d'amicales, nullement constituées sur la moindre base revendicative.

La raison fondamentale en était que les étudiants, qui étaient en nombre très limité, étaient pour l'essentiel des fils de la bourgeoisie, et, par conséquent, aucune revendication d'aucune sorte ne les liait à la classe ouvrière.

Le premier acte de naissance véritable du syndicalisme étudiant intervient après 1945, à partir des années 1946-1947-1948 et de la charte adoptée au congrès de Grenoble de l'UNEF, charte qui définissait l'étudiant comme « *jeune travailleur intellectuel en formation* ».

Or, précisément, à cette période, l'imperialisme, par peur de tout perdre devant la montée de la mobilisation révolutionnaire des masses, a dû concéder des conquêtes ouvrières importantes et notamment la Sécurité sociale.

Et c'est comme sous-produit de ces conquêtes ouvrières arrachées que la bourgeoisie, contradictoirement à ses intérêts fondamentaux, a été obligée au même moment d'ouvrir largement les portes de l'Université à un nombre important d'étudiants.

Adossés aux conquêtes de la classe ouvrière, les étudiants avec l'UNEF obtiennent par exemple en 1948 le régime de Sécurité sociale étudiante et la constitution de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

Et quelques années après, en 1955, suite à de premières grandes grèves et manifestations (jamais avant 1945 les étudiants n'avaient avancé de revendications au sens propre), les étudiants avec l'UNEF arrachent la constitution des CROUS et du CNO (Centre national des Œuvres), c'est-à-dire de l'organisme paritaire gérant les Œuvres uni-

versitaires (cités universitaires et restaurants universitaires) avec une aide de l'Etat attribuée à tous les étudiants sans distinction.

Ainsi, à partir de la fin des années 40 et du début des années 50, pour la première fois, il existe un syndicat étudiant à l'Université, l'UNEF, dont le fondement est le combat pour la défense des revendications et pour l'obtention de conquêtes, garanties et droits collectifs.

Toute l'histoire du syndicalisme étudiant et du combat pour sa préservation va ensuite s'identifier à la résistance des masses étudiantes pour défendre leurs acquis contre les tentatives de remise en cause de celles-ci.

Toute la politique de la bourgeoisie, notamment avec l'avènement du régime de la V^e République, dont c'était la fonction, et en particulier ces dernières années, est de combattre pour remettre en cause toutes les conquêtes ouvrières (Sécurité sociale, conventions collectives, etc.).

A l'Université, tous les gouvernements successifs (avant 1981, de 1981 à 1986, comme aujourd'hui) n'ont eu de cesse de chercher à remettre en cause le droit égal aux études pour tous les étudiants, droit arraché comme sous-produit et composante des conquêtes ouvrières de 1945.

Pour l'impérialisme, il y a trop d'étudiants à l'Université comme il y a trop d'ouvriers dans la sidérurgie, les mines ou les chantiers navals. Les diplômes nationaux délivrés à l'Université et débouchant donc sur une véritable qualification sont de trop pour les patrons comme le sont les CAP délivrés dans les LEP.

C'est tout cet édifice du droit à l'instruction que les capitalistes veulent démanteler.

S'attaquer au principe même du syndicalisme étudiant, et ce quel qu'en soit l'argument, c'est donc s'attaquer à son fondement, c'est-à-dire la défense des conquêtes arrachées par les étudiants à la bourgeoisie.

Et d'ailleurs, lorsque après 1968 une double offensive se mène pour liquider l'UNEF, c'est, sous une apparence totalement contradictoire, un même fond qui anime les différents protagonistes :

— D'un côté les militants du PCF regroupés dans l'UNEF-Renouveau (aujourd'hui UNEF-SE) perpétuent une scission criminelle dans l'UNEF sur une base fondamentale : la participation aux conseils de gestion, l'acceptation de la logique de la loi Edgar Faure votée à l'unanimité au Parlement fin 1968, c'est-à-dire à la gestion, dans le cadre de l'autonomie des universités, des budgets d'austérité avec leurs conséquences anti-étudiantes (sélection, mise en place de diplômés locaux, répartition de la pénurie, etc.). Les élus de l'UNEF-Renouveau opposent, dès lors, aux revendications des étudiants une logique de gestionnaires.

— D'un autre côté, toute une série de courants gauchistes, maoïstes, avec la LCR, rejettent le principe même du syndicalisme étudiant et de l'UNEF, les revendications de la masse des étudiants étant jugées par eux « corporatistes ».

Or quelle est la base **commune** à ces deux positions formellement opposées ? Dans les deux cas, le refus de défendre les revendications des étudiants.

A l'inverse, la lutte menée à ce moment-là pour préserver l'UNEF s'appuie sur un principe fondamental : **toutes les revendications des étudiants sont légitimes !**

Et lorsque en 1971 — dans un combat voyant les étudiants, aidés par les militants du PCI, défendre leur outil syndical — l'UNEF est préservée de la double menace pesant sur elle, sur quelles bases a-t-elle pu être sauvée ?

Le 59^e Congrès de l'UNEF, qui se tient les 21, 22 et 23 février 1971, définit dans sa résolution générale les fondements de la seule action syndicale indépendante à même de défendre le syndicat étudiant et de le lier au mouvement ouvrier.

LE 59^e CONGRÈS DE L'UNEF DE 1971

Après avoir établi dès son point de départ l'opposition irréductible du syndicat à la loi Edgar Faure et à l'autonomie des universités, la résolution générale indique en particulier :

« Le 59^e Congrès de l'UNEF a conscience que le syndicat étudiant ne saurait être identifié aux syndicats ouvriers. Trois éléments permettent au mouvement étudiant de s'unir dans un syndicat de type particulier.

Le premier : le contenu, la forme, les moyens de l'enseignement, sont imposés par l'État, qui impose aux étudiants et aux enseignants la dégradation de leurs conditions d'étude et des conditions d'enseignement en même temps qu'il cherche à expulser de l'Université étudiants, enseignants et chercheurs. (...).

Le deuxième : les travailleurs dans leur ensemble, et chacune des catégories de travailleurs, pour résister à l'exploitation capitaliste et arracher des conquêtes sociales, des droits, des garanties, des libertés ont constitué des syndicats. A leur suite, et comme conséquence de la lutte ouvrière, les étudiants, qui ont également obtenu droits, garanties, libertés, ont été conduits à créer leur syndicat.

Le troisième : la vocation du syndicat ouvrier est d'organiser les travail-

leurs, quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques. De même, l'UNEF ne peut qu'être ouverte aux étudiants de toutes tendances. Le fondement de la démocratie syndicale réside dans le respect de l'indépendance à l'égard de tout parti, État et gouvernement. »

On pourrait multiplier les citations de cette résolution, qui se concluait en énumérant les principales exigences et revendications des étudiants. C'est cette position qui a permis contre les diviseurs de toutes sortes la reconstruction de l'UNEF comme syndicat indépendant et démocratique. Sans ce combat mené à l'époque, il n'y aurait plus aujourd'hui de syndicat étudiant à l'Université.

Et ce n'est qu'en puisant dans cette continuité de son histoire que le syndicat étudiant peut aujourd'hui se préserver comme syndicat indépendant et démocratique.

C'est d'ailleurs ce qu'on a pu mesurer en sens inverse lors des « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars, car l'offensive anti-UNEF-ID, anti-syndicale, y a dévoilé son véritable contenu.

On ne peut en effet impunément et sans raison véritable s'attaquer au principe même du syndicalisme étudiant sans chercher en même temps à remettre en cause les acquis étudiants.

IV. La manipulation anti-syndicale a toujours un contenu : des « états généraux » très « institutionnels »

Toute la préparation et la tenue des « états généraux » étudiants ont été en fait placées sous le signe de la subordination totale à l'État par l'intermédiaire des présidents d'université et des conseils de gestion.

Qu'on en juge par ces quelques faits.

Le 8 février, le « secrétariat du comité

de liaison national » de préparation des « états généraux » adresse une lettre au secrétariat permanent de la conférence des présidents d'université.

Dans cette lettre où il est proposé d'« élaborer les propositions pour l'enseignement supérieur que nous voulons », on lit entre autres :

« Le mouvement étudiant-lycéen de novembre-décembre a eu le mérite (quelle condescendance ! — NDLR) de développer dans le milieu étudiant un profond désir de mener à bien la réflexion sur la situation de l'Université actuelle, bien au-delà des simples refus des projets Devaquet-Monory (revendication sans doute trop dérisoire pour ces chefs manipulateurs ! — NDLR). Il est de l'intérêt de tous les partenaires de l'enseignement supérieur que cette réflexion s'élargisse, s'approfondisse, et débouche sur des propositions. La conférence des présidents d'université a manifesté récemment sa volonté de voir amorcer nationalement une telle démarche. »

Quel « consensus » ! Ainsi, pour « élaborer les propositions » pour l'avenir de l'Université, il y aurait des « intérêts » communs à « tous les partenaires de l'enseignement supérieur » ?

Mais quel intérêt commun peut-il y avoir entre les centaines de milliers d'étudiants qui étaient en grève générale et qui ont manifesté leur attachement à défendre leur droit aux études d'une part, et d'autre part les présidents d'université, qui, au moment même où cette lettre leur était adressée, étaient partout en train de faire voter par leurs conseils de gestion des budgets d'austérité en application du budget Devaquet, budgets dont les conséquences étaient autant de tentatives de mise en œuvre détournée du contenu du projet de loi Devaquet ?

En fait, tous les discours sur l'avenir de l'enseignement supérieur, sur « l'Université de 2 millions d'étudiants en l'an 2000 », ne servent qu'à une seule chose : tenter de masquer les intérêts antagoniques existant entre les différents « partenaires de l'enseignement supérieur » que sont d'un côté les présidents d'université avec leurs conseils de gestion et de l'autre les masses étudiantes.

Et cette lettre d'invitation aux présidents a donné dès le départ le contenu réel qu'allaient prendre ensuite les « états généraux ».

En effet, qu'a-t-on entendu lors de la séance d'ouverture des « états généraux » des 27, 28 et 29 mars ?

Deux présidents d'université ont pris la parole.

— Tout d'abord Mme Demichel, la nouvelle présidente (PCF) de l'université Paris-VIII Saint-Denis, pour dire : « Vous avez fait un état des lieux et aujourd'hui vous interpellez la société entière. C'est un enjeu pour l'intérêt national. » Mais quelques semaines auparavant, au nom de l'« intérêt national » bien compris, elle avait fait voter par son conseil un budget en baisse de 17 %.

— Et ensuite M. Coudanne, ex-vice-président de la conférence des présidents d'université, président de l'université Paris-XI, pour insister : « Les états généraux pèseront d'un grand poids pour l'avenir de l'Université. » Mais, au même moment, il venait de céder pour un prix dérisoire des centaines de mètres carrés de locaux de son université (avec les laboratoires et les appareils de haut niveau) à une entreprise privée, Lure Industries.

Quel mensonge que de prétendre fonder des intérêts communs entre ceux qui organisent l'asphyxie de l'Université et sa privatisation et la masse des étudiants ! Le ministre Monory ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisque, dès le lendemain des « états généraux », le 31 mars, il faisait publier par l'AFP le communiqué suivant :

« René Monory, ministre de l'Éducation nationale, considère qu'il est intéressant que se soient tenus, le week end dernier, les états généraux étudiants. "Il est bon que les jeunes angoissés devant la crise, la montée du chômage, s'interrogent et interrogent la société. C'est logique et nécessaire", a-t-il déclaré.

« Si ces débats ont pu faire avancer les choses, contribuer à libérer des carcans, des verrous, c'est bien. », a ajouté le ministre, venu mardi matin au Salon de l'étudiant (27 mars - 1^{er} avril) participer à un débat sur "formation et

entreprises". "Moi-même qui suis constamment en réflexion, en débat, quelquefois avec moi-même, je suis prêt à rencontrer ces étudiants. S'ils viennent avec des propositions, je suis tout à fait favorable à les entendre", a encore déclaré le ministre. » (AFP)

Qu'est-ce donc que Monory était tellement prêt à « entendre » ? Quelles étaient ces propositions permettant de « contribuer à libérer des carcans, des verrous » ?

Les différentes résolutions adoptées « majoritairement » par les « délégués » des « états généraux » permettent d'y voir plus clair.

Signalons d'ailleurs qu'aussi bien les représentants du PCF et de l'« auto-organisation à la base » que les représentants du PS et de la LCR et de la « grande UNEF » étaient ensemble d'accord sur ces résolutions. Citons juste deux extraits :

— Dans le rapport de la commission « finalité de l'enseignement supérieur » : « *L'Université ne doit pas vivre en vase clos. L'ouverture est une nécessité, elle doit être développée.* »

— Dans le rapport de la commission « Université et emploi » :

« Il faudrait que l'ensemble des partenaires concernés, étudiants, salariés, professeurs, collectivités locales, régions, associations régionales, comités d'entreprise, se concertent, aient un rôle d'échange qui permette le développement de l'Université (...). Quant au rapport avec le monde professionnel,

nous évoquons la question des stages. (...) Nous sommes donc favorables à l'intensification et à la multiplication des stages. »

Mais l'« ouverture de l'Université » aux régions, etc., c'est très exactement ce que proposaient déjà la loi Edgar Faure et ensuite la loi Savary et que la loi Devaquet voulait amplifier : dans le cadre de l'autonomie des universités, c'est le développement des diplômes régionaux adaptés aux besoins locaux du patronat, c'est l'instauration de droits différents en matière universitaire d'une région à l'autre, en un mot tout ce contre quoi les centaines de milliers d'étudiants et lycéens en grève générale ont manifesté en novembre-décembre.

Voilà la réalité de ce qui a été voté aux « états généraux ». En fait, on ne peut impunément propulser ou donner crédit à des réunions de manipulation anti-syndicale sans que tôt ou tard leur véritable contenu n'éclate au grand jour.

C'est en cela que résident les leçons essentielles, pour tout militant ouvrier, de ces « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars. Et ce qu'on y a vu de tentatives « institutionnelles » et antisyndicales a une portée plus générale que pour les seuls étudiants. Car partout aujourd'hui, comme on le voit avec la préparation des états généraux de la Sécurité sociale, le patronat, le gouvernement et tous les partis liés à la cohabitation cherchent à associer les organisations syndicales à l'application de leurs plans.

V. Un combat permanent

La question de la préservation de l'indépendance des organisations syndicales est aujourd'hui une question majeure de toute la situation politique.

Selon que les syndicats seront préservés ou non dans leur indépendance, l'issue des luttes de classe qui se préparent, contre la formidable réaction que la bourgeoisie veut imposer ne sera pas

identique.

Une chose est certaine : contre la politique du gouvernement de cohabitation, l'aspiration des masses à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations se dresse avec toujours plus de netteté.

Et toute la courbe des développements intervenus depuis la grève des

fonctionnaires du 21 octobre 1986 est marquée par cette volonté d'unité : dans la grève générale des étudiants et des lycéens, dans la grève généralisée des cheminots ou lors des mouvements chez les instituteurs contre le statut des maîtres-directeurs.

A l'Université, pendant des mois, à partir du Conseil des ministres du 11 juillet 1986, où était adopté dans un consentement général le projet de loi Devaquet, tout était disposé pour que celui-ci passe « en douceur ».

Au point qu'un délégué au congrès du PS de Lille devait même avouer en aparté : « *On a été au bord de la déroute à l'Université. Il aurait suffi de publier les amendements au projet de loi Devaquet déposés par le parti au Sénat et c'était la catastrophe.* »

Mais, à l'heure où personne et en particulier aucun dirigeant syndical étudiant n'avancait le mot d'ordre de **retrait** du projet Devaquet, les militants de la FER publiaient un appel reprenant la volonté exprimée par 700 étudiants de Poitiers et centré sur l'exigence d'unité pour le retrait du projet.

Post-scriptum :

Cet article était écrit avant que ne se tienne le 70^e Congrès de l'UNEF-ID des 8, 9 et 10 mai. Les problèmes vitaux de la défense de l'indépendance du syndicat se sont concentrés sur quelques questions.

D'abord, le problème de l'autonomie des universités. Le principe de l'autonomie des universités, introduit pour la première fois dans la loi Edgar Faure, votée à l'unanimité par le Parlement en 1968, repris ensuite dans la loi Savary et mis au centre de feu le projet Devaquet, est le principe qui permet aux universités via leurs conseils de gestion de décider ce qu'elles veulent dans la dislocation généralisée du cadre national des études : diplômes locaux, quotas d'accès pour les bacheliers, droits d'inscription différenciés, appel au financement privé, etc.

Toute la tradition de l'UNEF a toujours été de condamner l'autonomie des universités au nom de la défense du droit aux études pour tous. Et c'est notamment le combat mené sur cette question qui a permis de préserver en 1971 l'UNEF de la scission liquidatrice perpétrée à l'époque par la direction du PCF avec l'UNEF-Renouveau (devenue UNEF-SE).

Or, lors de la séance d'ouverture de ce 70^e Congrès de l'UNEF-ID, où étaient invités nombre d'anciens présidents de l'UNEF, Michel Sérac, président de l'UNEF de 1971 à 1975, a été empêché de prendre la parole alors que Guy Konopnicki, président de l'organisation scissionniste de l'époque, y a, lui, été autorisé.

Et quelques semaines plus tard la formidable grève générale des étudiants et des lycéens mettait à bas toutes les constructions savamment échafaudées. Et c'est contre cette aspiration puissante à l'unité qui sourd de toute la situation que toutes les forces politiques liées à la cohabitation cherchent à aliéner l'indépendance des organisations syndicales en exerçant une pression renforcée sur celles-ci pour qu'elles s'associent à la mise en œuvre des plans anti-ouvriers.

C'est tout le but de la convocation des états généraux de la Sécurité sociale.

A l'Université également, l'enjeu est le même : la défense du syndicalisme étudiant et de son indépendance.

A l'Université comme dans la classe ouvrière, c'est aujourd'hui une question vitale que de combattre pour préserver l'indépendance des organisations syndicales. C'est ce que ne manqueront pas de faire tous les militants attachés à la défense des intérêts ouvriers.

Paris, le 1^{er} mai 1987.

Daniel Robin

Qu'y avait-il à cacher aux congressistes ? Le rappel par Michel Sérac des traditions de l'UNEF de lutte contre l'autonomie des universités ? Et parallèlement à cela, alors qu'une résolution avait été présentée proposant de réaffirmer la position du syndicat de condamnation de l'autonomie des universités, la présidence de séance décréta qu'elle ne serait ni discutée ni mise au vote lors de la séance finale.

L'enjeu de cette question est d'autant plus important quand on voit que, deux jours après la fin du congrès de l'UNEF-ID, le comité national d'évaluation des universités, présidé par Laurent Schwartz, a publié un rapport dont toutes les « recommandations », axées sur l'accentuation de l'autonomie des universités, aboutissent à reprendre les propositions de Devaquet (cf. *Informations ouvrières* n° 1316).

Un deuxième problème essentiel dans ce congrès était celui de la protection sociale. Les militants de la TDU (Tendance pour la défense de l'UNEF-ID comme syndicat indépendant et démocratique), tendance héritière du combat mené en 1971, ont proposé que le congrès de l'UNEF-ID refuse de s'inscrire dans un cadre de division (journée du 14 mai appelée par la CGT et rassemblement du 23 mai appelé par la Fédération nationale de la mutualité française, tous deux convoqués en rapport avec les états généraux de la Sécurité sociale) mais se prononce pour une manifestation unitaire pour le retrait des décrets Séguin, et qu'en même temps le congrès condamne les mesures prises par la direction de la MNEF qui aboutissent à une différenciation des droits entre étudiants et à une « mutuelle à deux vitesses ».

Mais, là encore, comme pour l'autonomie des universités, ce problème largement débattu pendant le congrès ne sera pas soumis au vote, sur décision de la présidence de séance.

On peut certes « ruser » à une tribune, mais il n'est au pouvoir de personne de contourner une question essentielle désormais posée : il s'agit de savoir si l'UNEF accepte d'être un syndicat d'État, auquel cas elle serait voué à une liquidation très rapide, ou si au contraire elle préserve son indépendance syndicale.

C'est tout l'enjeu de la période à venir pour le syndicalisme étudiant.

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

LA VERITE et **TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité

8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Notes pour le camp de cadres sur le thème : « La lutte pour l'Internationale »

par D. GLUCKSTEIN

1.- Nous sommes les héritiers de la Première, de la Deuxième et de la Troisième Internationale.

La I^{re} Internationale (l'« Association internationale des travailleurs ») a été fondée avec la participation active de Karl Marx, en septembre 1864, et fut dissoute par Marx et Engels en 1873.

La II^e Internationale, fondée en 1889 avec la participation d'Engels, fit faillite en août 1914, face au déchaînement de la Première Guerre mondiale (1).

Fondée en mars 1919 dans le sillage de la révolution russe victorieuse, avec la participation au premier plan de Lénine et de Trotsky, la III^e Internationale (« Internationale communiste » ou Komintern) est morte pour la révolution prolétarienne en 1933, après que la criminelle politique de Staline, subordonnant les intérêts du prolétariat mondial à ceux de la bureaucratie conservatrice du Kremlin, eût permis la défaite des ouvriers allemands par le nazisme (2).

Fondée en 1938, la IV^e Internationale inscrit d'emblée dans son programme — donc comme un caractère durable, permanente, constitutive — l'héritage dont elle se réclame : celui des trois Internationales qui l'ont précédée :

« La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans

(1) La « II^e Internationale » à laquelle affirment adhérer les partis socialistes et sociaux-démocrates dans le monde d'aujourd'hui, n'a rien d'une Internationale ouvrière : elle est le lieu de rencontres diplomatiques de dirigeants attachés, dans chacun de leur pays, à défendre les intérêts de la classe capitaliste dans le mouvement ouvrier.

(2) Il faudra dix ans à Staline pour tirer toutes les conséquences de cette situation. Ce n'est qu'en 1943 qu'il décréta la dissolution de la III^e Internationale. Mais la vie, depuis longtemps, avait tranché.

l'histoire. La cause de ces défaites est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte de classe ne souffre pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. » (Programme de transition).

« *La lutte de classe ne souffre pas d'interruption* » : le prolétariat ne peut se doter d'un programme, d'une direction à même de le conduire à la victoire, sans intégrer toutes les leçons des périodes précédentes, toutes les expériences — succès, échecs, défaites — qui ont conduit à la situation actuelle.

Il n'est pas question, dans le cadre volontairement limité de ces notes, d'écrire l'histoire de près d'un siècle et demi de lutte pour l'Internationale ouvrière. On relira, à cet effet, le numéro spécial consacré à ce sujet par notre revue (3).

Nous voulons en revanche souligner ici quatre éléments constitutifs majeurs de cette continuité de la lutte pour l'Internationale ouvrière.

a) L'Internationale se fonde sur la reconnaissance de l'unité mondiale de la lutte des classes :

Dès le Manifeste du Parti communiste de 1848, Marx et Engels qualifient ainsi la position des communistes :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils

représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

Par essence, l'Internationale n'est pas la simple coordination de partis nationaux plus ou moins solidaires. Elle est la constitution en un seul parti mondial des contingents nationaux du prolétariat, dans un objectif commun : la constitution de la classe ouvrière en classe, la fin de la domination capitaliste et bureaucratique, l'instauration de la dictature du prolétariat (autrement dit : la République des conseils, l'Etat-Commune), transition vers la société sans classe.

L'unité mondiale de la lutte de classe s'exprime avec force dans les événements qui jalonnèrent les dix dernières années : de la victoire de la révolution nicaraguayenne contre Somoza à la grève générale des étudiants et des lycéens français, en passant par l'explosion de la révolution politique et la constitution de *Solidarność* en Pologne, le développement d'une situation quasi insurrectionnelle en Afrique du Sud, et bien d'autres faits encore. Une même politique anti-ouvrière, dictée par les sommets de l'impérialisme (le gouvernement US, le FMI, la CEE, la Banque mondiale) frappe directement ou indirectement (par le biais de la bureaucratie parasitaire dans les pays où le capital a été exproprié) toutes les classes ouvrières, tous les peuples du monde entier. Partout cette offensive nourrit le développement de la lutte de classe qui, quelles que soient les formes et les particularités nationales, se cherche partout des alliés, des points d'appui ; elle ne peut les trouver que dans la liaison la plus étroite, la plus pratique, entre les prolétaires et les peuples de tous les pays.

De tout temps, les appareils bureaucratiques qui campent dans la classe ouvrière ont tenté de faire obstacle à cette aspiration à la solidarité internationale, à l'Internationale, opposant les travailleurs des différentes nations

(3) *La Vérité* n° 583, septembre 1978.

entre eux, afin de mieux les lier à leur propre bourgeoisie.

Il est significatif que ce soit toujours sur cette question de l'unité mondiale de la lutte des classes que se soient révélées dans le passé les véritables positions de ceux qui « parlaient » de l'Internationale mais lui tournaient le dos dans les faits.

Qu'il s'agisse du Secrétariat unifié (SU) dont la théorie des « trois secteurs de la révolution mondiale » couvrirait en réalité un morcellement du monde, donc du prolétariat mondial, avec pour corollaire obligé la mise à l'écart du prolétariat de l'Est de l'Europe, dont le combat, pour le SU, ne relève pas vraiment de la lutte pour la révolution prolétarienne.

Qu'il s'agisse des nombreux courants petits-bourgeois plus ou moins radicaux qui, dans le sillage de la révolution cubaine, ont, au début des années 1960, valorisé à l'extrême la lutte des travailleurs et des peuples du prétendu « tiers monde », l'opposant à la passivité supposée du prolétariat d'Europe et d'Amérique du Nord, en appelant à une Internationale du tiers monde (il y eut même la Tricontinentale lancée à La Havane). Mais le contenu réel d'une telle proposition ne pouvait être que l'isolement des classes ouvrières et des peuples d'Amérique latine, par exemple, face à l'impérialisme (isolement qui devait déboucher, dans de nombreux pays, sur des aventures de lutte armée qui coûtèrent cher à la classe ouvrière), et au rejet des classes ouvrières des pays développés, sous la coupe des appareils staliniens et sociaux-démocrates.

A ce sujet, réfléchissons à ce qui s'est passé lors de la guerre contre-révolutionnaire menée par le gouvernement US contre le peuple vietnamien. Alors que le général US Westmorland promettait : « *Nous réduirons ce pays à l'âge de pierre* », la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse américaines contre la guerre a joué un rôle décisif dans la défaite de l'impéria-

lisme US. La victoire du peuple vietnamien est en relation directe avec le combat des travailleurs et jeunes américains contre leur propre gouvernement.

En ce sens, il est d'une extrême importance de relever que la Conférence de Caracas, bien que ne se fixant pas l'objectif de la constitution d'une Internationale, se soit d'emblée située sur le terrain de l'unité mondiale de la lutte de classe, intégrant la lutte de classe dans les pays développés, dans les pays dominés par l'impérialisme, et aussi le combat de la classe ouvrière contre la bureaucratie usurpatrice, courroie de transmission du FMI dans les pays où le capitalisme a été exproprié.

b) L'Internationale, c'est le programme, c'est la lutte pour le programme

Lorsque Marx participe à la fondation de la I^{re} Internationale, cela fait onze ans qu'a été publié le Manifeste du Parti communiste, manifeste qui concentre toute l'expérience du jeune prolétariat, lui fixe comme tâches l'abolition de la propriété bourgeoise et l'avènement du communisme, et comme moyen de lutte politique, la lutte de parti.

Si le Manifeste du Parti communiste ne constitue pas le programme de la I^{re} Internationale, il est indiscutable que l'« Adresse inaugurale » en reprend le fil conducteur, affirmant :

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite pour une révolution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés. » (...).

« La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu

renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale. »

Cependant, comme le souligne P. Fougeyrollas :

« Il serait erroné de croire que Marx, et plus tard Engels, ont dirigé sans difficultés les activités de la Première Internationale. Au contraire, comme l'écrivait Marx en 1871, l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentèrent toujours de se maintenir contre le "mouvement réel de la classe ouvrière" au sein de l'Internationale elle-même. »

De fait, Marx devra en permanence combattre contre toutes les variétés de sectes qui menaçaient d'impuissance la I^{re} Internationale. Singulièrement, il devra s'opposer à Bakounine, pour qui

1.- il ne faut pas remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat ouvrier, car tout Etat est, par nature, oppressif. Il faut détruire tout de suite l'Etat et instaurer immédiatement de libres communautés de producteurs ;

2.- il ne s'agit pas, pour le prolétariat, d'avoir une activité proprement politique. Son arme par excellence doit être la grève générale. Pour l'avenir, l'Etat ayant été aboli, il faut que chaque petit groupe humain se proclame indépendant et que ces petits groupes

engendrent une fédération de petites communes libres ;

3.- enfin, l'Internationale ne doit pas être une organisation centralisée. Chacun de ses groupes de base doit être autonome et agir selon les moyens qu'il jugera bons : ici la lutte de masse, ailleurs le terrorisme individuel.

Elevant une forme de lutte — ici la grève générale — au niveau d'un principe intangible, sans référence aux conditions concrètes de la lutte de classe, Bakounine en arrive à abandonner la finalité de la lutte révolutionnaire, une société sans Etat et sans classes, et à sombrer, dans les faits, sur le terrain de la collaboration de classe.

La Commune de Paris, qui a été la première expérience de la dictature du prolétariat, son échec, marqueront la fin de l'histoire de la I^{re} Internationale et, en même temps, le début d'un processus de réorganisation des forces du prolétariat sur un nouvel axe, qui se matérialisera dans la II^e Internationale, dont Engels avait prédit, dès la mort de la I^{re}, qu'elle ne pourrait être que marxiste.

De fait, la quinzaine d'années qui séparent la fin de la I^{re} Internationale de la naissance de la II^e sont marquées :

— par une intense élaboration théorique de Marx et d'Engels, en particulier dans les leçons tirées de la Commune de Paris — première tentative de l'histoire du prolétariat d'établir sa dictature — et dans la célèbre « Critique du programme de Gotha » du parti ouvrier allemand, sur toutes les questions théoriques auxquelles la classe ouvrière est confrontée dans son combat pour édifier un parti ouvrier indépendant,

— par un très rapide développement de partis ouvriers de masse, au premier chef en Allemagne, mais aussi dans les autres pays d'Europe.

Indiscutablement, les positions de Marx et d'Engels, celles du socialisme scientifique, l'emportent nettement

dans la fondation de la II^e Internationale.

Cela ne sera cependant pas suffisant pour empêcher le développement de l'opportunisme, expression politique de l'intégration grandissante des dirigeants de la II^e Internationale à l'impérialisme naissant. Développement de l'opportunisme qui franchira un seuil qualificatif en août 1914.

La faillite de la II^e Internationale face à la première guerre impérialiste confronte les marxistes à une double nécessité, politique et théorique.

Politique : jeter les bases d'une Internationale réellement révolutionnaire, débarrassée du social-chauvinisme. Théorique : comprendre les nouveaux développements de la société capitaliste qui ont rendu possible le passage définitif de la majorité des chefs de la II^e Internationale du côté de l'ordre bourgeois. En même temps qu'il mène le combat décrit plus loin pour la constitution de la III^e Internationale, Lénine élabore en 1915 « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». Ainsi, il enrichit le programme marxiste de la compréhension du caractère désormais réactionnaire sur toute la ligne du système capitaliste, et donc du mécanisme par lequel les dirigeants ouvriers, élevés au-dessus de leur classe et nourris des miettes tombées de la table du festin des capitalistes, sont devenus des « *lieutenants de la classe bourgeoise* ».

Autant d'éléments qui se retrouvent dans les statuts et les textes adoptés par le congrès de fondation de la III^e Internationale (cf. annexe).

De la même manière, le combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche pour la IV^e Internationale (cf annexe) intègre l'analyse marxiste de ce phénomène sans précédent, et d'une importance majeure pour la classe ouvrière : le stalinisme, c'est-à-dire la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier et de l'Internationale communiste nés de la révolution prolétarienne victorieuse de 1917.

Sans cette analyse — rassemblée de manière complète par Trotsky en 1936 dans la « *Révolution trahie* » —, la IV^e Internationale n'eût pu être fondée. Sur cette base, en revanche, le Programme de la IV^e Internationale intègre les enseignements et l'apport théorique et pratique des trois Internationales qui le précèdent, les enrichissant de cette analyse majeure, de manière à se fixer comme objectif de résoudre la question majeure qui se pose au prolétariat :

« *Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

c) L'Internationale, c'est l'internationalisme pratique

Il est significatif que ce soit à l'occasion d'une action commune entre militants ouvriers anglais et français contre l'oppression du peuple polonais par le régime tsariste que fut prise la décision de principe de construire la I^{re} Internationale. Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'idée de l'Internationale est toujours reliée à celle d'actions pratiques, communes, entre ouvriers de différents pays, contre l'ennemi commun.

La II^e Internationale elle-même, outre qu'elle mènera des campagnes internationales (par exemple sur la journée de huit heures) consacrera une large part des travaux de ses conférences internationales à discuter des moyens à mettre en œuvre contre la

menace de guerre impérialiste. Les résolutions des congrès de Bâle et de Stuttgart sont pour l'essentiel consacrées à cette question. Et la faillite de la II^e Internationale, ce sera la faillite devant ces tâches pratiques : c'est-à-dire non seulement le renoncement à mobiliser les masses pour s'opposer à la boucherie impérialiste commençante, mais même le ralliement aux gouvernements impérialistes fauteurs de guerre.

La III^e Internationale, pour sa part, consacra ses quatre premiers congrès (1919-1923) à l'élaboration des orientations, des tactiques, des mots d'ordre, devant permettre au prolétariat de se frayer la voie du pouvoir. Là encore, soulignons que la faillite de la III^e Internationale se mesurera dans la responsabilité prise par elle, non seulement d'avoir orienté le PC allemand sur une ligne de division, qui ouvrit la voie à l'écrasement de la classe ouvrière de ce pays sous la botte nazie, mais aussi de n'en avoir tiré aucune conclusion quant à son orientation.

Il est significatif qu'à toutes les étapes de son histoire, y compris dans les plus difficiles, la IV^e Internationale ait toujours mis en œuvre cet internationalisme pratique : que ce soit durant l'occupation nazie, au cours de laquelle elle mena dans de nombreux pays un travail de propagande internationaliste et d'organisation révolutionnaire parmi les ouvriers allemands enrôlés dans la Wehrmacht (avec en France le bulletin *Arbeiter und Soldat*) ; ou de manière permanente, par la part prise dans son activité par les campagnes internationalistes qui, au-delà de l'indispensable solidarité avec la lutte des travailleurs de tous les pays, manifeste la compréhension qui est la nôtre de l'unité de la lutte de classe à l'échelle mondiale. Cet internationalisme pratique, à l'encontre de la conception diplomatique qui est celle des dirigeants réformistes ou staliens par exemple, a longtemps été une caractéristique, sinon des seuls

trotskyistes, du moins de peu de gens hormis eux.

Un élément nouveau a été incontestablement introduit par la conférence de Caracas renouant, à une échelle infiniment plus large, avec la tradition de l'internationalisme ouvrier, concret, à travers l'ensemble de ses décisions : campagnes de solidarité avec les victimes de la répression, organismes de coordination internationale et continentaux, campagnes communes dans la jeunesse, la paysannerie, tribunal contre la dette, rassemblement en Europe contre la CEE et le FMI, etc.

d) L'Internationale, c'est le problème de la direction

La nécessité de l'Internationale s'est toujours fondue avec celle de doter le prolétariat d'une direction capable de l'aider dans sa lutte émancipatrice, à se frayer la voie du pouvoir. Construction de partis nationaux et construction de l'Internationale ont toujours été des processus liés, dans des proportions et des rapports qui ont varié selon les moments historiques.

Ainsi, tirant le bilan de la II^e Internationale, P. Fougeyrollas écrit :

« Une tentative, même sommaire, pour établir un bilan de la Deuxième Internationale ne saurait se réduire à la condamnation — si juste et nécessaire soit-elle — de l'opportunisme, de l'électoratisme, du réformisme et du révisionnisme anti-marxiste des dirigeants de la plupart de ses partis. Celle-ci est indiscutable et ne peut être que radicale. En même temps, le mouvement ouvrier révolutionnaire, la Quatrième Internationale doit s'assimiler dans son combat ce que la Deuxième Internationale a représenté avant sa dégénérescence et sa faillite, comme facteur puissamment progressiste pour le prolétariat révolutionnaire.

L'Internationale ouvrière est parvenue, en un quart de siècle, à constituer et à faire se développer des partis ouvriers de masse. Elle a réussi à don-

ner dans tous les pays industrialisés — en Europe, en Amérique, au Japon — une représentation politique organisée au prolétariat et aux autres couches exploitées de la société capitaliste.

L'Internationale ouvrière a ainsi créé la plupart des organisations dont sont, de nos jours, issus les partis ouvriers existants. Et c'est précisément parce qu'elle a été conduite, durant sa première période (1889-1900) par le socialisme scientifique, par le marxisme — notamment en son centre, la social-démocratie allemande —, qu'elle a pu construire des organisations aussi puissantes et aussi durables.

Par-delà la faillite du 4 août 1914, certains acquis de l'Internationale ouvrière demeurent dans l'héritage du mouvement ouvrier contemporain. Il s'agit, comme nous venons de l'indiquer, de l'organisation politique des travailleurs sur une base de classe, en dépit de la trahison ultérieure de ces intérêts de classe par les dirigeants réformistes. »

La victoire de la révolution prolétarienne en Russie et la poussée révolutionnaire qui marque les pays impérialistes à la fin de la Première Guerre mondiale accélèrent le processus par lequel, de la faillite de la II^e Internationale se dégagent, dans tous les pays, des partis communistes disposant d'une large assise parmi les masses ouvrières. D'emblée, la III^e Internationale fut une Internationale de masse.

Mais sa dégénérescence se produisit sur la base d'une défaite de la classe ouvrière (1933 en Allemagne). Dans les crises révolutionnaires qui suivirent, l'action conjuguée de la social-démocratie et du stalinisme, l'unité réalisée entre la II^e et la III^e Internationales passées dans le camp de la contre-révolution, et la bourgeoisie, dans le cadre de la politique des Fronts populaires, aboutit à l'étranglement de la révolution en France et en Espagne, et ouvrit la voie au fascisme.

Il ne faut jamais perdre de vue ces conditions historiques qui virent naître

la IV^e Internationale. Sa proclamation visait à assurer, sur le plan programmatique et de l'organisation, la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire international. L'héritage devait être transmis, alors même qu'il était « minuit dans le siècle », afin que la classe ouvrière, dans la prochaine étape de sa mobilisation révolutionnaire, puisse s'en saisir.

C'est là ce qui donne toute sa signification à la fondation de la IV^e Internationale par une douzaine de militants, représentant de petites organisations, en 1938, adoptant un programme qui se fixe de « surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant garde ».

L'an prochain, la IV^e Internationale fêtera ses cinquante ans. Il ne s'agit pas, dans le cadre limité de ces notes, de revenir sur l'histoire de ces cinquante ans et des crises qui ont jalonné cette histoire.

Il faut souligner en revanche que, si le cadre organisationnel de la IV^e Internationale a été disloqué — contraignant le PCI et toutes les forces défendant le trotskysme contre sa dénaturación révisionniste à combattre pour sa reconstruction —, sa continuité programmatique a été préservée. La crise de la direction révolutionnaire du prolétariat à laquelle se réduit la crise de l'humanité n'est pas résolue, aujourd'hui encore. Les événements, pourtant, ont non seulement confirmé que cette question est la question majeure que le prolétariat se doit de résoudre ; ils ont, de plus, vérifié la validité des positions programmatiques de la IV^e Internationale, et la capacité de ses sections d'avancer dans la solution de la crise de la direction.

Ce qui pose comme un problème majeur celui de la transition dans la construction de l'Internationale.

2.- Quelques problèmes de la transition dans la construction de l'Internationale

On a vu précédemment que la construction de l'Internationale, à toutes les époques, a toujours constitué un processus complexe, au cours duquel des forces d'origines diverses étaient appelées à s'homogénéiser plus ou moins complètement, sur un même programme. Dans le cadre de la I^e Internationale, Marx a mené un combat constant contre les bakouninistes, les courants proudhoniens, mazzinistes, et autres (combat mené en cherchant, par la discussion, à rassembler les plus larges forces sur une ligne de classe correspondant aux intérêts du prolétariat). La III^e Internationale, de son côté, rassemble à sa naissance non seulement des forces issues de toutes les ailes de la II^e Internationale, mais aussi des anarchistes, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes, tous mus par la force d'attraction de la révolution russe.

Trotsky n'a guère ménagé ses efforts pour tenter d'associer à la fondation de la IV^e Internationale d'autres forces que celles de la stricte Opposition de gauche internationale (cf. annexe). Mais, pour des raisons qui tiennent et au rapport général entre les classes, et au poids du stalinisme à son zénith, et aussi aux faiblesses des hommes, la plupart des courants, partis, organisations qui furent associés, à un moment ou à un autre, aux préparatifs de la nouvelle Internationale, capitulèrent en cours de route, rejoignirent le Front populaire, et disparurent.

Pour autant, ayant constitué la IV^e Internationale en 1938, les trotskystes considéraient d'autant moins la question de la direction révolutionnaire résolue qu'ils fixaient comme premier point de leur programme... la nécessité d'œuvrer à sa résolution ! On verra dans l'annexe à cet article comment, la IV^e Internationale étant à peine fondée, Trotsky, poursuivant la même

méthode, fait à Marceau Pivert la proposition suivante :

« A notre dernière conférence internationale à l'automne dernier, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adopté. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitions autant que la critique. Quel qu'en soit le "ton", mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire "du dehors" : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale : "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale." Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant. »

En fait, à l'exact opposé de l'image que certains n'ont cessé de dessiner, Trotsky a toujours considéré que la plus grande fermeté sur le programme — parce que correspondant aux besoins historiques de la classe ouvrière — devait se combiner avec la plus grande souplesse quant aux formes organisées par lesquelles le parti, national et international, serait amené à se construire sur ce programme. Si le programme de fondation de la IV^e Internationale est appelé *Programme de transition*, c'est parce qu'il jette un « pont » entre la défense des revendications les plus élémentaires de la classe ouvrière (droits démocratiques, conquêtes sociales, etc.) et la lutte pour

la révolution prolétarienne, en mettant en avant « un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois ». Mais la « transition » est incluse également dans la conception même de la construction du parti et de l'Internationale. Toute l'histoire de la IV^e Internationale est marquée par une élaboration progressive des formes et des moyens d'une telle transition, amenant des groupes, des courants, des organisations se dégageant de la tutelle du stalinisme et de l'impérialisme, à engager la discussion et la réflexion sur le programme de la IV^e Internationale.

Elaboration dont une des premières manifestations devait être l'amendement déposé en 1940 au congrès de la section française (amendement d'ailleurs rejeté), affirmant :

« Si pour les trotskystes, il est indiscutable que le Programme de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI. »

Commentant la présentation de cet amendement, la brochure « Quelques enseignements de notre histoire », précise :

« Cet amendement représente le premier moment du cheminement d'une pensée collective qui ne trouvera d'ailleurs une expression achevée que bien plus tard. Nous n'en sommes pas là. En 1948, cet amendement exprime une nécessité qui ne pourra pas ne pas s'imposer, celle faite aux trotskystes de commencer à en finir avec les prétendues vérités toutes faites, celle de commencer à étudier sérieusement les conditions réelles de la construction du parti révolutionnaire en France, en s'appuyant sur la méthode vivante du bolchevisme, contre la répétition formelle des phrases de "Que faire ?". »

Et en particulier, elle souligne que :

« L'amendement proposé au Congrès du PCI de 1948 représentait, sous cet angle, la première tentative, certes imparfaite, de combattre contre la "formalisation" du bolchevisme, telle que nous l'avions héritée. Le PCI se voulait parti bolchevique bâti sur le modèle du parti russe. Il n'était qu'une tentative désespérée de couler dans ce cadre formel une politique conforme aux intérêts du prolétariat. Mais le parti russe et ses agences nationales dégénérées que constituent les partis communistes nationaux ne peuvent être redressés.

Le parti français de la IV^e Internationale ne pourra être bâti que sur les principes du bolchevisme, valables dans tous les pays. Mais ces principes du bolchevisme devront être traduits en "français", c'est-à-dire appliqués aux particularités historiques qui ont concrètement fondé le prolétariat français — section du prolétariat international — comme classe. »

Dans les années qui suivent, la réflexion selon laquelle « il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI », va non seulement déboucher sur l'élaboration de la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire en France (c'est-à-dire de la transition adaptée à la construction du parti) mais aussi à sa généralisation sous une forme qui lui est propre au plan de l'Internationale.

La crise de dislocation de la IV^e Internationale ouverte en 1950-1953 aura été, dans un premier temps, peu propice à l'élaboration des formes de la transition dans la construction du parti, national ou international. Il s'agissait d'abord et avant tout de préserver le programme menacé de liquidation pure et simple par Pablo/Mandel (les pères fondateurs du Secrétariat unifié de Krivine). Toutefois, dès 1961-1962, l'organisation trotskyste française, dans un texte consacré à la crise de la IV^e Internationale

et aux moyens de la résoudre, ouvrait la perspective suivante :

« Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est, bien entendu, intangible : ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé. »

C'est, en fait, précisément sur cette question que s'opère la rupture avec Healy en 1971. Face au Secrétariat unifié qui, sous couvert d'une référence formelle au trotskysme et de l'ouverture aux « nouvelles avant-gardes », abandonnait le trotskysme pour découvrir, de Tito à Ben Bella en passant par Nasser, Sekou Touré, Fidel Castro ou le PC vietnamien, autant de marxistes « naturels » et successifs ; Healy, lui, sous couvert de l'orthodoxie trotskyste, considérait comme résolue la construction du parti : il suffisait de hisser haut et fort le drapeau de l'Internationale et d'attendre que les masses affluent. Politique sectaire et auto-proclamatoire marquant l'amorce d'un processus de dégénéres-

cence « national-trotskyste » conduisant à la désagrégation de ce qui avait constitué un des secteurs les plus avancés de la IV^e Internationale.

Le contraire de l'opportunisme et du révisionnisme, ce n'est pas le sectarisme auto-proclamatoire. Trotsky nous en avertit une fois pour toutes :

« Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs le blanc et le noir. Pour ne pas s'exposer à la tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne, pour la raison que les deux camps ont un caractère bourgeois. Ils pensent, pour la même raison, qu'il est nécessaire de rester neutre dans la guerre entre le Japon et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre.

Incapables de trouver accès aux masses, ils les accusent volontiers d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les confusionnistes et les faiseurs de miracles de toutes sortes, reçoivent à chaque instant des chiquenaudes de la part de la réalité, ils vivent dans un état d'irritation continue, se plaignant sans cesse du "régime" et des "méthodes", et s'adonnent aux petites intrigues. Dans leurs propres milieux, ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme son ombre, la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme. » (Programme de transition.)

La rupture avec Healy permet au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale de se libérer de l'entrave du sectarisme et d'avancer dans la formulation de la transition dans le combat pour l'Internationale :

« Le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la Quatrième Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte des classes internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont invités à la conférence et à sa préparation, avec l'accord du Comité d'organisation.

C'est seulement ainsi que sera assurée la continuité de la Quatrième Internationale, et sa reconstruction engagée. » (Résolution de 1972.)

C'est-à-dire que, prenant en compte l'amorce du dégagement de courants ouvriers qui tendent à l'indépendance vis-à-vis du stalinisme et de la social-démocratie, nous relient dès cette date le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et l'association à ce combat, par et dans la libre discussion, des courants qui ne se réclament pas du trotskysme.

Il faut citer à ce propos la résolution adoptée par le bureau international du CORQI en avril 1973.

Au sujet de la radicalisation des masses :

« Il reste que la nouvelle situation, période de l'imminence de la révolution, conduit inévitablement à de nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat. Il s'agit du "regroupement de la conscience de classe sur un nouvel axe" que Trotsky pronostiquait en 1935, et qui, amorcé depuis 1952, s'affirme de plus en plus nettement. Il ne s'agit évidemment pas ici d'apprécier — ce qu'il est impossible de pronostiquer — les délais, les rythmes, ni de déterminer quel pays commencera. Il s'agit de la tendance principale vers laquelle se dirigent, dans le processus de radicalisation révolutionnaire des masses, les nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat international.

A partir de 1923 et jusqu'en 1945-1952, la tendance principale allait dans le sens du renforcement de la mainmise des bureaucraties sur la classe. Les nouvelles relations amorcent un mouvement en sens inverse, où la lutte des classes mène au desserrement du contrôle de la bureaucratie stalinienne sur la classe. »

Au sujet de la proposition de la conférence mondiale ouverte, ainsi définie :

« Nous devons baser notre perspective de travail sur l'ouverture de la discussion avec les meilleurs éléments qui prennent conscience de la trahison du stalinisme, de la social-démocratie, du nationalisme petit-bourgeois et du pablisme. Nous devons formuler ainsi la perspective de Conférence ouverte pour laquelle le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale doit engager le combat :

a) Les conditions existent, nous devons par notre activité les développer pour qu'il soit possible de mettre en discussion, sur une plus large base internationale, la question de la nécessité de l'Internationale, qui, pour le Comité d'organisation pour sa reconstruction, ne peut être que la IV^e Internationale avec son programme. Ces

conditions existent dans le mouvement ouvrier international (...).

b) Nous affirmons que l'Internationale ne peut se construire que sur la base du programme de transition. Mais nous ne faisons pas de cette affirmation un ultimatum.

c) Nous déclarons que nous sommes prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions, qui estiment nécessaire de combattre pour l'Internationale et de discuter dans ce cadre des problèmes soulevés par ce combat, et en même temps nous affirmons notre accord fondamental avec le programme de la IV^e Internationale. »

3.- Un tournant dans le combat pour reconstruire la IV^e Internationale

En près de cinquante années d'histoire, la IV^e Internationale a toujours connu, étroitement mêlés, des phénomènes de regroupement et des phénomènes d'éclatement, des processus de décomposition imbriqués à des processus de recomposition. Ceci est inévitable. Œuvrer à la construction d'une direction internationale indépendante du stalinisme, de l'impérialisme, de la social-démocratie, c'est inévitablement s'attirer la haine de tous les défenseurs du vieux monde, et subir les pressions de forces sociales adverses extrêmement puissantes.

Décomposition et recomposition : tout dépend dans quelles proportions les deux phénomènes se combinent. Rien ne serait plus superficiel que de dépeindre l'histoire de la IV^e Internationale comme l'histoire de crises successives qui, s'additionnant les unes aux autres, ne formeraient qu'une seule crise qui n'irait qu'en s'aggravant.

Il est indiscutable que dans la phase 1947-1950/1953, ce sont les processus de décomposition qui forment la tendance dominante, aboutissant à la crise dislocatrice de la IV^e Internationale de 1951-1953.

De 1953 au début des années 1960, non seulement les forces qui se réclament du trotskysme sont dispersées, mais de plus, ceux qui assurent la continuité du combat de défense du Pro-

gramme de la IV^e Internationale se trouvent extrêmement affaiblis : l'organisation française, par exemple, dans une situation où la classe ouvrière subit la défaite sans combat que représente la venue au pouvoir de De Gaulle, se trouve réduite à une poignée de militants qui, en 1958, décident de réorganiser leurs forces à partir du bulletin ronéotypé *Informations ouvrières*. Dans ces conditions, la réunification de 1963, entraînant le SWP américain à une fusion sans principes avec Pablo-Mandel, marque la prédominance numérique du révisionnisme parmi les organisations issues de la crise de la IV^e Internationale.

Cependant, en rapport même avec le développement de la lutte de classe à l'échelle mondiale (révolution cubaine, grève générale des mineurs en France, résistance révolutionnaire des peuples d'Indochine face à l'agression US, mobilisation anti-guerre aux USA, puis 1968 en France, en Italie et aussi en Tchécoslovaquie et en Pologne), les années 1960 voient les trotskystes progresser sur la voie de la construction de leurs organisations dans chaque pays. C'est ce développement des organisations trotskystes nationales qui permet de poser à un autre niveau la question de la reconstruction de la IV^e Internationale, non plus comme une simple perspective que des forces insuffisantes interdiraient de matérialiser, mais

comme une tâche concrète qu'il faut mettre en œuvre.

Et c'est parce qu'il s'agit désormais de poser le problème de façon pratique que la contradiction entre le cours sectaire, auto-proclamatoire et national-trotskyiste de Healy, et la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale, devient insurmontable, aboutissant à la rupture de 1971.

Avec des avancées et des reculs (sur lesquels il serait trop long de s'expliquer complètement ici), c'est cette ligne qui a permis, durant les quinze dernières années, de progresser à la fois :

— dans la construction d'organisations nationales intervenant dans la lutte de classe de leur propre pays, s'implantant dans la classe ouvrière, se liant aux processus de réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, sous les formes particulières qu'il revêt dans chaque pays,

— dans une plus grande centralisation politique mais aussi organisationnelle des forces rassemblées dans IV^e Internationale-CIR.

Cette avancée d'ensemble s'est exprimée dans la part prise par IV^e Internationale-CIR dans la préparation, puis la tenue et le succès de la Conférence de Caracas. Mais il faut replacer cette avancée dans le contexte de dégagement de forces dans la classe ouvrière à l'échelle internationale. Indiscutablement, la montée du mouvement de la classe ouvrière depuis le début des années 1960 a aggravé — en même temps qu'elle s'y est nourrie — les processus de crise des vieilles directions bureaucratiques, réformistes, social-démocrates ou stalinienne. Dans de nombreux pays, on assiste depuis plusieurs années à des développements sans précédent à cette échelle (du moins depuis les années 1930) de mouvements, groupes, organisations, partis, se constituant, ou cherchant à se constituer, sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, ce

qui inclut l'indépendance à l'égard de l'impérialisme, de la social-démocratie, du stalinisme, ou du nationalisme bourgeois. Le Parti des travailleurs du Brésil est sans conteste l'expression la plus représentative de ce processus, mais celui-ci s'exprime aussi, sous des formes et des rapports qui ne sont pas identiques, dans l'existence du Parti des travailleurs du Pérou ou du MIR du Venezuela (ces deux organisations ayant le statut d'observateur au Conseil général de la IV^e Internationale-CIR), dans l'apparition d'organisations telles que l'AZAPO en Afrique du Sud, dans le mouvement vers des organisations syndicales indépendantes de l'Etat, aussi bien dans les pays de l'Est de l'Europe qu'en Amérique latine.

Il existe aujourd'hui un processus inégal mais perceptible dans des dizaines de pays, de marche à la constitution de partis ouvriers indépendants. Comment la IV^e Internationale doit-elle agir vis-à-vis d'eux ? D'une part, se lier à tout ce qui va dans le sens de la constitution de partis ouvriers indépendants, participer à leur construction, à la discussion politique sur toutes les questions auxquelles ils se trouvent confrontés. D'autre part, dans cette activité, non seulement ne pas renoncer au Programme de la IV^e internationale, mais au contraire, sans ultimatum, le soumettre à la discussion, à la confrontation politique. Car, c'est notre appréciation à nous trotskystes (et nous n'exigeons de personne qu'il la partage) que les éléments programmatiques nécessaires à la constitution et au combat de partis ouvriers indépendants, aidant effectivement les masses à s'ouvrir la voie de leur combat victorieux, sont contenus dans le Programme de la IV^e Internationale.

De cela, nous ne saurions nous cacher. C'est ce qui a amené par exemple le camarade Lambert, dans une lettre adressée à Moises Moleiro, dirigeant du MIR vénézuélien, à résumer notre opinion de la manière suivante :

« Nous estimons que la classe ouvrière et les peuples opprimés ont besoin d'une nouvelle Internationale pour leur combat émancipateur. La II^e Internationale et les PC dépendant du Kremlin ont trahi l'Internationale, instrument nécessaire pour aider au combat émancipateur. Ils se sont rangés "définitivement du côté de l'ordre bourgeois". Nous estimons que le "pablisme", ayant capitulé devant le stalinisme, a détruit le IV^e Internationale comme organisation. Pour nous, son programme, le Programme de la IV^e Internationale, dans ses principes, reste adapté aux nécessités de reconstruction d'une Internationale. Cela est un côté de notre position.

L'autre est celui-ci, que nous pouvons résumer en ces deux éléments : la crise de la social-démocratie, du stalinisme et des organisations nationalistes (dans les pays opprimés) est fondée sur la crise mondiale de l'impérialisme, intégrant celle de la bureaucratie du Kremlin. Cette crise nourrie par la lutte des classes et des peuples opprimés dégage des forces, des militants et organisations indépendants. C'est à partir de ces deux éléments que nous estimons que se forge la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Et pour nous, répétons-le, cette nouvelle Internationale devrait se constituer sur la base d'un programme résumant en termes de principes toute l'expérience du mouvement ouvrier mondial, programme incluant une stratégie, des tactiques d'action, des mots d'ordre que nous pensons être résumés dans le Programme de la IV^e Internationale. Cela est notre position, mais elle ne saurait relever d'un ultimatum sectaire. Nous ne présentons pas notre programme comme un ultimatum. Nous en discutons avec quiconque estime devoir en discuter. Nous n'avons rien à cacher, vous l'avez constaté vous-mêmes au Conseil général.

Mais à notre avis, c'est seulement par l'expérience des combats pratiques menés en commun pour aider les masses laborieuses dans leur combat émancipateur que l'on pourra avancer vers la construction d'une nouvelle Internationale.

C'est ainsi que la perspective qui est la nôtre du combat pour la convocation d'une « Conférence ouverte » s'inscrit dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. »

De tout temps, les courants révisionnistes ou liquidateurs au sein de la IV^e Internationale, ont argué de la nécessité de se lier au mouvement de masse vivant (ce que nul ne saurait contester) et de dégager des transitions dans la construction de l'Internationale (ce qui est fort juste), pour... abandonner, et le but : la construction de la IV^e Internationale, et son programme.

C'est une caractéristique du pablisme, après avoir conféré en 1950 au stalinisme un rôle progressiste, que de « courir » en permanence après de « nouvelles avant-gardes » surgies, avant-hier de la révolution cubaine ou algérienne (Castro, Guevara, Ben Bella), hier et aujourd'hui du surgissement de courants maoïstes ou ex-maoïstes divers, non pour confronter politiquement leurs positions avec celles du trotskysme, mais pour s'adapter à eux, voire s'y fondre purement et simplement (cf. la fusion opérée il y a quelques mois entre la section allemande du Secrétariat unifié et une organisation d'origine maoïste, sur le programme de cette dernière). Position dont Ernest Mandel donna naguère l'essence en affirmant :

« Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebutteraient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les vingt-quatre heures. »

Mais qu'est-ce que la référence historique et l'appellation, sinon le programme ? Dans le Secrétariat unifié lui-même, d'autres iront jusqu'au bout de ce cours liquidateur : en rejoignant les PC comme les courants de Mestre à la fin des années 1950, ou le SWP australien il y a quelques années, ou en sombrant dans le castrisme pur et sim-

ple, comme le PRT argentin au début des années 1970, ou le SWP américain quelques années plus tard.

Mais force est de constater que la position défendue par Favre au cours du dernier Conseil général de la IV^e Internationale-CIR forge un nouveau maillon de cette chaîne. Ne propose-t-il pas, en effet, l'objectif d'une « Internationale révolutionnaire des travailleurs » dont ni les composantes, ni le programme ne sont une seule fois définis ? Mieux : à aucun moment, il ne suggère que, en ce qui le concerne, il serait favorable à l'adoption, par une telle Internationale, du Programme de la IV^e Internationale.

De la plus grande pertinence est donc ce passage de la résolution adoptée le 1^{er} mai 1987 par le Conseil général qui souligne :

« La IV^e Internationale-CIR est prête à participer à la constitution d'une Internationale ouvrière qui, pour elle, ne saurait trouver sa forme achevée comme Internationale révolutionnaire que sur la base du programme de la IV^e Internationale. »

Mais quelle Internationale, avec qui ? Comment ? Quels partis ?

Si une Internationale ouvrière se constituait (même inachevée) d'emblée, pour qu'elle soit une Internationale et non une simple coordination de partis nationaux, des questions programmatiques essentielles devraient être réglées.

Une "Internationale révolutionnaire des travailleurs" ne saurait se constituer sans une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ; sans se fonder pratiquement sur la théorie de la révolution permanente (caractère mondial unifié de la lutte des classes, opposition à tout front populaire, rejet de la révolution par étapes) ; sans que soient posées et la question de la nature de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés (de la défense des conquêtes du prolétariat mondial héritées de la révolution russe et de son extension) et celle d'une caractérisation sans ambiguïté du

caractère contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien et des bureaucraties qui en procèdent ; sans que soit posée la question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste et l'accomplissement des tâches démocratiques. Sans que soient mentionnés au moins ces points, on ne saurait accepter cette Internationale prétendument révolutionnaire qui ne serait qu'un regroupement centriste du type Bureau de Londres. »

L'Internationale révolutionnaire des travailleurs évoquée par Favre n'est qu'une vue de l'esprit qui n'a guère de chance de voir le jour. Mais cette orientation manifeste en revanche une disposition bien concrète, elle, à abandonner le Programme de la IV^e Internationale et le combat pour sa reconstruction. Ce qui s'est déjà manifesté dans la tentative de dissolution de fait de l'organisation brésilienne, abandonnant son bulletin et toute forme d'expression publique, dissolution contre laquelle s'est dressée une tendance composée de l'essentiel de la base ouvrière et militante de la section brésilienne, aussitôt exclue par Favre et ses amis (4).

Au Brésil et aussi, semble-t-il, ailleurs, où Favre dispose de quelques amis.

Mais c'est là, répétons-le, le prix à payer, le contrecoup que subit la IV^e Internationale comme chaque fois où elle remporte un succès politique qui la place devant des tâches nouvelles. Disons simplement que la tentative destructrice de Favre, de toutes celles qu'a essayées la IV^e Internationale, aura été une des moins sérieuses.

(4) Dans la « résolution d'organisation » du 3 février 1987, on lit : « ...Les discussions de chaque dirigeant avec les membres du courant qui sont sous sa direction seront menées directement par eux, que ce soit à travers des contacts sur leur lieu de travail, dans les instances du PT ou chez eux. » Ce qui n'est pas autre chose que la dissolution de l'organisation trotskyste.

Car c'est un fait que la IV^e Internationale-CIR sort renforcée de la Conférence de Caracas. Non seulement en raison du succès que cette conférence en elle-même a signifié pour tous ses participants, et donc au premier chef, pour ses trois initiateurs : le MIR du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, et la section française de la IV^e Internationale.

Mais aussi pour cette autre raison : dans la préparation de la Conférence de Caracas, dans son déroulement, se sont développés et resserrés les liens politiques entre les militants de la IV^e Internationale-CIR et les courants, militants, organisations qui, à des titres divers et sous des formes variables, sont l'expression des processus de recomposition à l'œuvre dans la classe ouvrière.

Participant entièrement comme courant à la construction du Parti des travailleurs du Brésil, pleinement intégrés au MIR du Venezuela et au Parti des travailleurs du Pérou — l'un et l'autre observateurs permanents au Conseil général de la IV^e Internationale-CIR — engagés au Sénégal dans un processus de fusion avec le MDP, dans une organisation dont il est convenu qu'elle aura le statut de sympathisante de la IV^e Internationale-CIR, intégrés comme tendance dans le PRT du Mexique, partie prenante de la constitution d'une nouvelle organisation formée de plusieurs milliers de militants exclus du PC de l'intérieur en Grèce, participant à la construction du MPPT en France, ou du Mouvement pour la République en Espagne, les militants et les sections de la IV^e Internationale-CIR sont aujourd'hui partie prenante des processus de recomposition politique de la classe ouvrière sur un nouvel axe. Cela, sans sectarisme, sans ultimisme, sans renoncement non plus à défendre leur programme.

Indiscutablement, il s'agit-là d'une modification qualitative dans la construction de la IV^e Internationale-CIR et ses sections. Ce pas, qui est en train d'être franchi, suffit-il à considérer

qu'il convient désormais de préparer la conférence de reproclamation (ou de refondation) de la IV^e Internationale reconstruite ?

C'est là, on le sait, une discussion ouverte dans les rangs de la IV^e Internationale-CIR. Sans que soit le lieu, ici, d'engager la discussion, il peut être utile de signaler quelques-uns des paramètres (la liste n'est pas limitative) permettant d'apporter une réponse à la question posée :

- L'état de construction et d'implantation de chacune de nos sections.

- La centralisation et l'homogénéisation politiques ont-elles suffisamment progressé dans l'Internationale, pour permettre la restauration du centralisme démocratique à l'échelle internationale ?

- Le centralisme démocratique à l'échelle nationale peut-il être identique à celui qui régit la vie d'une section nationale ?

- Dans quelle mesure serions-nous capables d'associer à la reproclamation de la IV^e Internationale des courants, des organisations qui, aujourd'hui, ne sont pas trotskystes ?

- En particulier, quel type de document programmatique faudrait-il élaborer, qui intègre au Programme de la IV^e Internationale l'expérience des cinquante dernières années ? Qui associer et comment, à l'élaboration d'un tel document ?

- La crise du Secrétariat unifié interdit-elle de compter sur une quelconque différenciation en son sein, et sur un quelconque rapprochement, tout ou partie, avec nous ?

Tels sont quelques-uns des critères qui interviendront, n'en doutons pas, dans la discussion internationale qui s'ouvre, discussion préparatoire à la conférence internationale des sections de IV^e Internationale-CIR convoquée pour le mois de janvier 1988.

La Vérité aura l'occasion d'y revenir. D. G.

Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale

par D. GLUCKSTEIN

Novembre 1914/mars 1919 : près de quatre ans et demi séparent le moment où Lénine proclame la nécessité de constituer la III^e Internationale de celui où se réunit effectivement le congrès de fondation de la III^e Internationale, l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky.

Durant ces quatre ans et demi, qui sont ceux de la première guerre impérialiste, du surgissement puis de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, toute la pensée et l'action de Lénine seront guidées par la nécessité, à travers l'émiettement et la dispersion des forces issues de la II^e Internationale, de reconstituer un axe de regroupement permettant de jeter les bases d'une Internationale reconstruite sur des bases révolutionnaires.

Processus long, complexe, mais qui permet de bien éclairer la méthode de Lénine.

L'éclatement de la première guerre mondiale, en août 1914, a vu l'écrasante majorité des partis et des dirigeants de la II^e Internationale sombrer dans le chauvinisme. Tournant le dos aux résolutions votées par tous les congrès internationaux des années précédant la guerre (Stuttgart, Bâle), les partis socialistes français, allemand, autrichien, anglais, et bien d'autres, se rangent derrière leur propre bourgeoisie, justifiant la guerre impérialiste derrière des prétextes fallacieux, prenant place dans les gouvernements de guerre.

La II^e Internationale est morte

La II^e Internationale est morte. Tandis que les mencheviks russes se situent sur le terrain de la « défense nationale », les bolcheviks, restés fidèles aux principes et aux résolutions de l'Internationale, entreprennent d'œuvrer au groupement des forces qui, dans chaque pays, résistent à la vague chauvine.

D'emblée, ils fixent ce qui, à leurs yeux, est une ligne de délimitation : la nécessité de reconnaître la faillite de la II^e Internationale, et l'objectif : créer les conditions de la fondation de la III^e.

Dès septembre 1914, une résolution adoptée par le comité central bolchevik et rédigée par Lénine stipule :

« Le pire service que l'on puisse rendre au prolétariat est de balancer entre l'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire (comme le fait le "centre" du parti social-démocrate allemand), et de s'appliquer à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la II^e Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui faisaient un devoir aux socialis-

tes de tous les pays de lutter contre le chauvinisme quelles que fussent les conditions, qui les obligeaient à répondre par une propagande renforcée en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements. La faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme, qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite "pacifique") et qui, en ces dernières années, domina pratiquement dans l'Internationale. (...)

On ne saurait accomplir actuellement les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers, sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La social-démocratie de chaque pays doit, en premier lieu, lutter contre le chauvinisme de son pays (...).

L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère (...). (1) »

Dans un article rédigé peu après, Lénine « démonte » les arguments de ceux qui justifient le passage des socialistes du côté de leur propre impérialisme. Pour lui :

« Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire remportée par le nationalisme bourgeois, le chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. (...)

Et rien n'est plus important, pour un socialiste qui désire rester tel, que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale (2). »

Parce que l'aspect « le plus pénible » est la faillite de la II^e Internationale, Lénine s'attache à démontrer qu'un lien unit l'opportunisme grandissant dans les rangs des partis de la II^e Internationale avant la guerre et le chauvinisme dans lequel celle-ci a sombré en août 1914 (même si pour lui août 1914 marque le passage de la quantité à la qualité, donc le point de rupture). Pour Lénine, impossible d'avancer vers la reconstruction de l'Internationale ouvrière si cette clarification n'est pas menée jusqu'à son terme. La perspective est claire :

« La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III^e Internationale débarrassée (...) de l'opportunisme !

La II^e Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organi-

sation des masses prolétariennes, pendant une longue époque "pacifique" qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e. A la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! (2) »

D'emblée, Lénine écarte toute conception « diplomatique » de l'Internationale à construire :

« L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table, afin de rédiger une résolution hypocrite et spécieuse, de gens pour qui l'internationalisme authentique se réduit à ceci : approbation par les socialistes allemands de l'appel à tuer des ouvriers français lancé par la bourgeoisie allemande, et approbation par les socialistes français de l'appel à tuer des ouvriers allemands lancé par la bourgeoisie française, « au nom de la défense de la patrie » ! L'Internationale consiste dans le rapprochement (d'abord idéologique, et ensuite, le moment venu, sur le terrain de l'organisation) des hommes capables en ces jours difficiles de défendre l'internationalisme socialiste par des actes, c'est-à-dire de rassembler leurs forces et de « tirer en second » sur les gouvernements et les classes dirigeantes, chacun dans SA PROPRE « patrie ». Ce n'est pas chose aisée. Il y faudra une sérieuse préparation, de gros sacrifices, et cela ne se passera pas sans défaites. Mais, précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui la VEULENT et qui ne craignent pas de rompre complètement avec les chauvins et les avocats du social-chauvinisme (3) . »

Opportunisme et chauvinisme

Ce n'est pas chose aisée, en effet, en cette période de décomposition du mouvement ouvrier organisé. La recomposition du mouvement ouvrier ne peut passer que par une bataille ouverte, sans concessions, contre l'opportunisme et le chauvinisme, seul moyen d'entraîner les militants :

« Il y a trois courant dans le socialisme international : 1) les chauvins, qui mènent

(1) *La Guerre et la Social-démocratie russe*, septembre 1914, tome 21 des Œuvres complètes de Lénine.

(2) *La Situation et les Tâches de l'Internationale*, 1^{er} novembre 1914, tome 21.

(3) *Chauvinisme mort et socialisme vivant*, 12 décembre 1914, tome 21.

pratiquement, systématiquement, une politique opportuniste ; 2) les ennemis consécutifs de l'opportunisme, qui commencent déjà à se manifester dans tous les pays (la plupart d'entre eux ont été battus par les opportunistes, mais "les armées écrasées sont à bonne école") et sont capables d'effectuer un travail révolutionnaire orienté vers la guerre civile ; 3) les désemparés et les hésitants, aujourd'hui à la remorque des opportunistes, et qui nuisent au prolétariat surtout par leurs tentatives hypocrites de trouver une justification "scientifique et marxiste" (tenez-vous bien !) à l'opportunisme. Une partie des naufragés de cette troisième tendance peut être sauvée et rendue au socialisme, mais seulement par une politique énergique rompant carrément avec la première tendance, avec tous ceux qui sont capables de justifier le vote des crédits de guerre, la "défense de patrie", la "soumission aux lois du temps de guerre", le respect de la légalité, la renonciation à la guerre civile. Seuls ceux qui suivent CETTE politique-là sont les véritables constructeurs de l'Internationale socialiste (3). »

Durant près de deux ans, Lénine consacra une part essentielle de son activité à cette délimitation politique. Des dizaines d'articles, de brochures, de pamphlets seront rédigés par lui à cet effet (4).

En particulier, vis-à-vis de ceux qui condamnent le chauvinisme des dirigeants de la II^e Internationale, mais n'ont pas encore renoncé à sa possible reconstitution, Lénine ne cessera de marteler cette idée :

« Ce serait une illusion que d'espérer la restauration d'une Internationale réellement socialiste sans une rupture complète, sur le plan de l'organisation, avec les opportunistes (5). »

Un fossé infranchissable

Pour Lénine, août 1914 a creusé un fossé infranchissable dans les rangs du mouvement ouvrier international. La III^e Internationale ne pourra se construire qu'en renonçant à toute illusion à ce sujet.

En même temps, la guerre provoque des reclassements au sein de la social-démocratie russe et internationale. Dans un article consacré au *Naché Slovo* (quotidien animé par Trotsky à Paris), Lénine relève :

« Les anciens groupements et subdivisions sont, nous ne dirons pas périmés, mais en train de se modifier. Ce qui apparaît au premier plan, c'est le regroupement en fonction de la question fondamentale posée par

la guerre, à savoir la division en "internationalistes" et "social-patriotes" (6). »

Alors que, jusqu'à la veille même de la guerre, Lénine avait mené une vigoureuse polémique contre Trotsky, il considère à présent indispensable l'« unification des internationalistes ». Même, il va jusqu'à proposer au groupe de Trotsky de jouer un rôle initiateur en ce sens :

« La rédaction du *Nache Slovo* dispose d'une grande arme : un quotidien. Elle peut s'acquitter d'une œuvre incomparablement plus sérieuse et plus efficace que des conférences et des déclarations : inviter TOUS les groupes, et commencer dès maintenant, elle-même : 1) à mettre au point des réponses complètes, précises, sans ambiguïté et parfaitement claires, aux questions touchant la nature de l'internationalisme (...), l'opportunisme, la faillite de la II^e Internationale, les objectifs et les moyens de lutter contre le social-patriotisme, etc. ; 2) à rassembler les forces en vue d'une lutte sérieuse pour des principes bien définis, et cela non seulement à l'étranger, mais surtout en Russie. (6). »

Certes, les désaccords passés n'ont pas encore disparu. Ils se manifesteront encore dans les mois qui suivent dans l'hésitation du *Nache Slovo* et de Trotsky, pourtant sur les positions de l'internationalisme, à rompre au plan organisationnel avec les opportunistes, c'est-à-dire à reconnaître la faillite de la II^e Internationale et la nécessité de construire la III^e. D'autres polémiques suivront avant que Trotsky ne soit définitivement gagné au point de vue des bolcheviks. Cependant, Lénine ne connaît qu'une méthode : la confrontation politique, la discussion, et, chaque fois que cela est possible, l'action commune.

Durant toute cette période, la pensée de Lénine suit un même fil conducteur : il se revendique de la continuité des résolutions adoptées aux congrès de la II^e Internationale de Stuttgart et Bâle contre la guerre impérialiste (en 1907 et 1912), et dénonce ceux qui voudraient masquer ou amoindrir la trahison de ces engagements par les chefs

(4) Impossible, dans le cadre de ces notes, de tous les citer. Pour une documentation plus complète, nous renvoyons les camarades à la lecture des tomes 21, 22 et 23 des *Œuvres complètes*.

(5) *La Conférence des sections à l'étranger du POSDR*, février 1915, tome 21.

(6) *Le Problème de l'unification des internationalistes*, mai 1915, tome 21.

de la II^e Internationale. Pour lui, c'est là le « nœud de la question » :

« Prenons le sabotage des résolutions de Stuttgart et de Bâle par les opportunistes et les "centristes" : c'est là qu'est tout le NOEUD de la question ! Représentons-nous les choses nettement, clairement, sans diplomatie, telles qu'elles se sont passées.

Prévoyant la guerre, l'Internationale se réunit et décide à l'unanimité de travailler, au cas où elle éclaterait, à "PRÉCIPITER LA CHUTE DE LA DOMINATION CAPITALISTE", à agir dans l'esprit de la COMMUNE, d'OCTOBRE et de DÉCEMBRE 1905" (ce sont les termes mêmes de la résolution de Bâle !), en considérant comme un "CRIME" pour les travailleurs de "tirer les uns sur les autres".

L'esprit internationaliste, prolétarien, révolutionnaire, s'affirme ici de la manière la plus claire, aussi clairement qu'il était possible de le faire en restant dans le cadre de la légalité.

La guerre éclate. Et justement dans la perspective prévue à Bâle. Les partis officiels agissent dans un esprit diamétralement opposé : non pas internationaliste, mais nationaliste ; non pas prolétarien, mais bourgeois ; non pas révolutionnaire, mais archi-opportuniste. En disant aux ouvriers que la cause socialiste a été délibérément TRAHIE, nous balayons du même coup tous les subterfuges, toutes les échappatoires, tous les sophismes à la Kautsky et Axelrod ; nous montrons clairement toute la gravité du mal et nous appelons nettement à le combattre, et non à rechercher un accommodement avec lui. (7). »

Pour Lénine, comme nous l'avons vu, il s'agit de participer à toutes les manifestations pratiques de regroupement de forces issues de la II^e Internationale sur une ligne de résistance au social-patriotisme, sans s'y dissoudre pour autant, sans renoncer à défendre l'intégralité de ses positions politiques. Lorsque se réunit la Conférence de Zimmerwald, en Suisse, à l'automne 1915, Lénine et les bolcheviks y participent. Que fut la conférence de Zimmerwald ?

Zimmerwald

Sur l'initiative des socialistes italiens y furent invitées « toutes les organisations ouvrières qui sont restées fidèles au principe de la lutte de classes et de la solidarité internationale ». Etaient présents des délégués d'Allemagne, de France, d'Italie, des Balkans, de Suède, de Norvège, de Pologne, de Russie, de Hollande ou de Suisse. Toutes les tendances y étaient représentées,

depuis les réformistes pacifistes jusqu'aux marxistes révolutionnaires. La Conférence adopta un manifeste flétrissant la guerre impérialiste et recommandant l'exemple de tous ceux qui furent persécutés pour avoir tenté de réveiller l'esprit révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Indiscutablement, malgré sa confusion sur certains points, le manifeste de Zimmerwald marque, suivant la formule de Lénine lui-même, « un premier pas » (8) en avant important. Pourtant, le manifeste de Zimmerwald ne reprend pas, il s'en faut de beaucoup, toutes les positions des bolcheviks. Ceux-ci, au cours même de la Conférence de Zimmerwald, ont constitué avec d'autres militants d'autres pays un groupement commun sous le nom de « Gauche de Zimmerwald ». Une résolution est présentée par la Gauche de Zimmerwald, qui propose notamment ceci :

« Refus des crédits de guerre, sortie des ministres socialistes des gouvernements bourgeois, nécessité de démasquer le caractère impérialiste de la guerre du haut de la tribune parlementaire, dans les colonnes de la presse légale et au besoin illégale, organisations de manifestations contre les gouvernements, propagande des tranchées en faveur de la solidarité internationale, protection des grèves économiques tout en essayant de les transformer en grèves politiques, guerres civiles et non paix sociale (9). »

Que la Conférence de Zimmerwald ait rejeté cette résolution suffit à caractériser l'état d'esprit des participants. Tirant le bilan du Manifeste adopté par la Conférence, Lénine commence par souligner :

« Tout l'essentiel de ce qu'il faut dire sur le caractère impérialiste de la guerre, et qui était formulé dans notre résolution, se trouve repris ici (8). »

En revanche, selon Lénine, le caractère confus de la Conférence de Zimmerwald s'exprime dès lors qu'il s'agit d'aller jusqu'au bout de la délimitation d'avec le social-chauvinisme :

« "Les capitalistes de tous les pays (...) affirment que la guerre sert à défendre la patrie (...) Ils mentent", poursuit le mani-

(7) *La Lutte contre le social-chauvinisme*, juin 1915, tome 21.

(8) *Un premier pas*, octobre 1915, tome 21.

(9) Cité dans le recueil *Manifeste, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, (1919-1923)*.

feste. Là encore, cette nette affirmation que l'idée fondamentale de l'opportunisme dans la guerre actuelle — celle de la "défense de la patrie" — est un "mensonge" reprend l'idée essentielle de la résolution des marxistes révolutionnaires. Mais là encore apparaît une regrettable réticence, une sorte de timidité, comme si l'on craignait de dire toute la vérité. Qui ne sait aujourd'hui, après une année de guerre, que le vrai malheur pour le socialisme a été le MENSONGE des capitalistes, repris et soutenu non seulement par la presse capitaliste (si elle est capitaliste, c'est précisément pour reproduire les mensonges des capitalistes), mais aussi par la plus grande partie de la presse socialiste ? Qui ne sait que ce n'est pas le "mensonge des capitalistes" qui a provoqué la plus grande des crises du socialisme européen, mais le MENSONGE de Guesde, de Hyndman, de Vandervelde, de Plekhanov, de KAUTSKY ? Qui ne sait que c'est le MENSONGE de ces chefs, précisément, qui a révélé soudainement toute la force de l'opportunisme, où ils ont sombré au moment décisif ? (8) »

Lénine poursuit :

« On peut se demander si c'est être conséquent que de dire dans un manifeste "populaire" que certains partis ont failli à leur devoir (il s'agit, on le sait, des plus forts partis et organisations ouvrières de tous les pays les plus avancés : l'Angleterre, la France, l'Allemagne) et en même temps, ne pas donner d'explication à ce fait stupéfiant, inouï et sans précédent (...).

Voici un fait d'une importance historique mondiale, la faillite de toute l'Internationale, un tournant dans toute une époque, et nous CRAIGNONS de dire aux masses qu'il faut chercher et découvrir toute la vérité, qu'il faut penser les choses jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule de supposer que le Bureau socialiste international et plusieurs partis ont fait faillite SANS que ce phénomène se rattache à la longue histoire de la naissance, du développement, de la maturation et du POURRISEMENT du courant opportuniste européen, lequel a de profondes racines économiques, profondes dans le sens d'une liaison étroite non pas avec les masses, mais avec une couche déterminée de la société (9). »

Logique sur sa position, la majorité de la Conférence de Zimmerwald affirme formellement ne pas vouloir créer une III^e Internationale.

Pourtant, les bolcheviks signeront le Manifeste de Zimmerwald, et désigneront trois des leurs (Zinoviev, Lénine et Inessa Armand) comme membres de l'organisme permanent (« Commission socialiste internationale ») qui en est issu.

Fallait-il signer le Manifeste de Zimmerwald ?

Pour quelles raisons ? Lénine s'en explique :

« Notre comité central devait-il signer ce manifeste qui pêche pas son inconséquence et sa timidité ? Nous pensons que oui. Notre désaccord — je ne parle pas seulement du comité central mais aussi de toute la gauche INTERNATIONALE, MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE, de la Conférence — est consigné ouvertement dans une résolution spéciale, dans un projet de manifeste spécial, dans une déclaration spéciale au sujet du vote du manifeste de compromis. Nous n'avons pas dissimulé un iota de nos opinions, de nos mots d'ordre, de notre tactique. L'édition allemande de la brochure *Le Socialisme et la Guerre* a été distribuée à la Conférence. Nous avons répandu, nous répandons et nous continuerons de répandre nos idées aussi largement que sera répandu le Manifeste. C'est un fait que ce dernier constitue UN PAS EN AVANT vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant AVEC la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens et des Suisses, quand nous conservons l'entière liberté et l'entière possibilité de critiquer l'inconséquence et de rechercher à obtenir davantage. Ce serait une mauvaise tactique de guerre que de refuser de marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme, sous prétexte que ce mouvement est trop lent, qu'il fait "seulement" un pas en avant, qu'il est prêt et disposé à faire demain un pas en arrière et à rechercher une conciliation avec l'ancien Bureau socialiste international (8). »

On a là toute la démarche de Lénine : participer sans s'y dissoudre et sans sectarisme au « mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme », en conservant une totale liberté d'exposer l'intégralité de ses positions politiques.

Et Lénine de soumettre à la Commission socialiste internationale des propositions d'actions concrètes, pratiques, sur la ligne suivante :

« Sans attendre l'impossible — l'union rapide de tous sur des idées solidaires nettement élaborées —, nous devons chercher à mettre EXACTEMENT en lumière les TENDANCES et les COURANTS FONDAMENTAUX du socialisme international contemporain, et puis faire en sorte que les masses ouvrières prennent connaissance

de ces courants, en discutent tous les aspects, les vérifient par l'expérience de leur mouvement pratique. A notre avis, cette tâche devrait être considérée par l'ISK comme son principal objectif (10). »

Répetons-le : la majorité de Zimmerwald était hostile à l'idée d'une troisième Internationale. Pourtant, par les pas concrets qu'elle allait effectuer pour grouper de plus en plus de nombreux partis et militants en rupture avec le social-chauvinisme, aiguillonnée aussi par la défense constante par la « Gauche de Zimmerwald » de ses positions propres, la Conférence de Zimmerwald et la commission qui en est issue deviendront le point de ralliement de tous ceux qui fonderont la III^e Internationale.

De quoi dépendent pour Lénine, en 1915, les rythmes de la constitution de la III^e Internationale ? Principalement de l'achèvement du processus de SCISSION, DE SÉPARATION des internationalistes et des opportunistes. La question ne se pose pas en Russie, où l'existence en partis séparés des bolcheviks et des mencheviks était consommée bien avant la guerre. Mais elle se pose pour tous les autres pays, à commencer par l'Allemagne, où l'aile internationaliste, dirigée par Karl Liebknecht, si elle agit avec fermeté dans les conditions de l'illégalité contre le social-chauvinisme, n'a pas encore constitué de parti distinct, ne s'est pas encore prononcée pour la rupture avec la II^e Internationale.

« La situation actuelle, explique Lénine, est avantagée pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La III^e Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste INTERNATIONALE, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les DIFFÉRENTS pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhérera avec joie à cette III^e Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela vaudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons pas ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que NOTRE Parti, dans NOTRE pays, au sein de NOTRE prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale MARXISTE (11). »

La Conférence de Zimmerwald est suivie, sept mois plus tard, par la Conférence de Kienthal.

Kienthal

C'est en février 1916 que la Commission socialiste internationale (ISK) réunie en conférence élargie décide de convoquer la Conférence de Kienthal. Les propositions pour la délégation à cette conférence adoptées par l'ISK ont été rédigées par Lénine et stipulent ceci :

« 1. Ne sont admis que les représentants des organisations politiques ou syndicales ou les personnes conformant leur attitude aux décisions de la Conférence de Zimmerwald.

2. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels adhèrent à l'ISK, ne sont admis que les représentants désignés par ces organisations.

3. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels n'ont pas adhéré à l'ISK, ne

(10) Lettre à la Commission socialiste internationale, septembre 1915, tome 21.

(11) *Le Socialisme et la Guerre*, juillet-août 1915, tome 21.

sont admis que les représentants des organisations et groupes qui :

a) prennent position oralement et par écrit, dans chacun de ces pays, dans l'esprit des décisions de Zimmerwald ;

b) soutiennent l'ISK par leur activité.

4. La représentation individuelle n'est admise qu'à titre exceptionnel et seulement avec voix consultative.

5. Les litiges sur la validité des mandats sont définitivement tranchés, après audition des motifs et compte tenu des circonstances, par une commission de neuf membres élus par la conférence et comprenant quatre membres de l'ISK.

6. Le mode de scrutin est établi par la conférence.

(Additif à ne pas publier ajouté au protocole :

Les camarades qui étaient à Zimmerwald ont le DROIT ("le droit" — dans le texte en français) de participer à la deuxième conférence avec voix consultative) (12). »

On remarquera le souci extrême de Lénine pour le respect scrupuleux du cadre fixé en commun par les participants de la Conférence de Zimmerwald. C'est comme membre loyal de la Conférence et de l'ISK, qui ne cherche pas à imposer son point de vue, que Lénine organise la préparation de Kienthal.

Pour autant, pas question pour lui de « mettre son drapeau dans sa poche ». Quand il s'agit, à la même séance de février 1916, d'arrêter l'ordre du jour de Kienthal, Lénine formule la proposition suivante :

« 1. Lutte contre la guerre ;

2. Union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme ;

3. Mesures pratiques d'organisation, d'agitation et de lutte contre les gouvernements ;

4. Extension des décisions de Zimmerwald (13). »

L'essentiel des propositions d'ordre du jour formulées par Lénine sont retenues, mais une est écartée : sous la pression notamment de l'aile droite des zimmerwaldiens, l'ISK décide de ne pas inscrire à l'ordre du jour la discussion sur l'« union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme », c'est-à-dire la discussion sur la nécessité ou non de combattre pour fonder la III^e Internationale.

Respectueux de cette décision, les bolcheviks fournirent, avant Kienthal, une longue contribution écrite en réponse à

l'invitation lancée par l'ISK à tous les participants de faire connaître leurs positions notamment sur les points suivants : lutte pour la fin de la guerre, position sur les problèmes de la paix, sur l'activité parlementaire et la lutte de masse, sur la convocation du Bureau socialiste international (c'est-à-dire sur l'existence de l'instance dirigeante de la II^e Internationale qui avait volé en éclats en août 1914, mais que certains se proposaient de reconstituer).

Sur la question de la lutte contre la guerre, on y lit :

« Soutenir, étendre et approfondir tout mouvement populaire pour la fin de la guerre, tel est le devoir des socialistes. Mais, en réalité, ce devoir n'est rempli que par les socialistes qui, comme Liebknecht, appellent du haut de la tribune parlementaire les soldats à déposer les armes et prônent la révolution, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme. (...) »

Il ne suffit pas que le Manifeste de Zimmerwald fasse allusion à la révolution en disant que les ouvriers doivent se sacrifier pour leur propre cause et non pour celle d'autrui. Il faut indiquer clairement et nettement aux masses leur chemin (14). »

L'unité des vieux partis et de la II^e Internationale est-elle possible ?

Quant à la question de la reconstitution de la II^e Internationale par le biais de la réunion du Bureau socialiste international, les bolcheviks y répondent dans les termes suivants :

« La question de la réunion du Bureau socialiste international se ramène à une question de principe fondamentale : l'unité des vieux partis et de la II^e Internationale est-elle possible ? Chaque pas en avant accompli par le mouvement ouvrier international dans la voie tracée à Zimmerwald montre toujours plus clairement l'inconséquence de la position adoptée par la majorité de Zimmerwald : d'une part, la politique des vieux partis et de la II^e Internationale est assimilée à une politique BOUR-

(12) Pour la conférence du 22 avril, janvier 1916, tome 22.

(13) Projet de résolution sur la convocation de la deuxième conférence socialiste, janvier 1916, tome 22.

(14) La Proposition du comité central du POSDR à la deuxième conférence socialiste, février-mars 1916, tome 22.

GEOISE au sein du mouvement ouvrier, à une politique servant les intérêts de la bourgeoisie et non ceux du prolétariat (voir, par exemple, ce que dit le Manifeste de Zimmerwald au sujet des "capitalistes" qui mentent en parlant de la "défense de la patrie" dans la guerre actuelle, puis toute une série de déclarations encore plus nettes contenues dans la circulaire de l'Internationale Sozialistische Kommission du 10-2-1916) ; d'autre part, l'Internationale Sozialistische Kommission craint la scission avec le Bureau socialiste international et promet officiellement de se dissoudre si ce Bureau se réunit à nouveau.

Nous constatons que cette promesse n'a fait l'objet à Zimmerwald ni d'un vote ni même d'une discussion.

Les six mois écoulés depuis Zimmerwald ont démontré qu'EN FAIT le travail dans l'esprit de Zimmerwald (il ne s'agit pas des propos en l'air, mais seulement du travail) est lié, dans le monde entier, à l'approfondissement et à l'extension de la scission (14). »

Pas question, on le voit, pour Lénine et les bolcheviks, de se dissoudre dans Zimmerwald ou Kienthal. Participants actifs du regroupement établi contre le social-chauvinisme, ils luttent pour aider ce regroupement (ou une partie de ce regroupement) à aller jusqu'au bout du processus qu'il a lui-même engagé (même s'il n'en a pas conscience), c'est-à-dire jusqu'à la compréhension de la rupture nécessaire avec la II^e Internationale.

Indiscutablement, ce travail opiniâtre de clarification politique, fraternel mais sans concessions, portera ses fruits. La « Gauche zimmerwaldienne » gagnera en influence au cours même de la Conférence de Kienthal, et partant, l'idée de la lutte révolutionnaire contre la guerre et celle de la III^e Internationale.

C'est ainsi que tous les participants à la Conférence de Kienthal (y compris l'aile droite) sont amenés à voter une résolution condamnant de la manière la plus catégorique le Bureau socialiste international, et aussi, selon les termes de Lénine :

« Une résolution contre le social-pacifisme, mettant les ouvriers en garde contre le mensonge des phrases pacifistes, quelles que soient les enjolivures socialistes dont elles puissent s'affubler (15). »

Au lendemain de la Conférence de Kienthal, les différenciations vont s'accroître et traverser tous les partis de l'ancienne Internationale. Les courants authentiquement internationalistes vont progressivement

parvenir à la conclusion que la scission des vieux partis est inévitable, qu'il est impossible, sous peine de renoncer à la lutte contre le chauvinisme, de prétendre préserver l'unité avec les social-patriotes qui siègent dans les ministères de guerre, et reconstituer la II^e Internationale. Aux Etats-Unis, la scission est consommée. En Allemagne, les internationalistes groupés autour de Liebknecht déclarent dès le début de 1916 que la scission est devenue inévitable. Des reclassements s'opèrent au sein même des composantes de Zimmerwald. La militante néerlandaise Henriette Roland-Holst, qui, avec Trotsky, représentait le « centre » à Zimmerwald, écrit en août 1916 :

« Ceux qui, comme Trotsky et son groupe, veulent mener la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme doivent s'unir aux léninistes. Le "centre révolutionnaire" est impossible (16). »

D'un autre côté, la droite de Zimmerwald (Turatti et le PS italien, Kautsky en Allemagne, le socialiste Longuet et les syndicalistes Merrheim et Bourderon en France, et le dirigeant du PS suisse et de l'ISK Robert Grimm), conséquente dans son refus obstiné de la scission, fait mouvement vers le social-pacifisme sous couvert d'une position commune « pour la paix » (c'est-à-dire pour la paix impérialiste à laquelle se disposent, fin 1916, plusieurs gouvernements en guerre).

Dans les derniers jours de 1916, Lénine demande la convocation d'une nouvelle Conférence de Zimmerwald, afin que soient condamnés sans équivoque les blocs en formation de la droite zimmerwaldienne avec les social-chauvins. Il précise :

« La GAUCHE DE ZIMMERWALD, à la formation de laquelle nous avons participé, s'est organisée séparément à Zimmerwald même, justement pour montrer que nous soutenions l'union zimmerwaldienne DANS LA MESURE où elle luttait contre le social-chauvinisme.

Il est définitivement apparu aujourd'hui, selon notre profonde conviction, que la majorité de Zimmerwald, ou droite zimmerwaldienne, s'est orientée EFFECTIVEMENT non vers la lutte contre le social-chauvinisme, mais vers une capitulation

(15) Aux ouvriers qui soutiennent la lutte contre la guerre et contre les socialistes ralliés à leurs gouvernements, décembre 1916, tome 23.

(16) Cité par Lénine dans *Lettre ouverte à Boris Souvarine*, décembre 1916, tome 23.

intégrale, vers la fusion de celui-ci sur la plate-forme des phrases pacifistes creuses. Et nous estimons de notre devoir de déclarer hautement qu'entretenir des illusions quant à l'unité de Zimmerwald et à sa lutte pour la III^e Internationale dans ces conditions porte le plus grave préjudice au mouvement ouvrier. Il ne s'agit ni d'une "menace" ni d'un "ultimatum", mais de faire connaître publiquement notre décision, au cas où cette situation resterait inchangée, de quitter l'union de Zimmerwald (17). »

La conférence aura lieu... mais en août 1917, et dans une situation bien modifiée.

« Il faut fonder la III^e Internationale »

Entre-temps, le déclenchement de la révolution russe allait achever la redistribution générale des places au sein des partis issus de la II^e Internationale.

Il est significatif que le « projet de plate-forme pour le parti du prolétariat » distribué aux délégués de la conférence d'avril 1917 du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), en pleine révolution russe, ait consacré un tiers de ses pages à la situation dans l'Internationale et à la lutte pour la III^e Internationale. Pour Lénine, la révolution russe est un segment de la révolution prolétarienne mondiale, et il est impossible de définir les tâches du parti, en pleine révolution, sans inclure nécessairement la lutte pour l'Internationale. Après avoir présenté un tableau complet des positions en présence au sein des partis issus de la II^e Internationale et décrit, dans chaque pays, où est la droite, où est le centre, où est la gauche, Lénine précise :

« Peu importe les nuances qui peuvent exister entre les gauches. L'essentiel, c'est la TENDANCE générale. Le fait est qu'il n'est pas facile d'être véritablement internationaliste en cette époque terrible de guerre impérialiste. Ces hommes ne sont pas nombreux, mais eux SEULS sont l'avenir du socialisme, eux SEULS sont les GUIDES DES MASSES et non leurs corrupteurs (18). »

Car, pour Lénine, une étape a été franchie :

« L'INTERNATIONALE DE ZIMMERWALD A FAIT FAILLITE. IL FAUT FONDER LA III^e INTERNATIONALE. »

L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, "kaustskiste", "centriste", ce qui a obligé

aussitôt la GAUCHE ZIMMERWALDIENNE à s'en désolidariser, à s'en séparer, et à lancer SON PROPRE manifeste (imprimé en Suisse en langues russe, allemande et française).

Le principal défaut de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa FAILLITE (car elle a déjà fait faillite idéologiquement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle, qui DÉTERMINE pratiquement TOUTES LES AUTRES : celle de la rupture totale avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine (18). »

Par avance, Lénine répond à trois objections :

— Est-ce le moment ?

« On ne peut tolérer davantage le marais de Zimmerwald. On ne peut rester plus longtemps, à cause des "kaustskistes" de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plekhanov et des Scheidemann. Il faut rompre tout de suite avec cette Internationale. Il faut rester à Zimmerwald UNIQUEMENT en qualité d'observateurs (18). »

— Est-ce aux bolcheviks de le faire ?

« C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une NOUVELLE Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ; plus exactement, nous ne devons pas craindre de proclamer hautement qu'elle est DÉJÀ FONDÉE et qu'elle agit.

C'est l'Internationale des "véritables internationalistes" que j'ai dénombrés plus haut. Eux, et eux seuls, sont les représentants, et non les corrupteurs, des masses internationalistes révolutionnaires (18). »

— Les internationalistes sont-ils assez nombreux pour proclamer la III^e Internationale ?

« Les socialistes sont peu nombreux. Mais que chaque ouvrier russe se demande si, A LA VEILLE de la révolution de février-mars 1917, il y avait beaucoup de révolutionnaires conscients en Russie.

Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire (18). »

(17) *Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes*, fin décembre 1916, tome 23.

(18) *Les Tâches du prolétariat dans notre révolution*, avril 1917, tome 24.

Et Lénine d'insister sur l'impact immédiat de la décision et de fonder l'Internationale sans tarder :

« Notre parti ne doit pas "attendre" : il doit FONDER tout de suite la III^e Internationale ; des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre pousseront alors un soupir de soulagement ; les milliers et les milliers d'ouvriers allemands dont les grèves et les manifestations font aujourd'hui trembler ce misérable, ce forban de Guillaume prendront connaissance, dans des feuilles ILLÉGALES, de notre décision ; ils sauront quelle confiance fraternelle nous avons en Karl Liebknecht, et en lui seul ; ils apprendront NOTRE volonté de lutter MAINTENANT aussi contre le "jusqu'au boutisme révolutionnaire" ; et cela les confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire (18). »

Pourtant, la conférence d'avril 1917 du parti russe refusera de suivre Lénine sur sa position, rejetant en particulier la participation à Zimmerwald au seul titre d'« observateurs ». Hésitation politique à rompre définitivement avec la II^e Internationale, qui recoupe la position de soutien au gouvernement provisoire qui, jusqu'à la conférence d'avril et l'offensive politique déclenchée par Lénine, prévaudait aux sommets du parti bolchevik. Ce qui amène Lénine à voter CONTRE la résolution adoptée par la Conférence du POSDR sur l'Internationale. Et de s'en expliquer ainsi :

« Il est d'ores et déjà manifeste que la conférence a commis une erreur, et que celle-ci sera bientôt corrigée par la marche des événements. En restant à Zimmerwald, nous contribuons (fût-ce malgré nous) à retarder la fondation de la III^e Internationale ; nous l'entravons indirectement en restant liés à ce boulet que représente Zimmerwald, déjà mort idéologiquement et politiquement.

La situation de notre parti, face à tous les partis ouvriers du monde entier, est aujourd'hui telle que nous SOMMES TENUS DE FONDER immédiatement la III^e Internationale. A part nous, nul ne peut le faire AUJOURD'HUI, et tout atermoiement est nuisible. Si nous n'étions restés à Zimmerwald qu'en qualité d'observateurs, nous aurions eu aussitôt les mains libres pour créer la III^e Internationale (tout en étant en mesure d'UTILISER Zimmerwald si les circonstances s'y étaient prêtées).

Alors qu'à présent, en raison de l'erreur commise par la conférence, nous sommes obligés d'attendre passivement. (19). »

En fait, la conférence décidera :

« Envoi d'un délégué à la conférence zimmerwaldienne, avec mandat de quitter

immédiatement cette dernière et de sortir de l'organisation de Zimmerwald si la Conférence se prononce en faveur d'un rapprochement ou d'une discussion quelconque avec les social-chauvins (20). »

Lénine dut combattre encore plusieurs mois contre ceux qui, dans les rangs mêmes du parti bolchevik, continuaient à nourrir des illusions dans le regroupement zimmerwaldien avec les kautskistes et autres membres de la « droite zimmerwaldienne », refusant de rompre avec eux et de se tourner vers la III^e Internationale. Là encore, il faut souligner que ceux qui, tel Kamenev, s'accrochent encore, début septembre, à ce qui reste de Zimmerwald sont les mêmes qui hésitent, en Russie même, à rompre totalement avec les social-chauvins (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) qui participent au gouvernement bourgeois. Les mêmes combattent la décision de proclamer la III^e Internationale et celle de préparer l'insurrection pour donner tout le pouvoir aux soviets.

Un puissant mouvement vers la gauche

Mais ce sont là des combats d'arrière-garde. La révolution d'Octobre triomphante va attirer à elle la sympathie de millions d'ouvriers dans le monde entier. Dans tous les partis issus de la II^e Internationale, et plus généralement dans toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, un puissant mouvement vers la gauche va s'opérer, et dans les explosions révolutionnaires qui parcourent l'Europe des groupements distincts se forment, qui donnent naissance aux futurs partis communistes. Partout, à la tête de ces groupements, de ces partis, on trouve ceux de la « Gauche de Zimmerwald ». Mais pas seulement : à leurs côtés se trouvent des militants, des dirigeants, poussés par le mouvement à gauche des masses, qui, à Zimmerwald même, étaient au centre ou à droite. Des syndicalistes aussi, pour qui la révolution russe constitue un appel à l'organisation pour le combat politique pour la révolution prolétarienne.

(19) Postface, mai 1917, tome 24.

(20) Sur la convocation d'une conférence internationale prétendument socialiste avec la participation des social-chauvins, mai 1917, tome 24.

Fidèle à sa méthode, Lénine ne repousse personne :

« En Italie, le vieux secrétaire du parti Lazzari, qui, à Zimmerwald, faisait preuve à l'égard des bolcheviks d'une certaine défiance, est maintenant emprisonné pour nous avoir témoigné sa sympathie.

La révolution est de mieux en mieux comprise. En France, les camarades et les ouvriers qui, à la Conférence de Zimmerwald, se montraient extrêmement défiant à l'égard des bolcheviks viennent, au nom du Comité pour la reprise des relations internationales, de publier un appel dans lequel ils s'affirment ardemment pour le soutien du gouvernement bolchevik (21). »

Mais l'Internationale doit se construire dans la clarté. La seule sympathie à l'égard de la révolution russe ne suffit pas. La lettre d'invitation au I^{er} Congrès de l'Internationale lancée par le Parti communiste (bolchevik) de Russie, les partis communistes de Pologne, de Hongrie, d'Autriche allemande, de Lettonie et de Finlande, ainsi que par la Fédération social-démocrate révolutionnaire balkanique et le SLP des USA, affirme :

« Les partis et organisations soussignées considèrent comme une nécessité impérieuse la réunion du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Pendant la guerre et la révolution, se manifesta non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et social-démocrates et avec eux celle de la II^e Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire (9). »

Et l'appel reprend en douze points l'analyse de la décomposition de la II^e Internationale et les tâches du prolétariat dans la lutte pour renverser le capitalisme.

Le congrès de fondation de la III^e Internationale est conçu comme une « conférence ouverte », à laquelle sont invités des groupements dont, malgré leur caractère internationaliste, il n'est pas dit par avance qu'ils adhéreront à la nouvelle Internationale.

Le point 12 de la lettre d'invitation stipule en effet :

« 12.- Concrètement, nous proposons que participent au congrès les représentants des partis, tendances et groupes suivants (les membres de plein droit de la III^e Internationale seront des partis tout à fait autres et qui se placeront entièrement sur son terrain) :

1. Le Spartakusbund (Allemagne) ; 2. Le Parti communiste (bolchevik) de Russie ; 3. Le Parti communiste de l'Autriche allemande ; 4. Celui de la Hongrie ; 5. Celui de la Finlande ; 6. Le Parti communiste ouvrier polonais ; 7. Le Parti communiste d'Estonie ; 8. Celui de la Lettonie ; 9. Celui de la Lituanie ; 10. Celui de la Russie blanche ; 11. Celui de l'Ukraine ; 12. Les éléments révolutionnaires du Parti social-démocrate tchèque ; 13. Le Parti social-démocrate bulgare (étroits) ; 14. Le PSD roumain ; 15. L'aile gauche du Parti social-démocrate serbe ; 16. La gauche du Parti social-démocrate suédois ; 17. Le Parti social-démocrate norvégien ; 18. Pour le Danemark, le groupe Klassenkampen ; 19. Le Parti communiste néerlandais ; 20. Les éléments révolutionnaires du Parti ouvrier belge ; 21 et 22. Les groupes et organisations à l'intérieur du mouvement socialiste et syndicaliste français qui, dans l'ensemble, se solidarisent avec Loriot ; 23. La gauche social-démocrate de la Suisse ; 24. Le Parti socialiste italien ; 25. Les éléments révolutionnaires du Parti socialiste espagnol ; 26. Les éléments de gauche du Parti socialiste portugais ; 27. Les partis socialistes britanniques (avant tout, le courant représenté par Mac Lean) ; 28. Le SLP (Angleterre) ; 29. Les IWW (Angleterre) ; 30. IW of Great Britain ; 31. Les éléments révolutionnaires des organisations ouvrières de l'Irlande ; 32. Les éléments révolutionnaires des shop-stewards (Grande-Bretagne) ; 33. Le SLP (Amérique) ; 34. Les éléments de gauche du Parti socialiste d'Amérique (la tendance représentée par Debs et la Ligue de propagande socialiste) ; 35. Les IWW d'Amérique ; 36. Les IWW d'Australie ; 37. La Workers International Industrial Union (Amérique) ; 38. Les groupes socialistes de Tokyo et de Yokohama (représentés par le camarade Katayama) ; 39. L'Internationale socialiste des jeunes (représentée par le camarade Munzenberg) (9). »

De fait, si la majeure partie des délégations au congrès de fondation, en mars 1919, adhèrent à la III^e Internationale, le processus de différenciation interne aux partis et aux organisations, les processus de recomposition, se poursuivent encore durant de longs mois dans de nombreux pays.

Il n'empêche : en mars 1919, quatre ans et demi de combat inlassable après avoir décrété nécessaire la fondation de la III^e Internationale, au terme de processus multiples de recomposition et de décomposi-

(21) Discours au V^e Congrès des soviets, juillet 1918, tome 27.

tion les plus vastes, Lénine voit enfin se constituer la III^e Internationale.

Au cours du congrès de fondation, les participants de Zimmerwald font la déclaration suivante :

« Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste. Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments « centristes », pacifistes et hésitants. Ces éléments centristes, comme l'a montré la conférence de Berne, s'unissent actuellement aux social-patriotes pour lutter contre le prolétariat révolutionnaire, utilisant ainsi Zimmerwald au profit de la réaction.

En même temps, le mouvement communiste grandissait dans une série de pays, et la lutte contre les éléments centristes qui font obstacle au développement de la révolution sociale est devenue maintenant la tâche principale du prolétariat révolutionnaire. Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qu'il y avait dans le groupement de Zimmerwald de véritablement révolutionnaire passe et adhère à l'Internationale communiste.

Les participants soussignés de Zimmerwald déclarent qu'ils considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissous et demandent au bureau de la Conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au comité exécutif de la III^e Internationale.

Rakovsky, Lénine, Zinoviev,
Trotsky, Platten (9). »

Statuts de l'Internationale communiste

En 1864 à Londres fut fondée la première Association internationale des travailleurs : la I^{re} Internationale. Les statuts de cette association portaient :

« Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule ;

Que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création des nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe ;

Que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique ;

Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des diffé-

rentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents ;

Que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés ; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence. »

La II^e Internationale, fondée en 1889 à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I^{re} Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La II^e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La III^e Internationale communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République socialiste fédérative des soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la

face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^{re} Internationale des travailleurs.

La III^e Internationale communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes ont eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorguer ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que, sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable !

L'Internationale communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale communiste considère le pouvoir des soviets comme la *forme* de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays.

La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la I^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'Internationale communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquê-

tes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste dans l'histoire qui ait été victorieuse, et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république socialiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'association internationale des travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale communiste adopte les statuts que voici :

Art. 1. — La nouvelle association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

Art. 2. — La nouvelle association internationale des travailleurs adopte le titre d'*Internationale communiste*.

Art. 3. — Tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale communiste portent le nom de parti communiste de tel ou tel pays (section de l'Internationale communiste).

Art. 4. — L'instance suprême de l'Internationale communiste n'est autre que le congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale communiste. Le nombre de voix délibératives qui, dans le congrès mondial, appartiennent à chaque parti ou organisation sera fixé par une décision spéciale du congrès ; il est, en outre, indispensable de

s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation, et en tenant compte de l'influence réelle du parti.

Art. 5. — Le congrès international élit un comité exécutif de l'Internationale communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du congrès mondial.

Art. 6. — Le siège du comité exécutif de l'Internationale communiste est désigné à chaque nouvelle session par le congrès mondial.

Art. 7. — Un congrès mondial extraordinaire de l'Internationale communiste peut être convoqué soit par décision du comité exécutif soit sur la demande de la moitié du nombre total des partis affiliés lors du dernier congrès mondial.

Art. 8. — Le travail principal et la grande responsabilité au sein du comité exécutif de l'Internationale communiste incombent principalement au parti communiste du pays où le congrès mondial a fixé le siège du comité exécutif. Le parti communiste de ce pays fait entrer dans le comité exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. Outre cela, chacun des douze partis communistes les plus importants fait entrer dans le comité exécutif un représentant avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le congrès mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative.

Art. 9. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès tous les travaux de l'Internationale communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue *L'Internationale communiste*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale communiste et donne à tous les partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du congrès mondial. Ces partis ont le droit d'en appeler au congrès mondial. En cas de nécessité, le comité exé-

cutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.

Art. 10. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des partis non admis dans l'Internationale communiste mais *sympathisant* avec le communisme.

Art. 11. — Les organes de la presse de tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale communiste et de son comité exécutif.

Art. 12. — La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des statuts.

Art. 13. — Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents partis affiliés à l'Internationale communiste aient pour intermédiaire le comité exécutif de l'Internationale communiste. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le comité exécutif de l'Internationale communiste en soit informé.

Art. 14. — Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du comité exécutif de l'Internationale communiste constituent une section syndicale de l'Internationale communiste. Les syndicats communistes envoient leurs représentants au congrès mondial de l'Internationale communiste par l'intermédiaire du parti communiste de leur pays. La section syndicale de l'Internationale communiste délègue un de ses membres auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste, où il a voix délibérative. Le comité exécutif a le droit de déléguer auprès de la section syndicale de l'Internationale communiste un représentant qui a voix délibérative.

Art. 15. — L'Union internationale de la jeunesse communiste est subordonnée à l'Internationale communiste et à son comité exécutif. Elle délègue un représentant de son comité exécutif au comité exé-

cutif de l'Internationale communiste, où il a voix délibérative. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a la faculté de déléguer auprès du comité exécutif de l'Union de la jeunesse un représentant, qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'union de la jeunesse et le parti communiste, en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

Art. 16. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une section des femmes communistes de l'Internationale.

Art. 17. — Tout membre de l'Internationale communiste qui se rend d'un pays à un autre y est fraternellement accueilli par les membres de la III^e Internationale.

Votre librairie :

LA SELIO

*Tous les ouvrages
politiques indispensables*

*Sur commande,
tous les autres livres
dont vous avez besoin*

La librairie d'Informations ouvrières
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,
la librairie d'Informations ouvrières,
peut vous fournir dans les meilleures conditions.
(Pour vos commandes téléphoniques
appelez le 42 46 09 53.)

Sur la fondation de la IV^e Internationale

par L. GAUTHIER

LE 3 septembre 1938 se tenait la conférence de la IV^e Internationale, résultat de tout le combat mené par Trotsky et par l'opposition de gauche dans l'Internationale communiste, puis, après 1933, pour une nouvelle Internationale et dont la conclusion constitue le point de départ du *Programme de transition* :

« *La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.* »

Dans ce qu'il est convenu d'appeler son *Journal d'exil* (écrit en 1934), Léon Trotsky écrit : « *Ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir... Il me faut encore au moins quelque cinq années de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage.* »

Cette tâche qui incombe à Trotsky procède donc des développements de la lutte des classes (notamment en Allemagne en 1933), qui « ne souffre pas d'interruption » comme il le souligne dans le *Programme de transition*. Aussi la lutte pour la nouvelle internationale et la formation d'une nouvelle génération à la méthode révolutionnaire ne peuvent être « suspendues » en attendant des « jours meilleurs ».

C'est pourquoi Léon Trotsky, en continuité avec la méthode qui a été celle de Lénine — certes, dans des conditions différentes — à partir de la constitution de la « fraction internationale des bolcheviks-léninistes », va œuvrer au rassemblement des forces qui se dégagent de la crise de la II^e et de la III^e Internationale sans « ultimatum » et également sans jamais renoncer à ce qui fonde pour lui les bases programmatiques de la nouvelle Internationale (notamment la question de l'indépendance de classe), parce que ce qui constitue le centre de son orientation est précisément d'aider à résoudre la « crise de la direction ». C'est là qu'apparaîtront à chaque étape les forces qui au sein de la « fraction bolchevik-léniniste » — qu'elles soient « sectaires » ou « centristes » — vont se rejoindre néanmoins dans leur opposition commune à avancer pratiquement dans la voie de la IV^e Internationale, qui, même une fois fondée, n'est pas pour Trotsky le parti révolutionnaire déjà construit.

La faillite de l'Internationale communiste

Depuis la constitution, en 1923, de l'Opposition de gauche à l'intérieur du Parti bolchevique, les efforts de Léon Trotsky ont tout entier été tendus vers le redressement de l'Internationale et de ses partis, et au premier chef du Parti bolchevique.

Dans le *Bulletin de l'opposition*, il explique : « *L'opposition se présente comme une fraction internationale, et ce n'est qu'en tant que telle qu'elle a le droit d'exister.* » Il s'agit donc bien alors d'une fraction à l'intérieur de la III^e Internationale, dont l'objectif reste de redresser les PC et l'Internationale communiste, et non pas de bâtir de nouvelles organisations. Dans la confusion qui règne alors au sein de l'Internationale communiste, et malgré les pressions qui s'exercent de toutes parts, des amis comme des ennemis, Trotsky se refuse à faire flèche de tout bois et trace fermement les contours de la **fraction internationale** des « bolcheviks-léninistes » (BL). Même exclus des PC, les « BL » continuent à se comporter en opposants et à lutter pour le redressement de l'IC.

Cependant entre 1923 et 1933, le processus de bureaucratisation du parti et de l'Etat en URSS et, par voie de conséquence, de l'Internationale ne cesse de s'aggraver. Les dirigeants du Komintern font de la social-démocratie, qualifiée de « social-fasciste », l'ennemi principal ; Trotsky dénonce le danger fasciste et appelle à la réalisation du front unique en continuité avec les III^e et IV^e congrès de l'IC.

Puis c'est l'écrasement du prolétariat allemand, le plus puissant et le plus organisé, par Hitler et ses bandes armées au service de l'impérialisme. Trotsky écrit alors :

« *Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août... Le communisme allemand ne peut renaitre que sur une nouvelle base (...) et avec une nouvelle direction.* »

Trotsky fait ainsi un premier pas vers la nouvelle Internationale et écrit au secrétaire international (SI) de l'Opposition de gauche internationale le 12 mars 1933 une lettre dans laquelle il affirme que, devant la faillite du PC allemand, il est nécessaire de bâtir un nouveau parti (tome 1, *Œuvres*, p. 55).

Il en précise d'emblée la méthode, qui est celle même du bolchevisme :

« Nous sommes trop faibles pour proclamer le nouveau parti », nous dit-on. Mais personne ne le propose. Comment et quand sera créé le nouveau parti, cela dépend dans une large mesure des conditions objectives, et pas seulement de nous. Mais il faut que nous ayons une ligne juste. En entretenant des illusions sur la vitalité de l'ancien parti, nous ne pouvons que freiner la formation du nouveau.

En outre, il ne faut pas perdre de vue un instant que des processus de décomposition vont se dérouler non seulement dans le parti officiel, mais aussi dans la social-démocratie, dans le SAP (1), dans toutes les organisations, groupes et sectes, qui ne pourront surmonter l'épreuve de cette catastrophe historique. Dans ces conditions, il faut créer un axe indépendant pour permettre la cristallisation de tous les éléments révolutionnaires indépendamment de leur passé de parti. » (Tome 1, p. 75.)

Car Trotsky a immédiatement saisi ce qui était en cause : « *L'avant-garde ne pardonnera pas aux staliniens le crime historique qu'ils ont commis.* » Il comprend que c'est Staline et les dirigeants du Komintern qui, en passant du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, ont effectivement scissionné, en 1933, le mouvement ouvrier révolutionnaire, comme l'avaient fait en 1914 les chefs réformistes de la II^e Internationale. Et ce sont désormais les bolcheviks-léninistes qui, en préparant la construction de la IV^e Internationale, développent la continuité du mouvement révolutionnaire mondial.

« *L'Opposition de gauche doit se placer entièrement sur le terrain de la nouvelle situation historique créée par la victoire du fascisme. Il n'est rien de plus dangereux, pendant les tournants brusques de l'histoire, que de chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes. C'est le chemin direct pour aller à sa perte* », écrit Trotsky.

Poursuivant sa démarche, il formule alors pour la première fois, le 15 juillet 1933, soit près de quatre mois après la proposition d'un nouveau parti en Allemagne, la nécessité d'une nouvelle Internationale : « *Il faut construire de nouveau des PC et*

(1) Le SAP était une organisation « socialiste de gauche » issue d'une scission du Parti socialiste.

une nouvelle Internationale. » (Tome 1, p. 251.) Trotsky explique ainsi le « tournant » que doit réaliser l'Opposition de gauche.

« Les tentatives faites plus d'une fois dans le passé de créer un "second parti" ou une « quatrième Internationale » émanaient de l'expérience sectaire de certains groupes ou cercles « désillusionnés » du bolchevisme, et c'est pourquoi elles allèrent chaque fois à l'échec. Nous ne partons pas de nos propres "mécontentement" et "désillusion" subjectifs, mais de la marche objective de la lutte des classes. Toutes les conditions du développement de la révolution prolétarienne exigent impérativement une nouvelle organisation de l'avant-garde et apportent pour elle les prémisses nécessaires. »

Au moment où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, surtout en Allemagne, s'éloignent du communisme, en partie vers le fascisme, en majorité vers le camp de l'indifférentisme, où des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers sociaux-démocrates, sous la pression de la même défaite, évoluent vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme, il ne peut cependant être question qu'ils reconnaissent pour eux la direction stalinienne désespérément compromise. Contre nous, ces organisations socialistes de gauche ont jusqu'à maintenant fait valoir notre refus de nous détacher de l'I.C. et de construire un parti indépendant. Cette divergence aiguë est aujourd'hui éliminée par la marche du développement. Ainsi la discussion se trouve-t-elle transférée des questions d'organisation vers les questions programmatiques et politiques. »

Les bolcheviks-léninistes doivent entamer avec les organisations socialistes de gauche des pourparlers ouverts. Nous proposerons comme base de discussion les onze points votés par notre pré-conférence, après avoir modifié dans ces thèses le point « fraction ou parti ». Nous sommes naturellement prêts à discuter attentivement et amicalement toute autre proposition programmatique. Nous voulons démontrer — et nous démontrerons — que l'intransigence sur les principes n'a rien à voir avec l'exclusivisme sectaire. Nous démontrerons que la politique marxiste consiste à attirer les ouvriers réformistes dans le camp de la révolution, et non à pousser les ouvriers révolutionnaires dans celui du fascisme. » (Tome 1, p. 255-256.)

Ce faisant, Trotsky indique clairement son orientation : loin de s'appuyer sur des « manœuvres d'appareil », celle-ci se fonde sur la lutte des classes du prolétariat, dont les développements exigent une nou-

velle organisation de l'avant-garde : il est en effet nécessaire de rassembler tous ceux qui se dégagent de la « décomposition de la II^e et de la III^e Internationale » pour aider à la « recomposition » du mouvement révolutionnaire dans une nouvelle Internationale.

Sur ce point, on peut lire dans *Quelques enseignements de notre histoire* :

« La tactique de la reconstruction suppose une confrontation et une discussion avec des partis et groupes centristes qui sont le produit d'une rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, dont la silhouette politique n'est pas encore fixée et dont la doctrine n'est pas figée. Cela ne signifie pas du tout que la nouvelle Internationale puisse être un rassemblement hétérogène : "Il est bien entendu hors de question que la nouvelle Internationale soit construite par des organisations reposant sur des fondements principaux profondément différents et même contradictoires." Mais la construction de la nouvelle Internationale passe par la lutte politique ouverte au sein d'un rassemblement où les trotskystes auront à défendre leurs positions pour clarifier celles des autres et favoriser la progression des éléments susceptibles de réaliser le point de vue des partisans de la IV^e Internationale. »

Il est probable que le tournant stratégique opéré au cours de l'année 1933 ne fut jamais assimilé par le plus grand nombre des trotskystes durant la période d'avant-guerre et même après. Pour eux, en fait, "staliniens" et "trotskystes" étaient "frères ennemis" : la nature de l'appareil stalinien était véritablement incomprise. Cette erreur, nous le verrons par la suite, fut le facteur le plus important des crises que nous avons vécues dans l'organisation. »

Pour une nouvelle Internationale

Tout d'abord, de 1933 à 1938, Trotsky cherche avant tout, selon sa formule même, à « préparer » la nouvelle Internationale. Il écrit :

« Quand de profonds penseurs nous disent : "Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas encore venu pour la IV^e Internationale", ils pourraient dire avec un égal bonheur : "Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas venu pour la lutte des classes." Ce dont il s'agit, ce n'est pas de la proclamation formelle de la nouvelle Internationale, mais de la construction d'un nouveau parti, non pas comme une entité nationale isolée, mais en tant que partie de l'Internationale. » (Tome 3, p. 215.)

Après avoir formulé en juillet 1933 la perspective d'une nouvelle Internationale, il doit alors donner à cette orientation nouvelle des formes concrètes.

Bolcheviks-léninistes et IV^e Internationale

Quand Trotsky explique dans son journal d'exil qu'il est le seul à pouvoir réaliser ces tâches, il ne fait pas preuve de forfanterie. Il s'appuie sur toute l'expérience qui est la sienne : celle de la II^e et surtout de la III^e Internationale. A plusieurs reprises dans ses lettres, il évoque la question de l'Internationale en 1914. Quand la scission apparut nécessaire au lendemain des journées d'août 1914, il fut de ceux qui préconisèrent un séjour supplémentaire dans les rangs de la II^e Internationale. Mais la méthode du regroupement large de Lénine à partir de Zimmerwald a porté ses fruits, et le premier congrès de l'IC en 1919 a été le produit de ce long travail (voir l'article « *Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale* » dans ce même numéro). Toutefois, l'histoire ne saurait se répéter. Et d'abord Trotsky a conscience que la fondation de l'IC en 1919 n'a été que la constitution ou la proclamation formelle d'une force qui existait depuis qu'en 1914 le Parti bolchevique en avait proclamé la nécessité. Il convenait d'en tirer les conséquences : c'est précisément dans les pires conditions de la première guerre impérialiste que Lénine et les bolcheviks avaient posé les premières bases du rassemblement des internationalistes, alors que la révolution explosait en Europe et que nulle part ne s'y trouvait construit — à l'exception de la Russie — un parti révolutionnaire capable de la conduire à la victoire. Et ce qui, au temps de la faillite de la II^e Internationale ne fut qu'un retard (le fait de ne pas s'être battus plus tôt pour la constitution d'une fraction solide des « gauches » de l'Internationale) serait cette fois, après la faillite de la II^e et de la III^e Internationale, « *pire qu'une bêtise, un crime* ». Que la nouvelle montée révolutionnaire aboutisse en effet à une explosion avant la prochaine guerre impérialiste ou qu'elle soit le résultat des nouveaux massacres infligés par les impérialistes, ce mouvement des masses ne pouvait arracher la victoire qu'à la condition d'être, au moment décisif, dirigé par un parti du type de celui de Lénine en 1917. Et pour qu'un tel parti existe, il fallait que les éléments, même numériquement réduits, en

aient été rassemblés et préparés, qu'ils existent en tant qu'organisation munie d'un programme.

Mais, à la différence de la II^e Internationale, appuyée à sa naissance sur l'existence de puissantes organisations, et de la III^e, appuyée sur le Parti bolchevique, la nouvelle Internationale ne peut s'appuyer sur l'existence d'une telle force, d'autant plus que le stalinisme est venu s'ajouter aux forces de la social-démocratie dans la contre-révolution.

Certes, les bolcheviks-léninistes constituent une organisation internationale, dont les éléments sont les meilleurs éléments de la III^e Internationale, qui ont vaillamment combattu sa dégénérescence, mais ils ne sont guère que quelques milliers, exclus et pourchassés. C'est pourquoi Trotsky n'exclut *a priori* aucun développement. La nouvelle Internationale peut naître, à terme, d'un regroupement de minorités des partis traditionnels ou du développement dans un ou plusieurs d'un nouveau parti, elle peut aussi naître d'un « sursaut » du prolétariat européen face au fascisme ou, au contraire, sur les ruines accumulées d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais, quoi qu'il en soit, Trotsky sait que, de toute évidence, sa tâche actuelle est de transformer le noyau des militants convaincus, mais formés jusque-là dans l'opposition à l'intérieur des PC à une attitude purement propagandiste, en militants de masse, en cadres de la montée révolutionnaire inévitable, préparés théoriquement et armés pratiquement pour faire face à leurs tâches gigantesques.

Trotsky ne tient pas pour négligeables les forces des sections de l'OGI qui se sont regroupées depuis quatre ans, mais il ne lui paraît pas alors possible de les considérer comme l'unique noyau des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale. Il estime en revanche le moment favorable, au lendemain de la stupeur provoquée par la catastrophe allemande, pour un bilan qui révélera aux communistes à la fois les conséquences de la politique stalinienne et *a posteriori* la justesse des principes de l'OGI.

Mais il ne s'agit plus de se concentrer sur les seuls militants des PC. Certain d'avoir épuisé toutes les chances d'un redressement de l'IC, Trotsky n'a pas moins conscience que bien des militants demeurés dans les partis staliniens ne sont pas, eux, passés consciemment du côté de l'ordre bourgeois,

et il a la certitude qu'ils retrouveront un jour, contre leur appareil, leur place dans les rangs des combattants révolutionnaires. Mais ce n'est pas pour aujourd'hui. Pour regagner les militants communistes demeurés dans les partis staliniens, il faudra d'abord avoir été capable de construire une force combattante et organisée sur un programme. Trotsky pense en effet qu'il est temps de consacrer les forces jusque-là concentrées en direction des militants des PC à d'autres formations, elles aussi issues de la crise des PC, ou aux groupes qui sont nés dans le cours des montées révolutionnaires comme opposition de gauche à la social-démocratie et que la politique stalinienne freine dans leur évolution vers le communisme.

« Plus vite nos sections examineront la question dans toute son ampleur, avec plus de décision elles proclameront la nécessité de rompre avec la bureaucratie du Komintern, plus largement nous pourrons développer notre travail. Les conséquences d'une grande catastrophe se développent très vite, mettent en avant des questions nouvelles, et exigent pour elles des réponses claires. Cela concerne avant tout le développement des organisations socialistes de gauche. Elles aussi sont sous la pression des récents événements et sous la pression des masses qui les poussent sur la voie de leur autodétermination politique. Nous pouvons prendre une grande place dans ce processus, aider les organisations socialistes de gauche à se mettre sur des rails véritablement bolcheviques.

Conformément à toute la situation, nous devons déclarer que la divergence concernant le Komintern est maintenant liquidée. La nécessité d'une nouvelle organisation est absolument évidente. Nous sommes tout à fait prêts à collaborer en camarades et même à nous unifier avec toutes ces organisations et groupes qui veulent réellement construire une Internationale sur les bases de Marx et de Lénine. Balayant ainsi des divergences surannées, nous pourrons mettre en discussion devant les organisations socialistes de gauche les principes de l'Opposition de gauche dans toute leur ampleur. Et, sans aucun doute, cela nous permettra de faire un grand pas en avant. »
(Tome 2, p. 69-70 - 7 août 1933.)

Le rôle de la fraction des bolcheviks-léninistes n'est pas, ne peut pas être, de se développer jusqu'à devenir eux-mêmes et dans tous les pays le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale. Il est bien plutôt celui d'être « la fraction la plus résolue », qui rassemblera avec elle, sinon autour d'elle, les courants socialistes et communistes en

rupture avec le réformisme et le stalinisme, élément indispensable donc mais pas pour autant hégémonique. Encore qu'il s'agisse de gagner ces courants dans le cours de la lutte commune aux principes et à la stratégie que concentrera plus tard le *Programme de transition*. C'est ainsi que, méditant sur l'histoire du Parti bolchevique, Trotsky écrira plus tard à Marceau Pivert que les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une « fraction » de l'Internationale en construction qui sera formée d'éléments réellement révolutionnaires d'origines diverses.

« Nous sommes certainement trop faibles pour "proclamer" la nouvelle Internationale. Personne n'a jamais proposé une initiative aussi aventuriste. Ce dont il s'agit, c'est d'en poser les bases idéologiques. Il faut poursuivre sans relâche ce travail, et, à partir d'un certain moment, disposer d'un organisme international et d'un comité qui entreprendra le travail réel de préparation.

Au cours de la période prochaine, de grands événements peuvent se produire en Europe, et nous pouvons très bien assister à d'importants regroupements à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les éléments révolutionnaires seront obligés de chercher un nouveau centre de cristallisation. Cela ne peut se faire d'un coup. Il faut d'abord des préparatifs. De nouvelles scissions sont inévitables dans les partis socialistes et les partis staliniens, comme dans les organisations centristes qui sont aujourd'hui dans l'IAG (2). L'organisation internationale qui a la position théorique et politique concrète et qui est profondément convaincue de la nécessité historique de sa cause l'emportera. Il serait criminel de renvoyer à plus tard le travail de clarification et le rassemblement des forces sous le drapeau de la IV^e Internationale. »

La recomposition du mouvement ouvrier et la nouvelle Internationale

En effet, produit du développement de la lutte des classes, un processus de recomposition s'amorce dans le mouvement ouvrier. Il existe aux Pays-Bas le RSP de Sneevliet,

(2) L'IAG était un regroupement international constitué par les organisations issues de la crise de la II^e Internationale. En son sein, se regroupaient des organisations susceptibles d'évolution comme l'OSP, l'ILP ou le SAP, et d'autres comme la DNA, véritable parti social-démocrate.

vétéran du mouvement communiste qui a rompu avec le parti officiel et défend la nécessité d'une nouvelle Internationale. D'autres groupes — plus restreints — existent en Europe. Mais il est incontestable qu'au terme de plusieurs années d'ultra-gauchisme de l'IC c'est sur sa « droite » que se sont constitués les groupements d'opposition communistes les plus significatifs. Le plus important est, depuis sa naissance en 1928, la KPO, dirigée par des compagnons de Rosa Luxemburg, Brandler, Walcher, boucs émissaires de l'octobre allemand en 1923. La KPO défend la ligne du « redressement du KPD (Parti communiste allemand) et de l'IC », dont elle espère que les dirigeants russes, éclairés par l'expérience, lui rendront la direction. Plus particulier en Norvège, le Parti ouvrier norvégien (DNA), de type travailliste, avait adhéré tel quel à l'IC, mais l'avait quitté en 1923 sans revenir à la II^e Internationale pour autant.

Pour toutes ces formations issues à un moment ou à un autre de l'IC, se trouve posé le problème des rapports avec les organisations provenant de scissions de la social-démocratie. Certaines de ces formations sont anciennes, tel l'ILP (Independent Labour Party) de Grande-Bretagne, qui avait refusé d'adhérer à l'IC. Mais, sous le coup de la trahison de son leader Mac Donald, passé à l'union sacrée, il décida en 1932 de mettre fin à son affiliation au Labour Party et évolua vers la gauche. Il oscille dès lors entre l'affiliation à l'IC et une ligne révolutionnaire autonome. D'autres organisations du même type existent : en mars 1932, l'aile gauche du Parti social-démocrate hollandais fonde l'OSP ; et en Allemagne l'exclusion pour « indiscipline » (en 1931) des députés de gauche du Parti social-démocrate a provoqué la constitution du SAP, dénoncé par la social-démocratie comme « bolchevique » et comme « social-fasciste » par les staliniens, tandis que la KPO et son dirigeant Brandler appellent à l'écraser. Mais du sein de la KPO, où s'élevaient déjà des réserves quant au dogme de Brandler sur la neutralité dans les affaires russes, une fraction de 1 000 militants, sous la direction de Walcher, entre dans le SAP et, un an plus tard, en prend la direction.

Reclassement et réaligement étaient donc à l'ordre du jour au plan national. Au plan international également. En avril 1932, se tenait une conférence regroupant

l'ILP, le SAP, le SNPP, l'OSP et le DNA, qui constituaient l'IAG. S'adressant, dans la perspective de la construction d'organisations indépendantes, à l'ensemble des travailleurs, l'Opposition de gauche internationale, qui allait changer son nom en LCI (Ligue communiste internationaliste), va alors s'efforcer de gagner ces formations à la nouvelle perspective et leur proposer de constituer en commun un cadre d'organisation sur des bases minimales. Les premiers objectifs sont le RSP de Sneevliet et le SAP de Walcher.

La discussion s'engage sur la fusion entre le SAP et l'opposition de gauche allemande. Aux Pays-Bas aussi, car le tournant de l'Opposition de gauche vers la nouvelle Internationale va lever l'obstacle qui séparait Sneevliet (RSP) et Trotsky. L'OSP, liée au SAP, ne pouvait quant à elle que suivre l'exemple. Tous ces développements pourraient en outre revêtir une grande importance pour l'avenir de l'ILP. C'est pourquoi Trotsky va s'y intéresser, car le risque est grand que l'ILP ne tombe dans les bras de l'IC. Cependant, en Grande-Bretagne, il ne pouvait être question de fusion entre l'ILP et l'Opposition de gauche britannique, vu les forces de celle-ci. Mais l'entrée de Walcher dans le SAP suggère à Trotsky une solution : entrer dans l'ILP. Il voit dans cette démarche à la fois un moyen de peser sur l'évolution de l'ILP, et un remède contre le sectarisme et la tendance à s'isoler du petit groupe bolchevik-léniniste en Grande-Bretagne.

La « déclaration des quatre »

Ces fusions au plan national, ces regroupements consécutifs à l'entrée de petits groupes dans des partis existants, sont des initiatives politiques qui traduisent une orientation internationale dont le but est de construire le cadre organisé qui accueillera les secteurs d'avant-garde cherchant une issue dans la situation présente.

Dans cette perspective, Trotsky propose alors de saisir l'occasion offerte par la conférence de l'IAG qui doit se tenir le 27 et le 28 août. C'est l'époque où il rencontre, après Sneevliet et Walcher, et des dirigeants de l'OSP de l'ILP. Il distingue en effet ceux qui sont susceptibles d'évoluer, et ceux qui ne seront jamais des alliés, comme le DNA. (Ce dernier fait d'ailleurs l'objet d'une intense discussion, car Trotsky considère comme un critère décisif l'attitude des autres groupes à son égard : « L'attitude

vis-à-vis du DNA est une pierre de touche » (octobre 1933, tome 2, p. 274.) Dans ses discussions avec Walcher et Sneevliet, il élabore un projet commun pour la nouvelle Internationale. Il leur communique également le projet de déclaration de l'OGI, qu'il amende même sur certains points à la suite de remarques de Walcher.

Dans une lettre au secrétariat international, Trotsky va exposer les raisons de ce projet commun à soumettre à la conférence de l'IAG.

« La composition de la conférence de Paris telle qu'elle est projetée repose incontestablement sur une confusion entre deux tâches distinctes : celle de la construction d'une nouvelle Internationale et celle de l'organisation d'un front unique. Continuer sur cette voie en se fermant les yeux n'aurait comme résultat que de dissoudre les partis prolétariens révolutionnaires en un conglomérat informe d'organisations ne sachant pas clairement ce qu'elles veulent. Un tel cours serait aussi désastreux pour la nouvelle Internationale que pour les tâches du front unique.

Il est tout à fait évident que le Parti ouvrier norvégien ne peut en aucun cas accepter notre déclaration, laquelle contredit entièrement sa politique. Mais cela ne veut pas dire que nous devons rejeter toute coopération avec le DNA. C'est simplement que nos relations avec lui doivent reposer non sur le programme de la nouvelle Internationale, mais sur les méthodes générales du front unique. (...).

Il faut donc commencer par une déclaration des quatre — voire trois — organisations qui sont déjà très proches les unes des autres. Ce serait une erreur que d'essayer au départ d'aboutir à un accord sur le texte de la déclaration avec des organisations comme l'ILP britannique. Cette méthode ne conduirait qu'à d'innombrables réunions, corrections, négociations, oscillations — et l'initiative des organisations les plus avancées se perdrait dans la confusion générale. La règle essentielle de la stratégie et de la tactique pour surmonter l'indécision des autres organisations est que notre propre organisations puisse manifester son esprit de décision. Si l'ILP ou le parti de Kilbom sont d'accord avec une grande partie de notre déclaration, mais pas toute, ils peuvent la soutenir en exprimant réserves ou additifs au-dessus de leur signature. En ce cas, tout ouvrier avancé aura une image claire des rapports politiques entre nous. Nous ne pouvons rien demander de plus. La diplomatie et le jeu de cache-cache nous sont étrangers. La nouvelle Internationale ne peut être construite que si l'on dit hon-

nêtement ce qui existe réellement. » (Tome 2, p. 126 et suivantes.)

Tel est le sens que Trotsky donne à la « *déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale.* » (A lire dans le tome 2, pages 130 et suivantes.) signée par le SAP, l'OSP, le RSP et l'OGI. Lors de cette conférence, sur la proposition de Walcher, la déclaration est soumise au vote ; mais, pour des raisons prétendument « techniques » (traduction), l'ILP s'y oppose et Walcher cède. En réalité, la majorité des groupes sont hostiles à la déclaration : l'ILP ne veut pas se fermer l'issue éventuelle de l'IC et le DNA celle, plus que probable, de la II^e Internationale. Cette orientation se traduit dans la résolution générale, au sujet de laquelle les quatre se divisent : le SAP et l'OSP votent pour la résolution générale, l'OGI et le RSP contre.

La discussion dans l'Opposition de gauche

Mais pour Trotsky, si les hésitations de ses alliés sont certes des symptômes inquiétants, l'essentiel demeure : la « déclaration des quatre » est un acquis, il faut le consolider en avançant vers la fusion du SAP et de l'IKP (Opposition de gauche allemande) d'une part, et celle de l'OSP et du RSP d'autre part, en poursuivant la discussion programmatique et si possible en éditant une revue théorique de discussion.

Le plénum de l'OGI adoptera une résolution sur la conférence de Paris qui indique :

« L'unique résultat tangible — mais en revanche extrêmement important — de la conférence est la déclaration signée par quatre organisations, l'Opposition de gauche, le SAP, et les deux partis néerlandais, l'OSP et le RSP : elle constitue le premier pas délibéré dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale sur la base des principes de Marx et de Lénine.

Le plénum a pleinement conscience que les quatre organisations énumérées ci-dessus, dont les origines politiques sont différentes, ne peuvent atteindre en quelques jours une unité totale sur les principes fondamentaux, les méthodes tactiques et d'organisation. En tout cas, le résultat obtenu permet de penser que le travail ultérieur de ces organisations sur le manifeste programmatique et les documents sur la tactique donnera la possibilité, non seulement d'arriver à la nécessaire unité de conceptions, mais encore d'attirer sous le drapeau de la nouvelle Internationale nombre

d'autres organisations et fractions révolutionnaires.

En ce qui concerne les décisions prises par la majorité hétérogène de la conférence, et qui sont marquées du sceau de cette hétérogénéité, le plénum des bolcheviks-léninistes n'estime pas possible d'en assumer la responsabilité politique. (...) Le plénum appelle toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale à prendre clairement conscience de l'importance historique du pas qui vient d'être accompli.

Notre tâche immédiate est maintenant de donner à la "déclaration des quatre" la diffusion la plus large possible dans les rangs communistes, socialistes, dans les syndicats et surtout dans la jeunesse. Dans nos journaux, nos tracts, nos affiches, nos discours et nos discussions, il nous faut populariser et expliquer le sens de la déclaration. Il faut, sans ménager nos efforts, soulever l'avant-garde prolétarienne pour la création de la nouvelle Internationale. » (Tome 2.)

Cependant, dans le Bulletin de l'OGI de septembre 1933, Trotsky répond aux inquiétudes, voire à l'opposition, de militants qui désapprouvaient la conclusion d'un bloc avec des organisations jugées opportunistes, et faisaient objecter que le SAP et l'OSP avaient voté la résolution finale de la conférence de Paris.

« En dépit de dix ans de persécution et de calomnie contre l'Opposition de gauche, en dépit du fait que cette calomnie a laissé des traces, même dans la conscience des adversaires du stalinisme, y compris chez les ouvriers social-démocrates, en dépit de tout cela, trois organisations, qui dirigent quelques dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont trouvé d'autre voie que de s'unir à nous sur un texte commun qui présuppose une lutte longue et acharnée. Une large brèche a ainsi été ouverte dans le mur qui enserme l'Opposition de gauche (...).

Nous considérons également le vote des délégués de l'OSP et du SAP en faveur de la résolution de la majorité comme une erreur politique grave, susceptible seulement de semer confusion et illusions. Mais il serait complètement faux de renoncer, à partir de là, à la tentative honnête de collaborer avec ces deux alliés. Leur participation à un bloc avec nous est une indication sur l'avenir, leur participation au comité un reflet du passé.

L'intransigeance révolutionnaire ne consiste pas à exiger la reconnaissance a priori de notre "direction" ou à présenter en toute occasion des ultimatums et des menaces de rupture, le retrait de signatures, etc.

Nous laissons ce genre de méthode aux bureaucrates staliniens, d'une part, à quelques alliés impatients de l'autre. Nous avons pleinement conscience qu'il apparaîtra encore plus d'une fois des divergences entre nous et nos alliés. Mais nous espérons — mieux, nous sommes convaincus — que la marche des événements révélera dans les faits qu'il est impossible de participer en même temps au bloc principal des quatre et au bloc sans principe de la majorité. Sans avoir recours à des "ultimatums" inopportuns, nous conservons cependant le droit entier, non seulement d'apparaître sous notre drapeau, mais aussi de donner ouvertement notre opinion à nos alliés sur ce que nous considérons comme des erreurs de leur part. Nous attendons d'eux la même franchise. C'est cela seulement qui peut renforcer notre alliance. » (Tome 2.)

Trotsky doit donc vaincre les réticences et les oppositions dans les rangs de l'OGI. Celle-ci avait finalement accepté le tournant vers une nouvelle Internationale, mais entre l'accord de principe et l'application pratique il y avait un pas : il fallait le franchir.

Beaucoup de groupes sont en effet habitués à être des opposants des PC, et restent très propagandistes. Ainsi, la majorité de la section britannique proteste contre la proposition d'entrée dans l'ILP. Or, pour Trotsky, cette opposition compromet un aspect essentiel du développement du bloc des quatre : la bataille pour y gagner l'ILP. Il argumente sur cette question (tome 2, pp. 140-145, pp. 269-270...), multiplie les initiatives, écrit un article dans *The Militant* destiné à convaincre les militants de l'ILP (tome 3, pp. 154-160), et polémique avec les bolcheviks-léninistes britanniques :

« Mais il y a des circonstances uniques, exceptionnelles, que nous devons apprendre à utiliser par des moyens exceptionnels. Aujourd'hui, les ouvriers révolutionnaires de l'ILP tiennent encore à leur parti. La perspective de rejoindre un groupe d'une quarantaine, dont ils connaissent mal les principes, ne peut en rien les attirer. Si, au cours de l'année prochaine, ils sont de plus en plus déçus par l'ILP, ils n'iront pas à nous, mais aux staliniens, qui leur casseront le cou.

Si vous entrez dans l'ILP pour travailler à la transformation bolchevique de celui-ci, (c'est-à-dire celle de son noyau révolutionnaire), les ouvriers vous considéreront comme des camarades, et non comme des adversaires qui tentent de scissionner le parti de l'extérieur.

S'il s'agissait d'un parti constitué, homogène, avec un appareil stable, l'entrée

aurait été non seulement inutile, mais fatale. Mais l'ILP est tout à fait différent aujourd'hui. Son appareil n'est pas homogène, et permet par conséquent une grande liberté à différents courants. La base révolutionnaire de ce parti cherche passionnément des solutions. En restant en tant que groupe indépendant, vous ne représentez aux yeux des ouvriers qu'un petit groupe concurrent du stalinisme. A l'intérieur du parti, vous pouvez bien plus facilement tenir les ouvriers à l'écart du stalinisme. » (Tome 2, p. 271.)

Cependant, en France, se forme l'opposition d'une fraction de vieux communistes qui bénéficient de l'appui de poids du Grec Vitte, membre du secrétariat international et dirigeant de la section grecque, la plus grosse section de l'OGI.

Sous le titre « *Un pas en avant ou un pas à droite* » (tome 2, p. 193), Trotsky répond à leurs critiques contre la « déclaration des quatre » :

« En ce qui concerne le SAP, tout le monde sait que depuis longtemps ses militants de base aspirent non seulement à un rapprochement, mais à une fusion totale avec nous, alors que ses dirigeants ont esquivé le problème jusqu'à très récemment, et ont freiné le mouvement, de peur de se couper d'éventuels alliés sur leur droite. Dans ce cas, pourquoi ses dirigeants ont-ils été obligés de signer avec nous un document très important ? La réponse est claire : la poussée de la base à gauche, c'est-à-dire vers nous, est devenue si forte que les dirigeants ont été obligés de se tourner vers nous. Quiconque sait interpréter correctement les faits et les indications politiques dira qu'il s'agit d'une grande victoire. Et cette conclusion conserve toute sa valeur, indépendamment de l'habileté et de l'adresse avec laquelle les pourparlers ont pu être menés. Car ce ne sont pas les pourparlers qui ont tranché, mais tout le travail antérieur de l'Opposition de gauche.

(...) La conférence de Paris n'a pas été convoquée par nous. Nous ne portons pas la moindre responsabilité pour sa composition et son ordre du jour. Nous y sommes allés pour exposer notre point de vue. Peut-être notre déclaration contient-elle des concessions à la social-démocratie ? Alors qu'on le dise ! La déclaration signée par quatre organisations ne contient pas, c'est évident, notre programme. Mais elle trace nettement la voie de la IV^e Internationale sur la base d'une lutte implacable contre la social-démocratie, d'une rupture complète avec le centrisme bureaucratique, et d'une condamnation résolue de toute tentative dans l'esprit de l'Internationale 2 1/2 (3). Où y a-t-il concession à la social-démocratie ? »

Et Trotsky, dans ce même article, établit la continuité avec la méthode de Lénine :

« Les mêmes critiques ajoutent encore l'argument suivant : "On ne peut construire la nouvelle Internationale qu'en s'appuyant sur la montée du mouvement révolutionnaire ; actuellement, dans l'atmosphère de la défaite, toute tentative en ce sens est vouée d'avance à l'échec. »

(...) Le prolétariat a besoin d'une Internationale, en tous temps et dans toutes les conditions. S'il n'y a pas aujourd'hui d'Internationale, il faut le dire ouvertement et se mettre tout de suite à la préparation d'une nouvelle Internationale. Le délai dans lequel nous serons capables de la mettre sur pied dépend bien entendu de tout le cours de la lutte des classes, du déclin ou de la montée du mouvement ouvrier, etc. Mais, même dans la période du pire déclin, il faut préparer la montée future en donnant à nos propres cadres une orientation correcte. (...)

Prenons à titre de comparaison les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Elles sont entrées dans l'histoire comme des étapes indispensables de la transition entre la II^e et la III^e Internationale. Que représentaient-elles dans les faits ? Elles réunissaient, par nécessité, des "sommets". Du point de vue du nombre des ouvriers directement représentés, elles étaient au-dessous de la conférence de Paris. La majorité de Zimmerwald et de Kienthal comprenait des éléments centristes de droite (...).

Lénine jugea possible de signer le manifeste de l'ensemble de la conférence en dépit de son imprécision.

En ce qui concerne la "gauche" de Zimmerwald, elle était extrêmement faible. Après l'écrasement de la fraction bolchevique à la Douma et des organisations locales, le Parti bolchevique n'était pas plus fort pendant la guerre que l'Opposition de gauche actuellement. Les autres groupes de gauche étaient plus faibles encore que nos alliés d'aujourd'hui. La situation générale du mouvement ouvrier dans les conditions de la guerre paraissait désespérée. Néanmoins, les bolcheviks, ainsi que le groupe Nache Slovo, s'engagèrent dans la voie de la III^e Internationale dès le début même de la guerre. Sans cette orientation, la révolution d'Octobre aurait été impossible. » (Tome 2, pp. 193-199.)

(3) Par Internationale 2 1/2, Trotsky faisait référence à une caractérisation faite par les communistes des organisations qui avaient quitté la II^e Internationale sans pour autant rejoindre la III^e Internationale lors de sa constitution. C'est là une forme polémique pour désigner les groupes centristes.

Certes, pour les besoins de la polémique, Trotsky brosse l'analyse à grands traits ; en réalité, même s'il était numériquement faible à cette époque, le Parti bolchevique s'était formé dans le cadre de la II^e Internationale et en représentait les meilleurs éléments.

Dès la fin septembre, Trotsky considère être allé au bord des concessions avec ces « sectaires », et dans une lettre au secrétaire international il écrit :

« La conduite du camarade Vitte est absolument incompatible avec les principes bolcheviques d'organisation. »

A la réunion du plénum, le camarade Vitte a dit tout simplement : "La section grecque vous quittera, la section grecque, c'est moi." Ces seules paroles caractérisent suffisamment les méthodes politiques et organisationnelles de Vitte et le régime établi par lui dans la section grecque. Pourtant, Vitte surestime manifestement ses possibilités et ses forces, ignorant objectivement l'état des choses. Si même il pouvait réussir sur la base du principe : "La section grecque, c'est moi", principe bonapartiste et non marxiste, à arracher passagèrement la section grecque, cet acte ne pourrait pas ne pas amener à une fermentation profonde à l'intérieur de la section. Les ouvriers voudraient savoir pourquoi et comment on les a détachés de l'Opposition internationale, qui, jusqu'à maintenant, leur avait donné les idées fondamentales et les directives politiques. » (Tome 2, p. 238.)

A la rupture de l'organisation grecque, dirigée par Vitte, avec l'OGI, répondra une scission dans ses propres rangs et la naissance d'une nouvelle organisation de l'OGI en Grèce. En Grande-Bretagne, alors que la majorité de la section se refuse à entrer dans l'ILP, une minorité le fait, mais avec un retard que lui reproche Trotsky. Dans le même temps, le RSP adhère à la LCI, et une commission se met en place pour organiser la fusion du RSP et de l'OSP, et celle du SAP et de l'IKD. Mais ces fusions sont retardées, puis reportées, du fait de la détérioration des relations entre le SAP et la LCI. (Cf dans le tome 2, pp. 96-97, la discussion Walcher-Trotsky sur le DNA : « *Il n'y a pas à conquérir le DNA, qui est consciemment orienté vers le centre droit et mène une politique qui ne se distingue pas de celle des partis sociaux-démocrates.* »)

En effet, au sein du SAP, des résistances à Walcher et à sa politique en direction de Trotsky se développent ; elles sont animées par des groupes de militants émigrés en Norvège, où le jeune Willy Brandt com-

mence à jouer un rôle important et a des liens avec le DNA. Au cours des derniers mois de 1933, les désaccords s'accroissent : Walcher exige la participation de la KPO de Brandler à la revue commune (tome 2, pp. 98-99, et tome 3, pp. 31-32), formule une appréciation divergente sur l'orientation à défendre publiquement à l'égard du DNA (tome 2, pp. 274-278), exige la participation du bloc des quatre au « bureau de Londres » de l'IAG — que la LCI dénonce, tandis que le SAP et l'OSP en sont membres.

C'est ainsi que, lors de la « pré-conférence des quatre » (30 décembre 1933), est dressé un constat des désaccords (cf tome 3, pp. 132 et suivantes) sur le DNA, le « bureau de Londres »... Par ailleurs, le 5 janvier 1934, quelques jours plus tard, Trotsky écrit un article destiné aux militants de l'ILP : « *Pour la IV^e Internationale* » (tome 3, p. 154), réquisitoire contre l'opportunisme de leurs dirigeants.

Car, comme Trotsky l'écrit, s'il ne s'agit pas de « proclamer » de façon bureaucratique la nouvelle Internationale, il faut lutter inlassablement pour sa préparation et sa construction. « Ne pas se presser » revient en pratique à perdre du temps. « *Peut-être n'y aura-t-il pas besoin de la nouvelle Internationale, peut-être se produira-t-il un miracle... Cette politique, qui paraît très réaliste à beaucoup, constitue le pire des sectarismes.* » (Tome 3, p. 159.)

Trotsky renvoie à ses auteurs l'accusation de « sectarisme » lancée contre la LCI par le SAP. En effet, la méthode « de préparation et de construction de la IV^e Internationale » ne signifie en aucun cas un abaissement des principes des bolcheviks-léninistes, que cherchent pourtant à obtenir ceux qui font pression sur la LCI pour qu'elle entre dans le « bureau de Londres » et disparaisse en tant que telle. Le « sectarisme » de la LCI se manifesterait alors dans son refus de s'auto-dissoudre. Au contraire l'attitude des véritables sectaires dans les rangs mêmes de la LCI n'était rien d'autre qu'un refus de s'engager eux aussi dans la voie de l'Internationale ; par-là, ils rejoignaient les centristes.

Le centrisme et la IV^e Internationale

Ces développements, évolutions, reculs, de la part du SAP et d'autres organisations, sont à mettre en relation avec toute la situa-

tion internationale qui se caractérise par une remontée du mouvement des masses, particulièrement en France et en Espagne. Dans cette circonstance, les appareils de la II^e et de la III^e Internationale ne restent pas inactifs, et contre l'aspiration des masses à l'unité vont dresser le barrage du front populaire. La question de l'indépendance de classe du prolétariat et des groupes révolutionnaires va donc être au centre de la nouvelle étape du combat pour la nouvelle Internationale. Car le poids de cette situation va se faire sentir non seulement sur les organisations « de gauche », mais aussi dans les rangs des partisans de Trotsky.

Trotsky décide alors de déclencher une polémique contre le « centrisme », dont il espère pouvoir gagner encore les meilleurs éléments sous le fouet de la critique. C'est là le sens de son important article, « *Le SAP, la LCI et la IV^e Internationale* » (à lire : tome 3, pp. 176 et suivantes), dans lequel il distingue ce qui sépare le « bolchevisme » du « centrisme », et montre que les oscillations sur la IV^e Internationale ont un contenu politique dans la lutte des classes.

Certes, écrit-il :

« Il ne faut pas oublier qu'il existe des ouvriers de différents niveaux ; alors qu'il est nécessaire de s'adapter aux plus arriérés d'entre eux par les méthodes d'exposition, il est inadmissible d'adapter à eux ses propres positions politiques. C'est ainsi par exemple qu'il ne doit pas y avoir aujourd'hui une seule réunion politique de masse dans laquelle les marxistes révolutionnaires ne soient pas obligés d'avancer, sous une forme ou une autre, l'idée de la IV^e Internationale. »

Et dans cet article écrit dès janvier 1934 il met le doigt sur ce qui deviendra plus tard une question décisive :

« Si les dirigeants du SAP avaient étudié ces documents, évalué et discuté la tragique expérience du comité anglo-russe, qui eut quelque signification historique, ils ne feraient pas aujourd'hui de l'expérience de leur propre "comité anglo-norvégien" une pâle copie du pathétique original. Il ne faudrait guère d'efforts pour démontrer que tous les arguments avancés pour la défense du bloc sans principes et sans espoir avec Tranmael (4) ne font que répéter, presque mot pour mot, ceux de Staline. »

Et il conclut sur le lien entre la question de l'Internationale et le refus de se déterminer clairement sur l'indépendance de classe :

« Il est vrai qu'au cours de la dernière période les dirigeants du SAP ont manifesté

des dispositions toujours plus amicales à leur droite, vis-à-vis des centristes et des réformistes, et une hostilité grandissante vis-à-vis de nous. Si cette évolution devait se poursuivre, cela signifierait bien sûr la rupture entre le SAP et nous, et, de ce fait, l'effondrement inévitable du SAP lui-même, puisque, comme nous l'avons indiqué plus haut, seule une organisation ayant principes, expérience et une direction internationale peut être capable de résister aux tendances de notre époque à la décomposition. »

Mais il ajoute, ce qu'il est fondamental de souligner pour la suite du combat de construction de la IV^e Internationale :

« Ce serait une prétention inadmissible, pour ne pas parler d'aventurisme, que de proclamer que la nouvelle Internationale a déjà été établie. Bien sûr, nous n'exigeons pas cela. Nous construisons seulement les fondations et préparons la charpente. Mais, sur cette charpente, en ce moment même, nous déployons le drapeau de la IV^e Internationale afin que tous sachent quel type de construction nous sommes en train de bâtir. Que l'un de ceux qui participent à cette construction arrive demain à la conclusion que ce travail est au-dessus de ses forces ou pas à son goût, nous en serons désolés, mais nous continuerons à dresser les murs. Dans l'intérêt du travail commun, nous sommes prêts à faire des concessions raisonnables sur toutes les questions pratiques, mais nous ne faisons pas dépendre le destin de la IV^e Internationale de la bonne volonté de tel ou tel de nos alliés. »

Car la tendance à la conciliation se manifeste de plus en plus ouvertement, notamment lorsque les délégués « BL » à la conférence internationale de la jeunesse adoptent le mot d'ordre « *pour une nouvelle Internationale* ». Trotsky caractérise cette formulation comme le résultat d'une adaptation au centrisme, qui refuse de formuler le mot d'ordre de la IV^e Internationale. En effet, fait-il remarquer, « *une Internationale 2 1/2 serait aussi une nouvelle Internationale* ».

« C'est précisément maintenant, au moment où le réformisme est obligé de se renier, de se transformer ou de se teindre en centrisme, que quelques groupes du centrisme de gauche, au contraire, s'arrêtent dans leur développement ou font marche arrière. Il leur semble que les réformistes ont déjà presque tout compris, qu'il faut seulement ne pas abuser de revendications

(4) Tranmael, dirigeant de la DNA, qui préparait le retour de ce parti à la II^e Internationale.

exorbitantes, de critique et de phraséologie extrémiste, susceptibles de les effrayer, et qu'alors, d'un seul coup, on créera un parti "révolutionnaire" de masse (...).

Les bolcheviks-léninistes de tous les pays doivent comprendre clairement les particularités de cette étape nouvelle dans la lutte pour la IV^e Internationale. Les événements d'Autriche et de France ont donné un puissant élan au réalinement des forces du prolétariat dans une direction révolutionnaire. Mais, précisément, le fait que, partout, le réformisme ouvert soit supplanté par le centrisme donne à ce dernier une puissante force d'attraction vis-à-vis des groupes centristes de gauche qui, hier encore, étaient sur le point de s'unir aux bolcheviks-léninistes. Ce processus dialectique peut donner en surface l'impression que l'aile marxiste est de nouveau "isolée" des masses. Profonde erreur ! Les oscillations du centrisme à droite et à gauche procèdent de sa nature même. Il se produira sur notre route, par dizaines et par centaines, encore de semblables épisodes. Ce serait la plus misérable pusillanimité que d'avoir peur d'avancer précisément parce que la route est jonchée d'obstacles ou parce que tous nos compagnons de route n'iront pas jusqu'au bout.

Que les nouvelles oscillations opportunistes de nos alliés centristes se révèlent conjoncturelles ou définitives (en réalité elles seront des deux types), les conditions générales de la formation de la IV^e Internationale sur la base du bolchevisme authentique sont de plus en plus favorables. » (Tome 3, p. 239, « Centrisme et IV^e Internationale », 22 février 1934.)

Trotsky va multiplier les lettres, les textes, les articles — qui sont assez connus — sur cette question. Il serait fastidieux de les citer ici, même s'ils constituent un jalon déterminant du combat pour la IV^e Internationale (Cf. tomes 3, 4, 5, 6, 7, et tome 3, pp. 288-292). Mais l'essentiel, notamment dans le texte cité plus haut, au-delà de la délimitation vis-à-vis du centrisme, c'est que Trotsky analyse la relation entre le développement de la lutte des classes, la « mutation » du réformisme, et l'arrêt du mouvement vers la gauche de groupes comme le SAP et l'OSP, qui subissent la pression des Internationales existantes et de leur politique. Partant de là, il esquisse une orientation qui débouchera bientôt sur le « tournant français » (l'entrée dans le PS), ainsi fondé sur une analyse internationale de la situation et des tâches de la IV^e Internationale.

Le « tournant français »

Quelques jours plus tard, analysant les journées de février 1934, Trotsky écrit l'article « C'est au tour de la France - Pour la IV^e Internationale ».

Il est clair pour lui que le développement de la lutte des classes en France, avec sa signification internationale, est un élément totalement intégré au combat pour l'Internationale, comme l'indique le titre de l'article.

Poursuivant l'analyse de la recomposition du mouvement ouvrier, il écrit le 23 mars 1934, « Encore une fois sur le centrisme » (tome 3, p. 288), car de nouvelles occasions s'ouvrent en France, notamment dans la SFIO, après la crise et le départ des néo-socialistes :

« Il est faux de considérer les néo-socialistes comme un parti ouvrier. La scission n'a pas affaibli le vieux parti socialiste français, elle l'a renforcé, puisque, après cette épuration, il jouit d'une plus grande confiance de la part des ouvriers. Mais il lui faut s'adapter à cette confiance, et la forme de cette adaptation, c'est ce qu'on appelle le centrisme. » (Tome 3, p. 290.)

Des dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine ont pris contact avec les bolcheviks-léninistes, et leur organisation se prononce pour une nouvelle Internationale. En Espagne aussi. C'est que le développement de la lutte des classes, d'une part, et la dégénérescence bureaucratique des PC, d'autre part, conduisent de nombreux travailleurs, des jeunes en particulier, à rejoindre les organisations de la social-démocratie.

Trotsky appelle au « tournant en France » à l'« entrée » dans la SFIO. Le tome 4 des *Œuvres* est pratiquement essentiellement consacré à cette question (pp. 105, 111, 113, 125, 138, 151, 157, 160, 172, etc.). Nous n'y reviendrons pas ici en détail.

Souignons cependant que, dans « La Ligue devant un tournant décisif » (juin 1934), Trotsky indique ce qui fonde du point de vue de la construction du parti la tactique « entrisme » :

« Récemment encore, les leçons des événements, l'analyse marxiste, la critique des bolcheviks-léninistes, militaient en faveur de la politique du front unique. Maintenant, il s'y est ajouté en France un puissant facteur : la pression active des masses elles-mêmes. Ce facteur est aujourd'hui décisif.

Il s'exprime directement à travers les manifestations militantes de rue, et indirectement à travers le tournant politique des deux appareils. C'est là un énorme pas en avant. Mais c'est précisément parce qu'il est énorme qu'il modifie de fond en comble la situation politique.

(...) La tâche des bolcheviks-léninistes ne consiste pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique de masse.

(...) Le caractère irréconciliable de l'attachement aux principes n'a rien à voir avec la pétrification sectaire, qui passe sans y accorder d'attention sur les modifications de la situation et de l'état d'esprit des masses. Partant de la thèse selon laquelle le parti prolétarien doit, à tout prix, être indépendant, nos camarades anglais en ont conclu qu'il serait inadmissible d'entrer dans l'ILP. Hélas ! ils oubliaient seulement qu'ils sont bien loin d'être un parti, mais qu'ils n'étaient qu'un cercle propagandiste, qu'un parti ne tombe pas du ciel, que le cercle propagandiste doit traverser une période embryonnaire avant de devenir un parti.

(...) Naturellement, la Ligue ne peut pas entrer dans le parti socialiste autrement qu'en tant que fraction bolchevik-léniniste. Elle maintiendra La Vérité, qui se transformera en organe de fraction.

Avec ce « tournant », il s'agit pour Trotsky de faire en sorte que les partisans les plus résolus de la IV^e internationale (la LCI) — comme ils l'ont fait avec les groupes tels que le SAP — œuvrent à regrouper sous le drapeau de la IV^e Internationale les forces qui se dégagent dans la situation nouvelle.

La lutte au sein de la LCI

Cette orientation ne va pas sans rencontrer de résistances. Et, pour les vaincre, Trotsky établit en juillet 1934, dans « *Les tâches de la LCI* », la continuité de sa méthode et le lien entre l'« entrisme » et la lutte pour la IV^e Internationale.

« Le bloc des quatre en tant que tel a été un pas indispensable sur la route vers la IV^e Internationale, un pas qu'il faudra répéter et qui sera répété à un niveau supérieur. Néanmoins, il ne faudrait pas fermer les yeux sur le fait qu'après la mort du bloc des quatre la LCI est en ce moment la seule organisation qui pose ouvertement et de façon conséquente la question de la nouvelle Internationale, de l'Internationale

communiste, la IV^e. Ce fait impose à notre organisation des tâches nouvelles et importantes, et lui confère une signification accrue ainsi qu'à son développement.

(...) 8 - Tout travail fructueux de notre part doit reposer sur une rupture totale avec nos méthodes de travail passées, celles de la fraction. Le travail idéologique de la fraction était pour l'essentiel de nature critique. Le travail idéologique du noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit être centré autour d'un travail positif, constructif, donnant la direction, et qui ne dévie jamais le moins du monde du concret. Notre activité antérieure était consciemment limitée à la propagande, puisque la fraction se soumettait consciemment dans l'action à la discipline du parti. Dans notre travail maintenant, le noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit au contraire s'efforcer de dépasser les bornes de la propagande à toute occasion, et prouver le sérieux et la valeur de notre détermination révolutionnaire à travers l'action indépendante ou la participation à l'action. »

Tel est l'enjeu de la discussion : à travers l'orientation de la section française se joue le sort de la LCI tout entière, et donc de la IV^e Internationale :

« L'entrée proposée de la Ligue française dans la SFIO, avec pour objectif d'étendre notre influence, conduirait (selon certains) non seulement à une liquidation de fait de notre influence et à une capitulation de fait en France, mais aussi à discréditer et désorienter la LCI tout entière au moment même où elle est en train de se développer et a devant elle les perspectives et les tâches les plus importantes. Il faut absolument étudier sérieusement cette question, qui est une question de vie ou de mort pour la LCI tout entière, et rejeter immédiatement et vigoureusement cette idée, afin que la LCI ne perde pas une seconde pour utiliser les nouvelles et immenses possibilités plutôt que de se disloquer. »

L'Allemand Bauer s'indigne : « *Pourquoi, si l'on rompt avec le SAP parce qu'il refuse de dénoncer le DNA, entrer dans la SFIO ?* » (Cf. tome 4, pp. 172-180.) Naville, lui aussi, s'oppose à l'entrisme au nom des « principes ». Trotsky établit immédiatement le lien politique entre l'adaptation de Naville à la SFIO au lendemain du 6 février 1934 et son refus de combattre en « entrant » dans le parti socialiste. Il écrit : « *Le camarade Naville, de plus en plus convaincu de la faillite de l'adaptation du dehors, cherche à tout prix à empêcher le travail révolutionnaire du dedans.* » Son « intransigeance » masque

en fait la recherche de la conciliation avec le « centrisme » et sa résistance à avancer pratiquement dans la voie de la construction de la IV^e Internationale (on sait que Bauer l'« intransigent » rejoindra le SAP et rompra avec la IV^e Internationale).

C'est ainsi que, sous l'effet d'une orientation « vers les masses » et « pour la IV^e Internationale », se développe une crise dans la section française, tandis que cette même orientation commence par ailleurs à porter ses fruits : en effet, sous l'effet de la lutte des classes et du combat de la LCI, se produisent des différenciations dans l'organisation néerlandaise OSP, qui, allégée de son aile droite, reprend contact avec le RSP ; simultanément, on va vers une fusion aux Etats-Unis. Le moment approche pour Trotsky où, après la constitution de deux partis unifiés (Pays-Bas et Etats-Unis) — partis n'adhérant pas à la LCI mais dont une partie des cadres sont liés par une discipline internationale de fraction —, une nouvelle initiative internationale émanant d'eux relancera le combat pour la IV^e Internationale et constituera le cadre que n'ont pu réaliser les « quatre ».

Le manifeste pour la IV^e Internationale

Pour Trotsky, la défection du SAP (avec la clarification qui en découle sur le centrisme) peut être compensée par la constitution de deux partis unifiés — le RSAP des Pays-Bas et le Workers Party des Etats-Unis. Partant de là, il rédige le projet de « Manifeste pour la IV^e Internationale » qui sera amendé, adopté et signé par le RSAP et le WP, ainsi que par la LCI, le GBL de France et le WP du Canada. Ce texte est plus connu sous le nom de « Lettre ouverte », puisqu'il est sous-titré : « Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens » (à lire : tome 5, pp. 346-359). Il se conclut, après les cinq signatures, par :

« Nous joignons en annexe la « déclaration des quatre » sur les principes fondamentaux de la IV^e Internationale. Pas une ligne de cette déclaration n'a vieilli. La présente lettre n'est qu'une reformulation de la « déclaration des quatre » à la lumière des dix-huit mois écoulés.

Nous appelons tous les partis, les organisations, les fractions, dans les vieux partis comme dans les syndicats, toutes les associations et groupes ouvriers révolutionnaires qui sont d'accord avec nous sur les prin-

cipes fondamentaux et sur la grande tâche que nous avons énoncée — la préparation et la construction de la IV^e Internationale —, à nous adresser leurs signatures pour cette « Lettre ouverte », leurs propositions et critiques. Des camarades isolés qui, jusqu'à présent, n'ont pas été liés à notre travail pourront, s'ils désirent sérieusement rejoindre nos rangs communs, entrer en contact avec nous.

Les organisations qui ont pris cette initiative et sont les signataires de la « Lettre ouverte » ont décidé de créer un Comité provisoire de contact entre partis et groupes qui sont sur la position de la IV^e Internationale. Le comité provisoire a reçu mission de publier un bulletin d'information.

A l'avenir, le comité devra assurer l'élaboration régulière et collective des documents programmatiques ou tactiques fondamentaux de la IV^e Internationale.

La question de la préparation d'une conférence internationale sera tranchée en fonction des réponses et du cours général du travail préparatoire. » (Tome 5, p. 359.)

Vers la IV^e Internationale

Ainsi que l'indique la conclusion de la « Lettre ouverte », il s'agit pour Trotsky d'avancer avec la même méthode que pour le « bloc des quatre ». Mais il faut maintenant faire un pas en avant, progresser sur la voie de l'organisation d'un cadre commun, en relation avec les développements de la situation et les tâches des révolutionnaires. Notons à ce sujet que pas une fois dans ce texte ne figure le terme de « fondation » ou de « création » de la IV^e Internationale : celle-ci existe virtuellement, elle est affirmée par le Manifeste ; il ne reste qu'à la consolider en la dotant d'un cadre.

Et c'est précisément sur cette question que vont se manifester les hésitations et les reculs. Trotsky va reprocher au secrétariat international d'avoir proposé au SAP d'être cosignataire : « Le Manifeste est publié par des organisations qui acceptent de façon réellement active la IV^e Internationale. Le SAP n'appartient pas à cette catégorie. » (Tome 6, p. 41.) Nulle trace de « sectarisme » dans ces propos, puisqu'il ajoute que le SAP « aura la possibilité de donner son opinion quand le Manifeste aura été publié ».

Il considère alors que l'affirmation de la IV^e Internationale par les cinq constitue une base pour attirer de nouveaux regroupements ; mais cela implique la clarté.

Dans le fameux article écrit en réponse à Pivert (« *Étiquettes et numéros* »), il déclare (tome 6, p. 103) :

« En politique, le "nom", c'est le "drapeau". Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore.

Pivert proclame le droit de tout socialiste d'espérer en une Internationale meilleure — avec ou sans changement de "numéro". Cette ironie un peu déplacée sur le "numéro" représente une erreur politique de même type que l'ironie sur l'"étiquette". Politiquement, la question se pose ainsi : le prolétariat mondial peut-il arriver à lutter avec succès contre la guerre, le fascisme, le capitalisme, sous la direction des réformistes ou des stalinien, c'est-à-dire de la diplomatie soviétique ? Nous répondons : il ne le peut pas. La II^e et la III^e Internationale ont épuisé leur contenu et sont devenues des obstacles sur la voie révolutionnaire. Les "réformer" est impossible, car toute leur direction est radicalement hostile aux tâches et aux méthodes de la révolution prolétarienne. Celui qui n'a pas compris jusqu'au bout l'effondrement des deux Internationales, celui-là ne peut pas lever le drapeau de la nouvelle Internationale. "Avec ou sans changement de numéro" ? Cette phrase est dénuée de sens. Ce n'est pas par hasard que les trois anciennes Internationales se sont trouvées numérotées. Chaque numéro correspond à une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action. »

Cette précision faite, Trotsky indique à Pivert comment la IV^e Internationale entend se construire :

« Pivert se trompe quand il pense que le bolchevisme est incompatible avec l'existence des fractions. Le principe de l'organisation bolchevique est le "centralisme démocratique", assuré par une complète liberté de critique et de groupement comme par une discipline de fer dans l'action. L'histoire du Parti bolchevique est en même temps l'histoire de la lutte interne des idées, des groupes et des fractions.

La IV^e Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs le "monolithisme" mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la "démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne". Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. »

Il ne s'agit pas là de mots creux, puisque, s'adressant à Vereeken, qui avait rompu avec les bolcheviks-léninistes (Trotsky le considérait comme un « sectaire » étranger aux bolcheviks-léninistes), mais avait envoyé à Trotsky la signature de son groupe dès la publication de la « Lettre ouverte », il écrivait :

« Vous avez jugé les divergences concernant l'"entrée" comme suffisamment importantes pour vous séparer de notre tendance (les bolcheviks-léninistes). Vous condamnez notre régime interne. En même temps, vous appelez en faveur de la IV^e Internationale. Telle est la situation réelle. La IV^e Internationale ne sera pas formée seulement de bolcheviks-léninistes. Pour ma part, je suis entièrement d'accord avec votre admission. » (NDLR : admission au Mouvement pour la IV^e Internationale, pas à la LCI.) (Tome 7, p. 31.)

Au-delà de Vereeken, c'est la conception même de Trotsky qui est ici en cause : il faut avancer vers le cadre d'organisation qu'appelle la « Lettre ouverte ».

Par ailleurs, en Espagne, Nin et son groupe, résolument hostiles à l'« entrisme » au nom de la lutte pour la IV^e Internationale, participent à la fondation du POUM. Nin dissout sa fraction dans ce parti, qui accepte de signer le programme électoral du « Bloc des gauches », préfiguration du Front populaire. (« *La trahison du POUM* », tome 8, p. 132.) Et l'« intransigeant » Sneevliet, grand pourfendeur de l'« entrisme » au nom de la IV^e Internationale, soutient ouvertement le POUM qui vient alors d'entrer dans le Front populaire. Trotsky écrira plus tard de Sneevliet :

« Il a été complètement touché par le courant réactionnaire de la politique européenne, avec le POUM, mais aussi avec le "Bureau de Londres". Son but est de jeter l'ancre dans le port de Fenner Brockway, dirigeant centriste de l'ILP. » (Tome 16, p. 10.)

Et la crise de la section allemande, dont l'opposition est dirigée par Ruth Fisher, hostile à la proclamation de la IV^e Internationale, démontre que Sneevliet n'est pas le seul des anciens de l'IC à céder aux pressions qui s'exercent à l'approche de la guerre et dans l'« ambiance » du Front populaire.

Pour une conférence internationale

Mais, tandis que s'éloignent vers le centrisme ces groupes, d'autres, en Tchécoslovaquie, au Brésil, rejoignent les rangs de la « Lettre ouverte », et c'est la « renaissance » de la section des Etats-Unis, « entrée » dans le PS et qui en sort avec des effectifs doublés (pas comme en France) pour fonder le SWP comme un parti jouissant d'une réelle influence. C'est aussi, la même année, dans les camps de Vorkouta, l'organisation de manifestations par les bolcheviks-léninistes.

Car la politique de la bureaucratie stalinienne aggrave sans cesse le mécontentement des masses, et de nouvelles générations d'oppositionalistes rejoignent les militants trotskystes clandestins ou enfermés dans les camps, ce qui permet à Trotsky d'écrire :

« Le développement de la IV^e Internationale à l'échelle mondiale renforce et inspire nos amis et nos partisans en URSS. Nous pouvons dire avec assurance qu'en dépit de ces treize ans de persécutions, de calomnies et de pogroms jamais dépassés en bassesse et de cruauté, en dépit des capitulations et des trahisons plus dangereuses encore que les persécutions, même aujourd'hui, la IV^e Internationale a déjà en URSS sa section la plus forte, la plus nombreuse, la mieux trempée. » (Tome 8, p. 89.)

C'est d'ailleurs confrontée à cette montée de l'Opposition de gauche et en relation avec les développements de la lutte des classes que la bureaucratie va réagir par le terreur, les procès de 1936 et l'extermination à la mitrailleuse des trotskystes dans les camps par le GPU.

Mais il ne s'agit pas seulement pour Trotsky d'une question numérique. Pour lui, la question de la « nature de l'URSS » est décisive. Car c'est précisément à cette même époque qu'il travaille sur « *La Révolution trahie* », qui définit la dégénérescence de l'URSS et la nécessité d'une nouvelle révolution, la révolution politique. La clarification sur cette question est alors un élément déterminant de l'appréciation de Trotsky sur la nécessité d'avancer dans la voie de la IV^e Internationale.

Ces éléments de « décomposition » et de « recomposition » sont le signe qu'il s'agit maintenant d'avancer plus rapidement vers la tenue d'une conférence internationale. Trotsky argumente pour que la conférence

soit celle de la IV^e Internationale, en renonçant au nom « ridicule » de « Mouvement pour la IV^e Internationale ».

« La IV^e Internationale existe et lutte »

Depuis la « Lettre ouverte » de 1935, Trotsky n'a pas abandonné le projet de convoquer la conférence internationale qui doit selon lui donner formellement naissance à la IV^e Internationale.

A plusieurs reprises, lors de la conférence de 1936, puis celle de 1937, il insiste pour que ce projet aboutisse. La situation a évolué : les groupes centristes ont capitulé sous la pression du Front populaire, que le SAP a même formellement rallié en 1936.

Cependant, au sein de la LCI, des hésitations apparaissent devant la proclamation de la IV^e Internationale, qui serait selon certains « prématurée » dans la mesure où elle se compose d'organisations minoritaires.

« Pour la IV^e Internationale ? Non ! La IV^e Internationale »

« La proclamation de la IV^e Internationale vous semble "prématurée". Vous trouvez plus "modeste" et mieux approprié de conserver le titre de "Mouvement pour la IV^e Internationale". Je ne suis pas du tout d'accord. Même il y a deux ans, quand nous l'avons adopté, ce titre m'a paru pédant, inadapté et un peu ridicule. L'expérience des deux années écoulées a pleinement prouvé que c'était une erreur. La meilleure preuve en est qu'il n'a pas du tout été accepté. Personne ne nous appela ainsi. La presse bourgeoise, le Comintern, les sociaux-démocrates, tous, d'une seule voix, parlent simplement de la IV^e Internationale. Personne ne voit le petit mot "pour". Nos propres organisations, à de rares exceptions, agissent de même et s'intitulent tout simplement sections de la IV^e Internationale. »

(...) Vous êtes entièrement d'accord avec moi que la IV^e Internationale n'est en train d'être construite que par nous et qu'aucun autre groupe ne peut ni ne veut entreprendre la réalisation de cette tâche. D'un autre côté, je suis moins que tout autre enclin à me fermer les yeux sur le fait que notre Internationale est encore jeune et faible. Mais ce n'est pas une raison pour renoncer à notre nom. »

Et Trotsky précise, sur la même ligne du « regroupement large » :

« Il vous semble que le nom de IV^e Internationale empêchera des organisations sympathisantes ou à moitié sympathisantes de se rapprocher de nous. C'est radicalement faux. Nous ne pouvons attirer vers nous que par une politique claire et juste. Pour cela, il nous faut une organisation, pas une nébuleuse.

La IV^e Internationale ne sortira pas de nos mains tout achevée comme Minerve est sortie de la tête de Jupiter. Elle grandira et se développera dans la théorie comme dans l'action. »

Et il ajoute, concernant les centristes :

« Tous sont "pour". En réalité, tous luttent contre les principes fondamentaux de la IV^e Internationale, jetant à droite et à gauche des coups d'œil furtifs à la recherche d'alliés qui puissent les aider à jeter ces principes par-dessus bord. Nous ne pouvons absolument pas le permettre. Il nous faut consacrer la plus grande attention à tous les groupements ouvriers, vacillants et insuffisamment mûrs, qui se développent dans notre direction. Mais nous ne pouvons faire des concessions de principes aux dirigeants sectaires-centristes qui ne veulent reconnaître ni notre organisation internationale ni notre discipline. »

La méthode même de Lénine

Pour Trotsky, comme il l'écrit à la section belge en 1937 (avant la conférence de 1938), « nous sommes la IV^e Internationale », née du combat des dernières années.

Dans le *Programme de transition* — concentré de toute la tradition marxiste —, auquel il travaille sans relâche, Trotsky écrit :

« Des sceptiques demandent : "Mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ?" Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale "artificiellement" ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : "Est-ce déjà le moment de la proclamer

maintenant ?" La IV^e Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être "proclamée". Elle existe et elle lutte. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste encore à l'écart. Demain, ce sera plus visible. »

De même que la révolution de 1917 et à sa suite la III^e Internationale avaient surgi de la première guerre impérialiste, la IV^e Internationale surgit des défaites infligées au prolétariat mondial par l'impérialisme et le stalinisme. Mais cela n'est pas automatique, car si « la lutte de classes ne souffre pas d'interruption », il dépend de l'avant-garde révolutionnaire qu'elle ne laisse pas s'interrompre le combat pour le parti mondial. De cette manière, le *Programme de transition* précise parfaitement les conditions de constitution de la IV^e Internationale. Certes, Trotsky écrit : « La IV^e Internationale n'a pas besoin d'être "proclamée". Elle existe et elle lutte. » Cela signifie que la tenue de la conférence, en septembre 1938, n'est en elle-même qu'un acte formel, la « naissance officielle » qui lui donne statuts, organismes, cadre, avant l'explosion de la deuxième guerre impérialiste.

Mais, par-là, Trotsky refuse de subordonner l'existence de la IV^e Internationale à l'« accord » des centristes : le fait que ces derniers aient reculé modifie-t-il les nécessités historiques ?

Cependant, contrairement à l'image que certains veulent répandre, la « fondation » de la IV^e Internationale n'a pas été une transformation de l'Opposition de gauche baptisée IV^e Internationale. La IV^e Internationale de 1938 n'est pas l'Opposition de gauche de 1928-1933. La naissance de la IV^e Internationale a été le produit de la maturation dans le mouvement ouvrier, de différenciations et de clarifications, de fusions et de scissions, de crises et d'avancées, et ce dans le cours même des plus grands événements de la lutte des classes. Ce ne sont plus les « propagandistes » des années 20 qui la composent (même si bien des traits restent présents), ni des militants qui étaient tous issus des PC. C'est, à une échelle limitée, la

fusion de générations d'expérience et d'origines diverses ; et Trotsky, à qui l'on objecte le petit nombre de partisans de la IV^e Internationale, explique : « *D'ores et déjà, ils constituent une force incomparablement plus influente, plus homogène que la "gauche de Zimmerwald", qui, à l'automne 1915, prit l'initiative de préparer la III^e Internationale.* »

Certes, les forces sont limitées, à cause de la situation internationale (et aussi des erreurs commises), mais, même s'il ne s'agit encore que de fondations, c'est la IV^e Internationale que l'on construit quand on les pose. Pour Trotsky, la IV^e Internationale est en construction depuis qu'en 1933 les bolcheviks-léninistes ont décidé de s'atteler à cette tâche. Ce sont des raisons matérielles, ainsi que les hésitations politiques, qui ont fait reporter cette décision. Mais pour lui la question est politiquement réglée. La IV^e Internationale est encore embryonnaire, mais elle existe et elle est dotée d'un programme, celui-là même que l'IC de Lénine s'était assigné de rédiger en 1922, mais en y intégrant toute l'expérience accumulée, et notamment la dégénérescence de l'URSS.

La conférence de 1938 est l'aboutissement de six années de combat : elle proclame la constitution politique de la IV^e Internationale et adopte son programme. Mais la IV^e Internationale n'est pas pour autant créée comme organisation achevée constituant le parti mondial de la révolution, c'est-à-dire la direction mondiale du prolétariat construite, et qu'il suffirait de développer et d'élargir

« Nous convions tous les révolutionnaires »

A partir d'une base programmatique commune, des organisations ayant des divergences pourraient — selon Trotsky — cohabiter au sein de la IV^e Internationale. Trotsky ne renonce pas à l'orientation qui est la sienne depuis 1933 ; la constitution de la IV^e Internationale, au contraire, vise à créer le cadre qui intégrera ces organisations. Ainsi continue-t-il à se tourner vers les organisations qui sont en rupture avec le stalinisme et la social-démocratie.

C'était le sens de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans le PSOP (5) de Marceau Pivert. Dans son article « *Le trotskysme et le PSOP* » (25 juillet 1939, tome 21, pp. 267 et suivantes), il s'écrit :

« *Victor Serge s'écrit : "On ne peut à sa guise construire une Internationale digne de ce nom." Quelle phrase pleine de fatuité et en même temps vide de sens ! On suppose que Serge a déjà en poche toutes les mesures d'une Internationale, comme pour un pantalon. Mais un parti national "digne de ce nom", on peut le construire "à sa guise". Par exemple, le Parti socialiste ouvrier et paysan correspond-il aux mesures de Serge ? Les gens qui abordent la question avec de tels critères artificiels montrent tout simplement que, pour eux, une Internationale est une institution victorieuse et fastueuse, une sorte de temple. Quand le somptueux édifice aura été achevé (par qui ? comment ?), alors ils passeront sous ses voûtes. Nous voyons la chose autrement. L'Internationale est pour nous un instrument dont le prolétariat a besoin, comme il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument, l'améliorer, l'affiner. C'est ce que nous faisons.*

Nous n'attendons pas que quelqu'un le fasse pour nous. Nous convions tous les révolutionnaires à mettre la main à cette œuvre, dès maintenant, immédiatement, sans perdre une minute. »

Pour Trotsky la proclamation de l'Internationale est une décision consciente, déterminée non par le fait que les « conditions objectives » seraient favorables, mais par la nécessité politique, au moment où va se clore l'étape ouverte par la révolution russe et qui précède la deuxième guerre impérialiste, de jeter le pont indispensable qui joint, sur le terrain de la conscience, l'héritage de ces vingt ans à la nouvelle période qui va s'ouvrir. Attendre que les « conditions objectives » soient favorables, c'est, pour Trotsky, subir la loi des appareils.

Il adopte très exactement la démarche de Lénine lorsque celui-ci proclamait, le 1^{er} novembre 1914, à un moment où les « conditions objectives » étaient défavorables et où les bolcheviks se comptaient seulement par dizaines : « *La II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale.* »

Mais la IV^e Internationale n'est pas pour autant, répétons-le, le cadre déjà construit et achevé du parti mondial de la révolution. Et Trotsky, à la fin de cet article, fait la proposition suivante à Marceau Pivert :

« *A notre dernière conférence internationale à l'automne dernier, un programme de*

(5) Le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), fondé par Pivert après la rupture de la tendance qu'il animait dans la SFIO avec celle-ci. Ce parti se situait sur une position de « Front populaire de combat ».

revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adoptée. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitons autant que la critique. Quel qu'en soit le "ton", mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire "du dehors" : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale, "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale". Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis acceptent-ils cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant. » (Tome 21, p. 290.)

Conception « ouverte », donc, de la construction de l'Internationale proclamée. Mais cette conception ouverte n'a rien à voir avec le « parti large » où iroient se perdre à intervalles réguliers les courants qui rompraient avec la IV^e Internationale. « Il faut, conclut Trotsky, cesser de se nourrir de formules vides d'hier. Il faut entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la nouvelle Internationale. » (Tome 21, p. 291.)

C'est ainsi qu'il proposera à Pivert la fusion du POI (6) et du PSOP, « car ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation ». Trotsky ne propose pas à Pivert d'adhérer à la IV^e Internationale. Il lui propose de choisir une orientation générale sur la base de laquelle pourrait s'effectuer la collaboration politique au sein de son parti avec les militants de la IV^e Internationale. Que ce choix oriente le parti qui l'effectuerait vers la IV^e Internationale, nul doute, mais il s'agit là d'une bataille à mener. Marceau Pivert s'y refusera.

Ainsi, pour construire la IV^e Internationale fondée, Trotsky ne propose pas le *Programme de transition* comme un ultimatum, comme la condition préalable à la participation à la tâche à laquelle il invite « tous les révolutionnaires à mettre la main dès maintenant » ; mais il est évident que

les trotskystes, dans cette confrontation constructive, défendent leur programme.

Par exemple, tous les textes de Trotsky consacrés à la discussion sur l'URSS dans le SWP américain démontrent ce qu'il entendait par là. C'est pour lui une victoire que d'avoir amené Burnham (7) à reconnaître que la discussion commencée sur l'URSS n'était en fait qu'un moyen de remettre en cause le marxisme en général, et la nécessité d'un parti bolchevique en particulier. La scission n'a pas dépendu de lui, bien au contraire, car dans toute cette discussion il exprime le souci de préserver l'unité des rangs du parti. Il démontre que sa célèbre phrase à Marceau Pivert sur la « fraction bolchevik-léniniste » dans la IV^e Internationale n'était pas une phrase creuse, puisqu'il suggère au départ de la discussion sur l'URSS (avant que Burnham ne se dévoile comme anti-marxiste) à la direction du SWP d'accepter d'être mis en minorité sur la question de la nature de l'URSS et de défendre ses positions, celle du trotskysme. Autant dire que Trotsky ne considérait vraiment pas la IV^e Internationale comme le parti mondial déjà construit, et ses sections comme les partis dirigeants.

Il savait quelle était la situation actuelle, et à quelle étape de son histoire se trouvait la IV^e Internationale.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat

En avril 1939, Trotsky explique dans une discussion avec C.L.R. James : (8)

« Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les

(6) Le Parti ouvrier internationaliste était la section française de la IV^e Internationale.

(7) Burnham, intellectuel américain, membre du SWP, avait ouvert une discussion sur les « méthodes » de la direction du parti avant de développer dans le cours de la discussion des positions ouvertement anti-marxistes.

(8) Militant trotskyste anglais, originaire des Antilles britanniques, venu discuter avec Trotsky au Mexique.

quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classe, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique. »

Il établit là les raisons du peu de forces dont dispose la IV^e Internationale : « L'ensemble de la situation est contre nous. » Cela à la veille de la deuxième guerre impérialiste. Les révolutionnaires n'y peuvent rien, mais ils doivent préparer le « tournant dans la prise de conscience des masses ».

« Depuis 1917, nous avons connu une longue suite de défaites. Nous sommes comme des gens qui tenteraient d'escalader une montagne et qui recevraient toujours et toujours des avalanches de pierres et de neige. Il s'est créé dans les masses en Asie et en Europe un sentiment nouveau de désespoir. Elles ont entendu quelque chose comme ce que nous disions il y a dix ou quinze ans du parti communiste, et elles sont pessimistes. C'est là l'état d'esprit général des masses. C'est la raison la plus générale. Il ne nous est pas possible de nous situer en dehors du courant historique général, hors de la disposition générale des forces. Le courant est contre nous, c'est clair. »

C'est avec lucidité qu'il analyse la situation, et il précise :

« Il faut donc ajouter la dégénérescence de l'Internationale communiste, d'un côté, et de l'autre la terrible défaite de l'Opposi-

tion de gauche en Russie, suivie de son extermination. Ces faits-là sont mille fois plus convaincants pour la classe ouvrière que notre pauvre petit journal, même quand il atteint le tirage fantastique des 5 000 exemplaires de notre Socialist Appeal (9). Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. » (Tome 21, p. 41.)

Mais, pour Trotsky, à la différence de tous ceux qui entendent suivre le « courant », il s'agit de continuer à forger les cadres « de l'avant-garde de l'avant-garde », en s'alignant sur la perspective du « prochain retournement ». Il a eu pour cela les cinq ans qu'il lui fallait et dont il parlait en 1934, dans son *Journal d'exil*, pour transmettre l'héritage révolutionnaire en forgeant le cadre nécessaire à cela, la IV^e Internationale, dont toute la politique se concentre dans la conclusion de son programme :

« La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tâche.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale !

C'est le drapeau de votre victoire prochaine ! »

Telles sont les véritables fondations de la IV^e Internationale.

(9) Journal du SWP.

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER



Commission paritaire : n° 66926

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)



SOMMAIRE

- F. FORGUE..... p. 3
Présentation
- M. LACAZE..... p. 11
Partis, syndicats, comités de grève
- R. SANDRI..... p. 31
Le mouvement ouvrier français.
Son origine, son rôle, sa doctrine.
Historique du mouvement syndical.
- D. ROBIN..... p. 49
Etats généraux, coordinations,
syndicats et comités de grève.
L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?
- D. GLUCKSTEIN..... p. 69
La lutte pour l'Internationale.
- D. GLUCKSTEIN..... p. 85
Lénine et le combat
pour constituer la III^e Internationale.
- L. GAUTHIER..... p. 101
Sur la fondation
de la IV^e Internationale.

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
section française de IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction)

SOMMAIRE

F. FORGUE..... p. 3
Présentation

M. LACAZE..... p. 11
Partis, syndicats, comités de grève

R. SANDRI..... p. 31
Le mouvement ouvrier français.
Son origine, son rôle, sa doctrine.
Historique du mouvement syndical.

D. ROBIN..... p. 49
Etats généraux, coordinations,
syndicats et comités de grève.
L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?

D. GLUCKSTEIN..... p. 69
La lutte pour l'Internationale.

D. GLUCKSTEIN..... p. 85
Lénine et le combat
pour constituer la III^e Internationale.

L. GAUTHIER..... p. 101
Sur la fondation
de la IV^e Internationale.

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Section française de l'Internationale
(Centre international de la construction)

SOMMAIRE

p. 3	F. FORGUE Présentation
p. 11	M. LACAZE Parti, syndicat, comité de grève
p. 31	R. SANDRI Le mouvement ouvrier français Son origine, son rôle, sa doctrine Histoire du mouvement syndical
p. 48	D. ROBIN Etats généraux, coordinations, syndicats et comités de grève. L'université : un « laboratoire » pour d'autres tentatives ?
p. 69	D. GLUCKSTEIN La lutte pour l'Internationale
p. 85	D. GLUCKSTEIN Lénine et le combat pour constituer la III ^e Internationale
p. 101	L. GAUTHIER Sur la fondation de la IV ^e Internationale

Présentation

CE numéro de *La Vérité* présente un caractère particulier. Il est en effet constitué pour l'essentiel par des matériaux préparatoires aux stages de formation que le PCI organise cet été pour ses militants, après la tenue de son 32^e Congrès qui se déroulera au moment où paraîtra ce numéro.

En publiant ces articles et ces schémas d'exposés, *La Vérité* remplit son rôle de revue théorique du PCI. Dans le cadre d'une organisation révolutionnaire, théorie et pratique sont inséparables : les questions qui seront débattues dans les stages de formation sont directement reliées aux besoins de l'action, aux tâches quotidiennes et pratiques de la phase actuelle du combat pour la construction du parti révolutionnaire.

Ce ne sont pas des questions arbitrairement choisies en fonction d'une réflexion abstraite. Elles découlent au contraire des problèmes que soulève le développement de la lutte des classes elle-même, elles correspondent aux nécessités surgies de la volonté pratique d'aider le mouvement de la classe à réaliser son unité et celle des organisations contre les plans du capital et contre son gouvernement.

Les deux thèmes de ces stages sont les suivants : « *Syndicats, partis, comités de grève...* » et « *Problèmes de l'Internationale, du combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale* ».

Deux thèmes qui se recourent avec l'actualité la plus immédiate, en même temps qu'avec des aspects essentiels de la lutte des classes internationale et de son expression en France.

Aujourd'hui, par exemple, l'action pour l'unité des travailleurs et des organisations contre les plans visant à liquider la Sécurité sociale — et la volonté du gouvernement de cohabitation d'associer les organisations syndicales à la mise en place de ces plans, par le biais des « états généraux », avec l'appui de fait de tous les partis politiques, y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière — ne met-elle pas au premier plan la question de l'indépendance des organisations syndicales ?

L'immense mouvement des étudiants et des lycéens qui, à la fin de 1986, contraignit le gouvernement à un recul précipité, n'a-t-il pas réalisé l'unité des étudiants, des lycéens et de leurs organisations syndicales par le moyen de comités de grève élus par les assemblées massives de grévistes contrôlant démocratiquement le mouvement ? Dans la grève généralisée des cheminots, par contre, n'a-t-on pas vu émerger des coordinations auto-proclamées ne s'appuyant ni sur des comités de grève élus ni sur des assemblées générales représentatives, et qui constituèrent un facteur supplémentaire de division ?

Cet aspect est plus particulièrement traité dans l'article de D. Robin : « *États généraux, coordinations, syndicats et comités de grève* ».

Ne s'agit-il pas là de questions sur lesquelles une rigoureuse précision est un besoin indispensable à l'action ? Et cette précision ne peut être obtenue par une analyse conjoncturelle, prétendument concrète, mais seulement en utilisant la méthode générale du marxisme, en se référant aux critères établis par la généralisation théorique à partir de l'expérience historique et universelle de la classe ouvrière.

Quant à la question de l'Internationale, n'est-elle pas posée par les conditions de la lutte des classes dans chaque pays ? Partout, les travailleurs font l'expérience du fait qu'ils se heurtent à des plans décidés et coordonnés internationalement, qu'il y a face à eux une véritable Internationale des exploités et des oppresseurs. Comment refuser la division qui vise à dresser les uns contre les autres les travailleurs des différents pays, tout comme on cherche à opposer, dans un pays donné, les travailleurs d'une catégorie à ceux d'une autre ? La Conférence internationale de Caracas contre les plans du FMI et de la CEE, réunissant 200 délégués de 27 pays d'Amérique latine, d'Europe, d'Afrique et des Caraïbes, constitue une première réponse politique et pratique.

Le Parti communiste internationaliste est la section française de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction).

Parce qu'il est la continuation de la majorité de la section française de la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky en 1938, parce qu'il a assuré par son intervention dans la lutte des classes, par son action internationale, la continuité de la IV^e Internationale, de l'action organisée sur la base du programme de la IV^e Internationale, le PCI est au sens politique la section française de la IV^e Internationale. Il est en France l'expression du combat organisé (mené aujourd'hui dans le cadre de la IV^e Internationale - CIR) pour reconstruire la IV^e Internationale comme une totalité centralisée sur la base de son programme.

Le nom d'une organisation politique n'est pas une formalité : il est censé exprimer ce sur quoi cette organisation est fondée, ce pour quoi elle combat.

Le PCI prend son nom au sérieux (ce qui, soit dit en passant, le distingue de nombre d'autres organisations). « *Communiste* », c'est-à-dire que son action se fonde sur les principes établis par Marx et Engels dès le « *Manifeste du Parti communiste* », sur le fait que « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* », sur les enseignements du Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky qui a été l'instrument indispensable à la victoire de la révolution d'octobre 1917, sur l'action menée pour

la défense du bolchevisme et de l'internationalisme par Trotsky.

« Communiste » et donc « internationaliste », car comme l'affirme le « Manifeste du Parti communiste » de Marx et Engels lorsqu'il indique ce qui distingue les communistes des autres courants du mouvement ouvrier, l'un des critères c'est que « *les communistes font toujours valoir les intérêts du mouvement dans son ensemble indépendamment de la nationalité* ». L'autre, c'est qu'ils partent d'une vue générale du mouvement. Nous dirions aujourd'hui d'un programme. Pour le PCI, ce programme c'est celui sur lequel la IV^e Internationale a été constituée et qu'un demi-siècle de lutte des classes a vérifié.

C'est au nom des principes mêmes de ce programme que le PCI, aux côtés du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire du Venezuela) et du Parti des travailleurs du Pérou, a été l'une des trois organisations à prendre l'initiative de convoquer une conférence internationale contre les plans du FMI et de la CEE, conférence qui s'est tenue à Caracas les 24, 25 et 26 avril 1987.

Si en France, l'hebdomadaire du MPPT *Informations ouvrières* a largement rendu compte du succès et de l'ampleur de cette conférence ainsi que de ses conclusions, il faut noter que les grands moyens d'information ont respecté à son sujet une stricte loi du silence. Ne s'en étonneront que ceux qui n'auraient pas encore constaté « l'objectivité » toute particulière de la grande presse à l'égard des diverses initiatives (manifestations, meetings) qui se situent sur un terrain d'indépendance de classe.

Que l'on se souvienne : le 2 avril, la grande salle de la Mutualité était comble à l'occasion du meeting européen préparatoire à la Conférence de Caracas. Et pourtant, pas une ligne dans la presse.

Il demeure que la Conférence de Caracas a été un événement politique considérable et que la presse de plusieurs pays d'Amérique latine, en particulier du Venezuela, en a largement rendu compte.

Événement considérable et à bien des titres unique. Tout d'abord, la diversité et la représentativité des délégations. Qu'il s'agisse, pour l'Amérique latine, de la large délégation du MIR et, en ce qui concerne toujours le Venezuela, de la présence d'autres formations se réclamant de la classe ouvrière et du combat anti-impérialiste comme le MEP, de représentants des centrales syndicales et de nombreuses personnalités universitaires ; de l'importante délégation péruvienne marquant l'ampleur de la campagne menée par le PT du Pérou ; de la présence d'un représentant du PT du Brésil, et de Jaco Bitar, secrétaire général de la CUT brésilienne, de délégations du Nicaragua, de Cuba, d'Uruguay, du Mexique. Qu'il s'agisse pour l'Europe de délégations représentatives dans leur diversité de France, d'Allemagne, d'Espagne, de Belgique, d'Angleterre, du Portugal, d'Irlande, le fait enfin que des contributions de militants de pays d'Europe de l'Est, comme la Yougoslavie, ont été transmises à la conférence.

Mais la conférence a aussi été marquée par la place toute particulière qu'y ont occupée les délégations africaines. Délégation de l'AZAPO (Azanian People's Organization) d'Afrique du Sud, délégation sénégalaise où se trouvait Mamadou Dia, dirigeant de l'un des principaux partis d'opposition, longtemps emprisonné par le régime de Senghor ; délégations d'Algérie, des

Comores, de la Guinée Equatoriale, de Madagascar.

Enfin, et c'est un fait qui a une signification particulière pour des militants français, la délégation des Caraïbes comprenait, aux côtés des représentants du Parti de la libération haïtienne, des délégués des peuples encore soumis à la domination coloniale directe de l'impérialisme français comme la Martinique et la Guadeloupe, représentée par l'Union pour la libération de la Guadeloupe.

Il y a certes déjà eu des conférences contre la dette mais elles étaient limitées à des représentants des pays endettés, il y a eu d'importantes conférences de solidarité avec la lutte d'un peuple contre l'oppression : mais la Conférence de Caracas était, au sens plein du terme, une conférence internationale dans laquelle les travailleurs n'étaient pas représentés par des « *professionnels de la représentation* » mais par des délégués d'organisations, de comités d'initiative formés pour rassembler tous ceux qui soutenaient la conférence, par des militants. Des délégations où les militants de la IV^e Internationale se retrouvaient, à égalité, mandatés avec d'autres par tous ceux qui faisaient leur ce qui était au cœur de l'appel convoquant la conférence : « *Les travailleurs de tous les pays et de tous les continents ont des intérêts communs.* »

C'est ce caractère militant, ouvrier, démocratique de la Conférence de Caracas qui lui a permis d'aboutir à des conclusions pratiques qui constituent un levier dans l'action pour l'unité des travailleurs et des organisations, dans chaque pays et dans tous les pays, contre le pillage des peuples par le FMI et la Banque mondiale, contre les plans anti-ouvriers articulés dans le cas de l'Europe par les institutions de la CEE.

Ce n'est pas seulement la résolution générale finale qui traduit ce contenu d'internationalisme véritable des travaux de la conférence, mais l'ensemble des résolutions particulières et des déclarations qui lui donnent toute sa dimension : résolution sur l'Europe qui met immédiatement à l'ordre du jour la préparation d'un rassemblement européen de masse à Paris en janvier 1988 et la préparation d'un meeting à Berlin, symbole de l'unité des travailleurs et des peuples d'Europe et symbole de sa division, lors de la tenue dans cette ville de l'assemblée générale du FMI en juin 1988.

Déclaration approuvée par l'ensemble des délégations africaines appelant à une conférence africaine à Dakar, prolongeant la Conférence de Caracas ; résolution sur la défense du Nicaragua et des peuples d'Amérique centrale contre l'agression de l'impérialisme américain qui s'est accompagnée d'un message de solidarité aux citoyens américains qui manifestaient contre la politique de Reagan en Amérique centrale et en Afrique du Sud alors que se déroulait la conférence ; résolution appelant à une action effective contre l'apartheid ; résolution de soutien au combat des Mères de la place de Mai au moment où le gouvernement Alfonsin cède devant les tortionnaires ; résolution appelant à une rencontre internationale de la jeunesse et intégrant dans le combat international de celle-ci le combat des jeunes Polonais et des étudiants chinois (résolution élaborée en commun par les jeunes présents dans les délégations européennes et dans plusieurs délégations d'Afrique et d'Amérique latine, et présentée par un responsable de l'organisation

de jeunesse du MIR), résolution appelant à la constitution d'un fonds d'aide international pour les militants frappés pour leur action en défense de la classe ouvrière.

Aux « intérêts communs » des travailleurs de tous les pays et de tous les continents a répondu la formulation « d'actions communes ». La Conférence internationale de Caracas n'a pas été une fin, mais un commencement.

Les organisations qui ont pris l'initiative de cette conférence, toutes les forces qui se sont associées à cet appel et qui ont contribué à la réalisation de cette conférence peuvent être légitimement fières de ce qui a été acquis, au compte des intérêts des travailleurs et des peuples.

C'est le cas du PCI : ses militants peuvent mesurer le fait que leurs efforts n'ont pas été dépensés en vain. Le PCI a contribué à rassembler la délégation française avec la méthode même qu'il emploie dans tous les domaines de son activité, il a aidé à constituer un large comité d'initiative réunissant tous ceux qui acceptaient le cadre de l'appel, tout en présentant ses positions propres. De même que c'est son programme que ses militants appliquent en œuvrant, à égalité de droits et de devoirs, à la construction d'un parti ouvrier indépendant dans le cadre du MPPT, c'est ce programme, celui de la IV^e Internationale, qui trouvait son expression pratique dans la préparation de la Conférence de Caracas. La large délégation française (23 participants, militants et responsables du PCI, du MPPT, militants venus du PS, membres du PCF, responsables et militants syndicaux, jeunes) a tenu un rôle important à Caracas, avec les autres délégations européennes, notamment parce qu'elle était forte de la réalité de la campagne menée pour Caracas et dont le meeting du 2 avril avait été le point culminant. Cette place lui donne une responsabilité particulière dans l'application des résolutions issues de la Conférence de Caracas.

Pour les militants des sections de la IV^e Internationale (CIR) présents à Caracas, les « intérêts communs » des travailleurs impliquent en dernière analyse une « organisation commune ». Pour eux, la Conférence de Caracas a été, dans les faits et par les décisions d'actions prises en commun, un jalon dans la voie de la reconstitution d'une Internationale ouvrière qui, pour les militants organisés sur la base du programme de la IV^e Internationale, ne saurait être que la IV^e Internationale reconstruite, soudée par son programme, c'est-à-dire par la généralisation théorique du développement de la lutte des classes et de l'expérience du prolétariat.

Comme l'expliquait la déclaration publiée à la veille de la Conférence de Caracas par le Secrétariat international de IV^e Internationale - CIR :

« C'est ce contexte de la coopération contre-révolutionnaire à l'échelle internationale qui donne aujourd'hui son contenu à la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays. Nulle part, dans aucun pays du monde, on ne peut aller jusqu'au bout dans la défense des masses laborieuses, des travailleurs, sans défendre et assumer la nécessité de la construction de véritables partis révolutionnaires dans tous les pays. C'est-à-dire de l'Internationale unissant les efforts des peuples et des travailleurs pour en finir avec l'impérialisme, la domination du capital et celle de la bureaucratie. »

La IV^e Internationale, fondée par Léon Trotsky dans les conditions les plus dif-

ficiles à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, guerre qui a servi à des secteurs du capital international à se reconstituer sur les bases de la destruction d'autres secteurs, mais surtout sur la base du massacre de millions d'hommes et de femmes, n'a jamais défendu une autre position que celle-là.

Aujourd'hui, notre conviction c'est que partout dans le monde des militants ouvriers, des responsables et parfois des organisations arrivent à la même conclusion : celle de l'actualité de la lutte pour l'Internationale. La IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) combat pour la construction d'une Internationale ouvrière, pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Pour elle, c'est sur la base du Programme de transition de la IV^e Internationale, vérifié par cinquante ans de lutte de classe, qu'une Internationale ouvrière efficace sera construite. Elle ne fait pas de cette conviction un ultimatum à l'égard d'aucune organisation ou courant ou militant indépendants de l'impérialisme et du stalinisme qui mettent à l'ordre du jour le combat pour la construction d'une Internationale ouvrière. »

C'est pourquoi, renforcées par le pas en avant qu'a constitué la Conférence de Caracas et intégrant dans leur intervention dans la lutte des classes les acquis de la conférence, les sections de la IV^e Internationale - CIR, concurremment avec la mise en œuvre dans chaque pays des décisions prises à Caracas, entament la préparation, pour la fin 1987, d'une conférence internationale des sections de IV^e Internationale - CIR. Cette conférence débatera largement des problèmes de l'action pour la reconstruction de la IV^e Internationale, en liaison avec l'analyse du développement de la lutte des classes internationale. Cette conférence, où les délégués élus par chaque section trancheront souverainement sur toutes les questions à l'ordre du jour, constituera, nous en sommes convaincus, un moment important du renforcement du combat centralisé pour la reconstruction de la IV^e Internationale et un élément vital de la progression de chaque section.

A cette conférence seront également largement invités les représentants des organisations, les militants qui, comme le disait la déclaration du Secrétariat international de IV^e Internationale - CIR, « *mettent à l'ordre du jour la construction d'une Internationale* » et qui l'ont en particulier manifesté par le rôle qu'ils ont joué dans la Conférence de Caracas.

Ce que la Conférence de Caracas a matérialisé, au travers d'une activité menée à l'échelle internationale, c'est la réalité — réalité différenciée, inégale et qui se heurte en permanence à des obstacles — de la tendance au regroupement du mouvement de la classe sur un nouvel axe. Cette tendance à la recomposition du mouvement de la classe s'accompagne inexorablement, dans les conditions de la putréfaction et de la crise de l'impérialisme (et de la crise des bureaucraties qu'elles déterminent) de phénomènes de décomposition. Les organisations de la IV^e Internationale n'en sont pas protégées par une miraculeuse immunité. Tout succès, nous le savons, nous sera contesté.

Il y a eu, en relation directe avec la réalisation de la Conférence de Caracas et les perspectives qui en découlent, des départs au sein du Conseil général de IV^e Internationale - CIR. Une fois encore, en relation avec les problèmes vivants de la lutte des classes, le programme, la méthode du marxisme

sont mis en cause. C'est-à-dire la nécessité de la IV^e Internationale.

« *La signification du programme c'est la signification du parti* », disait Trotsky dans une discussion consacrée à l'élaboration du programme de fondation de la IV^e Internationale.

« *Mais qu'est-ce que le parti ? en quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion réside dans la compréhension commune des événements et des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti.* »

Et, dans les derniers documents qu'il ait rédigés avant que l'assassin du Guépéou ne frappe, dans les premiers mois de la Deuxième Guerre mondiale, dans l'une des périodes les plus sombres de l'histoire du prolétariat, Trotsky expliquait :

« *Le monde capitaliste n'a pas d'issue, à moins que l'on désigne ainsi une agonie prolongée. Il faut se préparer pour de longues années, sinon des décennies, de guerres, d'insurrections, de brefs intermèdes de trêve, de nouvelles guerres et de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit se baser sur cette perspective. L'histoire lui donnera assez d'occasions et de possibilités pour l'éprouver, lui permettre d'accumuler une expérience, d'arriver à maturité. Plus tôt se rassembleront les rangs de l'avant-garde et plus brève sera l'époque des sanglantes convulsions, plus réduites seront les destructions que subira notre planète. Mais en aucun cas le grand problème historique ne sera résolu sans qu'un parti révolutionnaire prenne la tête du prolétariat. La question des rythmes et des délais est d'une immense importance mais elle ne modifie pas la perspective historique générale ni l'orientation de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire de poursuivre le travail d'éducation et d'organisation de l'avant-garde du prolétariat avec une énergie multipliée. En cela précisément réside la tâche de la IV^e Internationale.* »

Pour accomplir cette tâche, le développement même de la lutte émancipatrice du prolétariat a donné d'autres moyens, d'autres possibilités que celles qui existaient quand Trotsky rédigeait ces lignes. Mais elle ne sera résolue que sur la base du programme, qui n'est pas un simple ensemble d'idées ou une collection de mots d'ordre mais la généralisation théorique de l'expérience des luttes du prolétariat qui trouve sa pleine affirmation dans l'organisation.

Précisément parce qu'un pas en avant a été franchi, les attaques contre la IV^e Internationale - CIR et ses sections ne sauraient que redoubler. Le PCI en sera, sans aucun doute, une cible privilégiée. Les militants du PCI pourront, à juste titre, y trouver un motif supplémentaire de fierté. Mais ils ne se satisferont pas de cela.

Le PCI et ses militants détermineront dans leur congrès, souverainement et démocratiquement, les moyens de mener à bien les tâches découlant de la Conférence de Caracas et ceux nécessaires à la préparation de la Conférence internationale des sections de IV^e Internationale - CIR.

La Vérité

Léon Trotsky

œuvres

JANVIER 1940/MAI 1940

23

PUBLICATIONS DE L'INSTITUT
LEON TROTSKY



Dans ce tome des *Œuvres* de Léon Trotsky qui recouvre la période qui va de janvier à mai 1940, vous trouverez des textes consacrés aux questions suivantes :

- La nature de l'URSS. Pour quelles raisons caractérisons-nous l'URSS comme un Etat ouvrier dégénéré ?
- La démocratie dans le parti révolutionnaire et les moyens de la sauvegarder.
- La guerre. La politique marxiste dans les guerres impérialistes et la question du défaitisme.
- La dialectique. Notions élémentaires.

Le tome 23 apporte également des précisions sur la notion de « développement inégal et combiné », le testament de Lénine, la réalité d'un pronostic politique, la pensée scientifique, etc.

En vente auprès des militants du PCI ou sur commande à APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Partis, syndicats, comités de grève...

(Éléments devant servir à bâtir les exposés
qui seront présentés aux camps de formation de l'été 1987)

Par M. LACAZE

— Au moment où la V^e République mobilise toutes les ressources dont elle dispose ainsi que tous les partis (y compris ceux qui se réclament de la classe ouvrière) pour tenter de faire franchir aux syndicats un pas décisif dans la voie de leur intégration à l'État ;

— au moment où, en réponse à cette offensive, dans toutes les couches de la classe ouvrière, l'aspiration à la grève générale se développe comme produit du besoin de réaliser l'unité contre chaque manifestation d'une politique patronale et gouvernementale, ressentie par tous comme une agression intolérable, il est utile de revenir sur un certain nombre de principes fondamentaux qui guident l'action des militants révolutionnaires dans le domaine des rapports partis-syndicats, syndicats-comités de grève.

Gardons-nous de la tentation de simplement juxtaposer des citations les unes aux autres.

« La pensée vulgaire, écrit Trotsky, opère avec des concepts tels que capitalisme, morale, liberté, État ouvrier, etc., qu'elle considère comme des abstractions minables, jugeant que le capitalisme est le capitalisme, la morale, la morale, etc. La pensée dialectique examine les choses et les phénomènes dans leur perpétuel changement, et de plus, suivant les conditions matérielles de ces

changements, elle détermine le point critique au-delà duquel A cesse d'être A, l'État ouvrier cesse d'être État ouvrier... La pensée dialectique précise, corrige, concrétise constamment les concepts. Non pas le capitalisme en général, mais un capitalisme donné, à un stade déterminé de son développement. Non pas l'État ouvrier en général, mais tel État ouvrier, dans un pays encerclé par l'impérialisme, etc. »

Examinons la question des rapports partis-syndicats-comités de grève aujourd'hui. Examinons-la à la lumière de la méthode employée par Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky.

Appliquons cette méthode à la situation actuelle. Faisons-le en nous référant à la théorie, proposons des réponses que nous discuterons...

1. AUJOURD'HUI, LA QUESTION DE L'INTÉGRATION DES SYNDICATS CONCENTRE, AU TRAVERS DE L'INDÉPENDANCE DES ORGANISATIONS, TOUTE LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA CLASSE...

Il s'agit d'une question politique centrale, posée non pas aux syndicats mais

à toute la classe ouvrière, à tout le mouvement ouvrier.

Une question politique clef, posée au centre de tous les problèmes de la recomposition du mouvement ouvrier.

Intégrer les syndicats constituait pour de Gaulle et les fondateurs de la V^e République un objectif central. Toute la politique de la bourgeoisie, la politique de tous les gouvernements de la V^e République depuis 1958, a été de chercher à utiliser tous les instruments institutionnels mis au point en 1958-1962 pour avancer dans cette voie.

Mais il faut faire une mention spéciale pour les gouvernements Mitterrand-Mauroy-Fiterman, Mitterrand-Fabius, qui ont fourni au gouvernement de cohabitation actuel une panoplie d'instruments (sur lesquels nous allons revenir) qui lui permettent de tenter de s'engager aujourd'hui, plus loin que tous ses prédécesseurs, dans cette voie.

Une telle entreprise, si elle devait aller à son terme, aurait pour conséquence la destruction des organisations qui vertèbrent la classe ouvrière et l'organisent comme classe.

Mais nous voilà au cœur du problème.

« Ce qu'il y a de plus important dans la situation actuelle (cf. section 6 du rapport pour le XXXII^e Congrès) réside dans la combinaison entre la volonté politique de la bourgeoisie de liquider l'indépendance politique de la classe ouvrière, volonté politique à laquelle s'associent toutes les directions officielles du mouvement ouvrier, et le mouvement de la classe ouvrière et de la jeunesse.

Sous cet angle, la situation actuelle peut être caractérisée comme transitoire. La première étape du mouvement politique de la classe ouvrière et de la jeunesse a donné le pouvoir en 1981 au PS et au PCF. A une deuxième étape, ce même mouvement politique inclura le mouvement de la grève générale comme résultat de la combinaison :

a) de l'acharnement de la bourgeoisie à infliger des coups majeurs à la

classe ouvrière et à la jeunesse afin qu'elles soient livrées pieds et poings liés à la surexploitation (tel est le contenu du combat politique de la bourgeoisie pour liquider l'indépendance politique de la classe ouvrière).

b) de la bataille menée afin d'atteindre cet objectif, pour "associer" les syndicats à la mise en œuvre de ces plans.

c) et de la montée de la lutte des classes, produit des deux points précédents (et les conditionnant), non une montée rectiligne, mais qui se dirige comme mouvement politique réalisant l'unité contre les institutions réactionnaires de l'Etat bourgeois, sur fond de crises politiques multipliées. »

Comment donc nous saisir de cette bataille contre l'intégration des syndicats, dont l'importance politique est centrale, afin d'inscrire le MPPT comme un point d'appui politique pour toute cette couche de cadres et de militants qui, dans les organisations syndicales, cherchent les voies du combat contre la destruction de leurs organisations indépendantes ?

Comment être en mesure d'inscrire le MPPT — qui combat pour la construction d'un parti ouvrier indépendant — comme un acteur politique de premier plan dans un des combats majeurs qui contribuera à ouvrir sur la crise révolutionnaire dans ce pays ?

De la réponse à cette question dépendra largement pour les révolutionnaires la place qu'ils occuperont ou non comme pôle politique indépendant, capable — lorsque la crise s'ouvrira, lorsque les institutions s'effondreront, lorsque les masses s'engouffreront dans les organisations traditionnelles dont les directions se retrouveront unies pour colmater le « vide » avec un front populaire — de gagner (certes à une tout autre échelle que les organisations traditionnelles) une partie de cette couche de cadres politiques d'avant-garde qui se dégagera au travers de l'intense expérience politique qu'ils auront vécue, comme toute la classe, mais, eux, au contact de notre politique...

Pour aider le parti à se disposer de façon unifiée sur ce plan, il est nécessaire de clarifier un certain nombre de questions.

2. REPLACER LA QUESTION DE L'INTÉGRATION DES ORGANISATIONS SYNDICALES DANS SON CADRE D'ENSEMBLE

Trotsky, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, relève dans les notes qu'il destinait à un article sur les syndicats — notes qui sont restées inachevées et qui ont été publiées sous le titre « *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste* » — la tendance qui s'exprime dans le monde entier à l'intégration des organisations syndicales...

« Il y a un aspect commun dans le développement, ou plus exactement dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes dans le monde entier : c'est leur rapprochement et leur intégration au pouvoir d'Etat (...). La tendance à s'intégrer à l'Etat n'est pas inhérente à telle ou telle doctrine, mais résulte des conditions sociales communes pour tous les syndicats. »

Trotsky en précise, en quelques traits, les bases :

« Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée, mais sur un commandement central. Les cliques capitalistes, à la tête des trusts puissants, les syndicats des consortium bancaires, etc., contrôlent la vie économique au même niveau que le pouvoir d'Etat, et, à chaque instant, elles ont recours à la collaboration de ce dernier.

A leur tour, les syndicats, dans les branches les plus importantes de l'industrie, se trouvent privés de la possibilité de profiter de la concurrence entre les diverses entreprises. Ils doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement lié au pouvoir d'Etat. De là découle pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée —, la néces-

sité de s'adapter à l'Etat capitaliste et à tenter de coopérer avec lui. »

Depuis 40 ans, cette tendance dégagée par Trotsky comme une caractéristique de la période d'agonie du capitalisme n'a pas cessé de se manifester à l'échelle du monde entier, mais elle l'a fait suivant une courbe marquée par les conditions chaotiques dans lesquelles l'impérialisme s'est survécu... Elle s'est matérialisée dans chaque pays sous des formes exprimant les particularités du développement politique national, dont les institutions font partie, et qui intègrent, en premier lieu, la résistance opposée par la classe ouvrière à la destruction de ses organisations.

S'agissant pour nous d'examiner la tendance à l'intégration des organisations syndicales, non pas au sens général du terme mais appliquée au cas particulier de la France, afin d'en dégager des leçons utiles à l'action, il nous faut, en nous appuyant sur le développement historique concret, compléter et préciser ce qu'esquissait Trotsky en 1940.

Au lendemain de la guerre, dans toute l'Europe, se reconstituent des organisations ouvrières indépendantes. Trotsky s'est-il trompé en pronostiquant la tendance imprescriptible de l'impérialisme à l'intégration ?

COLLABORATION DE CLASSE ET INTÉGRATION

En Europe, à la fin de la guerre, les masses, radicalisées par les souffrances endurées, menacent l'ordre capitaliste. A Yalta et Potsdam, Churchill, Staline, Roosevelt et Truman se sont mis d'accord pour reconstruire les Etats bourgeois disloqués. Les dirigeants des grandes organisations ouvrières collaborent avec leur bourgeoisie.

En France, ministres PCF et socialistes siègent au gouvernement présidé par de Gaulle. Pour désamorcer la situation et rétablir l'ordre bourgeois avec l'appui des directions du mouvement ouvrier, la bourgeoisie est contrainte de concéder les plus gigantesques conquêtes (réformes) que la classe ouvrière ait

arrachées au capital.

La bourgeoisie, pour reconstruire l'Etat bourgeois, a besoin de l'appui des directions du mouvement ouvrier. Elles ne pouvaient apporter leur appui dans la situation de l'immédiat après-guerre qu'à la reconstitution d'« institutions démocratiques », englobant l'existence d'organisations syndicales indépendantes, campant sur les nouvelles et considérables conquêtes arrachées par le prolétariat.

C'est la collaboration de classe qui assure la défense de l'ordre bourgeois.

Ce qui ne veut pas dire que la bourgeoisie ait, y compris dans cette période, renoncé à chercher à porter atteinte à cette indépendance, mais elle a dû pour l'essentiel patienter...

Ce que de Gaulle explique lui-même :

« L'effort requis par la reconstruction place la question sociale au premier rang de toutes celles qu'ont à résoudre les pouvoirs publics. Je suis sûr que sans des changements profonds et rapides dans ce domaine, il n'y aura pas d'ordre qui tienne... »

Le désastre de 1940 apparaissait à beaucoup comme la faillite dans tous les domaines du système et du monde dirigeant...

Et puis cette guerre où Hitler luttait à la fois contre la démocratie et contre les soviets jetai toute la classe ouvrière du côté de la résistance. La nation voyait les travailleurs reparaître en patriotes en même temps qu'en insurgés, comme cela avait été le cas à l'époque de la Révolution, des journées de 1830, du soulèvement de 1848, des baricades de la Commune...

Bref, rénover l'économie afin qu'elle serve la collectivité...

Le régime de Vichy avait essayé d'y répondre. Si dans le domaine financier et économique, ses technocrates s'étaient conduits, malgré toutes les traverses, avec une incontestable habileté, d'autre part, les doctrines sociales de la "révolution nationale" : organisation corporative, Charte du travail, privilège de la famille, comportaient des idées qui n'étaient pas sans attrait.

Mais le fait que cette entreprise se fondait avec la capitulation ne pouvait que rejeter les masses vers une tout autre mystique... »

Tenant compte de la réalité qui s'impose à la bourgeoisie, il n'en perd néanmoins pas son fil :

« Ce plan, que je me suis formé, vait-il bien au-delà de ces réformes d'ordre matériel (nationalisations, etc.) ? Il vise à attribuer aux travailleurs, dans l'économie nationale, des responsabilités (...). Qu'ils soient associés à la marche des entreprises, que leur travail y ait les mêmes droits que détient le capital, que leur rémunération soit liée comme le revenu des actionnaires aux résultats de l'exploitation, c'est à quoi je projette d'aboutir.

Afin de préparer cette promotion ouvrière, les comités d'entreprise voient le jour en février 1945. Chaque comité réunit le directeur de l'établissement avec les représentants des ouvriers, des employés et des cadres. Il est tenu au courant de l'activité commune. Il formule son avis sur tout ce qui concerne la productivité. Il gère lui-même les fonds consacrés, en dehors des traitements et salaires, à la vie matérielle et sociale du personnel. En rapprochant les uns des autres tous ceux, quels que soient les échelons, qui participent à la même œuvre, en les amenant à en étudier ensemble la marche, les progrès, les lacunes, en suscitant les sentiments et organisant la pratique de leur solidarité, je compte qu'un pas soit fait vers l'association du capital, du travail et de la technique où je vois la structure humaine de l'économie de demain. »

Voilà qui est sans ambiguïté. Dans les années 1950, les effets du « boom » commençant à s'épuiser à l'échelle internationale, le volant d'entraînement de la reconstruction des économies dévastées s'essouffle.

Alors que les secteurs décisifs de l'impérialisme s'orientent vers le développement de l'économie d'armement comme moyen de donner un ballon d'oxygène à l'économie capitaliste (cf. la déclaration du XVII^e Congrès du PCI en mai 1971), en France, les institutions recons-

truites ne peuvent contenir l'antagonisme des classes en présence. La bourgeoisie ne peut pas ne pas disposer — pour reprendre ce qu'elle a dû lâcher au lendemain de la guerre — d'institutions politiques capables d'assurer la stabilité indispensable à cette reconquête et à la survie du capital national.

La collaboration de classe dans le cadre des institutions « démocratiques » ne permet plus d'assurer les conditions politiques indispensables à la survie du système d'exploitation capitaliste.

Les institutions bonapartistes se sont imposées en 1958 pour tenter de résoudre les insolubles contradictions assaillant l'impérialisme français devenu, après la Deuxième Guerre mondiale, un impérialisme de second ordre (Indochine, guerre d'Algérie,...).

Les contradictions entre les classes ne pouvaient être conciliées dans le cadre de la démocratie parlementaire, rendue nécessaire par le surgissement de la vague révolutionnaire.

Dans le cadre du jeu normal parlementaire s'opère la conciliation des intérêts de classe, conciliation organisée par la politique de collaboration de classe des dirigeants officiels du mouvement ouvrier.

Mais cette « conciliation » des intérêts de classe exige la reconnaissance de fait de la lutte des classes, au moins sous cet angle où le prolétariat peut formellement prétendre voir ses intérêts pris en compte, ne serait-ce que partiellement au niveau parlementaire (lois ouvrières...).

La fonction de la forme bonapartiste des institutions de l'Etat bourgeois exige que soit annulée cette « reconnaissance » et que soient instituées des règles et des procédures qui, au point de départ, excluent de prendre en compte toute autre expression d'intérêts que ceux du capital, présentés comme manifestation de l'intérêt de la « communauté nationale ».

INDÉPENDANCE DE CLASSE ET DÉMOCRATIE

De l'association capital-travail à l'« intéressement », en passant par la constitution du Conseil économique et social, un seul axe tout au long de l'histoire de la V^e République selon les circonstances et les rapports de forces : l'intégration des organisations syndicales indépendantes à l'Etat.

Lorsque les institutions créées ne peuvent prendre le caractère achevé que le rapport politique entre les classes (bonapartisme bâtard) leur interdit de prendre, elles sont toujours des jalons posés dans cette voie.

Leur existence n'est jamais sans effet. Si les comités d'entreprise créés par de Gaulle en 1945 n'ont pu prendre le caractère achevé que ce dernier voulait leur donner, s'il est impossible lorsqu'on est responsable syndical de dire aux travailleurs qu'on se moque de la gestion des fonds sociaux qui dépendent du CE et de ne pas siéger, ils ont toujours été, ils demeurent — aujourd'hui plus qu'hier encore — des éléments de pression exerçant de façon continue une action dislocatrice sur le syndicat, pression à l'égard de laquelle il est exclu de faire la moindre concession.

Cette continuité, c'est Pasqua lui-même qui la souligne dans une interview que nous citons dans la 6^e section du rapport au XXXII^e Congrès :

« Dès avant 1969, le général de Gaulle avait proposé une réforme (qui mariait deux éléments indissociables : la création des régions (...) et la réforme du Sénat (...). En faisant entrer au Sénat les dirigeants des grandes organisations patronales et ouvrières, le général voulait obtenir qu'elles soient associées au niveau de l'Etat à toutes les grandes décisions, à commencer par le vote du budget. Ces idées, tout comme l'association capital-travail lancée en 1947 et plus tard la participation, sont toujours d'actualité. » (souligné par nous).

Après la réforme administrative, les

réformes continues du système d'instruction publique, les ordonnances de 1967 sur la Sécurité sociale, la reconnaissance des sections syndicales d'entreprise en 1968, le projet de référendum de 1969, c'est :

« la décentralisation, la flexibilité, la liquidation du Code du travail, le Code Dufoix, le premier projet Delebarre sur l'aménagement du temps de travail, les lois Auroux et bien d'autres mesures contre l'enseignement (Savary-Chevènement), contre le statut des fonctionnaires (Le Pors), le démantèlement des PTT (Mexandeau)... Toute une politique que concrétise aussi bien l'accord signé par l'UIMM et les fédérations de la métallurgie, sauf la fédération CGT, laquelle a signé un accord de même type chez Thomson, aussi bien la décision gouvernementale de convoquer les états généraux de la Sécurité sociale que le projet de loi sur l'apprentissage. Tout un arsenal de mesures visant à mettre en conformité de nouvelles relations de travail entre le "capital", l'Etat et le "travail", structurées sur une association organique des syndicats au CNPF et à l'Etat, avec les institutions réactionnaires, antidémocratiques. En dernière analyse, la fonction politique du gouvernement de cohabitation n'est autre que de tenter de réaliser "à froid" l'association capital-travail rejetée au référendum de 1969. Et c'est précisément pour assurer cette fonction que Mitterrand se présente au capital, pour lui indiquer qu'il est plus à même que Barre, candidat "naturel" de la bourgeoisie, de garantir la paix sociale. »

L'indépendance politique de la classe ouvrière, indissociable de l'indépendance de ses organisations, entre, sur chaque question, en contradiction avec les institutions bonapartistes.

Il y a unité profonde entre le combat pour l'indépendance des organisations syndicales et le combat sur la ligne de la démocratie pour rassembler, dans l'unité, les travailleurs et les organisations contre les institutions de la V^e République.

Trotsky, dans ses notes, présentait la transformation qui était en train de

s'opérer :

« A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène internationale. »

LA PLACE DE L'ARISTOCRATIE OUVRIÈRE AUJOURD'HUI

Alors que toute l'histoire du combat de l'impérialisme contre le mouvement ouvrier organisé a consisté grosso modo jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale à faire pression pour obtenir des dirigeants ouvriers, des dirigeants syndicaux, s'appuyant sur la couche supérieure du prolétariat, qu'ils collaborent avec leur bourgeoisie, l'impérialisme exige aujourd'hui de la part des dirigeants syndicaux autre chose que la collaboration de classe. Il exige l'intégration des syndicats à l'Etat, ce qui est une tout autre chose.

Dans la collaboration de classe, la trahison s'opère à l'occasion d'un marché passé au détriment de la masse des travailleurs par les dirigeants, au compte de la couche supérieure du prolétariat. La trahison est opérée à partir de l'existence d'organisations indépendantes. Elle mine les forces de la classe ouvrière, affaiblit les organisations mais ne prononce pas la dissolution de l'organisation indépendante.

Avec l'intégration du syndicat à l'Etat, le syndicat devient un rouage de l'organisation de l'Etat. Il entre comme partie constituante de l'édifice institutionnel. Son rôle est d'agir dans les usines pour soumettre les ouvriers aux impératifs de la « communauté nationale du travail ». Ce sont les « syndicats » de Salazar et de Franco.

Lénine, tirant le bilan de la trahison

de la social-démocratie, écrivait :

« L'opportunisme c'est l'immolation aux intérêts temporaires d'une infime minorité d'ouvriers des intérêts fondamentaux de la masse ou, en d'autres termes, l'alliance d'une partie des ouvriers avec la bourgeoisie contre la masse du prolétariat... L'opportunisme a été engendré, durant des décennies, par les particularités de l'époque du développement du capitalisme où l'existence relativement pacifique et de tout repos d'une couche d'ouvriers privilégiés les « embourgeoisait », leur donnait des bribes des bénéfices de leur capital national, les isolait de la détresse, des souffrances et des tendances révolutionnaires de la masse misérable que l'on ruinait... »

Mais qu'en est-il aujourd'hui, au stade actuel de la décadence impérialiste ? La couche la plus brutalement touchée par la réaction impérialiste, c'est d'une certaine façon toute la couche supérieure, qualifiée, de la classe ouvrière : les ouvriers de l'imprimerie, de la mine, de la sidérurgie, des chantiers navals, de l'aéronautique, etc.

Les centaines de milliers d'emplois supprimés ces vingt dernières années l'ont été dans ces fleurons de l'industrie européenne. C'est dans ces secteurs que la déqualification a fait son œuvre la plus destructrice ; au nom de la révolution technologique, des centaines de milliers d'ouvriers qualifiés, qui constituaient les bases des organisations syndicales et qui constituaient autrefois les couches supérieures du prolétariat sur la base desquelles la bourgeoisie tentait d'appuyer la collaboration de classes, ont été déclassés, mis en pré-retraite.

En orientant ses capitaux vers des placements spéculatifs, en liquidant des bassins industriels entiers, en remettant en cause de fond en comble tous les rapports établis au sein même de la classe ouvrière depuis des décennies, la bourgeoisie impérialiste mine les bases sur lesquelles elle avait jusque-là misé dans les périodes calmes pour imposer par la collaboration de classe la défense de l'ordre bourgeois.

Le capitalisme impérialiste ne peut

plus tolérer une bureaucratie réformiste (au sens où Trotsky emploie le mot, c'est-à-dire une bureaucratie dont les « positions sont basées sur l'adaptation à la propriété privée »), il ne peut plus tolérer de bureaucratie dont la puissance et dont le poids politique soient assis sur des **organisations de classe indépendantes**. La bourgeoisie et son Etat doivent « associer » les dirigeants à la destruction des conquêtes ouvrières et des organisations indépendantes, des syndicats qui sont structurés sur ces conquêtes et qui constituent la classe ouvrière comme classe, politiquement.

Il faut à l'impérialisme compenser la dissolution de cette couche de l'aristocratie ouvrière sur laquelle il ne peut plus s'appuyer.

Il lui faut disposer d'une couche qui lui soit directement « associée » au travers de la gestion des fonds sociaux dans les comités d'entreprise, des milliards issus du salaire différé.

Il lui faut une couche d'actionnaires engagée dans la réalisation de ses plans et contre-réformes.

La constitution de cette couche a été favorisée pendant des dizaines d'années par la politique de soumission à l'ordre bourgeois des dirigeants staliniens et réformistes (qui ont fourni eux-mêmes une large contribution à sa constitution), par leur adaptation toujours plus grande à un ensemble de pratiques encouragées par l'État pour tenter de vider de sa substance le syndicat : développement vertigineux du pourcentage de permanents, détachés, rééquilibrage des finances des organisations au profit de la cogestion de fonds divers, formation, études, etc., au détriment de la collecte des cotisations...

Affaiblissement consécutif de toutes les normes correspondant à l'organisation du syndicat par les syndiqués eux-mêmes autour de leurs instances, de leurs bulletins syndicaux.

Pour en arriver enfin à des marchés qui ne relèvent plus de la collaboration de classe. Lorsqu'on fait signer à des

dirigeants de syndicats (accord sur les nouvelles technologies) que les élus syndicaux au CE — à qui seront communiqués les plans de restructurations, reclassements-licenciements —, seront tenus au secret, cela veut dire qu'ils ne tiendront désormais leur mandat que des seuls patrons.

Accepter de participer à des « états généraux » sur la Sécurité sociale, dont l'objectif avoué est d'obtenir — par le biais de la « consultation » d'organismes divers représentant toute la variété possible d'officines réactionnaires, mêlés, pour la circonstance, aux organisations syndicales — un verdict du peuple de France...

Accepter d'offrir une conquête essentielle de la classe ouvrière, une conquête qui ne relève que de la classe ouvrière et de ses organisations, une institution constituée par les salaires différés de générations de travailleurs, sur l'autel de la Nation rassemblée, c'est accepter de dissoudre la classe ouvrière et ses organisations, c'est autre chose que de la collaboration de classe, c'est un acte d'intégration.

Voilà où nous en sommes.

COMMENT SE POSE LA QUESTION DES RÉFORMES ?

Même si l'époque des réformes, qui caractérise le capitalisme ascendant, était « historiquement » dépassée, la vague révolutionnaire de l'après-guerre, en faisant trembler sur ses bases l'ordre capitaliste mondial, a arraché les plus grandioses « réformes » qu'ait arrachées le prolétariat : la Sécurité sociale, le statut de la fonction publique, l'extension du système d'instruction publique à l'enseignement technique, etc.

« Réformes » auxquelles se sont amalgamées toutes les conquêtes précédentes de la classe ouvrière, enrichies et complétées au passage, structurées sur les organisations de classe, renforçant, au sens large du terme, l'organisation du prolétariat comme classe et modelant toutes les relations sociales de travail,

beaucoup plus largement que les seules relations de travail du prolétariat.

Alors que la bourgeoisie tentait d'utiliser les réformes que la lutte du prolétariat lui avait arrachées dans la période de développement « pacifique » du capitalisme, comme facteur de renforcement de la position politique des directions appuyées sur les couches supérieures du prolétariat, afin de se soumettre plus étroitement les organisations... à l'époque du capitalisme pourrissant, nous sommes dans une toute autre situation.

La bourgeoisie dans chaque pays ne peut tolérer l'existence de ces « réformes » qui matérialisent la puissance de l'existence organisée comme classe du prolétariat dans la société bourgeoise, donc à terme contre elle.

Toute l'histoire de la V^e République est l'histoire de l'élaboration et de tentatives ininterrompues d'application de contre-réformes visant à détruire tout cet édifice de droits et garanties, afin de briser les organisations de classe que ces conquêtes structurent.

La lutte pour la défense de ces « réformes » qui constituent le prolétariat comme classe fournit l'axe du combat pour l'unité du prolétariat et de ses organisations pour l'indépendance des organisations syndicales par rapport à l'Etat, qui seul peut garantir l'existence de bases d'appui politique indépendantes du prolétariat... l'axe d'une politique de classe.

BUREAUCRATIE COLLABORATRICE ET INTÉGRATION

On voit aujourd'hui le gouvernement de cohabitation se saisir de l'arsenal fourni par les deux gouvernements « de gauche » qui l'ont précédé pour perpétuer l'attaque la plus brutale qu'ait connue la Sécurité sociale depuis qu'elle existe, la plus importante attaque contre le Code du travail avec les lois sur l'apprentissage, la loi sur la flexibilité du travail et le travail de nuit des fem-

mes, une remise en cause de l'indemnisation du chômage ainsi que de tout le système de retraite... On voit ce même gouvernement inviter les organisations syndicales à participer aux états généraux qui doivent les associer à la mise à mort de la Sécu, leur proposer de signer les accords sur la modernisation dans la métallurgie qui associent les syndicats (en les soumettant au secret) à l'organisation des plans de restructuration et de licenciements dans les usines. Cela ne peut qu'ouvrir une crise dans toutes les organisations du haut en bas de l'édifice, des militants aux responsables. Personne ne peut empêcher désormais que la question éminemment politique de l'indépendance de l'organisation syndicale surgisse dans toute sa dimension.

La bourgeoisie sait le risque qu'elle prend en engageant cette bataille, et cela malgré le soutien que lui ont apporté les partis qui se réclament de la classe ouvrière en votant les lois Auroux, la décentralisation, etc. Aussi n'a-t-elle pas attendu pour chercher à sélectionner, au travers de toutes les institutions qu'elle a créées, pour occuper, organiser et entretenir dans les organisations syndicales une couche particulière de fonctionnaires syndicaux qui ne sont liés ni à la construction ni à l'animation de la vie des syndicats et qui doivent lui servir de base d'appui dans cette bataille.

Le conflit est ouvert entre tout ce qui, dans le syndicat, quelles que soient son opinion et sa place, décidera de se définir avant toute autre considération par rapport à la survie de l'organisation syndicale, et ceux qui décideront de se faire les porte-parole de la couche « étrangère » qui a été constituée au fil des ans et qui véhicule la pression intégrationniste.

Ce conflit est au centre des processus qui, au sein de la classe ouvrière, voient des forces chercher à se redresser sur un axe qui garantisse aux organisations ouvrières, aux syndicats, leurs prérogatives d'organisations indépendantes. Il ouvre à ceux qui sauront agir politique-

ment avec conséquence pour aider à dégager cet axe, à matérialiser pas à pas, comme nous l'avons fait en 1969 (double NON au référendum), les plus grandes possibilités de développement.

3. INTÉGRATION ET COLLABORATION DE CLASSE... REVENONS SUR LE CRITÈRE QUI DÉFINIT LE SYNDICAT COMME ORGANISATION DE CLASSE INDÉPENDANTE

Dans un texte consacré à la nature de l'URSS, Trotsky fait la comparaison avec les syndicats :

« Prenons cependant une comparaison plus proche : comparons l'Etat ouvrier et le syndicat. Du point de vue de notre programme, le syndicat doit être une organisation de lutte de classe. Quelle attitude adopter alors vis-à-vis de l'AFL ?

Ses dirigeants sont des agents notoires de la bourgeoisie. Sur toutes les questions fondamentales, Messieurs Green, Voll et Cie mènent une politique directement contradictoire avec les intérêts du prolétariat. On peut pousser plus loin l'analogie et déclarer que si, avant la formation du CIO, l'AFL effectuait encore, jusqu'à un certain point, un travail progressiste, aujourd'hui que l'activité essentielle de l'AFL consiste à lutter contre les tendances progressistes (ou moins réactionnaires) du CIO, l'appareil de Green est devenu définitivement un facteur réactionnaire. Ce sera parfaitement juste. Mais il ne s'ensuit nullement que l'AFL cesse d'être une organisation syndicale. Le caractère de classe de l'Etat est défini par son rapport avec les formes de propriété des moyens de production.

Ce qui définit une organisation ouvrière comme syndicat, c'est son rapport avec la répartition du revenu national.

Le fait que Green et Cie défendent la propriété privée des moyens de production les définit comme des bourgeois. Si en plus de cela, ces messieurs défendaient les bénéfices de la bour-

geoisie contre tous les attentats de la part des travailleurs, c'est-à-dire s'ils luttent contre les grèves, contre les augmentations de salaires, contre l'aide aux chômeurs, nous aurions alors à faire face à une organisation de jaunes et non pas à un syndicat. D'ailleurs, pour ne pas rompre avec leur base, Green et Cie sont contraints, dans certaines limites, de diriger le combat des travailleurs pour l'augmentation des salaires ou au moins contre la diminution de la part qui leur est réservée dans le revenu national.

Ce signe objectif suffit pour nous permettre de tracer dans toutes les occasions importantes une ligne de démarcation entre les syndicats les plus réactionnaires et les organisations jaunes.

Nous sommes contraints par là même non seulement de nous battre au sein de l'AFL mais encore de défendre l'AFL contre les jaunes, le Ku Klux Klan, etc. »

C'est précisément ce signe **objectif** fondamental qui, pour la bourgeoisie impérialiste dans sa phase de réaction sur toute la ligne, doit être extirpé par le biais de l'intégration des syndicats à l'Etat, parce qu'il est ce qui fonde au point de départ l'apparition de ces « foyers de démocratie prolétariens » dont parle Trotsky, et à partir desquels s'affirme l'existence politique du prolétariat comme classe.

La collaboration de classe exigeait de la bureaucratie qu'elle préserve à sa manière la base sociale de sa « puissance », c'est-à-dire l'organisation de classe, afin d'en exploiter l'existence dans ses propres intérêts.

Bien évidemment, la bureaucratie a toujours réalisé cette « préservation » par des méthodes qui savaient les bases de l'organisation indépendante.

Mais c'en est trop pour l'impérialisme... Nous sommes entrés à l'échelle internationale dans une autre phase politique. Il lui faut procéder dans tous les domaines à la destruction de toutes les conquêtes, c'est l'ère des contre-réformes. Il lui faut en conséquence nettoyer la société des « fortifications, des

bases, des foyers de démocratie prolétariens : syndicats, partis... » qu'édifièrent les ouvriers « pendant de nombreuses décennies, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle... ».

Car l'impérialisme, la bourgeoisie dans chaque pays ont conscience du rôle que ces foyers seront amenés à jouer dans la situation de crise de tout le système. Ils ont, eux aussi, à leur façon, conclu que :

« C'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'Etat bourgeois. » (Trotsky)

« L'UNIQUE PUISSANCE SOCIALE DU CÔTÉ DES OUVRIERS EST LEUR MASSE »

« Ce qui définit une organisation ouvrière comme syndicat, c'est son rapport avec la répartition du revenu national... »

C'est ainsi que la volonté de cerner au plus près la manière dont se pose aujourd'hui en France la question de l'indépendance des organisations syndicales, d'affiner les critères qui nous guident, afin de pouvoir en dégager des éléments utiles à la définition d'une ligne d'intervention, nous a ramenés au point de départ aux définitions fondamentales dégagées par les fondateurs du marxisme : aux statuts de la I^e Internationale.

Mais est-ce si étonnant que les problèmes posés par l'offensive engagée par l'impérialisme à son stade pourrissant (stade suprême du capitalisme, certes, mais **stade du système de production capitaliste**) nous ramènent à la simplicité du point de départ et, sous une certaine forme, à des débats au sein du mouvement ouvrier qui rappellent les débats de la période d'agrégation de forces disparates qui aboutirent à la constitution, dans la période ascendante du capitalisme, des grands partis ouvriers ?

Revenons sur ce qu'écrit Trotsky :

c'est son rapport avec la répartition du revenu national qui définit une organisation ouvrière comme syndicat... Lorsqu'il ajoute : « *Ce signe objectif suffit à nous permettre de tracer dans toutes les occasions la ligne de démarcation.* », il ne s'agit pas d'une formule réductrice. Trotsky traduit ce qu'écrivait Marx dans la résolution sur les syndicats adoptée au I^{er} Congrès de l'Association internationale des travailleurs en 1866, qui dit :

« L'unique puissance sociale du côté des ouvriers est leur masse. Cependant, la puissance de la masse est brisée par la désunion. La dispersion des ouvriers est engendrée et entretenue par leur concurrence inévitable. Les syndicats sont nés tout d'abord de tentatives spontanées de la part d'ouvriers pour supprimer ou, du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de travail contractuelles les élevant au moins au-dessus de leur condition de simples esclaves.

C'est pourquoi l'objectif immédiat s'est borné aux revendications journalières, aux moyens de défense contre les empiétements incessants du capital, bref, aux questions de salaires et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime, elle est nécessaire. On ne saurait s'en dispenser tant que subsiste le mode actuel de production. Au contraire, il faut la généraliser en créant des syndicats et en les unissant dans tous les pays.

D'un autre côté, les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus des foyers d'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du Moyen Age le furent pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat. »

En organisant la lutte contre les empiétements journaliers du capital (question des salaires et du temps de travail), les syndicats ont organisé « *la puissance sociale du prolétariat* » qui réside **uniquement** dans sa masse. Ce

faisant, ils sont devenus des « *foyers d'organisation de la classe ouvrière* », indispensables pour la guerre d'escarmouches quotidiennes et beaucoup plus importants en tant qu'appareils organisés pour hâter l'abolition du système même du salariat.

Pour Marx, il est exclu de combattre pour l'émancipation du prolétariat si on renonce à organiser le combat quotidien des syndicats contre les empiétements du capital. Non seulement « *on ne saurait s'en dispenser... mais il faut le généraliser...* ». C'est la condition de l'affirmation de la puissance sociale du prolétariat, de sa manifestation politique comme classe séparée du capital, comme classe politiquement indépendante qui ne peut exister qu'appuyée sur des organisations de classe indépendantes, combattant sur ce terrain.

Indication politique d'une brûlante actualité pour des militants révolutionnaires confrontés dans tous les domaines de la vie des syndicats à des pratiques qui expriment la pression désagréable qu'exercent chaque jour les institutions politiques sur les syndicats et les conséquences des pas franchis dans la « généralisation » des procédures nouvelles aspirant l'appareil syndical dans des instances d'exécution de la politique capitaliste et détournant l'activité générale de son objectif d'organisation élémentaire de classe de défense des revendications quotidiennes, comptes rendus de mandats, d'associations de syndiqués au travail d'organisation, de propagande (bulletins), de collectage, qui concentre matériellement la bataille pour « *l'organisation du prolétariat en classe donc en parti politique* » dont parle Marx dans le *Manifeste communiste* en 1847, qu'il précise encore en 1864 dans les statuts de la I^{re} Internationale, en écrivant :

*« Considérant,
Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;*

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de

classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens de travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes, misère sociale, avilissement intellectuel et dépendance politique ;

Que, par conséquent, l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen, que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué faute de solidarité entre les travailleurs de différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant pas un problème local ou national, mais un problème social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés (...).

LUTTE ÉCONOMIQUE ET LUTTE POLITIQUE

Que vaut donc la distinction faite entre lutte économique et lutte politique, entre syndicats et partis ?

Pour Rosa Luxemburg :

« La distinction entre la lutte politique et la lutte économique, l'autonomie de ces deux formes de combat ne sont qu'un produit artificiel, quoique historiquement explicable, de la période parlementaire... »

« **Produit artificiel... quoique historiquement explicable** », dit-elle.

Aujourd'hui, cela signifie que la question de l'indépendance des organisations syndicales à l'égard de l'Etat, dans toutes ses déterminations, sous tous ses aspects pratiques, constitue la question politique centrale de l'heure pour tous ceux qui se réclament politiquement de la classe ouvrière. Cela, c'est le fond...

Quant à la forme, les développements historiques particuliers du mouvement

ouvrier dans chaque pays ont produit des relations propres entre organisations syndicales et organisations politiques de la classe ouvrière dont il est impossible de ne pas tenir compte si l'on veut précisément aider à faire jaillir les problèmes de fond posés.

Il est une évidence que la forme des rapports syndicats-partis est différente en Angleterre où le parti ouvrier est né des syndicats, en Allemagne où c'est le Parti social-démocrate qui a joué un rôle déterminant dans l'organisation et le développement des syndicats, ou en France dont l'histoire a été marquée par l'épisode de relations orageuses entre les syndicats et le POF de Guesde et Lafargue (cf. le texte de préparation aux camps de 1987).

Tout cela dicte des tactiques différenciées. Ne pas tenir compte dans la formulation d'une politique de cette « autonomie », artificielle certes, mais historiquement explicable de la lutte économique et de la lutte politique serait se rendre incapable d'agir sur le fond.

Rosa Luxemburg poursuit (« Grève de masse, partis et syndicats ») :

« Il n'existe pas deux espèces de luttes distinctes de la classe ouvrière, l'une de caractère politique, et l'autre de caractère économique, il n'y a qu'une seule lutte de classe, visant à la fois à limiter les effets de l'exploitation capitaliste et à supprimer cette exploitation en même temps que la société bourgeoise. S'il est vrai qu'en période parlementaire les deux aspects de la lutte de classe se distinguent pour des raisons techniques, ils ne représentent pas pour autant deux actions parallèles, mais seulement deux phases, deux degrés de la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière. La lutte syndicale embrasse les intérêts immédiats, la lutte politique de la social-démocratie les intérêts futurs du mouvement ouvrier. Les communistes, est-il écrit dans le Manifeste communiste, défendent en face des groupes d'intérêts divers (nationaux ou locaux) les intérêts communs au prolétariat tout entier, et à tous les stades de développement de la lutte de classe l'intérêt du mouvement dans son

ensemble, c'est-à-dire le but final : l'émancipation du prolétariat. Les syndicats représentent l'intérêt des groupes particuliers et un certain stade du développement du mouvement ouvrier. La social-démocratie représente la classe ouvrière et les intérêts de son émancipation dans leur ensemble. Le rapport des syndicats au Parti socialiste est donc celui d'une partie au tout. »

Le rapport « d'une partie au tout » ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Faut-il déduire de cela que le syndicat constitue quelque chose de mineur par rapport au parti ? Assurément, les syndicats représentent l'intérêt de groupes particuliers et un **certain stade** de développement du mouvement ouvrier... des intérêts de groupes particuliers à partir desquels la classe ouvrière s'organise comme classe... à un **certain stade**, dit-elle... et le stade que nous avons atteint est celui où toutes les conquêtes qui vertèbrent la classe ouvrière comme classe existant politiquement de façon séparée du capital doivent être détruites. Aujourd'hui plus que jamais, **la partie concentre le tout !**

Trotsky, dans l'explication qui l'oppose à Shachtman, aborde et donne son cadre à cette question :

« Lorsque Lénine dit : la politique est de l'économie concentrée, il veut dire la chose suivante : quand le processus, les objectifs, les intérêts économiques acquièrent un caractère conscient et généralisé ("concentré"), ils entrent par là même dans le domaine de la politique et en constituent l'issue. En ce sens, la politique en tant qu'économie concentrée s'élève au-dessus de l'activité économique quotidienne, éminente, inconsciente et non généralisée. »

Et les intérêts économiques n'acquièrent un caractère conscient et généralisé pour la classe ouvrière dont « l'unique puissance sociale est la masse » que par l'organisation (le syndicat) qui est née « tout d'abord, de tentatives spontanées de la part des ouvriers pour supprimer, ou du moins, restreindre cette concurrence, pour arracher des conditions de

travail... » (résolution sur les syndicats au I^{er} Congrès de l'AIT).

Voilà les rapports qui entretiennent lutte économique et lutte politique. La classe ouvrière, classe exploitée dans les relations sociales, dans la société capitaliste, est objectivement amenée à se révolter, à vouloir « affaiblir » la concurrence qui la ruine. C'est par l'organisation réalisée pour mener ce combat que les intérêts économiques du prolétariat « acquièrent » un caractère (plus ou moins) conscient, (plus ou moins) généralisé, entrant dans le domaine de la politique.

Sans cette organisation élémentaire indépendante du prolétariat, construite sur le terrain de la lutte économique (qui est politique), pas de politique prolétarienne.

Il s'agit d'un tout constamment remis en cause qui est le terrain de la lutte politique du prolétariat. L'organisation élémentaire indépendante de classe est affaiblie, menacée par le renoncement politique de ses directions au combat pour mener jusqu'à son terme l'émancipation économique de la classe ouvrière qui pose la question de l'expropriation du capital.

Mais le fait que les syndicats soient contrôlés par des directions (staliniens ou réformistes) qui ont renoncé au combat pour l'émancipation économique du prolétariat — bien que cela les affaiblisse — ne fait pas disparaître pour autant le syndicat comme organisation de classe, comme foyer de démocratie ouvrière dans la société bourgeoise, défini par son rapport « avec la répartition du revenu national ». Tant que ce rapport indique que le syndicat continue à agir dans l'activité économique quotidienne pour arracher de meilleures conditions de vie et de travail pour le prolétariat, il reste cette base indispensable au combat émancipateur. Les révolutionnaires le défendent contre ses ennemis et se battent à l'intérieur.

Ce qui, par définition, ne peut être le critère pour les partis ouvriers qui ont

renoncé « au grand but de l'émancipation économique du prolétariat ». Ils ne constituent pas des organisations de classe de même nature que les syndicats.

LES RAPPORTS DU PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET DES SYNDICATS

Ces rapports découlent de tout ce qui précède et sont exposés de façon éclatante dans leur dynamique (1933 - « *Mouvement communiste en France* ») par Trotsky :

« La lutte du parti pour influencer les syndicats doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masses, à ne pas la scinder, à ne pas faire germer chez les ouvriers l'idée que les communistes désorganisent le mouvement de la classe. Les principes de cette lutte ont déjà été énoncés dans le Manifeste du Parti communiste, développés par la théorie et la pratique ultérieures du mouvement ouvrier, et ont trouvé leur expression la plus élevée dans le bolchevisme. »

Le parti, c'est la fleur de la classe, son élite révolutionnaire. Le syndicat embrasse de larges masses d'ouvriers à des niveaux différents. Plus larges sont les masses, plus le syndicat est près d'avoir réalisé sa tâche. Mais ce que l'organisation gagne en étendue, elle le perd inévitablement en profondeur. Les tendances opportunistes, nationalistes, religieuses, dans les syndicats et dans leurs directions, sont l'expression du fait que les syndicats embrassent non seulement l'avant-garde, mais aussi les grosses réserves. Ainsi les côtés faibles des syndicats proviennent-ils de leurs côtés forts. La lutte contre l'opportunisme dans les syndicats signifie au fond un travail tenace et patient pour amener les réserves à l'avant-garde.

Celui qui en détache les ouvriers révolutionnaires, qui construit, à côté des organisations de masses, des syndicats révolutionnaires "propres", selon l'expression ironique de Lénine, mais peu nombreux, donc impuissants, celui-là non seulement ne résout pas la tâche historique, mais renonce à la résoudre ; pire encore, il crée directement lui-

même des obstacles à la lutte pour influencer la classe ouvrière. »

Quelles que soient les formes nationales, les traditions d'organisation propres à chaque pays, découlant de toutes les considérations que nous avons passées en revue, la lutte du parti pour influencer les syndicats **doit être menée de façon à ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation de masse...**

Il s'agit là de la position fondamentale des communistes, la « *fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, qui n'a pas d'intérêt qui diverge des intérêts d'ensemble du prolétariat* », « *la fraction qui entraîne toutes les autres (et qui) sur le plan de la théorie a, sur le reste du prolétariat, une intelligence claire des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien* ».

LES SYNDICATS ET L'ÉTAT OUVRIER

Ne pas freiner les tâches présentes de l'organisation des masses, mais au contraire les favoriser **jusqu'à revendiquer le droit pour la classe ouvrière** de se battre contre son propre Etat...

Appuyant sur ce fait essentiel que le syndicat est organisation de classe, Lénine (dans la discussion qui s'engage en 1920 au sein de la direction bolchevique) pousse jusqu'aux ultimes conclusions sa position :

« Les syndicats ne sont pas seulement l'organisation historiquement nécessaire du prolétariat industriel, ils en sont encore l'organisation historiquement inévitable, et sous la dictature du prolétariat, ils l'englobent dans sa quasi-totalité. »

Il découle de ce que je viens de dire que, dans l'exercice de la dictature du prolétariat, le rôle des syndicats est absolument capital. Mais en quoi consiste ce rôle ? L'examen de cette question, une des questions théoriques majeures, m'amène à conclure que ce rôle est extrêmement original. D'une part, les syndicats groupent, englobent dans leurs rangs la totalité des ouvriers

de l'industrie : ils sont de ce fait une organisation de la classe dirigeante, dominante, de la classe au pouvoir qui exerce la dictature, exerce la contrainte étatique. Mais ce n'est pas une organisation d'Etat, coercitive.

Dans le système de la dictature du prolétariat, les syndicats se situent, si l'on peut s'exprimer ainsi, entre le Parti et le pouvoir d'Etat. La dictature du prolétariat est inévitable lors du passage au socialisme, mais elle ne s'exerce pas par l'intermédiaire de l'organisation groupant tous les ouvriers de l'industrie.

Il est impossible d'exercer la dictature du prolétariat par l'intermédiaire de l'organisation qui le groupe tout entier. Car ne n'est pas seulement chez nous, l'un des pays capitalistes les plus arriérés, mais aussi dans tous les autres pays capitalistes, que le prolétariat est encore si morcelé, humilié, corrompu çà et là (précisément par l'impérialisme dans certains pays), que l'organisation qui le groupe tout entier est incapable d'exercer directement sa dictature. Seule le peut l'avant-garde qui a absorbé l'énergie révolutionnaire de la classe. Il se forme ainsi une sorte d'engrenage. Le programme de notre Parti montre que notre Etat est un Etat ouvrier présentant une déformation bureaucratique. Et c'est cette triste, comment dirais-je, étiquette, que nous avons dû lui apposer. Voilà la transition dans toute sa réalité. Et alors, dans un Etat qui s'est formé dans ces conditions concrètes, les syndicats n'ont rien à défendre ? On peut se passer d'eux pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement organisé ? C'est un raisonnement complètement faux du point de vue théorique.

Notre Etat est tel aujourd'hui que le prolétariat totalement organisé doit se défendre, et nous devons utiliser ces organisations ouvrières pour défendre les ouvriers contre leur Etat, et pour que les ouvriers défendent notre Etat. Ces deux défenses s'opèrent au moyen d'une combinaison originale de nos mesures gouvernementales et de notre accord, au moyen de l'"amalgame" avec nos syndicats.

J'aurai à revenir sur cet amalgame.

Mais ce seul mot suffit à montrer qu'il est erroné de se forger un ennemi en l'espèce du "trade-unionisme soviétique". Car la notion d'"amalgame" implique la présence de choses distinctes, qu'il va falloir amalgamer ; la notion d'"amalgame" implique qu'il faut savoir faire jouer les mesures du pouvoir d'Etat pour défendre les intérêts matériels et moraux du prolétariat entièrement uni contre ce pouvoir d'Etat (...). »

Nous nous battons pour que le syndicat, organisation de classe, foyer de démocratie ouvrière, qui constitue la base de l'existence politique indépendante du prolétariat, étende son influence et organise toujours plus largement des nouvelles couches de la classe ouvrière contre la bourgeoisie et son Etat. Nous nous battons pour l'indépendance totale à l'égard de l'Etat bourgeois... mais aussi de l'Etat bourgeois sans bourgeoisie, de tous les partis ouvriers bourgeois... mais y compris du parti révolutionnaire.

Cela veut-il dire que nous renonçons à faire un travail politique dans les syndicats ?

« Nous soutenons l'autonomie réelle, vitale, des syndicats, conformément à tout l'esprit du marxisme », affirme Trotsky lorsqu'il précise la position des communistes à l'égard du syndicalisme révolutionnaire.

« Le syndicalisme révolutionnaire, qui, sous beaucoup de rapports, a été en France le précurseur du communisme contemporain, s'est borné à la théorie de la minorité d'initiative, autrement dit du parti, sans se transformer ouvertement en parti. Mais, par là même, il a empêché les syndicats de se transformer en organisation, sinon de "la classe ouvrière elle-même" (ce qui est impossible en régime capitaliste), du moins de masses importantes de la classe ouvrière. Les communistes n'ont pas peur du nom de parti, parce que leur parti n'a et n'aura rien de commun avec les autres partis. Ce n'est pas un des partis politiques du régime bourgeois, mais la minorité consciente, la minorité d'initiative de la classe ouvrière, son avant-garde révolution-

naire. C'est précisément pour cela que les communistes ne se couvrent pas — dans le domaine de l'idéologie non plus que dans celui de l'organisation — de l'organisation syndicale, n'exploitent pas cette dernière par des manœuvres de coulisse, ne la divisent pas lorsqu'ils sont en minorité, ne gênent en rien son développement autonome et l'aident de toutes leurs forces dans sa lutte. En même temps, le parti communiste se réserve le droit de se prononcer sur toutes les questions du mouvement ouvrier, y compris le mouvement syndical, de critiquer la tactique syndicale et d'apporter ses propositions que l'organisation syndicale est libre d'accepter ou de refuser. Le parti s'efforce par l'action pratique de gagner la confiance de la classe, et avant tout de sa partie syndiquée. »

Au XXIX^e Congrès du PCI (1984), nous affirmons dans les résolutions sur les syndicats :

« Trotskystes, nous respectons l'indépendance syndicale. Et par ce fait, par principe, nous ne faisons pas dans le syndicat du travail clandestin.

b) Mais cette phrase doit être précisée ; le fait de ne pas faire de travail politique nous ferait apparaître comme des clandestins et nourrirait des attaques contre nous dans le syndicat.

Bien évidemment, faire un travail politique ce n'est pas pour un militant intervenir à un conseil syndical "au nom du PCI"...

Précisons, puisqu'il le faut. Le syndicat est une organisation ouvrière qui occupe une place spécifique dans la lutte de classe. Militer dans le syndicat implique la nécessité d'y œuvrer dans le cadre de la place spécifique occupée par le syndicat dans la lutte de classe, en respectant ses méthodes, ses instances.

Un parti occupe une autre place dans la lutte de classe. Avec un autre programme, d'autres méthodes. "Faire de la politique" dans le syndicat signifie respecter la place du syndicat dans la lutte des classes, ses méthodes d'organisation spécifique. C'est là le contenu de l'indépendance, mais ce n'est pas masquer, camoufler son appartenance politique. Le faire signifierait que, mili-

tants politiques, nous serions amenés (en raison du fait que nous sommes tout de même PCI) à transformer le syndicat en parti, et le PCI en syndicat.

Confusion qui conduit à remettre en cause l'indépendance du syndicat, à remettre en cause le respect des instances du syndicat. Plus précisément : quand les syndiqués nous accordent leur confiance, ils le font parce qu'ils estiment que nous sommes capables de défendre leurs intérêts, de défendre le syndicat. Mais ils le font également en sachant que nous sommes militants politiques, respectant l'indépendance des syndicats.

N'est-ce pas la raison pour laquelle le combat pour les sections pour un parti des travailleurs trouve un tel écho parmi les syndicalistes ? »

Impossible pour quiconque se réclame du combat pour l'émancipation du prolétariat de ne pas se battre par tous les moyens (dans le respect absolu des formes liées à la nature de l'organisation syndicale) et à tous les niveaux de l'organisation syndicale, contre la participation des syndicats aux états généraux de la Sécurité sociale.

Impossible de ne pas combattre pour que soient remis en cause les accords du type de celui qui a été signé sur les nouvelles technologies entre UIMM et une fraction des organisations syndicales de la métallurgie.

Impossible de ne pas combattre contre les propositions faites par toutes les directions syndicales de sauver la Sécurité sociale par la création d'un impôt machine, qui revient à accepter la fiscalisation qui doit liquider la Sécurité sociale.

Impossible d'accepter d'être au CE le gérant loyal du « sauvetage » de l'entreprise, de son « adaptation » aux nouvelles conditions économiques... Impossible de se considérer, en tant que représentant syndical, comme lié aux décisions de cet organisme.

Dénonciation publique des plans qui y sont présentés, compte rendu de mandat auprès des travailleurs qui nous ont

mandatés comme leurs représentants syndicaux. Mobilisation des travailleurs autour de la publication par les représentants syndicaux de tous les plans, comme moyen de mettre l'organisation syndicale sous la pression, sous le contrôle vigilant, donc sous la « protection » des syndiqués et du personnel...

Respect du fonctionnement des instances, bataille pour l'association d'un nombre toujours plus grand de syndiqués aux tâches d'organisation et de direction de leur syndicat, bataille contre tout ce qui tend à dissoudre l'organisation indépendante, bataille contre les « habitudes » qui amènent, au nom de l'adresse permanente et indifférenciée à tout le personnel, à ne plus s'adresser spécifiquement aux syndiqués, à ne plus considérer leur « organisation » ni comme socle de la force des syndicats ni comme leur objectif.

Mise en relation permanente dans le syndicat sous une forme adaptée de ce qui relie toutes les formes de cette bataille d'ensemble, de cette bataille politique pour l'indépendance du syndicat, contre l'intégration et la bataille pour la démocratie, pour en finir avec les institutions de la V^e République.

LA GRÈVE GÉNÉRALE, LES COMITÉS DE GRÈVE ET LES SYNDICATS

Mais faut-il attendre la victoire contre la pression intégrationniste, la régénération profonde des organisations syndicales du simple renforcement de cette bataille ?

La profonde dégénérescence qu'ont subie les organisations syndicales ne peut être seulement considérée sous l'angle du phénomène interne aux syndicats. Il s'agit de la manifestation des gigantesques pressions qu'exerce la société bourgeoise sur tous les « foyers de démocratie ouvrière » qui lui sont insupportables.

On ne peut attendre une régénérescence de toutes ces positions organisées de la classe ouvrière que de la contre-

offensive de tout le prolétariat contre la remise en cause de toutes ses positions, dans un affrontement politique frontal au niveau du pouvoir, par les moyens de la lutte des classes.

Les besoins de cette lutte de classe exigent des militants révolutionnaires qu'ils se conforment dans leur action (sous toutes ses déterminations) aux « lois » qui règlent la marche du prolétariat à l'acquisition — dans la lutte des classes — de la conscience de ses intérêts historiques. Ce sont ces « lois » que Trotsky rappelait aux révolutionnaires allemands :

« La progression de la classe vers la prise de conscience (...) est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise ceux qui existent déjà pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent dans le prolétariat. C'est pourquoi il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin (...).

Le prolétariat marche à l'acquisition de sa conscience non par les degrés de l'école, mais à travers la lutte de classe qui ne souffre pas d'interruptions. Pour sa lutte, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela vaut autant pour les conflits économiques partiels dans l'enceinte d'une entreprise que pour les luttes politiques "nationales".

Par conséquent, la tactique du front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile. Non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du Manifeste communiste où il est dit que les communistes ne s'opposent pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que ceux du prolétariat, exprime l'idée que la lutte pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat. » (Ecrits sur l'Allemagne.)

Des origines du mouvement ouvrier, marquées par la constitution et le renforcement du prolétariat, à nos jours — où nous voyons l'impérialisme à son stade pourrissant engager toutes ses forces pour détruire la classe ouvrière, disloquer ses organisations, liquider ses conquêtes et ses droits, le décomposer par le chômage — il s'agit (dans d'autres conditions) de la même bataille, de la même méthode.

La clef de ce combat pour la défense de l'indépendance des organisations syndicales, donc de la défense de l'indépendance du cadre politique d'organisation du prolétariat, réside pour l'avant-garde dans le combat du parti qui se construit (MPPT-PCI) en aidant les masses à réaliser « l'unité de leurs rangs » contre le capital et son Etat.

« Les travailleurs et la jeunesse marcheront à l'unité contre ce qu'il faudra bien appeler les "exactions patronales et gouvernementales". Telle, par exemple, cette proposition de loi "tendant à mettre en concurrence les organismes de Sécurité sociale, les entreprises d'assurance et les sociétés mutualistes pour la gestion du risque accident du travail et maladies professionnelles". Proposition de loi qui abroge toute une série de dispositions du Code de la Sécurité sociale, du Code du travail, du Code général des impôts, s'inscrivant comme autant de coups contre les garanties ouvrières pour les accidentés du travail ou les salariés atteints de maladies professionnelles (...).

L'aspiration profonde à la grève générale, au tous ensemble, se développe de l'inéluctable besoin de réaliser l'unité de lutte contre chaque manifestation des exactions patronales et gouvernementales, s'inscrivant comme revendication particulière, contre une politique que chacun et tous ressentent comme une politique planifiée, élevant ainsi les revendications professionnelles, catégorielles, particulières, comme revendications politiques.

Nous devons considérer les mouvements de l'automne et du début de l'hiver derniers comme déterminants, parce que précisément ils ont exprimé le plus vivement les tendances essentiel-

les au front unique pour la grève générale (...).

Pour réaliser l'unité, la mobilisation des masses s'oppose à la politique de division des directions. Mais cette politique de division se heurte à la volonté de faire reculer patronat et gouvernement. Elle se heurte à la dynamique de la grève générale. C'est ainsi que la mobilisation des masses pour la réalisation de l'unité, non seulement se nourrit de la nécessité de résister aux plans du gouvernement et du CNPF, mais aussi de la nécessité de briser la résistance des appareils à la réalisation de l'unité.

Ce n'est pas un paradoxe que de dire que ce sont les plans gouvernementaux et patronaux du CNPF, la politique de division qui nourrissent l'aspiration des masses à la réalisation de l'unité et à la grève générale.

Et, comme résultat de cette double nécessité (résistance des masses aux plans anti-ouvriers, nécessité de réaliser l'unité), les comités de grève apparaîtront face à la résistance des appareils, comme on l'a déjà constaté lors de la grève générale des étudiants et des lycéens, comme le lien pour aller au combat avec toutes les forces unifiées, unifiant sous leur égide élus des assemblées générales et représentants des syndicats. » (Section VI du rapport pour le XXXII^e Congrès.)

Les comités de grève apparaîtront comme la réponse nécessaire au fait que les travailleurs ont besoin que l'organisation du combat coïncide avec la nature du mouvement et reflète la masse mobilisée, dans l'unité avec ses organisations.

Organisation qui ne peut coïncider avec les syndicats car ils n'embrassent qu'une partie de la classe ouvrière, mais organisation qui inclut nécessairement les syndicats en tant que tels.

Il serait absurde d'imaginer que le comité de grève, surgissant des besoins de la grève comme organe du front unique, puisse remplacer les syndicats qui constituent la base d'organisation de la classe ouvrière, même s'ils n'organisent qu'une minorité de la classe ouvrière.

« *Les masses entrent en lutte avec toutes les idées, groupements, traditions et organisations* », dit Trotsky... Le comité de grève englobe les syndicats. Ils continuent à exister, vivre et lutter. Ils sont contrôlés dans l'action par les masses dans le cadre d'organisation du front unique.

Il est nécessaire qu'ils continuent à exister, vivre et lutter dans le cadre organisé du front unique qui surgit de l'action de classe et du besoin impérieux de rassembler toute la classe face au capital et à son Etat. Il s'agit d'une condition à l'exercice de la démocratie ouvrière au niveau où l'exige le rassemblement des masses en lutte dans leur diversité.

Cette question constitue d'ores et déjà l'enjeu d'une bataille politique essentielle pour l'avenir de la lutte des classes.

La politique de capitulation des directions du mouvement ouvrier n'a pas seulement fourni à la bourgeoisie son aide sous les formes que nous venons d'évoquer, elle constitue l'argument de départ d'une nouvelle offensive, « organisée » au bénéfice de cette dernière pour chercher à décomposer et désarmer le prolétariat en prévision d'échéances qui approchent et poseront dans toute son ampleur la question de la réalisation du front unique ouvrier, de l'unité des travailleurs et des organisations face au capital.

Que s'est-il passé dans ces mouvements de l'hiver dont nous disons qu'ils sont « déterminants » ? Il y a d'abord eu les étudiants qui ont constitué leur coordination, couronnant de véritables comités de grève responsables devant les assemblées générales, mandatés par elles, exprimant la réalisation de l'unité de la masse des étudiants et des organisations étudiantes et agissant sous le contrôle d'assemblées générales de masse.

Et puis, il y a eu le contre : la « constitution » de coordinations de chemi-

nots s'exprimant au nom de « l'unité des syndiqués et des non-syndiqués », représentatives de minorités autoproclamées opposées à tout combat et à toute mobilisation pour la réalisation du front unique au sommet alors que la question se concentrait sur l'unité des sept fédérations. Elles opposaient frauduleusement une nouvelle organisation, ajoutant à la division, et indiquaient un des axes du combat pour tenter de disloquer de l'intérieur le mouvement de la classe ouvrière, qui se dirige contre l'Etat et s'apprête à ouvrir la crise révolutionnaire.

Il serait erroné de croire que le mouvement qui se dessine ne charriera pas une masse d'illusions que les appareils et les gauchistes nourriront pour chercher à faire obstacle à la réalisation du front unique. Il serait erroné de croire que l'on pourra simplement, à un jour et une heure donnés, appeler à la réalisation de comités de grève élus, intégrant les organisations syndicales... Il revient aux militants du MPPT qui combattent aujourd'hui dans les entreprises — dans les combats ponctuels qui s'étendent — pour la construction du parti de classe de répondre à chaque problème posé dans le but d'aider à préparer les masses à répondre à ces questions conformément à leurs intérêts historiques.

L'importance de cette question des comités de grève, de son rapport avec les syndicats, prend un relief particulier au moment où leur surgissement, combiné à l'effondrement des institutions, se chargera d'un contenu politique plus vaste et tendra à exprimer à un niveau plus élevé la réalisation du front unique de la classe ouvrière.

« *Les soviets en Russie, dans leurs premiers pas, n'ont pas du tout été ce qu'ils sont devenus par la suite. Ils ont même souvent porté à l'époque le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.* » (« *Où va la France ?* »).

Léon Trotsky

œuvres

OFFRE EXCEPTIONNELLE :

**LES 22 TOMES
DES ŒUVRES
DE LÉON
TROTSKY :**



500 F

**Passer vos commandes à APIO, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
ou auprès des militants du PCI**

Le Mouvement ouvrier français

Son origine, son rôle, sa doctrine

A l'occasion de journées d'études,
le camarade Sandri, militant ouvrier,
a présenté cet exposé que nous publions avec son accord

Avant-propos

L'histoire du mouvement ouvrier français, c'est aussi l'histoire de la classe ouvrière et de son organisation.

L'objet de l'exposé n'est pas de remonter à l'Antiquité, au moment où apparaissent déjà les premiers conflits entre classes sociales : de l'esclave à l'affranchi, du serf au vilain, puis à l'organisation compagnonnique.

Notre approche consistera à traiter de la naissance de la classe ouvrière, simultanément avec le développement de la société industrielle, du capitalisme sous toutes ses formes, et de la bourgeoisie qui en est son expression politique.

La Révolution de 1789 est à cet égard déterminante. Elle nous servira de point de départ.

La classe ouvrière est bien l'enfant naturel de la bourgeoisie, fruit bâtard du capitalisme et de la société industrielle qui l'ont engendré.

En contradiction avec les thèses dites « modernes », qui à droite comme à gauche spéculent sur l'effacement des antagonismes sociaux et par prolongement sur les responsabilités nouvelles qui devraient incomber au syndicalisme, un fait inéluctable demeure : à savoir la division de la société en classes sociales aux intérêts opposés, et l'accentuation due à la crise de ces antagonismes.

Certes, la conscience de classe n'est pas spontanée. Il importe alors aux éléments les plus conscients de favoriser son éveil, puis de la matérialiser dans l'activité quotidienne. Fernand Pelloutier, le fondateur des Bourses du travail, écrivait : « *Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son malheur.* »

Le milieu étudiant et lycéen avec son organisation syndicale occupe une place particulière au sein des rapports de production. Il est donc indispensable pour eux de s'intégrer dans le mouvement ouvrier, en y apportant leurs connaissances.

Lycéens, étudiants, deviendront dans les prochaines années et pour la majorité d'entre eux des producteurs qui pour assurer leur subsistance, vendront leur force de travail physique et intellectuelle.

Dans une perspective révolutionnaire, à côté de l'action politique, et des partis politiques qui ont leur propre projet de société, le syndicat occupe une fonction spécifique, qui consiste à organiser sur le terrain de classe l'ensemble des salariés, en dehors de toute considération politique, philosophique ou religieuse.

Pour accomplir sa mission de défense des intérêts particuliers des salariés, quelle que soit la forme d'État, quel que soit le parti au pouvoir, le syndicat doit demeurer indépendant (ce qui ne veut pas dire apolitique) et rejeter toute forme d'intégration à un type de société organique, communautaire ou corporatiste.

Attaché à la démocratie politique, il y occupe comme contre-poids une place déterminante.

Lycéens, étudiants, dans le combat à mener pour l'avènement d'une société sans classes où toute forme d'exploitation aura disparu, votre responsabilité à la place qui est la vôtre est grande, et votre engagement nécessaire.

Vous poursuivrez ainsi, avec l'ensemble des travailleurs, l'œuvre déjà accomplie par les militants ouvriers fort nombreux qui ont payé, parfois de leur vie, le prix de la grande espérance.

Roger Sandri, avril 1987

LE MOUVEMENT OUVRIER FRANÇAIS

Historique du mouvement syndical

Les scissions syndicales

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

La Révolution française de 1789 est non pas un accident fortuit, mais la résultante d'une longue évolution, la liquidation brutale mais lentement préparée du féodalisme par le capitalisme naissant. L'Assemblée constituante de 1789, en s'appuyant sur la grande bourgeoisie, est le premier type de l'État bourgeois issu de la Révolution française. L'Assemblée décrète le 21 août 1790 « *que les citoyens ont le droit de s'assembler et de former entre eux des sociétés libres, à la charge d'observer les lois qui régissent tous les citoyens* ». Des émeutes éclatent en 1790 chez les ouvriers tisseurs, notamment à Saint-Étienne et à Lyon.

La loi Le Chapelier du 17 juin 1791 abolit la liberté d'association et introduit le **délit de coalition**. C'est l'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens du même état et de même profession. Seuls demeurent l'intérêt particulier et l'intérêt général.

Les rapports sociaux s'établissent désormais sur la seule base du **contrat individuel**. L'**individualisme libéral** de la Révolution française consacre ainsi le

libéralisme économique. En 1803, Napoléon renforce les pénalités prévues par la loi Le Chapelier sur le délit de coalition.

LE CAPITALISME INDUSTRIEL

Si la Révolution française a modifié les structures politiques et la façon de penser, les structures économiques et la façon de travailler ont peu évolué, même si l'existence des premières manufactures préfigure les bases de la société industrielle en gestation.

La société est constituée par :

- une classe paysanne
- une classe artisanale et boutiquière
- une bourgeoisie libérale dite de robe et la bourgeoisie d'affaire.

La classe ouvrière n'existe pas en tant que telle en dehors des manufactures, des compagnons et apprentis, et des manœuvriers. La pratique du libéralisme économique va favoriser l'essor de la grande bourgeoisie qui s'enrichira au cours des guerres napoléoniennes. L'immense développement des forces productives, appuyé sur la révolution

industrielle au XIX^e siècle, déjà accomplie en Angleterre, par l'invention et le développement de la machine à vapeur, va modifier radicalement les rapports de production et les rapports sociaux qui en découlent. C'est le développement du machinisme et des concentrations industrielles, dans la métallurgie, le textile, les houillères et l'extraction du sous-sol, en même temps que les concentrations de main-d'œuvre amorçant le dépeuplement des campagnes.

C'est la naissance d'une catégorie sociale pratiquement inconnue jusqu'à en France : le prolétariat.

LES CONDITIONS DE VIE

Au cours de cette période du capitalisme naissant et à partir des années 1820, ce prolétariat vit dans des conditions épouvantables. Les rapports sociaux restant soumis au principe de l'**individualisme libéral**, ils obéissent à la seule **loi de l'offre et de la demande**.

La force de travail est considérée comme une simple marchandise, subissant les fluctuations du marché et de la concurrence, force de travail qui reste la seule propriété du prolétaire, réduit à la vendre pour assurer sa subsistance et celle de sa famille. Les nécessités de la production et les baisses de salaires introduiront le travail des femmes et des enfants. Les salaires sont d'environ 2 F pour les hommes, 1 F pour les femmes, 0,50 F pour les enfants. La durée du travail est fixée en fonction des nécessités de la production. Elle varie entre 0 heure et 17 heures par jour, sur 7 jours par semaine.

L'absence de logements, sinon la précarité et la promiscuité, amènent les ouvriers à accomplir 1 heure à 2 heures de trajet à pied, en plus de la journée de travail. Suite à l'absence de protection sociale, la misère s'installe en raison de l'accident, de la maladie et de la mort. L'inexistence d'infrastructures sociales favorisant les plaies sociales, la montée de la mortalité infantile dans les milieux populaires devient impression-

nante.

Vers les années 1840, dans le quartier de Saint-Sauveur à Lille, sur 20 000 enfants venant au monde, 19 000 n'atteignent pas l'âge de 5 ans. La bourgeoisie s'inquiète de ce phénomène qui risque à terme de tarir la source alimentant la force de travail.

De plus, les premières contradictions du capitalisme l'engagent dans sa phase impérialiste. C'est la conquête de l'Algérie. Le contingent militaire nécessitant environ 150 000 à 200 000 hommes recrutés, en raison du « tirage au sort », dans les couches populaires, le constat est fait dans les milieux ouvriers, notamment dans la région textile de Louviers, d'un déchet de 90 % des appelés, par suite d'incapacité physique.

Pour remédier à cette situation, pour la première fois depuis la loi Le Chapelier, l'État intervient dans le domaine social. Le 23 mars 1841, la loi vient réglementer le travail des enfants dans les fabriques de 20 ouvriers et plus. Elle interdit le travail des enfants de moins de 8 ans. Elle limite à 8 heures la durée du travail pour les enfants âgés de 8 à 12 ans, à 12 heures pour les enfants de 12 à 16 ans. En raison de l'absence de moyens de contrôle (absence d'inspecteurs du travail), cette loi aura peu de portée. C'est pourtant la première entaille dans le mur « sacré » du libéralisme économique.

LA CONSCIENCE DE CLASSE

Le capitalisme sauvage, l'absence de régulation accentuent les crises et font apparaître les premiers phénomènes inflationnistes.

Vers les années 1840, le kilo de pain atteint 2 F, soit une journée de salaire. Les réactions du prolétariat, en l'absence d'organisations et d'avant-garde consciente, sont spontanées, et le plus souvent vouées à l'échec car durement réprimées. C'est la révolte des canuts de Lyon en 1841 qui est la plus connue.

Pourtant, les premiers éléments éclairés du prolétariat vont s'efforcer, en

s'appuyant sur les couches les plus avancées de la petite bourgeoisie, de trouver une porte de sortie à la misère qui les frappait. Après la Restauration de Louis XVIII, c'est l'avènement de Charles X, qui par une série de mesures se heurte à la grande bourgeoisie d'affaires et bancaire. La Révolution de juillet 1830 renversera Charles X, et permettra à la grande bourgeoisie d'installer son homme de paille : le roi bourgeois Louis-Philippe. Des alliances entre les capitalistes, la bourgeoisie de robe, se sont nouées à cette occasion, mais vite mises en cause.

La grande bourgeoisie détient tous les pouvoirs :

— **Financier**, car le développement du capitalisme industriel exigeait la formation de capitaux ; c'est le développement du système bancaire ;

— **Industriel**. La grande bourgeoisie, maîtresse du capital foncier et financier, est propriétaire de la grande industrie ;

— **Politique**, car malgré les promesses, le vote censitaire (concernant 200 000 électeurs) est appliqué, écartant la bourgeoisie libérale, les paysans, les couches laborieuses.

La montée des luttes va renforcer l'alliance entre la bourgeoisie libérale et les éléments éclairés du prolétariat.

En février 1848, Louis-Philippe est renversé. C'est la proclamation de la II^e République. Les prolétaires réclament et obtiennent la loi de 10 heures de travail à Paris et 11 heures en province, le droit au travail, la mise en place de la Commission de Luxembourg où siège l'ouvrier Albert, l'ouverture des ateliers nationaux, le suffrage universel.

Les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie font pression sur le gouvernement provisoire présidé par Lamartine, et obtiennent une mise en cause des avantages consentis aux travailleurs. C'est la dissolution des ateliers nationaux, et l'invite faite aux ouvriers de partir défricher les départements ruraux inexploités. La crise économique

se développe. Tirant le constat de la trahison de la bourgeoisie, le 23 juin 1848, les ouvriers prolétaires se révoltent contre le gouvernement républicain. Le général Cavaignac organise la répression. Ce sera le massacre de juin : 1 500 morts, 11 000 arrestations, 4 000 déportés (sans jugement) en Algérie. **C'est certainement au cours de cette période de 4 mois, comprise entre février et juin 1848, que va se creuser de façon irrémédiable le fossé entre la bourgeoisie et le prolétariat. C'est ici que naît parmi les ouvriers la réelle conscience de classe.**

Les ouvriers comprennent qu'ils appartiennent à une classe bien distincte de la bourgeoisie, même libérale, et que pour sortir de la situation et de la condition qui leur est faite, ils ne peuvent désormais compter que sur eux-mêmes, c'est-à-dire sur leur propre action. En même temps que l'espérance ouvrière, la bourgeoisie vient d'étouffer la République. Georges Sand a pu écrire : « *Je ne crois pas à l'existence d'une République qui commence à tuer ses prolétaires.* » En fait, la République n'a tenu aucune de ses promesses : coopératives de production, Commission du Luxembourg, ateliers nationaux, tout disparaît. La durée du travail sera rapidement ramenée à 12 heures par jour.

LA CLASSE OUVRIÈRE S'ORGANISE

Le coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte en 1851 peut venir. La classe ouvrière le verra avec indifférence. De plus, la répression l'a privée de ses éléments les plus actifs. Malgré la politique « paternaliste » de Napoléon III, la classe ouvrière est mise sous tutelle, et la répression continue à s'appliquer.

Mais la « fermentation sociale » ne s'est pas arrêtée pour autant. Les idées socialistes et égalitaires déjà avancées pendant la Révolution de 1848 se développent, en particulier celles de Proudhon qui, dès 1840, s'était fait connaître par une brochure intitulée : « *La propriété c'est le vol* », puis en 1846 par « *Les contradictions économiques* ».

En 1848, Karl Marx et Frédéric Engels publient « *Le Manifeste du Parti communiste* ». On assiste à un développement sans précédent des idées émancipatrices et sur la construction d'une nouvelle société sans classes sur les bases de la société industrielle. Saint-Simon, Fourier, Cabet, Leroux, Blanc, Blanqui, Proudhon, Marx ont leurs disciples. C'est un véritable bouillonnement des idées sociales. Vers 1860, l'antagonisme entre les classes est plus vivant que jamais.

Dès 1852, le procureur de la République de Lyon signale « *que la population ouvrière se sent reliée par des intérêts de classe* ». Les ouvriers, les mineurs notamment, rêvent de nationalisation.

Le 17 février 1864, *L'Opinion nationale* publie un manifeste signé par soixante ouvriers (*Manifeste des 60*), qui affirment la volonté qu'a la classe ouvrière de se libérer elle-même sans l'appui de la bourgeoisie démocratique.

DES MUTUELLES AUX RÉSISTANCES

C'est animée par cet état d'esprit que la classe ouvrière va poursuivre et parfaire son organisation autonome. Elle a déjà utilisé les Sociétés de secours mutuels, associations existant déjà avant la Révolution de 1789 au sein des Associations compagnonniques. Malgré l'existence du « *délit de coalition* », les mutuelles avaient été autorisées, sous réserve que leur action soit limitée à l'assistance et à la charité. Elles étaient d'ailleurs sévèrement contrôlées par les services de police. A partir de 1820, on assiste à une intervention de plus en plus poussée des mutuelles dans les grèves.

S'inspirant de l'unionisme anglais qui groupait déjà, en 1854, 500 000 affiliés, le prolétariat français va être poussé vers une nouvelle organisation de lutte adaptée aux nécessités nouvelles. Ce sont les « *Résistances* », qui participent à la fois de la mutualité et du compagnonnage, qui lui-même, après avoir participé activement à la Révolution de 1789, se verra

interdire toute activité officielle en raison de la loi Le Chapelier de 1791. Un nombre important de Résistances s'organisent à partir de 1830. La répression à leur encontre ne ralentit pas jusqu'à la fin du règne de Louis Philippe, mais elles deviennent si nombreuses que le pouvoir ne parvient pas à les réprimer.

C'est l'action des Résistances qui va permettre de dépasser les principes de l'individualisme libéral appliqués au contrat de louage de services, vers la représentation collective, avec l'organisation que les travailleurs ont construite pour assurer la défense de leurs intérêts particuliers.

Ils obligent ainsi l'entrepreneur capitaliste à reconnaître le caractère de classe du prolétariat organisé, en discutant désormais sur la base du contrat collectif et non plus sur celle du contrat individuel.

LES CHAMBRES SYNDICALES

Après le drame de 1848 et le coup d'État de 1851, les organisations se reconstitueront. C'est ainsi que surgiront sous le Second Empire des structures plus adaptées d'organisations ouvrières : les chambres syndicales, puis les fédérations. Ainsi, la force et le dynamisme des organisations ouvrières débouchera en 1864 sur l'abolition du délit de coalition et la reconnaissance du droit de grève. C'est au cours de cette période, dans le prolongement du mot d'ordre marxiste du *Manifeste communiste* « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* », que se constituera à Londres en 1864 l'Association internationale des travailleurs, la 1^{re} Internationale.

La chute du Second Empire, la proclamation de la III^e République en 1870 déboucheront en 1871 sur le grand élan révolutionnaire de la Commune, où, une fois encore, la classe ouvrière sera sauvagement réprimée par la réaction bourgeoise.

RECONNAISSANCE DES SYNDICATS

Comme après les journées de juin 1848 et le coup d'État du 2 décembre 1851, le mouvement ouvrier ne devait pas disparaître au lendemain de la Commune. Après quelques années d'une vie ralentie, il connaît un développement nouveau, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine syndical.

L'État de siège restera en vigueur jusqu'en 1876, avec un contrôle policier permanent. Toutefois, les structures organisationnelles de la classe ouvrière se reconstituent, simultanément avec l'accroissement du nombre des ouvriers dans l'industrie, qui se concentre de plus en plus pour atteindre sa dimension capitaliste. La liberté syndicale et le droit qui s'y rattache est préconisée par certains républicains, dont Gambetta, dans le but de rallier les ouvriers à la République, et aussi pour contribuer à la paix sociale. C'est un fait que les plaies ouvertes en juin 1848 et en mai 1871 sont loin d'être refermées. La classe ouvrière continue à se considérer en marge de la République. Les idées socialistes se développent avec l'organisation politique, ouvrant de sérieuses controverses quant à la doctrine d'action à appliquer pour conduire le prolétariat vers son émancipation finale.

Mais la prise de conscience est telle que les organisations vont se développer de façon importante. **Le 21 mars 1884, entérinant une situation de fait, la loi Waldeck-Rousseau reconnaît officiellement le syndicat professionnel.**

LA FÉDÉRATION DES BOURSES DU TRAVAIL

De la profession et du métier, l'organisation syndicale veut éviter les écueils du « corporatisme étroit » pour maintenir vivante la conscience de classe en privilégiant l'action interprofessionnelle, d'où l'idée des Bourses du travail.

L'idée des Bourses du travail date en fait de 1790, mais l'application moderne

date du 5 mars 1886, où un rapport municipal donne naissance à Paris à la première Bourse. On assiste à un mouvement identique dans les grandes villes de province. Le but de la Bourse du travail est de permettre aux syndicats de se doter de locaux pour se réunir et débattre des questions professionnelles.

Est également mise en avant l'initiation à la culture, l'éducation ouvrière, reprenant ainsi la pensée de l'animateur des Bourses du travail, Fernand Pelloutier, pour qui « *ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur* ». Le principe de la Bourse était aussi de contrôler le marché du travail en agissant comme intermédiaire entre les ouvriers et les patrons. Mais c'est aussi : « *Au-dessus des divisions professionnelles et corporatives, d'instaurer la communauté de classe.* »

La Bourse du travail assure l'organisation des grèves et la solidarité ouvrière. La Fédération des Bourses du travail tiendra son premier congrès à Saint-Etienne le 7 février 1892. Le congrès marquera une attitude critique à l'égard de l'électoratisme et du mutualisme. Le principe de l'indépendance de classe y sera confirmé. C'est le courant anarcho-syndicaliste.

LA FÉDÉRATION DES SYNDICATS

Le 11 octobre 1886, le Parti ouvrier, dont Jules Guesde, se réclamant du marxisme, est l'animateur, convoque un congrès des syndicats qui s'affirme nettement révolutionnaire et qui décide de créer une Fédération nationale des Chambres syndicales se déclarant « *sœur des fédérations socialistes existantes* ». Elle se transforme en « Fédération des syndicats et groupes coopératifs ouvriers de France ».

L'ACTION INTERNATIONALE

La défaite de la Commune a entraîné de graves controverses au sein de la I^{re} Internationale. Elle disparaît en 1876.

La montée des luttes amène le mouvement ouvrier à se réorganiser au niveau international, le plus souvent sous l'égide des partis socialistes ouvriers. Les actions en faveur de la journée de huit heures, parties des USA, se multiplient dans l'ensemble des pays industrialisés à partir de 1886. La journée du 1^{er} mai est retenue par l'Internationale socialiste (II^e Internationale), qui vient de se constituer en 1889, comme journée mondiale de revendications, avec comme mot d'ordre :

- 8 heures de travail par jour,
- 8 heures de repos,
- 8 heures de loisirs.

Sur le plan strictement syndical, les fédérations professionnelles se regrouperont au sein des Fédérations internationales d'industrie. Ces regroupements s'effectueront à partir de 1889, chez les typographes, jusqu'en 1910 avec la création de la Fédération internationale du bâtiment. Ces fédérations internationales professionnelles se rassembleront à partir de 1900 au sein d'une Conférence syndicale internationale qui se dotera par la suite d'un Secrétariat international des Centres nationaux des syndicats.

NAISSANCE DE LA CGT

Sur le plan français, surmontant leurs divergences qui portaient sur les liens existant avec le domaine politique, la Fédération des Bourses du travail et la Fédération des syndicats et groupes coopératifs de France s'efforceront de réaliser leur unité au sein d'une seule organisation, la Confédération générale du travail (CGT).

Les origines de la CGT remontent au Congrès de Nantes en 1894. Pourtant, l'acte officiel se situe en 1895, par le Congrès de Limoges. Il faudra tout de même attendre le Congrès de Montpellier en 1902 pour voir aboutir définitivement une réelle concertation syndicale nationale. La CGT se dote à cette occasion de ses structures, basées sur le fédéralisme et sur la double affiliation de l'adhérent : celle découlant de la profes-

sion, mais complétée par l'adhésion à une structure dite horizontale, la Bourse du travail, l'Union locale, puis par la suite l'Union départementale. Le souci des dirigeants reposait sur la nécessité de dépasser le lien professionnel pour l'appartenance du travailleur à une communauté de classe, dans l'esprit des fondateurs des Bourses du travail.

Au Congrès d'Amiens en 1906, la CGT définira sa doctrine d'action dans une résolution appelée Charte d'Amiens, consacrant « l'indépendance du mouvement syndical à l'égard des partis politiques et des gouvernements ».

ÉVÉNEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES

Au cours de ces périodes, on assiste à l'éclosion d'autres mouvements qui auront d'importantes conséquences pour le mouvement ouvrier. En 1891, l'Eglise se prononce sur « la question sociale ». Le pape Léon XIII promulgue l'Encyclique *Rerum Novarum*, donnant naissance au syndicalisme chrétien véhiculant la « Doctrine sociale de l'Eglise » basée sur la collaboration de classes. Vers 1900 se constituera la fédération des syndicats jaunes de France, qui prônera l'intéressement des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, dans une forme d'association capital-travail. En 1905, les deux branches françaises du socialisme, le Parti socialiste de France de Jean Jaurès et le Parti socialiste ouvrier français de Jules Guesde, s'unifient au sein de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO).

Sur le plan social, la loi sur les associations du travail et sur les délégués mineurs est promulguée en 1898. La journée de 10 heures est proclamée en 1899 et le repos hebdomadaire en 1906, ainsi que la création d'un ministère du Travail. Malgré l'émergence des polémiques précédentes, la ligne d'action de la CGT adoptée au Congrès d'Amiens en 1906 est désormais définitivement acquise. Léon Jouhaux, du courant anarcho-

syndicaliste, est élu secrétaire général de la CGT en 1909.

Mais les nuages s'amoncellent, les contradictions du système capitaliste, basées sur la concurrence effrénée à laquelle se livrent les puissances nationales pour la conquête des marchés mondiaux et l'expansion coloniale, conduisent droit à la guerre. Malgré la volonté de certains, le mouvement ouvrier sera impuissant devant la montée du bellicisme. Jean Jaurès, fondateur de *L'Humanité*, est assassiné le 31 juillet 1914. La guerre éclate le 3 août suivant.

LA GUERRE DE 14-18 ET SES CONSÉQUENCES

Le conflit de 1914-1918 est l'exemple type de la guerre impérialiste. En France, la moitié des terres cultivables appartient aux gros propriétaires. Par contre les petits paysans s'endettent. L'industrie et le commerce se concentrent, avec une tendance au monopole. Sur le plan international, c'est la concurrence qui s'accroît entre les grandes nations industrielles pour la conquête des marchés. La lutte pour l'accès aux territoires d'Asie et d'Afrique va accentuer le processus de contradiction. C'est la guerre.

L'échec du mouvement ouvrier dans sa capacité à empêcher le conflit entraînera de sérieuses répercussions politiques et sociales. Le chauvinisme ultranationaliste utilisé par les États capitalistes afin d'engager les masses dans le conflit aura ses effets. Alors que des deux côtés des belligérants on misait sur un conflit de courte durée, les premiers affrontements militaires vont se conclure par la mise hors de combat de centaines de milliers d'hommes. En France, de profonds désaccords éclatent au sein de la CGT entre ceux qui s'engagent dans la politique « de défense nationale » et dans « l'Union sacrée », et ceux qui se réclament du courant pacifique et internationaliste et qui considèrent que le mouvement ouvrier doit intervenir pour mettre fin à la guerre.

ZIMMERWALD ET KIETHAL

Des membres du courant pacifiste appartenant aux nations engagées dans le conflit se réunissent en Suisse, à Zimmerwald, en septembre 1915.

La France est représentée par deux opposants à la direction de la CGT : Meerhein et Bourderon. Ils se prononcent pour « *une paix sans annexion, ni contributions* ». La délégation du Parti bolchevique russe conduite par Lénine défend les thèses traditionnelles de la gauche marxiste, à savoir : **la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile**. C'est le point de vue des Français qui l'emporte. Le mot d'ordre devient : « *La lutte pour la paix.* »

Une seconde conférence internationale se réunit, toujours en Suisse, en mai 1916 à Kienthal. La France est représentée par trois socialistes : Blanc, Brizon et Ruffin-Dugens. Si la thèse du pacifisme l'emporte encore sur le point de vue de la délégation des bolcheviks, la résolution est sensiblement plus radicale que celle adoptée à Zimmerwald en 1915 : « *La paix durable sera seulement le fruit de la victoire du socialisme et il n'existe qu'un moyen d'empêcher les guerres futures : la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et la suppression de la propriété capitaliste.* »

L'année 1917 sera fertile en événements qui seront déterminants. En France, les criminelles batailles de Verdun (plus d'un million de morts) et de Champagne (600 000 morts) vont permettre à la tactique du « *défaitisme révolutionnaire* » de marquer des points.

Des grèves éclatent dans les usines, où les femmes qui remplacent les hommes mobilisés connaissent de pénibles conditions de travail et d'exploitation. Des mutineries éclatent dans les unités régimentaires tant du côté français que du côté allemand. Les soldats refusent de partir au front. Les actes de fraternisation se multiplient. La répression est aveugle. On fusille pour l'exemple.

Sur le front russe, la propagande pacifiste animée particulièrement par les bolcheviks et les socialistes-révolutionnaires produit ses effets dans une armée russe principalement constituée par des paysans moujiks, pour la plupart en état de demi-sauvages. La décomposition du régime tsariste s'accélère. En février 1917, il s'écroule. La République est proclamée de fait. Elle est dirigée par un gouvernement provisoire de bourgeois et d'aristocrates libéraux auxquels vont se joindre des socialistes-révolutionnaires. Les soviets, dont l'origine remonte à 1905, refusent de se dissoudre. Les attermolements du gouvernement provisoire vont permettre aux bolcheviks, s'appuyant sur les soviets, de mettre en pratique leur mot d'ordre : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, avec comme objectif la prise du pouvoir politique. La volonté du peuple russe d'en finir avec la guerre va déboucher sur la révolution d'Octobre 1917, qui permettra au bolcheviks d'accéder au pouvoir. Le gouvernement des Commissaires du peuple est installé, proclamant la République des soviets. La fraction « bolchevique » du Parti socialiste des ouvriers de Russie se transforme en Parti communiste. Le conflit mondial prend fin le 11 novembre 1918.

Le 2 mars 1919, le Parti communiste russe organise une conférence mondiale des partis communistes (pour les différencier des partis socialistes existants, certains ayant réalisé la scission, d'autres en étant au stade des débats internes comme la SFIO par exemple).

Cette conférence, tirant le constat de la faillite de la II^e Internationale qui n'a pu ou voulu empêcher la guerre impérialiste, décide de la constitution de la III^e Internationale (IC ou Komintern). Le 15 juillet 1920 à Moscou, naîtra dans le prolongement l'Internationale syndicale rouge (ISR ou Profintern).

LES SCISSIONS

En France, dès la fin de la guerre, les organisations ouvrières reprennent leur

activité. Sur le plan politique, la SFIO reprend sa place. La CGT reprend elle aussi son activité qui verra plus de quatre millions d'adhérents rejoindre ses rangs. Au sein de la SFIO qui maintient son adhésion à la II^e Internationale reconstituée, les événements de Russie et la constitution de l'Internationale communiste ouvrent la porte à d'importants débats. En décembre 1920, au congrès qui se tient à Tours, la majorité du congrès décide d'adhérer à la III^e Internationale. La minorité conduite par Faure et Blum continue la SFIO. La Section française de l'Internationale communiste (SFIC, puis plus tard Parti communiste) est constituée. L.-O. Frossard en devient le secrétaire général. C'est la scission sur le plan politique.

Sur le plan syndical, au sein de la CGT, la minorité animée par la tendance « révolutionnaire » s'est déjà constituée dès 1919 en comité d'adhésion à la III^e Internationale. Elle réclame ensuite la rupture de la CGT avec la Fédération syndicale internationale qui s'est constituée à Amsterdam pour son adhésion à l'ISR. Le congrès de la CGT se tient à Lille le 25 juillet 1921. Il est le théâtre de violents affrontements. Aucun accord n'intervient. Les partisans de l'ISR mis en minorité quittent la CGT. Ils se constituent en comité national et décident de se réunir en congrès en juin 1922 pour fonder la Confédération générale du travail unitaire (CGTU). **C'est la première scission syndicale.**

En 1922, l'échiquier syndical est réparti de la façon suivante : CGT : 350 000 adhérents, CGTU : 300 000 adhérents. On constate que par comparaison avec les effectifs recensés en 1919, toutes ces polémiques ont engendré une importante hémorragie d'adhérents. Il faut ajouter qu'en 1919, sur injonction du Vatican, les syndicats chrétiens se sont regroupés dans la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) qui regroupe environ 70 000 à 80 000 adhérents. Les organisations nationales chrétiennes se regroupent au sein de la Confédération inter-

nationale des syndicats chrétiens.

L'ACTION DE LA CGT

En dehors des complications issues de tous ces événements, l'action de la CGT en faveur des travailleurs n'en est pas moins déterminante. Utilisant les moyens de l'époque, la grève le plus souvent, elle fait pression sur les pouvoirs publics afin de créer un véritable réseau de lois et de protection sociale en faveur des travailleurs et de leurs familles.

— Depuis 1909, c'est déjà la loi qui garantit l'emploi des femmes en couches.

— En 1910, c'est l'institution des retraites ouvrières et paysannes.

— En 1913, c'est le repos des femmes en couches.

— En 1914, c'est une nouvelle réglementation protégeant les femmes et les enfants au travail.

— En 1917, à la suite des grèves, des délégués ouvriers sont créés dans les usines d'armement.

— En 1919, l'autorité des conventions collectives est accrue.

— La loi de huit heures de travail par jour est promulguée.

— La législation de 1898 sur les accidents du travail est étendue aux maladies professionnelles.

— En 1920, les syndicats peuvent se porter partie civile.

— En 1924, le gouvernement reconnaît aux syndicats le droit de représenter les fonctionnaires. Elle sera complétée en 1932.

— En 1928, première loi sur les assurances sociales, rendant obligatoire le principe à partir du 1^{er} juillet 1930. La loi sera complétée en 1932 par l'institution des allocations familiales.

LA SITUATION INTERNATIONALE

Le conflit de 1914-1918 laissera des

marques profondes tant dans le domaine politique, économique et social que sur le plan psychologique. Le « socialisme des tranchées » continuera à alimenter de nombreuses rancœurs. Ceux qui ont eu la chance de rester vivants ont à leur retour une autre appréciation des choses. Ils constatent que par opposition à la misère des uns, leur propre misère, d'autres ont profité de la guerre pour s'enrichir. La présence des femmes au travail aura des incidences sur le déroulement des événements à venir.

La révolution russe, dans sa projection internationale, a entraîné de nombreux phénomènes révolutionnaires, surtout dans les pays « vaincus ». L'Allemagne est touchée par la révolution ainsi que l'Autriche, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie et la Turquie.

La révolution allemande sera noyée dans le sang en raison de l'alliance contre nature qui s'est nouée entre les sociaux-démocrates de droite et l'état-major agissant pour le compte de la grande bourgeoisie et les grands groupes industriels. C'est également vrai pour l'Autriche, la Pologne et la Hongrie. Déjà les premières cassures dans le mouvement ouvrier apparaissent.

— La Russie, qui va devenir l'URSS le 30 décembre 1922, connaît une guerre civile atroce à laquelle, comme soutien à l'armée blanche, participeront des corps expéditionnaires à la solde du capitalisme international. L'armée rouge sort victorieuse de ces affrontements.

— En Europe de l'Ouest, un pays comme l'Italie se remet mal de la guerre. Le Parti socialiste italien a été secoué depuis 1915 par une scission qui verra se constituer une minorité de droite favorable à l'intervention dans la guerre et dirigée par Mussolini. Le PSI est sur la ligne de Zimmerwald. A la fin de la guerre, alors que pendant deux années le pays va être agité par des grèves touchant tous les centres industriels, il s'avérera incapable de remplir son rôle d'avant-garde conduisant à la prise

politique du pouvoir. De plus, la France et surtout l'Angleterre, voulant éviter de s'aliéner les nouvelles nations balkaniques créées par le traité de Versailles en 1919, et afin de maintenir leur influence dans le bassin méditerranéen, refusent d'honorer les promesses territoriales faites à l'Italie pour l'amener à se joindre à elles dans le conflit mondial.

L'échec des grèves, s'ajoutant à l'amertume nationaliste, va permettre à l'agitateur Mussolini d'étendre son mouvement fasciste constitué à Milan en 1919 et, avec l'appui d'une fraction de la bourgeoisie, en profitant du désarroi de la classe ouvrière, d'accéder au pouvoir et d'y installer progressivement son régime dictatorial.

Tous les Etats bourgeois confrontés à l'agitation sociale et à l'effervescence révolutionnaire risquant de les emporter prendront exemple sur le fascisme italien pour liquider les organisations ouvrières se réclamant de la lutte de classe et par là même de la démocratie.

La Pologne, la Hongrie, la Roumanie, le Portugal, l'Autriche vont connaître l'avènement de régimes fascistes et totalitaires.

— En Allemagne, les contradictions politiques et économiques vont permettre à Hitler, fondateur du Parti national-socialiste, d'étendre son influence et, avec l'appui de l'état-major et des groupes industriels, d'accéder au pouvoir en 1933. La politique suicidaire de Staline contribuera à cette situation.

— Sur le plan français, la situation politique restera à peu près stable jusqu'à la crise économique qui va frapper l'ensemble des pays industrialisés à partir de 1929.

— La reprise économique de l'après-guerre commence à s'essouffler à partir de 1927, principalement aux USA qui sont devenus la première nation industrielle du monde.

— La baisse du prix des matières premières annonce le ralentissement de la demande. C'est l'effondrement de la Bourse des valeurs de New York, le

jeudi 21 octobre 1929, qui donnera le signal de la faillite bancaire avec des répercussions immédiates sur les établissements financiers européens, notamment en Autriche, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

— Le déferlement de la crise se traduit par des millions de chômeurs aux USA, en Angleterre, en Allemagne et en Autriche. La France sur le moment paraît moins touchée en raison de la moins grande importance de sa structure industrielle. Par contre, la crise se prolongera jusqu'à la guerre.

— La faillite des classes moyennes les poussera aux solutions extrêmes. Le champ est libre pour le fascisme et le nazisme. Des groupes fascistes ou pro-nazis se constituent un peu partout : en France, en Angleterre, en Belgique, en Norvège, aux Pays-Bas, en Espagne.

Dans ce pays, la République va se trouver opposée à la réaction fasciste et d'une importante fraction de l'armée espagnole, avec à sa tête le général Franco en rébellion contre la République et la démocratie.

— En France, les gouvernements de la III^e République démontrent, pour la plupart d'entre eux, « leur incapacité à gouverner », la bourgeoisie industrielle et d'affaires vivant toujours dans la crainte d'un « grand soir », tous ces éléments donnant ainsi l'occasion à l'extrême droite de réclamer un régime autoritaire.

Toutefois, la tradition républicaine et l'implantation des organisations démocratiques sont assez forts pour empêcher toutes les velléités fascistes.

Pourtant, profitant d'un scandale politico-financier, l'affaire Staviski, les ligues factieuses vont essayer de renverser l'Etat républicain.

Ce seront les émeutes du 6 février 1934, suivies des réactions du PC le 9 février et de la grande manifestation républicaine et antifasciste du 12 février. Le Parti communiste se comportera de façon ambiguë au cours de cette période.

VERS LA REUNIFICATION

La situation économique et sociale, le danger fasciste font naître chez les travailleurs un profond désir d'unité.

Déjà depuis 1934, des fédérations professionnelles adhérant à la CGT et à la CGTU pratiquent l'unité d'action. Le rapport des forces entre les deux organisations s'est considérablement modifié depuis la scission de 1921.

— La CGT regroupe environ 750 000 adhérents alors que les effectifs de la CGTU, victime des tribulations du Parti communiste, des purges et des exclusions, sont tombés aux environs de 80 000.

— Des contacts sont établis au niveau confédéral. Ils se renforceront à partir du 12 février 1934. Le mot d'ordre de grève générale sera lancé conjointement par la CGT et la CGTU. Les deux défilés organisés séparément finiront par faire leur jonction, préfigurant symboliquement la réunification.

Un rassemblement antifasciste, républicain et de Front populaire réunissant les partis de gauche et les confédérations syndicales est organisé le 14 juillet 1933.

— En septembre 1935, la CGT et la CGTU concluent un pacte permanent d'unité d'action et décident de l'unité organique.

C'est en mars 1936, à Toulouse, que se tient le congrès de réunification. **La CGT est réunifiée.**

— Les élections législatives de mai 1936 enregistrent la victoire des listes de Front populaire (radicaux-socialistes, SFIO, PCF). Déjà, la situation se tend à partir du mois de février. Des grèves, avec pour la première fois l'occupation des usines, éclatent. Le 1^{er} mai 1936 est l'occasion d'une immense manifestation unitaire. Les sanctions prises par les employeurs à l'encontre des ouvriers absents (le 1^{er} mai n'est pas chômé et encore moins payé) vont amplifier le mouvement de grève qui va s'étendre jusqu'au mois de juin 1936.

— Le nouveau gouvernement présidé

par Léon Blum, de la SFIO, convoque une conférence à laquelle sont conviés les patrons de la CGPF (aujourd'hui CNPF), le ministre du Travail et les représentants de la CGT.

Le 7 juin 1936, les accords Matignon sont signés.

Ils accordent aux salariés :

- 15 jours de congés payés,
- la loi de 40 heures de travail hebdomadaire,
- la généralisation des conventions collectives,
- les délégués du personnel élus.

LA DEUXIÈME SCISSON SYNDICALE

Sur le plan international, la situation s'assombrit. Le 18 juillet 1936 commence la guerre d'Espagne. Elle se terminera le 31 mars 1939 par la défaite des républicains. L'aide des démocraties à l'égard des républicains se fera de façon parcimonieuse.

— Staline agit avec prudence. La preuve en est qu'il commence à faire payer d'avance son intervention en s'assurant des réserves d'or de la Banque d'Espagne à Madrid. Le bénéfice est de un et demi milliard de dollars.

— L'Angleterre fait connaître qu'elle n'interviendra pas.

— Le gouvernement français de Léon Blum, fortement divisé, propose aux autres puissances une déclaration commune de neutralité.

— L'Allemagne et l'Italie ne se privent pas d'envoyer des « volontaires » à Franco.

La guerre d'Espagne va devenir le banc d'essai de la prochaine guerre mondiale.

Les brigades internationales sont créées pour envoyer des volontaires combattre auprès des républicains.

Les agents staliniens se livrent aux pires exactions en liquidant leurs adver-

saires politiques des rangs républicains. André Nin, leader du Parti ouvrier d'unification marxiste, sera assassiné par le Guépéou. Tous les éléments soupçonnés de « trotskysme » sont éliminés physiquement.

Mais déjà se dessine la nouvelle politique « de paix » inventée par Staline, au centre de laquelle se trouve l'alliance avec l'Allemagne.

— En URSS, Staline a liquidé toute la vieille garde bolchevique, ainsi qu'une grande partie de l'état-major de l'Armée rouge.

— En Allemagne, le parti nazi d'Hitler a déjà procédé à la liquidation des adversaires politiques.

— En Italie, Mussolini engage sa campagne de conquête coloniale vers l'Ethiopie.

— Le 11 mars 1938, Hitler annexe l'Autriche sans difficulté. C'est l'Anschluss. Auparavant, il a réoccupé militairement la rive droite du Rhin, démilitarisée après 1919. Il fait connaître ses intentions vis-à-vis de la Tchécoslovaquie et réclame le retour des « Sudètes » dans le giron de la nation allemande.

— Les nations occidentales, la France et l'Angleterre, ne s'estiment pas en mesure de contrer militairement les prétentions d'Hitler. Certains voient aussi en lui le meilleur barrage contre l'expansion du communisme. De plus, les cicatrices nées du conflit de 1914-1918 sont loin d'être refermées.

— Le 29 septembre 1938, une conférence réunit à Munich, pour l'Allemagne : Hitler, pour l'Italie : Mussolini, pour la France : Daladier, pour la Grande-Bretagne : Chamberlain.

A la suite de cette conférence qui met en évidence la faiblesse des démocraties, Hitler a le champ libre pour régler le sort de la Tchécoslovaquie. Ce qui sera fait le 19 mars 1939.

— En France, la chute du gouvernement Blum entamera une partie des acquis obtenus en juin 1936. L'échec de la grève du 30 novembre 1938 contre les

« décrets-lois Daladier », les sanctions prises contre les grévistes, les tiraillements qui existent au sein de la CGT, vont se traduire, une fois encore, par une hémorragie d'adhérents qui, des 5 000 000 constatés à l'occasion des événements de 1936, descendent à 2 000 000 en un peu plus de deux ans.

— Au niveau de la diplomatie internationale, certains signes avant-coureurs confirment le virage que s'appête à prendre Staline à l'égard de l'Allemagne nazie.

Le 10 mars 1939, quelques jours avant l'invasion de la Tchécoslovaquie, Staline accuse « *les démocraties de chercher à empoisonner l'atmosphère et à provoquer un conflit entre l'Allemagne et l'URSS, qui n'avaient pas de raison pour cela* ».

Le sort de la Tchécoslovaquie étant réglé, Hitler fait valoir désormais ses prétentions territoriales à l'égard de la Pologne. Déjà le 9 mai 1939, des bruits courent à Berlin « *que l'Allemagne avait fait ou allait faire à la Russie soviétique des propositions tendant au partage de la Pologne* ».

Considérant désormais la guerre comme inévitable en raison des engagements pris par l'Angleterre et la France envers la Pologne, en août 1939, des délégations militaires franco-anglaises tentent de conclure avec l'URSS le pacte militaire qui pourra faire entrer en vigueur le pacte politique.

De ce fait, alors que la mission franco-britannique négocie à Moscou avec ses homologues soviétiques, l'annonce du pacte de non-agression germano-soviétique va éclater le 23 août 1939 comme un coup de tonnerre dans le ciel international.

Personne, sauf les initiés, n'avait prévu une collusion possible entre Hitler et Staline.

Staline déclare à cette occasion : « *Je sais combien la nation allemande aime son Führer, c'est pourquoi j'aurai plaisir à boire à sa santé.* »

Le pacte germano-soviétique permet à Hitler d'envahir la Pologne le 1^{er} septembre 1939. On apprendra cinq ans plus tard, à l'occasion du procès des criminels de guerre nazis, devant le tribunal international de Nuremberg, que le traité comportait des clauses secrètes, parmi lesquelles l'invasion prévue pour le 17 septembre 1939 de la partie orientale de la Pologne par l'armée soviétique. Ce qui fut effectivement appliqué.

— La France et l'Angleterre remplissent leurs engagements à l'égard de la Pologne en déclarant la guerre à l'Allemagne le 3 septembre 1939. Tous les partis démocratiques en France condamnent le pacte germano-soviétique et ses conséquences. Les représentants de la tendance ex-unitaire au sein de la CGT ayant approuvé le pacte germano-soviétique, le bureau confédéral de la CGT, réuni le 18 septembre 1939, prononce leur exclusion. L'exclusion est confirmée par la commission administrative de la CGT qui, réunie le 25 septembre, entérine la décision du bureau confédéral par 24 voix pour dont 3 avec réserves, 5 contre (les voix unitaires) et 2 abstentions.

Les raisons invoquées reposent sur le fait que les ex-unitaires, dont Benoît Frachon, se sont alignés et ont exécuté les ordres de la direction de l'Internationale et du Parti communiste français. Ils se sont mis ainsi eux-mêmes hors des règles statutaires de la confédération.

C'est ainsi, toujours pour des raisons de politique internationale, la deuxième scission syndicale au sein de la CGT.

DANS LA CLANDESTINITE

Le pacte germano-soviétique approuvé par le PC et les ex-unitaires, l'état de guerre, amènent le gouvernement Daladier à prendre des mesures à l'égard des dirigeants de ces organisations. D'ailleurs, le PC et les organisations qui en dépendent sont dissous le 26 septembre 1939. Des arrestations sont effectuées, assorties pour certaines de déportation en Algérie.

Certains responsables comme Duclos

et Frachon entrent dans la clandestinité. Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, déserte l'unité dans laquelle il a été mobilisé pour rejoindre Moscou.

— Après la période de la drôle de guerre, qui va durer neuf mois, l'offensive allemande laisse la France en pleine défaite. La majorité des dirigeants de la CGT sont mobilisés. Certains sont faits prisonniers. L'armistice avec l'Allemagne est conclu le 22 juin.

— Le gouvernement français dirigé par Pétain, qui a reçu les pleins pouvoirs, s'installe à Vichy.

— La III^e République est abolie. Est proclamé à sa place l'Etat français et sa trilogie corporatiste et paternaliste : travail, famille, patrie, fortement inspirée du franquisme.

— Un décret du 16 août 1940 prononce la dissolution de toutes les organisations professionnelles. La CGT et la CFTC sont dissoutes le 9 novembre.

— René Belin, secrétaire adjoint de la CGT, entre en opposition avec Léon Jouhaux et s'engage ouvertement dans la nouvelle politique du gouvernement de Vichy, visant à l'intégration des syndicats dans une structure corporatiste. Il est nommé ministre du Travail et de la Production.

— Un comité confédéral national de la CGT se réunit à Toulouse le 20 juillet 1940.

La situation est de plus en plus ambiguë. Le comportement de Belin est condamné par une majorité de responsables. Afin d'atténuer les divergences avec le gouvernement de Vichy, un document est adopté, se prononçant pour une « *communauté française du travail* ». Des pressions sont faites pour écarter Léon Jouhaux qui sera d'ailleurs par la suite assigné à résidence puis déporté en Allemagne.

— Le *Manifeste des 12*, rédigé le 15 novembre 1940 conjointement par la CGT et la CFTC, traduit un refus de satisfaire aux exigences de Vichy. Quoique présenté par le futur ministre

socialiste Christian Pineau, en introduisant le principe de subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général, le texte traduit davantage les orientations traditionnelles du syndicalisme chrétien de la CFTC que celles de la CGT.

— Un Comité d'études économiques et syndicales (CEES) est créé.

La Charte du travail sera promulguée le 26 octobre 1941.

— Le 22 juin 1941, Hitler déclare la guerre à l'URSS. Les organisations du Parti communiste, mal à l'aise et coincées qu'elles étaient entre la réaction populaire à l'égard de l'occupant et les consignes de la III^e Internationale d'adhésion au pacte germano-soviétique, se trouvent ainsi libérées. Elles entrent ainsi officiellement dans la Résistance, créant leur propre organisation.

Sur le plan syndical, les confédérés de la CGT et les ex-unitaires, associés désormais dans le même combat antifasciste, se retrouvent et échafaudent des projets de réunification syndicale.

— Roger Semat, envoyé par Benoît Frachon, va rencontrer Léon Jouhaux le 22 septembre 1942. Les discussions vont se prolonger jusqu'au 17 avril 1943. A cette date, au Perreux, deux autres confédérés, Robert Bothereau et Louis Saillant, et deux ex-unitaires, Henri Raynaud et André Tollet, concluent un accord reconstituant la CGT d'avant 1939.

Le bureau confédéral est immédiatement réunifié sur la base de septembre 1939 (6 confédérés, 2 unitaires). Il est prévu que dès la fin de la guerre, les fédérations et les unions départementales devront se reconstituer en appliquant le même principe de proportionnalité. Afin de diffuser leurs conceptions syndicales malgré tout divergentes, les deux tendances disposent de leur propre organe syndical, *La Vie ouvrière* pour les ex-unitaires, *Résistance ouvrière*, dont le premier numéro sera publié en août 1943, pour les ex-confédérés. Il faudra attendre janvier

1944 pour que les deux trésoreries fusionnent effectivement.

— La libération de Paris intervient le 25 août 1944. La CGT retrouve son siège du 213 de la rue Lafayette.

VERS LA TROISIÈME SCISSION SYNDICALE

Le premier comité confédéral national de la CGT se réunit en mars 1945. (Le CCN est l'instance qui administre la CGT entre deux congrès. Il est constitué par les secrétaires des fédérations et les secrétaires d'unions départementales. C'est le « Parlement » de l'organisation. Il élit le bureau confédéral et la commission administrative.) Un bureau confédéral de 12 membres est élu. Il est composé de 7 ex-confédérés et de 5 ex-unitaires. Le rapport de force entre ex-confédérés et ex-unitaires s'est déjà modifié en faveur de ceux-ci.

— Léon Jouhaux rentre de déportation le 8 mai 1945. Entre temps, les mesures d'épuration éliminent les syndicalistes qui se sont compromis dans la collaboration.

De nombreuses divisions affaiblissent le courant ex-confédéré, renforçant la position de Frachon et des ex-unitaires membres de l'appareil du PC.

Le CCN de septembre 1945 place Benoît Frachon aux côtés de Léon Jouhaux. La CGT a, de fait, deux secrétaires généraux.

— De Gaulle, président du gouvernement provisoire, installe un gouvernement tripartite, composé de socialistes (SFIO), du MRP (Mouvement républicain populaire - démocratie chrétienne) et du PCF qui, pour la première fois depuis sa création, accepte de participer à un gouvernement bourgeois, appliquant ainsi sa tactique de Front national définie par Staline.

— Maurice Thorez, rentré d'URSS, est nommé ministre d'Etat, vice-président du Conseil.

— Certains secrétaires confédéraux de la tendance confédérée, parmi lesquels, Albert Gazier, Robert Lacoste,

Christian Pineau, choisissent la voie politique et parlementaire.

— Léon Jouhaux, au nom des confédérés, critique vivement la politique gouvernementale du blocage des salaires.

— Les unitaires, avec Frachon, soutenant les ministres communistes au gouvernement, réagissent vivement contre les confédérés.

— Une tentative de rapprochement CGT-CFTC se heurte au refus de Gaston Tessier, président de la centrale chrétienne.

— Devenus minoritaires au sein de la CGT, les amis confédérés de Léon Jouhaux transforment leur organe de guerre, *Résistance ouvrière*, en *Force ouvrière*.

— La majorité communiste de la CGT soutient activement le gouvernement et se lance dans la bataille « de la production ». Gaston Monmousseau, directeur de *La Vie ouvrière*, lance le fameux : « *La grève, c'est l'arme des trusts.* » C'est la période où PC et CGT, désormais associés, clament aux travailleurs : « *Il faut produire d'abord et revendiquer ensuite* », « *Retrouvons nos manches, cela ira mieux.* » C'est aussi le moment où les opposants à cette ligne sont taxés de « *collaborateurs des patrons antinationaux* » et « *d'hitléro-trotskyistes* ».

En janvier 1946, une grève éclate dans la presse parisienne, grève pour les salaires menée contre le gouvernement tripartite par des syndicalistes révolutionnaires.

Le XXVI^e Congrès de la CGT, qui se tient du 8 au 12 avril 1946, introduit le cumul des mandats politiques et syndicaux. Les ex-unitaires appuyant le Parti communiste au gouvernement détiennent désormais la majorité au sein de la CGT avec 80 % des mandats. Les débats au sein de l'organisation prennent le plus souvent la forme d'affrontements violents, y compris physiques. Les ex-confédérés, se réclamant de la Charte d'Amiens de 1906 et de l'indé-

pendance syndicale, constatent de plus en plus le cheminement dévoyé des dirigeants de la CGT, aux ordres du PC.

Les anarcho-syndicalistes décident alors de quitter la CGT et constituent la Confédération nationale du travail (CNT).

D'autres courants se forment autour des syndicalistes révolutionnaires avec *Révolution prolétarienne*.

Les trotskystes s'appuient sur le journal *Front ouvrier*, organe du Parti communiste internationaliste.

En juillet 1946, un conflit éclate aux PTT, qui met aux prises les unitaires soutenant le gouvernement contre les travailleurs et les confédérés. Une scission intervient, 15 000 militants quittent la fédération postale pour constituer une fédération autonome. La situation est identique au sein de la fédération des finances. Avec la montée de l'inflation, le mécontentement ouvrier s'amplifie. Le 25 avril 1947, une grève éclate chez Renault. La direction de la CGT commence par condamner le mouvement, mais devant la solidarité qui s'organise, elle va changer peu à peu d'attitude. Le gouvernement est présidé par le socialiste Paul Ramadier. Il condamne la grève.

Le 4 mai 1947, le groupe communiste à l'Assemblée nationale refuse la confiance au gouvernement. Ramadier retire leurs portefeuilles aux ministres communistes.

Déjà la situation internationale annonce le grand schisme Est-Ouest.

— En France, le mouvement de grève s'amplifie. Un accord conclu avec le CNPF prévoit 11 % d'augmentation des salaires.

— Le 26 juillet 1947, une scission éclate au sein de la fédération des cheminots.

— Une multitude de syndicats autonomes se constituent dans la métallurgie, à la RATP.

— Les six millions d'adhérents qui

avaient rejoint la CGT à la libération, quittent progressivement l'organisation.

L'annonce du plan Marshall le 5 juin 1947 contribue à creuser le fossé entre les communistes et leurs anciens alliés. Après une période attentiste, Staline prend position contre le plan Marshall. Thorez, qui, en juillet au congrès du PC, donnait son accord au plan Marshall, s'aligne sur la position de Staline.

— Au sein de la CGT, le groupe Force ouvrière se structure, avec à sa tête Robert Bothereau. Une conférence nationale des groupes Force ouvrière se tient les 8 et 9 novembre 1947.

Le CCN de la CGT se tient les 12 et 13 novembre 1947. Il condamne le plan Marshall et propose un grand mouvement revendicatif sur les salaires.

— Léon Jouhaux refuse la consultation générale des salariés, syndiqués et non-syndiqués, proposée par Frachon.

— Le 27 novembre 1947, il y a deux millions de grévistes. Un comité national de grève animé par les groupes stalinien s'est constitué en marge du bureau confédéral. Il diffuse ses propres communiqués.

— Mais la grève s'essouffle et le 8 décembre 1947, le comité de grève lance le mot d'ordre de reprise du travail. Le retour à la normale n'interviendra que le 12 décembre 1947.

Le groupe des Amis de Force ouvrière se réunit les 18 et 19 décembre 1947, à la Salle des Horticulteurs à Paris. La majorité des participants, exprimant les sentiments de leur base, réclament la scission, alors que Léon Jouhaux et d'autres responsables veulent encore miser sur un retour à la démocratie syndicale au sein de la CGT.

— Une proposition émise par André Charcot de la fédération de l'alimentation est rejetée, malgré les avertissements de Léon Jouhaux.

— La décision de quitter la CGT est alors prise.

— Le 19 décembre dans l'après-midi, Léon Jouhaux, Robert Bothereau et trois autres membres du bureau confédéral remettent leur démission à Benoît Frachon.

C'est la troisième scission syndicale.

Elle va donner naissance à la Confédération générale du travail Force ouvrière, le congrès constitutif se tenant à Paris en avril 1948.

Le préambule des statuts confirmera la référence à la Charte d'Amiens, consacrant l'indépendance syndicale et le non-cumul des mandats politiques et syndicaux. Robert Bothereau, qui sera élu secrétaire général, écrira en 1947 : *« La crise est due au glissement du syndicalisme loin de son chemin normal de self-détermination. Elle résulte de la menace qui pèse sur son indépendance à l'endroit des partis politiques. C'est là, pour le syndicalisme ouvrier, un mal endémique, sans doute congénital, n'ayant jamais cessé de le menacer, mais que les événements actuels ont fait renaître avec virulence. »*

La scission ne donnera pas seulement naissance à Force ouvrière. Déjà, devant le refus de Frachon et de Gazier d'organiser au sein de la CGT les catégories de cadres, ceux-ci se regrouperont au sein de la CGC.

Quant à la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) elle refusera de choisir entre la CGT et la CGT-FO. Elle optera pour l'autonomie.

États généraux, coordinations, syndicats et comités de grève

L'université : un « laboratoire »
pour d'autres tentatives ?

par D. ROBIN

On parle beaucoup d'états généraux à l'heure actuelle. Il y a eu des « états généraux lycéens » les 21 et 22 mars, des « états généraux étudiants » les 27, 28 et 29 mars. Et il va y avoir maintenant des « états généraux de la Sécurité sociale ».

En apparence, peu de rapports entre ces différentes formes de réunions, si ce n'est le terme.

En effet, les états généraux de la Sécurité sociale sont convoqués par Chirac. Dans une lettre adressée le 17 avril aux six « sages » chargés d'animer les « états généraux » de la Sécurité sociale, et rendue publique le mardi 21 avril, Chirac définit tout à la fois l'objectif qu'il se fixe : procéder à « *une analyse de la situation financière de la Sécurité sociale* » pour voir « *si celle-ci appelle des mesures d'urgence* » (cela alors que les décrets Séguin sont déjà en application) et « *analyser les perspectives de la Sécurité sociale à moyen et long terme* », c'est-à-dire en clair définir des mesures visant à s'attaquer brutalement aux retraites, à l'hospitalisation, à tout le système de protection sociale ; et en même temps il indique les moyens pour y parvenir : « *La synthèse [de toutes ces analyses — NDLR] menée dans la plus étroite concertation avec l'ensemble des parties prenantes (...) donnera lieu à une présentation générale vers la mi-octobre, lors d'une grande réunion de synthèse.* »

Ainsi donc, l'ensemble des « parties prenantes », c'est-à-dire les représentants d'intérêts contradictoires, syndicats et patrons, sont appelés à réaliser une « synthèse ». Le contenu de ces « états généraux de la Sécurité sociale » ne peut être interprété autrement : il s'agit de demander aux organisations syndicales de se plier, au nom des prétendues nécessités économiques, à l'objectif des patrons de liquider la Sécurité sociale. Il s'agit d'une menace majeure pour l'indépendance des organisations syndicales.

Apparemment, la tenue des « états généraux étudiants » de la fin mars ne relevait pas du tout du même cadre : ils n'avaient pas été convoqués par le gouvernement, mais la proposition en avait été faite à l'issue de la grève générale de novembre-décembre et ils étaient composés de « délégués » étudiants.

Et, pour pousser plus loin la comparaison, il n'y avait ni ministres ni préfets pour présider les séances.

Rien à voir donc de prime abord.

Et pourtant... Voyons de plus près. Car l'expérience de la tenue de ces « états généraux étudiants » des 27, 28 et 29 mars est du plus grand intérêt pour tout militant ouvrier attaché à l'indépendance de classe de ses organisations. Il y a là en effet des enseignements d'une portée qui dépasse et de loin les universités.

Double intérêt de surcroît, car le débat sur les formes d'organisation nécessaires aux étudiants recoupe les problèmes posés lors de la grève généralisée des cheminots et lors du mouvement des instituteurs à propos de la constitution de diverses « coordinations ».

Abordons d'abord cette première question pour étudier ensuite le contenu qu'ont pris les « états généraux étudiants ».

I. Les états généraux étudiants : prolongation... ou négation de la grève générale ?

La décision de convoquer des « états généraux étudiants » avait été formellement prise lors de la dernière coordination nationale des étudiants les 12 et 13 décembre.

C'est de là que la plupart des forces politiques et syndicales existant à l'Université ont tiré argument pour établir une filiation directe entre la coordination nationale et les « états généraux ». Mais, de fait, les 12 et 13 décembre, la grève générale était finie, le projet de loi Devaquet venant d'être retiré. Pour la première fois, un grand nombre de délégués à cette dernière coordination nationale n'étaient plus sous le contrôle de l'immense masse des étudiants. Leurs décisions ne pouvaient plus dès lors revêtir le même caractère que lors des trois semaines de grève générale.

Procédons à un bref retour en arrière.

NOVEMBRE - DÉCEMBRE : DE VRAIS COMITÉS DE GRÈVE

Daniel Gluckstein, dans son livre *Qui dirige ? Personne, on s'en charge nous-mêmes*, a analysé de manière détaillée les caractéristiques de la grève générale. Ce rappel est très illustratif pour

comparer ensuite avec les « états généraux étudiants ». Citons juste un passage du livre.

« Indiscutablement, comités de grève et coordinations auront constitué la représentation authentique, démocratique de la grève générale des étudiants et des lycéens, un facteur décisif dans tout son développement. Leur apparition a été spontanée. (...) Les formes précises d'organisation de la grève et des comités de grève varient d'une faculté à l'autre, d'une région à l'autre. Partout, cependant, on retrouve les traits communs suivants :

- Une organisation très précise et codifiée de la grève. Assemblées générales centrales de facultés et assemblées générales d'UER alternent le plus souvent, généralement au moins une fois par jour.

- Les comités de grève élus dès les premières assemblées générales sont larges : comités de grève de 100 étudiants à Clermont, de 30 à Saint-Etienne, de 40 à la Sorbonne, etc.

- Malgré le grand nombre de places disponibles, il y a beaucoup plus de candidats que nécessaire : 90 candidats pour 30 places dans l'assemblée générale de sciences humaines à Tolbiac, 15 ou 16 candidats pour les 5 places des

représentants de Censier à la coordination nationale, 15 pour 5 à la Sorbonne.

- Les comités de grève se réunissent chaque jour, généralement le matin, avant l'assemblée générale ;

- Les comités de grève prennent en charge tous les aspects de l'organisation de la grève : service d'ordre des manifestations, liaison avec les autres facultés, information des étudiants, etc.

- Dans nombre de villes de province, les assemblées générales de faculté alternent avec des assemblées générales de tous les étudiants de la ville. Généralement, un comité central de grève est constitué avec les délégués de tous les comités de grève de faculté, d'UER et d'université.

Renouant avec la tradition de la Commune de Paris, et aussi avec celle des soviets dans les révolutions russes de 1905 et 1917, étudiants et lycéens font ainsi l'apprentissage de la démocratie directe, de la véritable démocratie de représentation. Dans de nombreux lycées et facultés, décision sera prise d'emblée que "les délégués rendent compte de leur mandat et sont révocables" ».

Et, expression de cette situation, la coordination nationale a, de bout en bout (jusqu'au retrait du projet Devaquet), joué le rôle d'une véritable représentation de la masse des étudiants et de leurs comités de grève. Les représentants de l'UNEF-ID participaient à cette coordination et les délégués de toutes les facultés étaient élus par les milliers d'étudiants en assemblée générale ou par les comités de grève.

A cette forme d'organisation correspondait un contenu : tout était sous le contrôle de la masse des étudiants. Les diverses manœuvres subalternes apparues pendant la grève (proposition d'amendements au projet Devaquet, demande d'un médiateur, etc.) ont toutes été déjouées parce que la masse des étudiants était là.

La coordination nationale a symbolisé l'unité réalisée par les étudiants et lycéens et constitué la centralisation unie

et démocratique de la grève générale.

Comparons alors avec ce qu'ont été les « états généraux étudiants » des 27, 28 et 29 mars.

LES ÉTATS GÉNÉRAUX : QUELS DÉLÉGUÉS ?

Dès le 31 janvier, une première réunion de « délégués » était convoquée, sous le vocable de « comité de liaison national », pour préparer les états généraux.

L'Humanité, quotidien du PCF, en rendait compte dans un article au titre significatif : « *Etudiants : ça continue.* » Le « comité de liaison national » et les « états généraux » eux-mêmes peuvent-ils être considérés légitimement comme les « continuateurs » du mouvement de la grève générale ? Voyons de plus près.

Les quelques articles de presse rendant compte de cette réunion du 31 janvier sont éloquentes :

Sous le titre « *Embrouilles et magouilles* », on lit dans *Le Monde* daté du 3 février :

« *Le temps du "mouvement" majoritaire, unitaire et dynamique est en effet bien révolu. Pour inévitable qu'il soit, le constat a suscité une certaine désillusion, et les délégués qui étaient venus à Saint-Denis n'ont pas caché qu'ils avaient été élus par de maigres assemblées générales.* »

Quant à *Libération*, il écrit : « *Les 250 délégués présents au début de la réunion ne reflètent pas la diversité de la base étudiante.* »

Doux euphémisme, surtout quand on se penche sur les procès-verbaux officiels de ce « comité national de liaison ». Toutes les « délégations » présentes le 31 janvier ont en effet rempli un formulaire indiquant comment ils avaient été « mandatés ». Honnêtement, ceux de Pau, désignés par 80 étudiants, écrivent eux-mêmes :

« *Les deux délégués n'ont pas été*

élus par la masse des étudiants de Pau et ne peuvent donc pas se considérer comme représentants de ces étudiants. Ils se sont simplement engagés à transmettre l'information qu'ils pourraient recueillir. »

Tous n'ont pas la même probité, mais les chiffres avancés par les « délégués » eux-mêmes sont en tout cas là : « délégués » de la faculté de Marseille-Saint-Charles « élus » par 20 étudiants ; « délégués » de l'université Marseille-II, par 50 ; Montpellier-I (fac de droit) par 50 ; Nice par 50 ; Saint-Etienne par 45 ; tout Jussieu (Paris-VI + Paris-VII) par 100 ; Paris-XI Orsay par 70.

Dans toutes ces universités, les assemblées générales rassemblaient de 1 500 à 2 000 étudiants, parfois plus, pendant la grève générale !

Voilà donc ce qu'étaient ces « délégués » réunis le 31 janvier et qui vont lancer la préparation des « états généraux ».

Quant aux « états généraux » eux-mêmes, deux mois après, qu'en a-t-il été ?

Là encore, laissons tout d'abord parler la presse :

• *Le Matin* daté du 27 mars écrit :

« Les assises locales, supposées préparer les états généraux qui se tiendront à Saint-Denis vendredi, samedi et dimanche, n'ont réuni qu'une frange étroite de ce qui fut le plus puissant mouvement étudiant depuis vingt ans. Des chiffres ? A Tolbiac, 70 étudiants se réunissent en assemblée générale pour élire... 35 délégués aux états généraux de ce week-end. A Nanterre, bastion de la contestation universitaire, les délégués mandatés par une petite centaine d'étudiants décident de n'assister aux états généraux qu'en observateurs. »

Et *Le Matin* publie le témoignage d'une étudiante de Villetaneuse :

« Lors de la réunion préparatoire aux états généraux, dans l'UFR (unité de formation et de recherche) de droites économiques, on n'était que quarante, 1 % des étudiants ! »

• Dans *Le Monde* daté du même jour, on peut lire :

« Les deux réunions de préparation des états généraux, le 31 janvier et le 7 mars, avaient déjà fait la preuve de la faible mobilisation des étudiants. Les assises locales qui se sont déroulées à la mi-mars dans un certain nombre d'universités devaient être le ferment des états généraux, le laboratoire décentralisé des propositions étudiantes : elles ont très rarement réuni plus d'une centaine de participants. (...) Les délégués étudiants qui vont se retrouver à Saint-Denis pendant trois jours ont été élus en tous petits comités. Quand une délégation d'une vingtaine de membres a été désignée par une quarantaine d'étudiants — ce qui est loin d'être un cas isolé —, on peut s'interroger sur sa représentativité ».

La délégation de Nanterre présente à ces « états généraux » ne s'est pas « interrogée », puisqu'après avoir fait une « enquête » auprès d'un certain nombre de délégués, elle a rendu public le deuxième jour des états généraux le tableau que l'on trouvera à la page suivante et qui n'a été contesté par personne.

Ainsi, pour toute personne de bonne foi, il est incontestable qu'en fait de « délégués » il s'agissait aux « états généraux » de délégués autoproclamés ne représentant en rien les étudiants.

LE FINANCEMENT DES « ÉTATS GÉNÉRAUX » : QUELLE INDÉPENDANCE ?

Mais comment, dans de telles conditions, le financement de ces états généraux a-t-il pu s'opérer ?

Rappelons ce qu'il en avait été lors de la grève générale de novembre-décembre. Sans même parler des multiples coordinations nationales, lors de la manifestation du 4 décembre, des dizaines et des dizaines de milliers d'étudiants et de lycéens étaient montés à Paris manifester.

On imagine les frais considérables de

Université de	Nombre approximatif d'étudiants	Nombre de délégués	Nombre de votants en AG
Angers	9 000	1	0
Brest	10 000	15	250
Rennes-I	1 500	5	220
Montpellier	12 000	17	100
Toulouse	14 000	9	50
Chambéry	400	2	50
Le Mans	5 300	14	100
Aix	14 000	26	150
Grandes Écoles	6 000	9	autodésignés
Tours	16 000	20	170
Metz	8 000	4	20
Bordeaux	30 000	20	250
IE Politique Lyon	800	5	150
Nantes	20 000	Pas assez de candidats délégués : 18	50 (pas de vote)
Marseille	?	6	200
Mulhouse	3 400	12	250
Nancy-II	?	2	150
Paris-VI		26	250
Nanterre	27 000	18	80 + 200
Paris-VIII	19 000	28	
		(24 élus en AG de 80 + 4 d'office membre sec. CLN)	

transports.

Mais, à cette époque, les étudiants et lycéens en grève ont trouvé eux-mêmes les moyens financiers.

Ici, dans telle ville, c'est à plusieurs centaines qu'ils ont collecté auprès de la population les centaines de milliers et même millions de centimes nécessaires à leur montée à Paris.

Là, dans telle autre ville, ils ont obtenu le soutien des cheminots. Ils n'étaient dépendants de personne, sinon de leur propre mobilisation.

Quelle différence avec les « états généraux » ! En effet, à quoi a-t-on assisté ?

Dès le 4 février, le conseil d'administration de l'université Paris-VIII (qui n'avait pas déboursé un centime pendant la grève générale) verse 30 000 F (3 millions de centimes) pour la préparation des « états généraux ». C'est ce même conseil d'administration qui votera le budget de l'université en baisse de 17 % par rapport à l'année précédente. Et à sa suite de nombreux conseils d'université voteront des « subven-

tions » pour les « états généraux ».

Parallèlement, dès le 10 février, la mairie PCF de Saint-Denis écrit au secrétariat du comité de liaison national de préparation des « états généraux ». Dans cette lettre, il y est annoncé que la mairie « peut vous apporter l'aide qui vous semblera utile pour l'organisation matérielle de ces journées ».

Et il y a tout ce qui n'est pas connu... mais qui amènera cependant un journalite du *Matin* à écrire le 27 mars :

« Fort curieusement, alors que les organisateurs ne trouvaient pas un kopeck pour payer les 1 200 000 F que coûte l'opération, des municipalités communistes ont raclé les fonds de tiroir. Saint-Denis financera le chapeau sous lequel se déroulera le grand psychodrame étudiant, Nanterre fournissant les lits pour les délégués provinciaux. Mieux encore, de petits centres universitaires tenus par l'UNEF-SE (proche du PCF) — comme par exemple Orléans — ont envoyé des chèques importants pour financer une opération autrement bloquée par l'incontournable question financière. »

Et voilà donc comment ont pu se tenir ces « états généraux ». Cette question du financement n'est pas un détail, car, comme chacun sait, « *qui paie commande.* »

RIEN À VOIR DONC AVEC LA GRÈVE GÉNÉRALE

Avant d'en venir au contenu de ces « états généraux », il est nécessaire d'élargir le propos sur ce que signifient ces réunions de « délégués » auto-proclamés. Car, dans le développement même de la lutte des classes se dirigeant contre les institutions, des obstacles se dressent contre la mobilisation unie des masses.

II. Qui représente quoi ?

Représentation démocratique des masses

ou « coordinations » minoritaires. Unité ou division

L'EXPÉRIENCE DES CHEMINOTS

Dans la foulée du mouvement des étudiants et lycéens et du succès arraché au gouvernement de cohabitation, la grève généralisée des cheminots s'étend.

Un problème central est posé tout au long de cette grève : à la base, les cheminots sont unis, mais au sommet les sept fédérations de cheminots refusent tout au long du mouvement de se réunir, ne permettant pas ainsi de fournir à la grève générale un point de centralisation politique contre le gouvernement.

Mais comment vaincre sans la réalisation de l'unité ? C'est alors que surgissent des « coordinations ». La coordination nationale des étudiants avait été tout à la fois l'expression et l'instrument de l'unité réalisée par la masse des étudiants. Mais qu'en a-t-il été de ces coordinations de cheminots ?

D'abord, il y en avait deux. Par définition, si l'on peut dire, l'existence de deux « coordinations » signifie déjà qu'aucune n'était l'expression de l'unité.

Et ces obstacles, ceux de la subordination aux institutions qui entraîne la division, se parent parfois du masque de la grève générale des étudiants et lycéens, tout en dénaturant totalement le contenu. Ainsi en est-il des « coordinations ».

On a vu ce qu'était celle des étudiants : de fait un véritable comité central de grève réalisant l'unité. Mais d'autres « coordinations » ont depuis surgi : chez les cheminots, chez les instituteurs. Même terme, mais contenu totalement différent, qui nous rapproche plutôt des « états généraux étudiants ». Voyons ce qu'il en est.

Quant à leur représentativité réelle, laissons parler les protagonistes de ces deux « coordinations ».

Une polémique publique a en effet opposé les militants de la LCR et ceux de LO, chacune de ces organisations ayant participé activement à l'une ou l'autre des coordinations. Citons tout d'abord Lutte ouvrière à propos de la coordination (intitulée ADC, c'est-à-dire réservée aux seuls conducteurs) dans laquelle étaient les militants de la LCR :

« La coordination ADC ne s'est réunie qu'une seule fois, le dimanche 28 décembre. Par la suite, le bureau élu le 28 a toujours parlé en leur nom sans plus jamais réunir les délégués des assemblées de grévistes. La CFDT ne tenait pas à soumettre aux ADC eux-mêmes la politique qu'elle faisait mener au bureau. »

Et Lutte ouvrière poursuit en portant l'accusation capitale : « *Mais qui donc manipulait, selon Rouge ?* »

Quant à la LCR, dans sa « réponse », elle ne conteste nullement les faits sur cette « coordination », elle se contente de mettre en cause l'autre :

« Lutte ouvrière poussa donc une coordination réellement représentative au plan régional à s'autoproclamer "Coordination nationale intercatégoriques", et donc à prétendre à une légitimité qu'elle ne pouvait avoir. »

Et plus loin :

« Lutte ouvrière, autoproclamant des comités de grève non représentatifs, envoyait certains de ses militants à la coordination inter-catégories sans réel mandat d'assemblée générale de grévistes. »

Notons enfin cette dernière phrase :

« Pour LO, les comités de grèves sont trop souvent des regroupements de la frange radicale du mouvement, voire des instruments antisyndicaux. »

Et ces deux « coordinations » mineures et concurrentes n'ont à aucun moment combattu pour que les sept fédérations de cheminots réalisent l'unité.

Ainsi, loin d'être un instrument des masses pour réaliser l'unité de bas en haut dans leur grève générale, ces deux coordinations ont de fait constitué des organisations en plus, c'est-à-dire des éléments de division supplémentaires, et cela parce qu'au point de départ, il y avait la manipulation qui consistait à s'autoproclamer représentants des masses.

Et c'est le même phénomène que l'on retrouvera aux « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars. Revenons sur quelques aspects de leur déroulement.

LE DÉBAT DES ÉTATS GÉNÉRAUX SUR LES FORMES D'ORGANISATION : MANIPULATION CONTRE MANIPULATION

Sur quoi devaient déboucher les « états généraux » ? Sur quelles « nouvelles » formes d'organisation ? Ce fut l'objet de tout un débat mené lors des journées des 27, 28 et 29 mars. La presse

a fait grand cas du conflit « majeur » ayant opposé deux regroupements de « délégués » (en fait deux cartels de forces politiques) : d'un côté essentiellement les militants du PCF, jouant aux anonymes avec des « indépendants » dont on verra ce qu'il en était pour la plupart, et d'un autre côté un autre regroupement animé surtout par les militants de la LCR, du PS et de SOS-Racisme. Quelles étaient les positions en présence ?

— D'un côté les militants du PCF, pourtant membres de l'UNEF-SE, rejetaient toute référence à l'UNEF ou à la construction d'une organisation syndicale. Ils préféraient parler de « comités de vigilance » et d'« auto-organisation à la base ». Mais qu'est-ce que cela signifie ? La force de la grève générale de novembre-décembre, c'est que l'« auto-organisation à la base » de la masse des étudiants, et pas d'une minorité, était une auto-organisation de la base au sommet à travers les délégués de réels comités de grève réalisant l'unité.

Mais l'« auto-organisation à la base » sans organisation au plan national signifie de fait l'émiettement des étudiants, leur atomisation faculté par faculté face aux conseils d'UER.

— De l'autre côté, l'autre groupe politique de délégués autoproclamés proposait une « grande organisation permanente regroupant syndiqués et non-syndiqués ». Nous reviendrons sur ce que signifie une telle conception. Mais abordons tout d'abord un premier problème.

En apparence, il pourrait sembler qu'il y ait une contradiction majeure entre ces deux conceptions... En fait leur contenu est commun. Car ce débat était mené, comme on l'a vu plus haut, entre délégués autoproclamés rassemblant des cartels de forces politiques. Or, par rapport à ce problème majeur de la représentativité de « délégués » ne pouvant parler au nom de la masse des étudiants, les deux « blocs » ont de fait réagi pareillement, justifiant tous deux

la manipulation. Qu'on en juge :

Interrogé par la presse à la veille de l'ouverture des « états généraux » sur la « représentativité » de ceux-ci, le « secrétariat du comité de liaison national », organisme désigné dans la réunion « autoproclamée » du 31 janvier, a publié un communiqué. Signalons que ce secrétariat était composé essentiellement de militants du PCF et d'« indépendants ». Pour juger de l'« indépendance » de ces « indépendants », précisons que leur principal porte-parole, mis en avant dans la presse, Yann Cochin, est un « jeune » étudiant de trente-quatre ans, ancien salarié de l'EDF, où il était militant de la CFDT, aujourd'hui « étudiant » en formation continue et animateur de l'organisation politique « Fédération de la gauche alternative » (FGA).

Ce secrétariat, très « indépendant » donc, indiquait dans son communiqué de presse :

« Nous ne prétendons pas représenter la totalité de la population étudiante. Mais les délégués que nous attendons sont représentatifs des valeurs qui se sont exprimées pendant le mouvement de novembre-décembre et des aspirations, même implicites, de la jeunesse. Ils sont simplement plus motivés, plus disponibles, et leur rôle sera de rendre les aspirations explicites et de les concrétiser pour tous. »

Des « délégués » « plus motivés » ! Quel mépris pour la masse des étudiants ! Car, lors de la grève générale, n'est-ce pas la force et la « motivation » de la masse des étudiants qui ont permis le succès ?

Quant à la « motivation » des « délégués », en particulier des membres du « secrétariat du comité de liaison national », outre les intérêts politiques de tel ou tel groupe, elle a peut-être d'autres raisons non « explicitées » dans le communiqué mais « implicites » si l'on en juge par le fait suivant, fort révélateur.

Le 4 février, le conseil d'administration de l'université Paris-VIII Saint-Denis, université où est étudiant entre

autres Yann Cochin, vote la résolution suivante :

« Le conseil d'administration demande aux formations et aux départements d'envisager dès aujourd'hui la possibilité de validation d'enseignements ayant trait au travail de préparation des états généraux, afin que les étudiants qui s'y sont engagés ne soient pas pénalisés par le retard pris dans leurs études. »

En clair, il est demandé par l'administration que le temps passé par certains à préparer les « états généraux » leur soit compté comme stages et travaux pratiques pour leurs UV (unités de valeur correspondant à des bouts de diplômes) !

Ah ! certes, se faire valider des UV en échange de la préparation des « états généraux », cela peut « motiver »... en tout cas les heureux bénéficiaires qui... seront titulaires de diplômes assez particuliers.

Quant aux aspirations « implicites » de la jeunesse, que des « délégués » qui disent eux-mêmes ne pas représenter « la totalité de la population étudiante », prétendent « expliciter », qu'est-ce que cela signifie ?

Si des aspirations sont « implicites », c'est qu'elles ne sont pas formulées. Alors, de quel droit s'arroger le fait de les interpréter ? Car, par définition, il y a autant d'interprétations politiques possibles que d'opinions politiques différentes à quelque chose qui n'est pas « explicite ». Qu'est-ce donc d'autre que de la manipulation à l'état pur ?

A l'inverse, durant la grève générale de novembre-décembre, il n'y avait nulle possibilité d'explicitation des aspirations « implicites », car les délégués étaient sans cesse sous le contrôle de la masse. Lorsque certains ont cru devoir « expliciter » l'aspiration des centaines de milliers en grève, en avançant prudemment la possibilité d'envisager des amendements au projet de loi Devaquet ou tout au moins de négocier sans préalable, partout les assemblées générales unanimes de milliers d'étudiants ont

aussitôt rectifié les délégués en explicitant ce qui était implicite et en votant : « *Le préalable à toute négociation, c'est le retrait.* »

Mais s'il n'y a plus le contrôle de la masse, alors chacun peut « expliciter » comme il l'entend les présumées aspirations « implicites », et on verra plus loin ce qu'a d'ailleurs été aux « états généraux » le contenu de cette manipulation.

Voyons maintenant, de l'autre côté, comment l'autre groupe politique de « délégués » a justifié la prétention de parler au nom des étudiants.

La presse a interrogé l'un de ses principaux porte-parole, Sylvia Zappi, responsable étudiante nationale de la LCR.

Répondant au *Matin* du 27 mars, elle déclare :

« *Une frange significative d'étudiants s'est engagée qui dépasse largement les organisations syndicales. Avec les états généraux, c'est la première fois qu'il y aura un grand mouvement de débat sur l'Université après une grève. Comment en être absent ?* »

Mais qu'est-ce que la « frange » ? N'est-ce pas ce que dénonçait, chez les cheminots, la LCR à propos de Lutte ouvrière et de sa volonté de constituer des « comités de grèves auto-proclamés » (voir plus haut) ? Pour les militants de la LCR, il serait erroné chez les cheminots de « regrouper la frange » lorsque ce sont les militants de LO qui en sont à l'initiative, mais juste chez les étudiants. Comprenez qui pourra !

Mais, en tout état de cause, que signifie cette notion de « frange » dont se réclame Sylvia Zappi ? Pour ne pas introduire de polémiques discutables, reportons-nous au dictionnaire. On lit, dans *Le Petit Larousse illustré*, la définition suivante : « *Frange : partie marginale d'une collectivité.* »

Quelle meilleure définition de la manipulation peut-on trouver que le fait pour la « *partie marginale d'une collectivité* » de prétendre parler dans « *un grand mouvement de débat* » au nom de la collectivité tout entière ?

Ainsi, ce serait sur la base d'une « frange » d'étudiants que se justifierait la proposition faite d'une « *grande organisation de syndiqués et non-syndiqués* ».

QU'EST-CE QU'UNE « ORGANISATION DE SYNDIQUÉS ET DE NON-SYNDIQUÉS » ?

Essayons d'analyser ce que peut être le contenu d'une telle organisation.

- Ce n'est bien sûr pas un syndicat, puisque des « non-syndiqués » en feraient partie.
- Ce n'est évidemment pas plus un parti politique, puisqu'une telle organisation n'est basée sur aucun programme politique.
- Ce n'est pas non plus un comité de grève ou d'ailleurs tout autre organisme démocratique rassemblant la masse des étudiants en mouvement, puisqu'il s'agit de rassembler la « frange ».

Qu'est-ce donc alors ?

On a vu que chez les cheminots les deux « coordinations » minoritaires, prétendant rassembler « syndiqués et non-syndiqués », avaient de fait été un instrument de division supplémentaire, car, en refusant de combattre pour l'unité, elles avaient tout simplement constitué deux organisations de plus.

Et chez les étudiants, à quoi peut correspondre une telle forme d'organisation ? En fait, cette proposition n'est pas une nouveauté. C'est même un vieux débat à l'Université, puisque à plusieurs reprises des tentatives ont eu lieu de construire de telles organisations, baptisées pompeusement en d'autres temps « mouvement politique de masse ».

Après 1968, déjà, la LCR avait cru bon, comme semble-t-il à nouveau aujourd'hui, de « *dépenser largement les organisations syndicales* » pour reprendre l'expression citée plus haut.

S'inclinant devant la formule provo-

catrice de Cohn-Bendit qui affirmait : « *Les syndicats sont des bordels et l'UNEF est une putain* », la LCR s'était prononcée pour un « *mouvement politique de masse* » et contre l'UNEF.

Quels en étaient les considérants ? Selon les explications fournies à l'époque (notamment dans une brochure écrite par deux responsables de la LCR, Bensaïd et Scalabrino, et intitulée *Le Deuxième Souffle*), il y aurait eu un « *mouvement étudiant* » représentant une « *avant-garde tactique du prolétariat* » (!) opposée à la masse des étudiants, jugée, elle, réactionnaire.

Les termes sont aujourd'hui différents (on oppose une « *frange significative* » à la masse non « *motivée* »), mais le contenu est le même.

En fait, dans la mesure où de telles organisations ne sont pas l'émanation de la masse des étudiants en mouvement et ne sont pas non plus des organisations syndicales, puisqu'il s'agit prétendument de les « dépasser », l'expérience a montré qu'il pouvait y avoir autant de mouvements politiques de masse que de directions différentes de ces mouvements politiques.

Et dans le passé ces propositions ont toujours conduit à diviser les étudiants. Elles se sont d'ailleurs essouffées d'elles-mêmes.

Alors que, par contre, ce qui fonde la vocation unitaire du syndicat, c'est précisément de ne pas opposer la « frange » à la « masse », mais de regrouper les adhérents indépendamment des « *opinions politiques, philosophiques ou religieuses* » sur la base exclusive de la défense des intérêts de tous.

UN « DÉPASSEMENT » DES SYNDICATS... TRÈS ANTI-SYNDICAL

A nouveau donc aujourd'hui il est proposé de s'appuyer sur une « frange » pour « *dépasser largement les organisations syndicales* ». Quel contenu cela

revêt-il ?

Lorsque les masses sont largement mobilisées et que, dans leur mouvement, elles « dépassent » les syndicats, en fait elles les englobent dans une forme d'organisation plus large qui réalise leur unité : des comités de grève de délégués élus intégrant les organisations syndicales. C'est ce qui s'est passé en novembre-décembre lors de la grève générale des étudiants et lycéens. Mais, lorsque ce n'est pas la mobilisation des masses, qu'est-ce alors qu'une organisation qui « dépasse » les organisations syndicales sans pour autant être un parti politique sur un programme ?

Un début de réponse a été fourni lors des « états généraux » étudiants eux-mêmes. En effet, une association intitulée « *Matière grise* », constituée dans la préparation des « états généraux », s'est exprimée sur cette question dans le cours même des débats.

De nombreux « délégués » dits « indépendants » se réclamaient de cette association, constituée en commun par des militants de la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) et également du PCF.

Un tract intitulé « *Intervention de Matière grise aux états généraux* » a été distribué à tous les « délégués ». On pouvait y lire :

« *Visiblement, ce mouvement étudiant pose le problème du syndicalisme :*

— *en quoi les structures syndicales ont participé au débat sur l'enseignement supérieur ?*

— *en quoi les structures syndicales ont pris en compte la diversité des propositions de la base ?*

(...) *S'il y a crise du syndicalisme en France, crise du politique, c'est justement à cause du blocage frileux des syndicats repliés sur eux-mêmes, à cause de la non-ouverture à la réflexion, aux propositions et aux revendications de la base, à cause d'une préention à plaquer à la réalité, riche de notre diversité, des solutions toutes faites, clef en main. Nous ne sommes pas contre les syndicats ; nous sommes contre ce type*

de syndicalisme qui dessert LE syndicalisme. »

Voilà une profession de foi qui a au moins le mérite de la clarté ! Ainsi donc, le fond de la position de tous ces « indépendants » antisyndicaux est nettement affirmé : ils sont contre le « *blocage frileux des syndicats* ». Mais ce langage n'est pas nouveau.

D'autres « modernistes » également ne cessent de se répandre en diatribes contre le « *blocage frileux des syndicats* » : ce sont les patrons ! Que n'a-t-on entendu ces multiples discours du CNPF regrettant que les syndicats soient « *repliés sur eux-mêmes* ». Ce qui est sûr, c'est que les capitalistes rêvent de syndicats qui abandonneraient les « *solutions toutes faites* » que sont la défense des acquis, et se plieraient à toutes leurs exigences.

Car c'est au nom de la « *richesse de la diversité* », pour reprendre encore la formule de ce tract de « Matière grise » :

— qu'est justifiée l'autonomie des universités, qui entraîne la multiplica-

tion des diplômes locaux et la remise en cause des diplômes nationaux comme l'instauration de droits d'inscription différenciés.

— que dans la classe ouvrière est justifiée la remise en cause des acquis **collectifs communs** à tous les salariés, avec par exemple la mise en place de la flexibilité, c'est-à-dire l'adaptation dans la « *diversité* » des horaires de travail, des salaires, du droit de licenciement, etc.

Le nouveau « *type de syndicalisme* » qu'appelle de ses vœux « Matière grise » a donc un contenu très clair : c'est la négation de ce qui fonde le syndicat, c'est-à-dire la défense des intérêts collectifs.

Mais on nous dira que pourtant, c'est la position développée lors des « états généraux » par « Matière grise ». Certes, certes, mais l'hostilité aux syndicats, quel que soit le masque dont elle se pare, a toujours un contenu. Car qu'y a-t-il de gênant dans la défense des organisations syndicales pour que certains s'empresent sans cesse de chercher à « dépasser » les syndicats ?

III. Qu'est-ce qui fonde le syndicalisme ?

A LA BASE DU SYNDICAT : L'EXISTENCE DE CONQUÊTES OUVRIÈRES

L'article publié dans ce numéro de *La Vérité* sur l'histoire du mouvement ouvrier montre s'il en était besoin comment dès l'origine se sont constituées les organisations syndicales : sur la base de la défense des intérêts **communs** à tous les prolétaires, à tous les salariés, contre les intérêts de la classe capitaliste.

Toute l'histoire de la lutte des classes depuis plus d'un siècle est marquée par ce combat de la classe ouvrière pour arracher et préserver droits, garanties et conquêtes collectives, antagoniques aux intérêts des patrons.

Ce sont ces conquêtes que l'impéria-

lisme en crise ne cesse de chercher à remettre en cause pour tenter de ramener le prolétaire à la situation, non d'un membre d'une classe organisée, mais d'un individu isolé et sans droits face aux patrons.

En particulier, l'offensive menée par tous les gouvernements successifs de ces dernières années a un point commun. Que ce soit contre la Sécurité sociale (des décrets Dufoix aux décrets Séguin), que ce soit sur la flexibilité du travail (de la loi Delebarre aux mesures Séguin), que ce soit sur la remise en cause des conventions collectives et de la libre négociation des salaires (de la suspension de la loi du 11 février 1950 aux tentatives d'instauration du salaire au « mérite »), c'est à chaque fois la même

question fondamentale qui est en cause : ce sont les **droits collectifs** de la classe ouvrière que la bourgeoisie veut remettre en cause et c'est pour cet objectif que les gouvernements cherchent à associer les directions syndicales à la mise en œuvre de tels plans. Mais, ce faisant, si les organisations syndicales allaient jusqu'au bout d'une telle logique, elles perdraient par là-même leur fonction, car toute leur histoire est fondée sur l'existence des conquêtes ouvrières.

De ce fait, toutes les attaques menées aujourd'hui contre les organisations syndicales, quel qu'en soit le motif apparent, ne servent qu'un objectif : favoriser toute l'offensive anti-ouvrière en cours.

Mais ce qui est vrai des organisations syndicales de la classe ouvrière le serait-il aussi pour les étudiants ?

Il existe en effet une différence notable : les étudiants ne sont pas salariés, il ne se trouvent pas face à un patron.

C'est d'ailleurs l'argument utilisé par le célèbre « indépendant » des « états généraux » Yann Cochin, qui déclarait à la presse : « *Le syndicalisme étudiant, je n'y ai jamais cru, ce n'est pas sérieux.* » (*Libération* des 28 et 29 mars 1987.)

Et pourtant, toute l'histoire du syndicalisme étudiant est également étroitement reliée à l'existence d'acquis et de conquêtes.

ET MÊME À L'UNIVERSITÉ

Sans avoir la prétention en quelques lignes de procéder à une histoire du syndicalisme étudiant, indiquons tout d'abord qu'on ne peut aborder cette question en dehors d'une appréciation des rapports entre les étudiants et la classe ouvrière.

Alors que, de toutes parts, on a fêté le « 80^e anniversaire de l'UNEF », il est nécessaire de lever une première ambiguïté : pour la période allant de 1907 à

1946-1947, il est faux de prétendre donner le moindre label « syndical » aux associations étudiantes existant à l'époque et à leur fédération, qui avait déjà pour nom UNEF mais sans le contenu. Il s'agissait en effet d'associations folkloriques, corporatives, d'amicales, nullement constituées sur la moindre base revendicative.

La raison fondamentale en était que les étudiants, qui étaient en nombre très limité, étaient pour l'essentiel des fils de la bourgeoisie, et, par conséquent, aucune revendication d'aucune sorte ne les liait à la classe ouvrière.

Le premier acte de naissance véritable du syndicalisme étudiant intervient après 1945, à partir des années 1946-1947-1948 et de la charte adoptée au congrès de Grenoble de l'UNEF, charte qui définissait l'étudiant comme « *jeune travailleur intellectuel en formation* ».

Or, précisément, à cette période, l'imperialisme, par peur de tout perdre devant la montée de la mobilisation révolutionnaire des masses, a dû concéder des conquêtes ouvrières importantes et notamment la Sécurité sociale.

Et c'est comme sous-produit de ces conquêtes ouvrières arrachées que la bourgeoisie, contradictoirement à ses intérêts fondamentaux, a été obligée au même moment d'ouvrir largement les portes de l'Université à un nombre important d'étudiants.

Adossés aux conquêtes de la classe ouvrière, les étudiants avec l'UNEF obtiennent par exemple en 1948 le régime de Sécurité sociale étudiante et la constitution de la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France).

Et quelques années après, en 1955, suite à de premières grandes grèves et manifestations (jamais avant 1945 les étudiants n'avaient avancé de revendications au sens propre), les étudiants avec l'UNEF arrachent la constitution des CROUS et du CNO (Centre national des Œuvres), c'est-à-dire de l'organisme paritaire gérant les Œuvres uni-

versitaires (cités universitaires et restaurants universitaires) avec une aide de l'Etat attribuée à tous les étudiants sans distinction.

Ainsi, à partir de la fin des années 40 et du début des années 50, pour la première fois, il existe un syndicat étudiant à l'Université, l'UNEF, dont le fondement est le combat pour la défense des revendications et pour l'obtention de conquêtes, garanties et droits collectifs.

Toute l'histoire du syndicalisme étudiant et du combat pour sa préservation va ensuite s'identifier à la résistance des masses étudiantes pour défendre leurs acquis contre les tentatives de remise en cause de celles-ci.

Toute la politique de la bourgeoisie, notamment avec l'avènement du régime de la V^e République, dont c'était la fonction, et en particulier ces dernières années, est de combattre pour remettre en cause toutes les conquêtes ouvrières (Sécurité sociale, conventions collectives, etc.).

A l'Université, tous les gouvernements successifs (avant 1981, de 1981 à 1986, comme aujourd'hui) n'ont eu de cesse de chercher à remettre en cause le droit égal aux études pour tous les étudiants, droit arraché comme sous-produit et composante des conquêtes ouvrières de 1945.

Pour l'impérialisme, il y a trop d'étudiants à l'Université comme il y a trop d'ouvriers dans la sidérurgie, les mines ou les chantiers navals. Les diplômes nationaux délivrés à l'Université et débouchant donc sur une véritable qualification sont de trop pour les patrons comme le sont les CAP délivrés dans les LEP.

C'est tout cet édifice du droit à l'instruction que les capitalistes veulent démanteler.

S'attaquer au principe même du syndicalisme étudiant, et ce quel qu'en soit l'argument, c'est donc s'attaquer à son fondement, c'est-à-dire la défense des conquêtes arrachées par les étudiants à la bourgeoisie.

Et d'ailleurs, lorsque après 1968 une double offensive se mène pour liquider l'UNEF, c'est, sous une apparence totalement contradictoire, un même fond qui anime les différents protagonistes :

— D'un côté les militants du PCF regroupés dans l'UNEF-Renouveau (aujourd'hui UNEF-SE) perpétuent une scission criminelle dans l'UNEF sur une base fondamentale : la participation aux conseils de gestion, l'acceptation de la logique de la loi Edgar Faure votée à l'unanimité au Parlement fin 1968, c'est-à-dire à la gestion, dans le cadre de l'autonomie des universités, des budgets d'austérité avec leurs conséquences anti-étudiantes (sélection, mise en place de diplômés locaux, répartition de la pénurie, etc.). Les élus de l'UNEF-Renouveau opposent, dès lors, aux revendications des étudiants une logique de gestionnaires.

— D'un autre côté, toute une série de courants gauchistes, maoïstes, avec la LCR, rejettent le principe même du syndicalisme étudiant et de l'UNEF, les revendications de la masse des étudiants étant jugées par eux « corporatistes ».

Or quelle est la base **commune** à ces deux positions formellement opposées ? Dans les deux cas, le refus de défendre les revendications des étudiants.

A l'inverse, la lutte menée à ce moment-là pour préserver l'UNEF s'appuie sur un principe fondamental : **toutes les revendications des étudiants sont légitimes !**

Et lorsque en 1971 — dans un combat voyant les étudiants, aidés par les militants du PCI, défendre leur outil syndical — l'UNEF est préservée de la double menace pesant sur elle, sur quelles bases a-t-elle pu être sauvée ?

Le 59^e Congrès de l'UNEF, qui se tient les 21, 22 et 23 février 1971, définit dans sa résolution générale les fondements de la seule action syndicale indépendante à même de défendre le syndicat étudiant et de le lier au mouvement ouvrier.

LE 59^e CONGRÈS DE L'UNEF DE 1971

Après avoir établi dès son point de départ l'opposition irréductible du syndicat à la loi Edgar Faure et à l'autonomie des universités, la résolution générale indique en particulier :

« Le 59^e Congrès de l'UNEF a conscience que le syndicat étudiant ne saurait être identifié aux syndicats ouvriers. Trois éléments permettent au mouvement étudiant de s'unir dans un syndicat de type particulier.

Le premier : le contenu, la forme, les moyens de l'enseignement, sont imposés par l'État, qui impose aux étudiants et aux enseignants la dégradation de leurs conditions d'étude et des conditions d'enseignement en même temps qu'il cherche à expulser de l'Université étudiants, enseignants et chercheurs. (...).

Le deuxième : les travailleurs dans leur ensemble, et chacune des catégories de travailleurs, pour résister à l'exploitation capitaliste et arracher des conquêtes sociales, des droits, des garanties, des libertés ont constitué des syndicats. A leur suite, et comme conséquence de la lutte ouvrière, les étudiants, qui ont également obtenu droits, garanties, libertés, ont été conduits à créer leur syndicat.

Le troisième : la vocation du syndicat ouvrier est d'organiser les travail-

leurs, quelles que soient leurs opinions politiques, religieuses, philosophiques. De même, l'UNEF ne peut qu'être ouverte aux étudiants de toutes tendances. Le fondement de la démocratie syndicale réside dans le respect de l'indépendance à l'égard de tout parti, État et gouvernement. »

On pourrait multiplier les citations de cette résolution, qui se concluait en énumérant les principales exigences et revendications des étudiants. C'est cette position qui a permis contre les diviseurs de toutes sortes la reconstruction de l'UNEF comme syndicat indépendant et démocratique. Sans ce combat mené à l'époque, il n'y aurait plus aujourd'hui de syndicat étudiant à l'Université.

Et ce n'est qu'en puisant dans cette continuité de son histoire que le syndicat étudiant peut aujourd'hui se préserver comme syndicat indépendant et démocratique.

C'est d'ailleurs ce qu'on a pu mesurer en sens inverse lors des « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars, car l'offensive anti-UNEF-ID, anti-syndicale, y a dévoilé son véritable contenu.

On ne peut en effet impunément et sans raison véritable s'attaquer au principe même du syndicalisme étudiant sans chercher en même temps à remettre en cause les acquis étudiants.

IV. La manipulation anti-syndicale a toujours un contenu : des « états généraux » très « institutionnels »

Toute la préparation et la tenue des « états généraux » étudiants ont été en fait placées sous le signe de la subordination totale à l'État par l'intermédiaire des présidents d'université et des conseils de gestion.

Qu'on en juge par ces quelques faits.

Le 8 février, le « secrétariat du comité

de liaison national » de préparation des « états généraux » adresse une lettre au secrétariat permanent de la conférence des présidents d'université.

Dans cette lettre où il est proposé d'« élaborer les propositions pour l'enseignement supérieur que nous voulons », on lit entre autres :

« Le mouvement étudiant-lycéen de novembre-décembre a eu le mérite (quelle condescendance ! — NDLR) de développer dans le milieu étudiant un profond désir de mener à bien la réflexion sur la situation de l'Université actuelle, bien au-delà des simples refus des projets Devaquet-Monory (revendication sans doute trop dérisoire pour ces chefs manipulateurs ! — NDLR). Il est de l'intérêt de tous les partenaires de l'enseignement supérieur que cette réflexion s'élargisse, s'approfondisse, et débouche sur des propositions. La conférence des présidents d'université a manifesté récemment sa volonté de voir amorcer nationalement une telle démarche. »

Quel « consensus » ! Ainsi, pour « élaborer les propositions » pour l'avenir de l'Université, il y aurait des « intérêts » communs à « tous les partenaires de l'enseignement supérieur » ?

Mais quel intérêt commun peut-il y avoir entre les centaines de milliers d'étudiants qui étaient en grève générale et qui ont manifesté leur attachement à défendre leur droit aux études d'une part, et d'autre part les présidents d'université, qui, au moment même où cette lettre leur était adressée, étaient partout en train de faire voter par leurs conseils de gestion des budgets d'austérité en application du budget Devaquet, budgets dont les conséquences étaient autant de tentatives de mise en œuvre détournée du contenu du projet de loi Devaquet ?

En fait, tous les discours sur l'avenir de l'enseignement supérieur, sur « l'Université de 2 millions d'étudiants en l'an 2000 », ne servent qu'à une seule chose : tenter de masquer les intérêts antagoniques existant entre les différents « partenaires de l'enseignement supérieur » que sont d'un côté les présidents d'université avec leurs conseils de gestion et de l'autre les masses étudiantes.

Et cette lettre d'invitation aux présidents a donné dès le départ le contenu réel qu'allaient prendre ensuite les « états généraux ».

En effet, qu'a-t-on entendu lors de la séance d'ouverture des « états généraux » des 27, 28 et 29 mars ?

Deux présidents d'université ont pris la parole.

— Tout d'abord Mme Demichel, la nouvelle présidente (PCF) de l'université Paris-VIII Saint-Denis, pour dire : « Vous avez fait un état des lieux et aujourd'hui vous interpellez la société entière. C'est un enjeu pour l'intérêt national. » Mais quelques semaines auparavant, au nom de l'« intérêt national » bien compris, elle avait fait voter par son conseil un budget en baisse de 17 %.

— Et ensuite M. Coudanne, ex-vice-président de la conférence des présidents d'université, président de l'université Paris-XI, pour insister : « Les états généraux pèseront d'un grand poids pour l'avenir de l'Université. » Mais, au même moment, il venait de céder pour un prix dérisoire des centaines de mètres carrés de locaux de son université (avec les laboratoires et les appareils de haut niveau) à une entreprise privée, Lure Industries.

Quel mensonge que de prétendre fonder des intérêts communs entre ceux qui organisent l'asphyxie de l'Université et sa privatisation et la masse des étudiants ! Le ministre Monory ne s'y est d'ailleurs pas trompé puisque, dès le lendemain des « états généraux », le 31 mars, il faisait publier par l'AFP le communiqué suivant :

« René Monory, ministre de l'Éducation nationale, considère qu'il est intéressant que se soient tenus, le week end dernier, les états généraux étudiants. "Il est bon que les jeunes angoissés devant la crise, la montée du chômage, s'interrogent et interrogent la société. C'est logique et nécessaire", a-t-il déclaré.

« Si ces débats ont pu faire avancer les choses, contribuer à libérer des carcans, des verrous, c'est bien. », a ajouté le ministre, venu mardi matin au Salon de l'étudiant (27 mars - 1^{er} avril) participer à un débat sur "formation et

entreprises". "Moi-même qui suis constamment en réflexion, en débat, quelquefois avec moi-même, je suis prêt à rencontrer ces étudiants. S'ils viennent avec des propositions, je suis tout à fait favorable à les entendre", a encore déclaré le ministre. » (AFP)

Qu'est-ce donc que Monory était tellement prêt à « entendre » ? Quelles étaient ces propositions permettant de « contribuer à libérer des carcans, des verrous » ?

Les différentes résolutions adoptées « majoritairement » par les « délégués » des « états généraux » permettent d'y voir plus clair.

Signalons d'ailleurs qu'aussi bien les représentants du PCF et de l'« auto-organisation à la base » que les représentants du PS et de la LCR et de la « grande UNEF » étaient ensemble d'accord sur ces résolutions. Citons juste deux extraits :

— Dans le rapport de la commission « finalité de l'enseignement supérieur » : « *L'Université ne doit pas vivre en vase clos. L'ouverture est une nécessité, elle doit être développée.* »

— Dans le rapport de la commission « Université et emploi » :

« Il faudrait que l'ensemble des partenaires concernés, étudiants, salariés, professeurs, collectivités locales, régions, associations régionales, comités d'entreprise, se concertent, aient un rôle d'échange qui permette le développement de l'Université (...). Quant au rapport avec le monde professionnel,

nous évoquons la question des stages. (...) Nous sommes donc favorables à l'intensification et à la multiplication des stages. »

Mais l'« ouverture de l'Université » aux régions, etc., c'est très exactement ce que proposaient déjà la loi Edgar Faure et ensuite la loi Savary et que la loi Devaquet voulait amplifier : dans le cadre de l'autonomie des universités, c'est le développement des diplômes régionaux adaptés aux besoins locaux du patronat, c'est l'instauration de droits différents en matière universitaire d'une région à l'autre, en un mot tout ce contre quoi les centaines de milliers d'étudiants et lycéens en grève générale ont manifesté en novembre-décembre.

Voilà la réalité de ce qui a été voté aux « états généraux ». En fait, on ne peut impunément propulser ou donner crédit à des réunions de manipulation anti-syndicale sans que tôt ou tard leur véritable contenu n'éclate au grand jour.

C'est en cela que résident les leçons essentielles, pour tout militant ouvrier, de ces « états généraux » étudiants des 27, 28 et 29 mars. Et ce qu'on y a vu de tentatives « institutionnelles » et antisyndicales a une portée plus générale que pour les seuls étudiants. Car partout aujourd'hui, comme on le voit avec la préparation des états généraux de la Sécurité sociale, le patronat, le gouvernement et tous les partis liés à la cohabitation cherchent à associer les organisations syndicales à l'application de leurs plans.

V. Un combat permanent

La question de la préservation de l'indépendance des organisations syndicales est aujourd'hui une question majeure de toute la situation politique.

Selon que les syndicats seront préservés ou non dans leur indépendance, l'issue des luttes de classe qui se préparent, contre la formidable réaction que la bourgeoisie veut imposer ne sera pas

identique.

Une chose est certaine : contre la politique du gouvernement de cohabitation, l'aspiration des masses à réaliser l'unité des travailleurs et des organisations se dresse avec toujours plus de netteté.

Et toute la courbe des développements intervenus depuis la grève des

fonctionnaires du 21 octobre 1986 est marquée par cette volonté d'unité : dans la grève générale des étudiants et des lycéens, dans la grève généralisée des cheminots ou lors des mouvements chez les instituteurs contre le statut des maîtres-directeurs.

A l'Université, pendant des mois, à partir du Conseil des ministres du 11 juillet 1986, où était adopté dans un consentement général le projet de loi Devaquet, tout était disposé pour que celui-ci passe « en douceur ».

Au point qu'un délégué au congrès du PS de Lille devait même avouer en aparté : « *On a été au bord de la déroute à l'Université. Il aurait suffi de publier les amendements au projet de loi Devaquet déposés par le parti au Sénat et c'était la catastrophe.* »

Mais, à l'heure où personne et en particulier aucun dirigeant syndical étudiant n'avancait le mot d'ordre de **retrait** du projet Devaquet, les militants de la FER publiaient un appel reprenant la volonté exprimée par 700 étudiants de Poitiers et centré sur l'exigence d'unité pour le retrait du projet.

Post-scriptum :

Cet article était écrit avant que ne se tienne le 70^e Congrès de l'UNEF-ID des 8, 9 et 10 mai. Les problèmes vitaux de la défense de l'indépendance du syndicat se sont concentrés sur quelques questions.

D'abord, le problème de l'autonomie des universités. Le principe de l'autonomie des universités, introduit pour la première fois dans la loi Edgar Faure, votée à l'unanimité par le Parlement en 1968, repris ensuite dans la loi Savary et mis au centre de feu le projet Devaquet, est le principe qui permet aux universités via leurs conseils de gestion de décider ce qu'elles veulent dans la dislocation généralisée du cadre national des études : diplômes locaux, quotas d'accès pour les bacheliers, droits d'inscription différenciés, appel au financement privé, etc.

Toute la tradition de l'UNEF a toujours été de condamner l'autonomie des universités au nom de la défense du droit aux études pour tous. Et c'est notamment le combat mené sur cette question qui a permis de préserver en 1971 l'UNEF de la scission liquidatrice perpétrée à l'époque par la direction du PCF avec l'UNEF-Renouveau (devenue UNEF-SE).

Or, lors de la séance d'ouverture de ce 70^e Congrès de l'UNEF-ID, où étaient invités nombre d'anciens présidents de l'UNEF, Michel Sérac, président de l'UNEF de 1971 à 1975, a été empêché de prendre la parole alors que Guy Konopnicki, président de l'organisation scissionniste de l'époque, y a, lui, été autorisé.

Et quelques semaines plus tard la formidable grève générale des étudiants et des lycéens mettait à bas toutes les constructions savamment échafaudées. Et c'est contre cette aspiration puissante à l'unité qui sourd de toute la situation que toutes les forces politiques liées à la cohabitation cherchent à aliéner l'indépendance des organisations syndicales en exerçant une pression renforcée sur celles-ci pour qu'elles s'associent à la mise en œuvre des plans anti-ouvriers.

C'est tout le but de la convocation des états généraux de la Sécurité sociale.

A l'Université également, l'enjeu est le même : la défense du syndicalisme étudiant et de son indépendance.

A l'Université comme dans la classe ouvrière, c'est aujourd'hui une question vitale que de combattre pour préserver l'indépendance des organisations syndicales. C'est ce que ne manqueront pas de faire tous les militants attachés à la défense des intérêts ouvriers.

Paris, le 1^{er} mai 1987.

Daniel Robin

Qu'y avait-il à cacher aux congressistes ? Le rappel par Michel Sérac des traditions de l'UNEF de lutte contre l'autonomie des universités ? Et parallèlement à cela, alors qu'une résolution avait été présentée proposant de réaffirmer la position du syndicat de condamnation de l'autonomie des universités, la présidence de séance décréta qu'elle ne serait ni discutée ni mise au vote lors de la séance finale.

L'enjeu de cette question est d'autant plus important quand on voit que, deux jours après la fin du congrès de l'UNEF-ID, le comité national d'évaluation des universités, présidé par Laurent Schwartz, a publié un rapport dont toutes les « recommandations », axées sur l'accentuation de l'autonomie des universités, aboutissent à reprendre les propositions de Devaquet (cf. *Informations ouvrières* n° 1316).

Un deuxième problème essentiel dans ce congrès était celui de la protection sociale. Les militants de la TDU (Tendance pour la défense de l'UNEF-ID comme syndicat indépendant et démocratique), tendance héritière du combat mené en 1971, ont proposé que le congrès de l'UNEF-ID refuse de s'inscrire dans un cadre de division (journée du 14 mai appelée par la CGT et rassemblement du 23 mai appelé par la Fédération nationale de la mutualité française, tous deux convoqués en rapport avec les états généraux de la Sécurité sociale) mais se prononce pour une manifestation unitaire pour le retrait des décrets Séguin, et qu'en même temps le congrès condamne les mesures prises par la direction de la MNEF qui aboutissent à une différenciation des droits entre étudiants et à une « mutuelle à deux vitesses ».

Mais, là encore, comme pour l'autonomie des universités, ce problème largement débattu pendant le congrès ne sera pas soumis au vote, sur décision de la présidence de séance.

On peut certes « ruser » à une tribune, mais il n'est au pouvoir de personne de contourner une question essentielle désormais posée : il s'agit de savoir si l'UNEF accepte d'être un syndicat d'État, auquel cas elle serait voué à une liquidation très rapide, ou si au contraire elle préserve son indépendance syndicale.

C'est tout l'enjeu de la période à venir pour le syndicalisme étudiant.

LA VERITE

Revue théorique du comité central du PCI
Paraît tous les semestres

FRANCE :

1 an : 4 numéros

— pli ouvert : 80 F

— pli fermé : 120 F

TRIBUNE INTERNATIONALE

Journal politique de « IV^e Internationale
(Centre international de reconstruction) »

Paraît deux fois par trimestre

FRANCE :

1 an : 8 numéros

— pli ouvert : 100 F

— pli fermé : 150 F

Une formule d'abonnement groupé :

LA VERITE et **TRIBUNE INTERNATIONALE**

Pour 1 an : 4 numéros de La Vérité

8 numéros de Tribune internationale

— pli ouvert : 150 F

— pli fermé : 220 F

Chèque ou mandat à l'ordre de : La Vérité - Tribune internationale
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris

Notes pour le camp de cadres sur le thème : « La lutte pour l'Internationale »

par D. GLUCKSTEIN

1.- Nous sommes les héritiers de la Première, de la Deuxième et de la Troisième Internationale.

La I^{re} Internationale (l'« Association internationale des travailleurs ») a été fondée avec la participation active de Karl Marx, en septembre 1864, et fut dissoute par Marx et Engels en 1873.

La II^e Internationale, fondée en 1889 avec la participation d'Engels, fit faillite en août 1914, face au déchaînement de la Première Guerre mondiale (1).

Fondée en mars 1919 dans le sillage de la révolution russe victorieuse, avec la participation au premier plan de Lénine et de Trotsky, la III^e Internationale (« Internationale communiste » ou Komintern) est morte pour la révolution prolétarienne en 1933, après que la criminelle politique de Staline, subordonnant les intérêts du prolétariat mondial à ceux de la bureaucratie conservatrice du Kremlin, eût permis la défaite des ouvriers allemands par le nazisme (2).

Fondée en 1938, la IV^e Internationale inscrit d'emblée dans son programme — donc comme un caractère durable, permanente, constitutive — l'héritage dont elle se réclame : celui des trois Internationales qui l'ont précédée :

« La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans

(1) La « II^e Internationale » à laquelle affirment adhérer les partis socialistes et sociaux-démocrates dans le monde d'aujourd'hui, n'a rien d'une Internationale ouvrière : elle est le lieu de rencontres diplomatiques de dirigeants attachés, dans chacun de leur pays, à défendre les intérêts de la classe capitaliste dans le mouvement ouvrier.

(2) Il faudra dix ans à Staline pour tirer toutes les conséquences de cette situation. Ce n'est qu'en 1943 qu'il décréta la dissolution de la III^e Internationale. Mais la vie, depuis longtemps, avait tranché.

l'histoire. La cause de ces défaites est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte de classe ne souffre pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. » (Programme de transition).

« *La lutte de classe ne souffre pas d'interruption* » : le prolétariat ne peut se doter d'un programme, d'une direction à même de le conduire à la victoire, sans intégrer toutes les leçons des périodes précédentes, toutes les expériences — succès, échecs, défaites — qui ont conduit à la situation actuelle.

Il n'est pas question, dans le cadre volontairement limité de ces notes, d'écrire l'histoire de près d'un siècle et demi de lutte pour l'Internationale ouvrière. On relira, à cet effet, le numéro spécial consacré à ce sujet par notre revue (3).

Nous voulons en revanche souligner ici quatre éléments constitutifs majeurs de cette continuité de la lutte pour l'Internationale ouvrière.

a) L'Internationale se fonde sur la reconnaissance de l'unité mondiale de la lutte des classes :

Dès le Manifeste du Parti communiste de 1848, Marx et Engels qualifient ainsi la position des communistes :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui divergent des intérêts de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement prolétarien. Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points. D'une part, dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. D'autre part, dans les différentes phases de développement que traverse la lutte entre prolétariat et bourgeoisie, ils

représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

Par essence, l'Internationale n'est pas la simple coordination de partis nationaux plus ou moins solidaires. Elle est la constitution en un seul parti mondial des contingents nationaux du prolétariat, dans un objectif commun : la constitution de la classe ouvrière en classe, la fin de la domination capitaliste et bureaucratique, l'instauration de la dictature du prolétariat (autrement dit : la République des conseils, l'Etat-Commune), transition vers la société sans classe.

L'unité mondiale de la lutte de classe s'exprime avec force dans les événements qui jalonnèrent les dix dernières années : de la victoire de la révolution nicaraguayenne contre Somoza à la grève générale des étudiants et des lycéens français, en passant par l'explosion de la révolution politique et la constitution de *Solidarność* en Pologne, le développement d'une situation quasi insurrectionnelle en Afrique du Sud, et bien d'autres faits encore. Une même politique anti-ouvrière, dictée par les sommets de l'impérialisme (le gouvernement US, le FMI, la CEE, la Banque mondiale) frappe directement ou indirectement (par le biais de la bureaucratie parasitaire dans les pays où le capital a été exproprié) toutes les classes ouvrières, tous les peuples du monde entier. Partout cette offensive nourrit le développement de la lutte de classe qui, quelles que soient les formes et les particularités nationales, se cherche partout des alliés, des points d'appui ; elle ne peut les trouver que dans la liaison la plus étroite, la plus pratique, entre les prolétaires et les peuples de tous les pays.

De tout temps, les appareils bureaucratiques qui campent dans la classe ouvrière ont tenté de faire obstacle à cette aspiration à la solidarité internationale, à l'Internationale, opposant les travailleurs des différentes nations

(3) *La Vérité* n° 583, septembre 1978.

entre eux, afin de mieux les lier à leur propre bourgeoisie.

Il est significatif que ce soit toujours sur cette question de l'unité mondiale de la lutte des classes que se soient révélées dans le passé les véritables positions de ceux qui « parlaient » de l'Internationale mais lui tournaient le dos dans les faits.

Qu'il s'agisse du Secrétariat unifié (SU) dont la théorie des « trois secteurs de la révolution mondiale » couvrirait en réalité un morcellement du monde, donc du prolétariat mondial, avec pour corollaire obligé la mise à l'écart du prolétariat de l'Est de l'Europe, dont le combat, pour le SU, ne relève pas vraiment de la lutte pour la révolution prolétarienne.

Qu'il s'agisse des nombreux courants petits-bourgeois plus ou moins radicaux qui, dans le sillage de la révolution cubaine, ont, au début des années 1960, valorisé à l'extrême la lutte des travailleurs et des peuples du prétendu « tiers monde », l'opposant à la passivité supposée du prolétariat d'Europe et d'Amérique du Nord, en appelant à une Internationale du tiers monde (il y eut même la Tricontinentale lancée à La Havane). Mais le contenu réel d'une telle proposition ne pouvait être que l'isolement des classes ouvrières et des peuples d'Amérique latine, par exemple, face à l'impérialisme (isolement qui devait déboucher, dans de nombreux pays, sur des aventures de lutte armée qui coûtèrent cher à la classe ouvrière), et au rejet des classes ouvrières des pays développés, sous la coupe des appareils staliniens et sociaux-démocrates.

A ce sujet, réfléchissons à ce qui s'est passé lors de la guerre contre-révolutionnaire menée par le gouvernement US contre le peuple vietnamien. Alors que le général US Westmorland promettait : « *Nous réduirons ce pays à l'âge de pierre* », la mobilisation de la classe ouvrière et de la jeunesse américaines contre la guerre a joué un rôle décisif dans la défaite de l'impéria-

lisme US. La victoire du peuple vietnamien est en relation directe avec le combat des travailleurs et jeunes américains contre leur propre gouvernement.

En ce sens, il est d'une extrême importance de relever que la Conférence de Caracas, bien que ne se fixant pas l'objectif de la constitution d'une Internationale, se soit d'emblée située sur le terrain de l'unité mondiale de la lutte de classe, intégrant la lutte de classe dans les pays développés, dans les pays dominés par l'impérialisme, et aussi le combat de la classe ouvrière contre la bureaucratie usurpatrice, courroie de transmission du FMI dans les pays où le capitalisme a été exproprié.

b) L'Internationale, c'est le programme, c'est la lutte pour le programme

Lorsque Marx participe à la fondation de la I^{re} Internationale, cela fait onze ans qu'a été publié le Manifeste du Parti communiste, manifeste qui concentre toute l'expérience du jeune prolétariat, lui fixe comme tâches l'abolition de la propriété bourgeoise et l'avènement du communisme, et comme moyen de lutte politique, la lutte de parti.

Si le Manifeste du Parti communiste ne constitue pas le programme de la I^{re} Internationale, il est indiscutable que l'« Adresse inaugurale » en reprend le fil conducteur, affirmant :

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite pour une révolution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés. » (...).

« La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu

renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale. »

Cependant, comme le souligne P. Fougeryollas :

« Il serait erroné de croire que Marx, et plus tard Engels, ont dirigé sans difficultés les activités de la Première Internationale. Au contraire, comme l'écrivait Marx en 1871, l'histoire de l'Internationale a été une lutte continuelle du Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentèrent toujours de se maintenir contre le "mouvement réel de la classe ouvrière" au sein de l'Internationale elle-même. »

De fait, Marx devra en permanence combattre contre toutes les variétés de sectes qui menaçaient d'impuissance la I^{re} Internationale. Singulièrement, il devra s'opposer à Bakounine, pour qui

1.- il ne faut pas remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat ouvrier, car tout Etat est, par nature, oppressif. Il faut détruire tout de suite l'Etat et instaurer immédiatement de libres communautés de producteurs ;

2.- il ne s'agit pas, pour le prolétariat, d'avoir une activité proprement politique. Son arme par excellence doit être la grève générale. Pour l'avenir, l'Etat ayant été aboli, il faut que chaque petit groupe humain se proclame indépendant et que ces petits groupes

engendrent une fédération de petites communes libres ;

3.- enfin, l'Internationale ne doit pas être une organisation centralisée. Chacun de ses groupes de base doit être autonome et agir selon les moyens qu'il jugera bons : ici la lutte de masse, ailleurs le terrorisme individuel.

Elevant une forme de lutte — ici la grève générale — au niveau d'un principe intangible, sans référence aux conditions concrètes de la lutte de classe, Bakounine en arrive à abandonner la finalité de la lutte révolutionnaire, une société sans Etat et sans classes, et à sombrer, dans les faits, sur le terrain de la collaboration de classe.

La Commune de Paris, qui a été la première expérience de la dictature du prolétariat, son échec, marqueront la fin de l'histoire de la I^{re} Internationale et, en même temps, le début d'un processus de réorganisation des forces du prolétariat sur un nouvel axe, qui se matérialisera dans la II^e Internationale, dont Engels avait prédit, dès la mort de la I^{re}, qu'elle ne pourrait être que marxiste.

De fait, la quinzaine d'années qui séparent la fin de la I^{re} Internationale de la naissance de la II^e sont marquées :

— par une intense élaboration théorique de Marx et d'Engels, en particulier dans les leçons tirées de la Commune de Paris — première tentative de l'histoire du prolétariat d'établir sa dictature — et dans la célèbre « Critique du programme de Gotha » du parti ouvrier allemand, sur toutes les questions théoriques auxquelles la classe ouvrière est confrontée dans son combat pour édifier un parti ouvrier indépendant,

— par un très rapide développement de partis ouvriers de masse, au premier chef en Allemagne, mais aussi dans les autres pays d'Europe.

Indiscutablement, les positions de Marx et d'Engels, celles du socialisme scientifique, l'emportent nettement

dans la fondation de la II^e Internationale.

Cela ne sera cependant pas suffisant pour empêcher le développement de l'opportunisme, expression politique de l'intégration grandissante des dirigeants de la II^e Internationale à l'impérialisme naissant. Développement de l'opportunisme qui franchira un seuil qualificatif en août 1914.

La faillite de la II^e Internationale face à la première guerre impérialiste confronte les marxistes à une double nécessité, politique et théorique.

Politique : jeter les bases d'une Internationale réellement révolutionnaire, débarrassée du social-chauvinisme. Théorique : comprendre les nouveaux développements de la société capitaliste qui ont rendu possible le passage définitif de la majorité des chefs de la II^e Internationale du côté de l'ordre bourgeois. En même temps qu'il mène le combat décrit plus loin pour la constitution de la III^e Internationale, Lénine élabore en 1915 « *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* ». Ainsi, il enrichit le programme marxiste de la compréhension du caractère désormais réactionnaire sur toute la ligne du système capitaliste, et donc du mécanisme par lequel les dirigeants ouvriers, élevés au-dessus de leur classe et nourris des miettes tombées de la table du festin des capitalistes, sont devenus des « *lieutenants de la classe bourgeoise* ».

Autant d'éléments qui se retrouvent dans les statuts et les textes adoptés par le congrès de fondation de la III^e Internationale (cf. annexe).

De la même manière, le combat de Trotsky et de l'Opposition de gauche pour la IV^e Internationale (cf annexe) intègre l'analyse marxiste de ce phénomène sans précédent, et d'une importance majeure pour la classe ouvrière : le stalinisme, c'est-à-dire la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ouvrier et de l'Internationale communiste nés de la révolution prolétarienne victorieuse de 1917.

Sans cette analyse — rassemblée de manière complète par Trotsky en 1936 dans la « *Révolution trahie* » —, la IV^e Internationale n'eût pu être fondée. Sur cette base, en revanche, le Programme de la IV^e Internationale intègre les enseignements et l'apport théorique et pratique des trois Internationales qui le précèdent, les enrichissant de cette analyse majeure, de manière à se fixer comme objectif de résoudre la question majeure qui se pose au prolétariat :

« *Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres, mais ont même commencé à pourrir. Sans révolution sociale, et cela dans la prochaine période historique, toute la civilisation de l'humanité est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.* »

c) L'Internationale, c'est l'internationalisme pratique

Il est significatif que ce soit à l'occasion d'une action commune entre militants ouvriers anglais et français contre l'oppression du peuple polonais par le régime tsariste que fut prise la décision de principe de construire la I^{re} Internationale. Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'idée de l'Internationale est toujours reliée à celle d'actions pratiques, communes, entre ouvriers de différents pays, contre l'ennemi commun.

La II^e Internationale elle-même, outre qu'elle mènera des campagnes internationales (par exemple sur la journée de huit heures) consacrera une large part des travaux de ses conférences internationales à discuter des moyens à mettre en œuvre contre la

menace de guerre impérialiste. Les résolutions des congrès de Bâle et de Stuttgart sont pour l'essentiel consacrées à cette question. Et la faillite de la II^e Internationale, ce sera la faillite devant ces tâches pratiques : c'est-à-dire non seulement le renoncement à mobiliser les masses pour s'opposer à la boucherie impérialiste commençante, mais même le ralliement aux gouvernements impérialistes fauteurs de guerre.

La III^e Internationale, pour sa part, consacra ses quatre premiers congrès (1919-1923) à l'élaboration des orientations, des tactiques, des mots d'ordre, devant permettre au prolétariat de se frayer la voie du pouvoir. Là encore, soulignons que la faillite de la III^e Internationale se mesurera dans la responsabilité prise par elle, non seulement d'avoir orienté le PC allemand sur une ligne de division, qui ouvrit la voie à l'écrasement de la classe ouvrière de ce pays sous la botte nazie, mais aussi de n'en avoir tiré aucune conclusion quant à son orientation.

Il est significatif qu'à toutes les étapes de son histoire, y compris dans les plus difficiles, la IV^e Internationale ait toujours mis en œuvre cet internationalisme pratique : que ce soit durant l'occupation nazie, au cours de laquelle elle mena dans de nombreux pays un travail de propagande internationaliste et d'organisation révolutionnaire parmi les ouvriers allemands enrôlés dans la Wehrmacht (avec en France le bulletin *Arbeiter und Soldat*) ; ou de manière permanente, par la part prise dans son activité par les campagnes internationalistes qui, au-delà de l'indispensable solidarité avec la lutte des travailleurs de tous les pays, manifeste la compréhension qui est la nôtre de l'unité de la lutte de classe à l'échelle mondiale. Cet internationalisme pratique, à l'encontre de la conception diplomatique qui est celle des dirigeants réformistes ou staliens par exemple, a longtemps été une caractéristique, sinon des seuls

trotskyistes, du moins de peu de gens hormis eux.

Un élément nouveau a été incontestablement introduit par la conférence de Caracas renouant, à une échelle infiniment plus large, avec la tradition de l'internationalisme ouvrier, concret, à travers l'ensemble de ses décisions : campagnes de solidarité avec les victimes de la répression, organismes de coordination internationale et continentaux, campagnes communes dans la jeunesse, la paysannerie, tribunal contre la dette, rassemblement en Europe contre la CEE et le FMI, etc.

d) L'Internationale, c'est le problème de la direction

La nécessité de l'Internationale s'est toujours fondue avec celle de doter le prolétariat d'une direction capable de l'aider dans sa lutte émancipatrice, à se frayer la voie du pouvoir. Construction de partis nationaux et construction de l'Internationale ont toujours été des processus liés, dans des proportions et des rapports qui ont varié selon les moments historiques.

Ainsi, tirant le bilan de la II^e Internationale, P. Fougeyrollas écrit :

« Une tentative, même sommaire, pour établir un bilan de la Deuxième Internationale ne saurait se réduire à la condamnation — si juste et nécessaire soit-elle — de l'opportunisme, de l'électoratisme, du réformisme et du révisionnisme anti-marxiste des dirigeants de la plupart de ses partis. Celle-ci est indiscutable et ne peut être que radicale. En même temps, le mouvement ouvrier révolutionnaire, la Quatrième Internationale doit s'assimiler dans son combat ce que la Deuxième Internationale a représenté avant sa dégénérescence et sa faillite, comme facteur puissamment progressiste pour le prolétariat révolutionnaire.

L'Internationale ouvrière est parvenue, en un quart de siècle, à constituer et à faire se développer des partis ouvriers de masse. Elle a réussi à don-

ner dans tous les pays industrialisés — en Europe, en Amérique, au Japon — une représentation politique organisée au prolétariat et aux autres couches exploitées de la société capitaliste.

L'Internationale ouvrière a ainsi créé la plupart des organisations dont sont, de nos jours, issus les partis ouvriers existants. Et c'est précisément parce qu'elle a été conduite, durant sa première période (1889-1900) par le socialisme scientifique, par le marxisme — notamment en son centre, la social-démocratie allemande —, qu'elle a pu construire des organisations aussi puissantes et aussi durables.

Par-delà la faillite du 4 août 1914, certains acquis de l'Internationale ouvrière demeurent dans l'héritage du mouvement ouvrier contemporain. Il s'agit, comme nous venons de l'indiquer, de l'organisation politique des travailleurs sur une base de classe, en dépit de la trahison ultérieure de ces intérêts de classe par les dirigeants réformistes. »

La victoire de la révolution prolétarienne en Russie et la poussée révolutionnaire qui marque les pays impérialistes à la fin de la Première Guerre mondiale accélèrent le processus par lequel, de la faillite de la II^e Internationale se dégagent, dans tous les pays, des partis communistes disposant d'une large assise parmi les masses ouvrières. D'emblée, la III^e Internationale fut une Internationale de masse.

Mais sa dégénérescence se produisit sur la base d'une défaite de la classe ouvrière (1933 en Allemagne). Dans les crises révolutionnaires qui suivirent, l'action conjuguée de la social-démocratie et du stalinisme, l'unité réalisée entre la II^e et la III^e Internationales passées dans le camp de la contre-révolution, et la bourgeoisie, dans le cadre de la politique des Fronts populaires, aboutit à l'étranglement de la révolution en France et en Espagne, et ouvrit la voie au fascisme.

Il ne faut jamais perdre de vue ces conditions historiques qui virent naître

la IV^e Internationale. Sa proclamation visait à assurer, sur le plan programmatique et de l'organisation, la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire international. L'héritage devait être transmis, alors même qu'il était « minuit dans le siècle », afin que la classe ouvrière, dans la prochaine étape de sa mobilisation révolutionnaire, puisse s'en saisir.

C'est là ce qui donne toute sa signification à la fondation de la IV^e Internationale par une douzaine de militants, représentant de petites organisations, en 1938, adoptant un programme qui se fixe de « surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant garde ».

L'an prochain, la IV^e Internationale fêtera ses cinquante ans. Il ne s'agit pas, dans le cadre limité de ces notes, de revenir sur l'histoire de ces cinquante ans et des crises qui ont jalonné cette histoire.

Il faut souligner en revanche que, si le cadre organisationnel de la IV^e Internationale a été disloqué — contraignant le PCI et toutes les forces défendant le trotskysme contre sa dénaturation révisionniste à combattre pour sa reconstruction —, sa continuité programmatique a été préservée. La crise de la direction révolutionnaire du prolétariat à laquelle se réduit la crise de l'humanité n'est pas résolue, aujourd'hui encore. Les événements, pourtant, ont non seulement confirmé que cette question est la question majeure que le prolétariat se doit de résoudre ; ils ont, de plus, vérifié la validité des positions programmatiques de la IV^e Internationale, et la capacité de ses sections d'avancer dans la solution de la crise de la direction.

Ce qui pose comme un problème majeur celui de la transition dans la construction de l'Internationale.

2.- Quelques problèmes de la transition dans la construction de l'Internationale

On a vu précédemment que la construction de l'Internationale, à toutes les époques, a toujours constitué un processus complexe, au cours duquel des forces d'origines diverses étaient appelées à s'homogénéiser plus ou moins complètement, sur un même programme. Dans le cadre de la I^e Internationale, Marx a mené un combat constant contre les bakouninistes, les courants proudhoniens, mazzinistes, et autres (combat mené en cherchant, par la discussion, à rassembler les plus larges forces sur une ligne de classe correspondant aux intérêts du prolétariat). La III^e Internationale, de son côté, rassemble à sa naissance non seulement des forces issues de toutes les ailes de la II^e Internationale, mais aussi des anarchistes, des syndicalistes, des anarcho-syndicalistes, tous mus par la force d'attraction de la révolution russe.

Trotsky n'a guère ménagé ses efforts pour tenter d'associer à la fondation de la IV^e Internationale d'autres forces que celles de la stricte Opposition de gauche internationale (cf. annexe). Mais, pour des raisons qui tiennent et au rapport général entre les classes, et au poids du stalinisme à son zénith, et aussi aux faiblesses des hommes, la plupart des courants, partis, organisations qui furent associés, à un moment ou à un autre, aux préparatifs de la nouvelle Internationale, capitulèrent en cours de route, rejoignirent le Front populaire, et disparurent.

Pour autant, ayant constitué la IV^e Internationale en 1938, les trotskystes considéraient d'autant moins la question de la direction révolutionnaire résolue qu'ils fixaient comme premier point de leur programme... la nécessité d'œuvrer à sa résolution ! On verra dans l'annexe à cet article comment, la IV^e Internationale étant à peine fondée, Trotsky, poursuivant la même

méthode, fait à Marceau Pivert la proposition suivante :

« A notre dernière conférence internationale à l'automne dernier, un programme de revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adopté. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitions autant que la critique. Quel qu'en soit le "ton", mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire "du dehors" : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale : "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale." Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant. »

En fait, à l'exact opposé de l'image que certains n'ont cessé de dessiner, Trotsky a toujours considéré que la plus grande fermeté sur le programme — parce que correspondant aux besoins historiques de la classe ouvrière — devait se combiner avec la plus grande souplesse quant aux formes organisées par lesquelles le parti, national et international, serait amené à se construire sur ce programme. Si le programme de fondation de la IV^e Internationale est appelé *Programme de transition*, c'est parce qu'il jette un « pont » entre la défense des revendications les plus élémentaires de la classe ouvrière (droits démocratiques, conquêtes sociales, etc.) et la lutte pour

la révolution prolétarienne, en mettant en avant « un système de revendications transitoires dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois ». Mais la « transition » est incluse également dans la conception même de la construction du parti et de l'Internationale. Toute l'histoire de la IV^e Internationale est marquée par une élaboration progressive des formes et des moyens d'une telle transition, amenant des groupes, des courants, des organisations se dégageant de la tutelle du stalinisme et de l'impérialisme, à engager la discussion et la réflexion sur le programme de la IV^e Internationale.

Elaboration dont une des premières manifestations devait être l'amendement déposé en 1940 au congrès de la section française (amendement d'ailleurs rejeté), affirmant :

« Si pour les trotskystes, il est indiscutable que le Programme de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste en France, il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI. »

Commentant la présentation de cet amendement, la brochure « Quelques enseignements de notre histoire », précise :

« Cet amendement représente le premier moment du cheminement d'une pensée collective qui ne trouvera d'ailleurs une expression achevée que bien plus tard. Nous n'en sommes pas là. En 1948, cet amendement exprime une nécessité qui ne pourra pas ne pas s'imposer, celle faite aux trotskystes de commencer à en finir avec les prétendues vérités toutes faites, celle de commencer à étudier sérieusement les conditions réelles de la construction du parti révolutionnaire en France, en s'appuyant sur la méthode vivante du bolchevisme, contre la répétition formelle des phrases de "Que faire ?". »

Et en particulier, elle souligne que :

« L'amendement proposé au Congrès du PCI de 1948 représentait, sous cet angle, la première tentative, certes imparfaite, de combattre contre la "formalisation" du bolchevisme, telle que nous l'avions héritée. Le PCI se voulait parti bolchevique bâti sur le modèle du parti russe. Il n'était qu'une tentative désespérée de couler dans ce cadre formel une politique conforme aux intérêts du prolétariat. Mais le parti russe et ses agences nationales dégénérées que constituent les partis communistes nationaux ne peuvent être redressés.

Le parti français de la IV^e Internationale ne pourra être bâti que sur les principes du bolchevisme, valables dans tous les pays. Mais ces principes du bolchevisme devront être traduits en "français", c'est-à-dire appliqués aux particularités historiques qui ont concrètement fondé le prolétariat français — section du prolétariat international — comme classe. »

Dans les années qui suivent, la réflexion selon laquelle « il n'est pas prouvé que ce parti, dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre, se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI », va non seulement déboucher sur l'élaboration de la ligne stratégique de la Ligue ouvrière révolutionnaire en France (c'est-à-dire de la transition adaptée à la construction du parti) mais aussi à sa généralisation sous une forme qui lui est propre au plan de l'Internationale.

La crise de dislocation de la IV^e Internationale ouverte en 1950-1953 aura été, dans un premier temps, peu propice à l'élaboration des formes de la transition dans la construction du parti, national ou international. Il s'agissait d'abord et avant tout de préserver le programme menacé de liquidation pure et simple par Pablo/Mandel (les pères fondateurs du Secrétariat unifié de Krivine). Toutefois, dès 1961-1962, l'organisation trotskyste française, dans un texte consacré à la crise de la IV^e Internationale

et aux moyens de la résoudre, ouvrait la perspective suivante :

« Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est, bien entendu, intangible : ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, avant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé. »

C'est, en fait, précisément sur cette question que s'opère la rupture avec Healy en 1971. Face au Secrétariat unifié qui, sous couvert d'une référence formelle au trotskysme et de l'ouverture aux « nouvelles avant-gardes », abandonnait le trotskysme pour découvrir, de Tito à Ben Bella en passant par Nasser, Sekou Touré, Fidel Castro ou le PC vietnamien, autant de marxistes « naturels » et successifs ; Healy, lui, sous couvert de l'orthodoxie trotskyste, considérait comme résolue la construction du parti : il suffisait de hisser haut et fort le drapeau de l'Internationale et d'attendre que les masses affluent. Politique sectaire et auto-proclamatoire marquant l'amorce d'un processus de dégénéres-

cence « national-trotskyste » conduisant à la désagrégation de ce qui avait constitué un des secteurs les plus avancés de la IV^e Internationale.

Le contraire de l'opportunisme et du révisionnisme, ce n'est pas le sectarisme auto-proclamatoire. Trotsky nous en avertit une fois pour toutes :

« Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs le blanc et le noir. Pour ne pas s'exposer à la tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne, pour la raison que les deux camps ont un caractère bourgeois. Ils pensent, pour la même raison, qu'il est nécessaire de rester neutre dans la guerre entre le Japon et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre.

Incapables de trouver accès aux masses, ils les accusent volontiers d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces prophètes stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de répéter les mêmes abstractions vides. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les confusionnistes et les faiseurs de miracles de toutes sortes, reçoivent à chaque instant des chiquenaudes de la part de la réalité, ils vivent dans un état d'irritation continue, se plaignant sans cesse du "régime" et des "méthodes", et s'adonnent aux petites intrigues. Dans leurs propres milieux, ils exercent d'ordinaire un régime de despotisme. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme son ombre, la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique pratique, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, surtout aux centristes, pour lutter contre le marxisme.» (Programme de transition.)

La rupture avec Healy permet au Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale de se libérer de l'entrave du sectarisme et d'avancer dans la formulation de la transition dans le combat pour l'Internationale :

« Le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la Quatrième Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte des classes internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont invités à la conférence et à sa préparation, avec l'accord du Comité d'organisation.

C'est seulement ainsi que sera assurée la continuité de la Quatrième Internationale, et sa reconstruction engagée. » (Résolution de 1972.)

C'est-à-dire que, prenant en compte l'amorce du dégagement de courants ouvriers qui tendent à l'indépendance vis-à-vis du stalinisme et de la social-démocratie, nous relient dès cette date le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale et l'association à ce combat, par et dans la libre discussion, des courants qui ne se réclament pas du trotskysme.

Il faut citer à ce propos la résolution adoptée par le bureau international du CORQI en avril 1973.

Au sujet de la radicalisation des masses :

« Il reste que la nouvelle situation, période de l'imminence de la révolution, conduit inévitablement à de nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat. Il s'agit du "regroupement de la conscience de classe sur un nouvel axe" que Trotsky pronostiquait en 1935, et qui, amorcé depuis 1952, s'affirme de plus en plus nettement. Il ne s'agit évidemment pas ici d'apprécier — ce qu'il est impossible de pronostiquer — les délais, les rythmes, ni de déterminer quel pays commencera. Il s'agit de la tendance principale vers laquelle se dirigent, dans le processus de radicalisation révolutionnaire des masses, les nouvelles relations entre les appareils bureaucratiques et le prolétariat international.

A partir de 1923 et jusqu'en 1945-1952, la tendance principale allait dans le sens du renforcement de la mainmise des bureaucraties sur la classe. Les nouvelles relations amorcent un mouvement en sens inverse, où la lutte des classes mène au desserrement du contrôle de la bureaucratie stalinienne sur la classe. »

Au sujet de la proposition de la conférence mondiale ouverte, ainsi définie :

« Nous devons baser notre perspective de travail sur l'ouverture de la discussion avec les meilleurs éléments qui prennent conscience de la trahison du stalinisme, de la social-démocratie, du nationalisme petit-bourgeois et du pablisme. Nous devons formuler ainsi la perspective de Conférence ouverte pour laquelle le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale doit engager le combat :

a) Les conditions existent, nous devons par notre activité les développer pour qu'il soit possible de mettre en discussion, sur une plus large base internationale, la question de la nécessité de l'Internationale, qui, pour le Comité d'organisation pour sa reconstruction, ne peut être que la IV^e Internationale avec son programme. Ces

conditions existent dans le mouvement ouvrier international (...).

b) Nous affirmons que l'Internationale ne peut se construire que sur la base du programme de transition. Mais nous ne faisons pas de cette affirmation un ultimatum.

c) Nous déclarons que nous sommes prêts à collaborer avec toutes les organisations, groupes, fractions, qui estiment nécessaire de combattre pour l'Internationale et de discuter dans ce cadre des problèmes soulevés par ce combat, et en même temps nous affirmons notre accord fondamental avec le programme de la IV^e Internationale. »

3.- Un tournant dans le combat pour reconstruire la IV^e Internationale

En près de cinquante années d'histoire, la IV^e Internationale a toujours connu, étroitement mêlés, des phénomènes de regroupement et des phénomènes d'éclatement, des processus de décomposition imbriqués à des processus de recomposition. Ceci est inévitable. Œuvrer à la construction d'une direction internationale indépendante du stalinisme, de l'impérialisme, de la social-démocratie, c'est inévitablement s'attirer la haine de tous les défenseurs du vieux monde, et subir les pressions de forces sociales adverses extrêmement puissantes.

Décomposition et recomposition : tout dépend dans quelles proportions les deux phénomènes se combinent. Rien ne serait plus superficiel que de dépeindre l'histoire de la IV^e Internationale comme l'histoire de crises successives qui, s'additionnant les unes aux autres, ne formeraient qu'une seule crise qui n'irait qu'en s'aggravant.

Il est indiscutable que dans la phase 1947-1950/1953, ce sont les processus de décomposition qui forment la tendance dominante, aboutissant à la crise dislocatrice de la IV^e Internationale de 1951-1953.

De 1953 au début des années 1960, non seulement les forces qui se réclament du trotskysme sont dispersées, mais de plus, ceux qui assurent la continuité du combat de défense du Pro-

gramme de la IV^e Internationale se trouvent extrêmement affaiblis : l'organisation française, par exemple, dans une situation où la classe ouvrière subit la défaite sans combat que représente la venue au pouvoir de De Gaulle, se trouve réduite à une poignée de militants qui, en 1958, décident de réorganiser leurs forces à partir du bulletin ronéotypé *Informations ouvrières*. Dans ces conditions, la réunification de 1963, entraînant le SWP américain à une fusion sans principes avec Pablo-Mandel, marque la prédominance numérique du révisionnisme parmi les organisations issues de la crise de la IV^e Internationale.

Cependant, en rapport même avec le développement de la lutte de classe à l'échelle mondiale (révolution cubaine, grève générale des mineurs en France, résistance révolutionnaire des peuples d'Indochine face à l'agression US, mobilisation anti-guerre aux USA, puis 1968 en France, en Italie et aussi en Tchécoslovaquie et en Pologne), les années 1960 voient les trotskystes progresser sur la voie de la construction de leurs organisations dans chaque pays. C'est ce développement des organisations trotskystes nationales qui permet de poser à un autre niveau la question de la reconstruction de la IV^e Internationale, non plus comme une simple perspective que des forces insuffisantes interdiraient de matérialiser, mais

comme une tâche concrète qu'il faut mettre en œuvre.

Et c'est parce qu'il s'agit désormais de poser le problème de façon pratique que la contradiction entre le cours sectaire, auto-proclamatoire et national-trotskyiste de Healy, et la ligne de la reconstruction de la IV^e Internationale, devient insurmontable, aboutissant à la rupture de 1971.

Avec des avancées et des reculs (sur lesquels il serait trop long de s'expliquer complètement ici), c'est cette ligne qui a permis, durant les quinze dernières années, de progresser à la fois :

— dans la construction d'organisations nationales intervenant dans la lutte de classe de leur propre pays, s'implantant dans la classe ouvrière, se liant aux processus de réorganisation du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, sous les formes particulières qu'il revêt dans chaque pays,

— dans une plus grande centralisation politique mais aussi organisationnelle des forces rassemblées dans IV^e Internationale-CIR.

Cette avancée d'ensemble s'est exprimée dans la part prise par IV^e Internationale-CIR dans la préparation, puis la tenue et le succès de la Conférence de Caracas. Mais il faut replacer cette avancée dans le contexte de dégagement de forces dans la classe ouvrière à l'échelle internationale. Indiscutablement, la montée du mouvement de la classe ouvrière depuis le début des années 1960 a aggravé — en même temps qu'elle s'y est nourrie — les processus de crise des vieilles directions bureaucratiques, réformistes, social-démocrates ou stalinienne. Dans de nombreux pays, on assiste depuis plusieurs années à des développements sans précédent à cette échelle (du moins depuis les années 1930) de mouvements, groupes, organisations, partis, se constituant, ou cherchant à se constituer, sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, ce

qui inclut l'indépendance à l'égard de l'impérialisme, de la social-démocratie, du stalinisme, ou du nationalisme bourgeois. Le Parti des travailleurs du Brésil est sans conteste l'expression la plus représentative de ce processus, mais celui-ci s'exprime aussi, sous des formes et des rapports qui ne sont pas identiques, dans l'existence du Parti des travailleurs du Pérou ou du MIR du Venezuela (ces deux organisations ayant le statut d'observateur. au Conseil général de la IV^e Internationale-CIR), dans l'apparition d'organisations telles que l'AZAPO en Afrique du Sud, dans le mouvement vers des organisations syndicales indépendantes de l'Etat, aussi bien dans les pays de l'Est de l'Europe qu'en Amérique latine.

Il existe aujourd'hui un processus inégal mais perceptible dans des dizaines de pays, de marche à la constitution de partis ouvriers indépendants. Comment la IV^e Internationale doit-elle agir vis-à-vis d'eux ? D'une part, se lier à tout ce qui va dans le sens de la constitution de partis ouvriers indépendants, participer à leur construction, à la discussion politique sur toutes les questions auxquelles ils se trouvent confrontés. D'autre part, dans cette activité, non seulement ne pas renoncer au Programme de la IV^e internationale, mais au contraire, sans ultimatum, le soumettre à la discussion, à la confrontation politique. Car, c'est notre appréciation à nous trotskystes (et nous n'exigeons de personne qu'il la partage) que les éléments programmatiques nécessaires à la constitution et au combat de partis ouvriers indépendants, aidant effectivement les masses à s'ouvrir la voie de leur combat victorieux, sont contenus dans le Programme de la IV^e Internationale.

De cela, nous ne saurions nous cacher. C'est ce qui a amené par exemple le camarade Lambert, dans une lettre adressée à Moises Moleiro, dirigeant du MIR vénézuélien, à résumer notre opinion de la manière suivante :

« Nous estimons que la classe ouvrière et les peuples opprimés ont besoin d'une nouvelle Internationale pour leur combat émancipateur. La II^e Internationale et les PC dépendant du Kremlin ont trahi l'Internationale, instrument nécessaire pour aider au combat émancipateur. Ils se sont rangés "définitivement du côté de l'ordre bourgeois". Nous estimons que le "pablisme", ayant capitulé devant le stalinisme, a détruit le IV^e Internationale comme organisation. Pour nous, son programme, le Programme de la IV^e Internationale, dans ses principes, reste adapté aux nécessités de reconstruction d'une Internationale. Cela est un côté de notre position.

L'autre est celui-ci, que nous pouvons résumer en ces deux éléments : la crise de la social-démocratie, du stalinisme et des organisations nationalistes (dans les pays opprimés) est fondée sur la crise mondiale de l'impérialisme, intégrant celle de la bureaucratie du Kremlin. Cette crise nourrie par la lutte des classes et des peuples opprimés dégage des forces, des militants et organisations indépendants. C'est à partir de ces deux éléments que nous estimons que se forge la nécessité d'une nouvelle Internationale.

Et pour nous, répétons-le, cette nouvelle Internationale devrait se constituer sur la base d'un programme résumant en termes de principes toute l'expérience du mouvement ouvrier mondial, programme incluant une stratégie, des tactiques d'action, des mots d'ordre que nous pensons être résumés dans le Programme de la IV^e Internationale. Cela est notre position, mais elle ne saurait relever d'un ultimatum sectaire. Nous ne présentons pas notre programme comme un ultimatum. Nous en discutons avec quiconque estime devoir en discuter. Nous n'avons rien à cacher, vous l'avez constaté vous-mêmes au Conseil général.

Mais à notre avis, c'est seulement par l'expérience des combats pratiques menés en commun pour aider les masses laborieuses dans leur combat émancipateur que l'on pourra avancer vers la construction d'une nouvelle Internationale.

C'est ainsi que la perspective qui est la nôtre du combat pour la convocation d'une « Conférence ouverte » s'inscrit dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale. »

De tout temps, les courants révisionnistes ou liquidateurs au sein de la IV^e Internationale, ont argué de la nécessité de se lier au mouvement de masse vivant (ce que nul ne saurait contester) et de dégager des transitions dans la construction de l'Internationale (ce qui est fort juste), pour... abandonner, et le but : la construction de la IV^e Internationale, et son programme.

C'est une caractéristique du pablisme, après avoir conféré en 1950 au stalinisme un rôle progressiste, que de « courir » en permanence après de « nouvelles avant-gardes » surgies, avant-hier de la révolution cubaine ou algérienne (Castro, Guevara, Ben Bella), hier et aujourd'hui du surgissement de courants maoïstes ou ex-maoïstes divers, non pour confronter politiquement leurs positions avec celles du trotskysme, mais pour s'adapter à eux, voire s'y fondre purement et simplement (cf. la fusion opérée il y a quelques mois entre la section allemande du Secrétariat unifié et une organisation d'origine maoïste, sur le programme de cette dernière). Position dont Ernest Mandel donna naguère l'essence en affirmant :

« Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebutteraient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les vingt-quatre heures. »

Mais qu'est-ce que la référence historique et l'appellation, sinon le programme ? Dans le Secrétariat unifié lui-même, d'autres iront jusqu'au bout de ce cours liquidateur : en rejoignant les PC comme les courants de Mestre à la fin des années 1950, ou le SWP australien il y a quelques années, ou en sombrant dans le castrisme pur et sim-

ple, comme le PRT argentin au début des années 1970, ou le SWP américain quelques années plus tard.

Mais force est de constater que la position défendue par Favre au cours du dernier Conseil général de la IV^e Internationale-CIR forge un nouveau maillon de cette chaîne. Ne propose-t-il pas, en effet, l'objectif d'une « Internationale révolutionnaire des travailleurs » dont ni les composantes, ni le programme ne sont une seule fois définis ? Mieux : à aucun moment, il ne suggère que, en ce qui le concerne, il serait favorable à l'adoption, par une telle Internationale, du Programme de la IV^e Internationale.

De la plus grande pertinence est donc ce passage de la résolution adoptée le 1^{er} mai 1987 par le Conseil général qui souligne :

« La IV^e Internationale-CIR est prête à participer à la constitution d'une Internationale ouvrière qui, pour elle, ne saurait trouver sa forme achevée comme Internationale révolutionnaire que sur la base du programme de la IV^e Internationale. »

Mais quelle Internationale, avec qui ? Comment ? Quels partis ?

Si une Internationale ouvrière se constituait (même inachevée) d'emblée, pour qu'elle soit une Internationale et non une simple coordination de partis nationaux, des questions programmatiques essentielles devraient être réglées.

Une "Internationale révolutionnaire des travailleurs" ne saurait se constituer sans une position claire sur la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat ; sans se fonder pratiquement sur la théorie de la révolution permanente (caractère mondial unifié de la lutte des classes, opposition à tout front populaire, rejet de la révolution par étapes) ; sans que soient posées et la question de la nature de l'URSS et des Etats ouvriers bureaucratiquement déformés (de la défense des conquêtes du prolétariat mondial héritées de la révolution russe et de son extension) et celle d'une caractérisation sans ambiguïté du

caractère contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien et des bureaucraties qui en procèdent ; sans que soit posée la question du combat pour le front unique ouvrier, pour le front unique anti-impérialiste et l'accomplissement des tâches démocratiques. Sans que soient mentionnés au moins ces points, on ne saurait accepter cette Internationale prétendument révolutionnaire qui ne serait qu'un regroupement centriste du type Bureau de Londres. »

L'Internationale révolutionnaire des travailleurs évoquée par Favre n'est qu'une vue de l'esprit qui n'a guère de chance de voir le jour. Mais cette orientation manifeste en revanche une disposition bien concrète, elle, à abandonner le Programme de la IV^e Internationale et le combat pour sa reconstruction. Ce qui s'est déjà manifesté dans la tentative de dissolution de fait de l'organisation brésilienne, abandonnant son bulletin et toute forme d'expression publique, dissolution contre laquelle s'est dressée une tendance composée de l'essentiel de la base ouvrière et militante de la section brésilienne, aussitôt exclue par Favre et ses amis (4).

Au Brésil et aussi, semble-t-il, ailleurs, où Favre dispose de quelques amis.

Mais c'est là, répétons-le, le prix à payer, le contrecoup que subit la IV^e Internationale comme chaque fois où elle remporte un succès politique qui la place devant des tâches nouvelles. Disons simplement que la tentative destructrice de Favre, de toutes celles qu'a essayées la IV^e Internationale, aura été une des moins sérieuses.

(4) Dans la « résolution d'organisation » du 3 février 1987, on lit : « ...Les discussions de chaque dirigeant avec les membres du courant qui sont sous sa direction seront menées directement par eux, que ce soit à travers des contacts sur leur lieu de travail, dans les instances du PT ou chez eux. » Ce qui n'est pas autre chose que la dissolution de l'organisation trotskyste.

Car c'est un fait que la IV^e Internationale-CIR sort renforcée de la Conférence de Caracas. Non seulement en raison du succès que cette conférence en elle-même a signifié pour tous ses participants, et donc au premier chef, pour ses trois initiateurs : le MIR du Venezuela, le Parti des travailleurs du Pérou, et la section française de la IV^e Internationale.

Mais aussi pour cette autre raison : dans la préparation de la Conférence de Caracas, dans son déroulement, se sont développés et resserrés les liens politiques entre les militants de la IV^e Internationale-CIR et les courants, militants, organisations qui, à des titres divers et sous des formes variables, sont l'expression des processus de recomposition à l'œuvre dans la classe ouvrière.

Participant entièrement comme courant à la construction du Parti des travailleurs du Brésil, pleinement intégrés au MIR du Venezuela et au Parti des travailleurs du Pérou — l'un et l'autre observateurs permanents au Conseil général de la IV^e Internationale-CIR — engagés au Sénégal dans un processus de fusion avec le MDP, dans une organisation dont il est convenu qu'elle aura le statut de sympathisante de la IV^e Internationale-CIR, intégrés comme tendance dans le PRT du Mexique, partie prenante de la constitution d'une nouvelle organisation formée de plusieurs milliers de militants exclus du PC de l'intérieur en Grèce, participant à la construction du MPPT en France, ou du Mouvement pour la République en Espagne, les militants et les sections de la IV^e Internationale-CIR sont aujourd'hui partie prenante des processus de recomposition politique de la classe ouvrière sur un nouvel axe. Cela, sans sectarisme, sans ultimisme, sans renoncement non plus à défendre leur programme.

Indiscutablement, il s'agit-là d'une modification qualitative dans la construction de la IV^e Internationale-CIR et ses sections. Ce pas, qui est en train d'être franchi, suffit-il à considérer

qu'il convient désormais de préparer la conférence de reproclamation (ou de refondation) de la IV^e Internationale reconstruite ?

C'est là, on le sait, une discussion ouverte dans les rangs de la IV^e Internationale-CIR. Sans que soit le lieu, ici, d'engager la discussion, il peut être utile de signaler quelques-uns des paramètres (la liste n'est pas limitative) permettant d'apporter une réponse à la question posée :

- L'état de construction et d'implantation de chacune de nos sections.

- La centralisation et l'homogénéisation politiques ont-elles suffisamment progressé dans l'Internationale, pour permettre la restauration du centralisme démocratique à l'échelle internationale ?

- Le centralisme démocratique à l'échelle nationale peut-il être identique à celui qui régit la vie d'une section nationale ?

- Dans quelle mesure serions-nous capables d'associer à la reproclamation de la IV^e Internationale des courants, des organisations qui, aujourd'hui, ne sont pas trotskystes ?

- En particulier, quel type de document programmatique faudrait-il élaborer, qui intègre au Programme de la IV^e Internationale l'expérience des cinquante dernières années ? Qui associer et comment, à l'élaboration d'un tel document ?

- La crise du Secrétariat unifié interdit-elle de compter sur une quelconque différenciation en son sein, et sur un quelconque rapprochement, tout ou partie, avec nous ?

Tels sont quelques-uns des critères qui interviendront, n'en doutons pas, dans la discussion internationale qui s'ouvre, discussion préparatoire à la conférence internationale des sections de IV^e Internationale-CIR convoquée pour le mois de janvier 1988.

La Vérité aura l'occasion d'y revenir.

D. G.

Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale

par D. GLUCKSTEIN

Novembre 1914/mars 1919 : près de quatre ans et demi séparent le moment où Lénine proclame la nécessité de constituer la III^e Internationale de celui où se réunit effectivement le congrès de fondation de la III^e Internationale, l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky.

Durant ces quatre ans et demi, qui sont ceux de la première guerre impérialiste, du surgissement puis de la victoire de la révolution prolétarienne en Russie, toute la pensée et l'action de Lénine seront guidées par la nécessité, à travers l'émiettement et la dispersion des forces issues de la II^e Internationale, de reconstituer un axe de regroupement permettant de jeter les bases d'une Internationale reconstruite sur des bases révolutionnaires.

Processus long, complexe, mais qui permet de bien éclairer la méthode de Lénine.

L'éclatement de la première guerre mondiale, en août 1914, a vu l'écrasante majorité des partis et des dirigeants de la II^e Internationale sombrer dans le chauvinisme. Tournant le dos aux résolutions votées par tous les congrès internationaux des années précédant la guerre (Stuttgart, Bâle), les partis socialistes français, allemand, autrichien, anglais, et bien d'autres, se rangent derrière leur propre bourgeoisie, justifiant la guerre impérialiste derrière des prétextes fallacieux, prenant place dans les gouvernements de guerre.

La II^e Internationale est morte

La II^e Internationale est morte. Tandis que les mencheviks russes se situent sur le terrain de la « défense nationale », les bolcheviks, restés fidèles aux principes et aux résolutions de l'Internationale, entreprennent d'œuvrer au groupement des forces qui, dans chaque pays, résistent à la vague chauvine.

D'emblée, ils fixent ce qui, à leurs yeux, est une ligne de délimitation : la nécessité de reconnaître la faillite de la II^e Internationale, et l'objectif : créer les conditions de la fondation de la III^e.

Dès septembre 1914, une résolution adoptée par le comité central bolchevik et rédigée par Lénine stipule :

« Le pire service que l'on puisse rendre au prolétariat est de balancer entre l'opportunisme et la social-démocratie révolutionnaire (comme le fait le "centre" du parti social-démocrate allemand), et de s'appliquer à passer sous silence ou à masquer sous des phrases diplomatiques la faillite de la II^e Internationale.

Au contraire, il faut reconnaître ouvertement cette faillite et en comprendre les causes, afin de pouvoir travailler à un rassemblement socialiste nouveau, plus solide, des ouvriers de tous les pays.

Les opportunistes ont saboté les décisions des congrès de Stuttgart, de Copenhague et de Bâle, qui faisaient un devoir aux socialis-

tes de tous les pays de lutter contre le chauvinisme quelles que fussent les conditions, qui les obligeaient à répondre par une propagande renforcée en faveur de la guerre civile et de la révolution sociale à toute guerre déclenchée par la bourgeoisie et les gouvernements. La faillite de la II^e Internationale est celle de l'opportunisme, qui a grandi sur le terrain spécifique d'une époque historique révolue (dite "pacifique") et qui, en ces dernières années, domina pratiquement dans l'Internationale. (...)

On ne saurait accomplir actuellement les tâches du socialisme, on ne saurait réaliser le véritable rassemblement international des ouvriers, sans rompre résolument avec l'opportunisme et sans faire comprendre aux masses que son fiasco est inévitable.

La social-démocratie de chaque pays doit, en premier lieu, lutter contre le chauvinisme de son pays (...).

L'Internationale prolétarienne n'est pas morte et ne mourra pas. En dépit des obstacles, les masses ouvrières créeront une nouvelle Internationale. Le triomphe actuel de l'opportunisme est éphémère (...). (1) »

Dans un article rédigé peu après, Lénine « démonte » les arguments de ceux qui justifient le passage des socialistes du côté de leur propre impérialisme. Pour lui :

« Ce qu'il y a de plus pénible dans la crise actuelle, c'est la victoire remportée par le nationalisme bourgeois, le chauvinisme, sur la plupart des représentants officiels du socialisme européen. (...)

Et rien n'est plus important, pour un socialiste qui désire rester tel, que de rechercher les causes de la crise socialiste et d'analyser les tâches de l'Internationale (2). »

Parce que l'aspect « le plus pénible » est la faillite de la II^e Internationale, Lénine s'attache à démontrer qu'un lien unit l'opportunisme grandissant dans les rangs des partis de la II^e Internationale avant la guerre et le chauvinisme dans lequel celle-ci a sombré en août 1914 (même si pour lui août 1914 marque le passage de la quantité à la qualité, donc le point de rupture). Pour Lénine, impossible d'avancer vers la reconstruction de l'Internationale ouvrière si cette clarification n'est pas menée jusqu'à son terme. La perspective est claire :

« La II^e Internationale est morte, vaincue par l'opportunisme. A bas l'opportunisme, et vive la III^e Internationale débarrassée (...) de l'opportunisme !

La II^e Internationale a accompli, pour sa part, un utile travail préparatoire d'organi-

sation des masses prolétariennes, pendant une longue époque "pacifique" qui a été celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIX^e siècle et le début du XX^e. A la III^e Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme ! (2) »

D'emblée, Lénine écarte toute conception « diplomatique » de l'Internationale à construire :

« L'Internationale, ce n'est pas la réunion autour d'une même table, afin de rédiger une résolution hypocrite et spécieuse, de gens pour qui l'internationalisme authentique se réduit à ceci : approbation par les socialistes allemands de l'appel à tuer des ouvriers français lancé par la bourgeoisie allemande, et approbation par les socialistes français de l'appel à tuer des ouvriers allemands lancé par la bourgeoisie française, « au nom de la défense de la patrie » ! L'Internationale consiste dans le rapprochement (d'abord idéologique, et ensuite, le moment venu, sur le terrain de l'organisation) des hommes capables en ces jours difficiles de défendre l'internationalisme socialiste par des actes, c'est-à-dire de rassembler leurs forces et de « tirer en second » sur les gouvernements et les classes dirigeantes, chacun dans SA PROPRE « patrie ». Ce n'est pas chose aisée. Il y faudra une sérieuse préparation, de gros sacrifices, et cela ne se passera pas sans défaites. Mais, précisément parce que la chose est difficile, il ne faut l'entreprendre qu'avec ceux qui la VEULENT et qui ne craignent pas de rompre complètement avec les chauvins et les avocats du social-chauvinisme (3). »

Opportunisme et chauvinisme

Ce n'est pas chose aisée, en effet, en cette période de décomposition du mouvement ouvrier organisé. La recomposition du mouvement ouvrier ne peut passer que par une bataille ouverte, sans concessions, contre l'opportunisme et le chauvinisme, seul moyen d'entraîner les militants :

« Il y a trois courant dans le socialisme international : 1) les chauvins, qui mènent

(1) *La Guerre et la Social-démocratie russe*, septembre 1914, tome 21 des Œuvres complètes de Lénine.

(2) *La Situation et les Tâches de l'Internationale*, 1^{er} novembre 1914, tome 21.

(3) *Chauvinisme mort et socialisme vivant*, 12 décembre 1914, tome 21.

pratiquement, systématiquement, une politique opportuniste ; 2) les ennemis consécutifs de l'opportunisme, qui commencent déjà à se manifester dans tous les pays (la plupart d'entre eux ont été battus par les opportunistes, mais "les armées écrasées sont à bonne école") et sont capables d'effectuer un travail révolutionnaire orienté vers la guerre civile ; 3) les désemparés et les hésitants, aujourd'hui à la remorque des opportunistes, et qui nuisent au prolétariat surtout par leurs tentatives hypocrites de trouver une justification "scientifique et marxiste" (tenez-vous bien !) à l'opportunisme. Une partie des naufragés de cette troisième tendance peut être sauvée et rendue au socialisme, mais seulement par une politique énergique rompant carrément avec la première tendance, avec tous ceux qui sont capables de justifier le vote des crédits de guerre, la "défense de patrie", la "soumission aux lois du temps de guerre", le respect de la légalité, la renonciation à la guerre civile. Seuls ceux qui suivent CETTE politique-là sont les véritables constructeurs de l'Internationale socialiste (3). »

Durant près de deux ans, Lénine consacra une part essentielle de son activité à cette délimitation politique. Des dizaines d'articles, de brochures, de pamphlets seront rédigés par lui à cet effet (4).

En particulier, vis-à-vis de ceux qui condamnent le chauvinisme des dirigeants de la II^e Internationale, mais n'ont pas encore renoncé à sa possible reconstitution, Lénine ne cessera de marteler cette idée :

« Ce serait une illusion que d'espérer la restauration d'une Internationale réellement socialiste sans une rupture complète, sur le plan de l'organisation, avec les opportunistes (5). »

Un fossé infranchissable

Pour Lénine, août 1914 a creusé un fossé infranchissable dans les rangs du mouvement ouvrier international. La III^e Internationale ne pourra se construire qu'en renonçant à toute illusion à ce sujet.

En même temps, la guerre provoque des reclassements au sein de la social-démocratie russe et internationale. Dans un article consacré au *Naché Slovo* (quotidien animé par Trotsky à Paris), Lénine relève :

« Les anciens groupements et subdivisions sont, nous ne dirons pas périmés, mais en train de se modifier. Ce qui apparaît au premier plan, c'est le regroupement en fonction de la question fondamentale posée par

la guerre, à savoir la division en "internationalistes" et "social-patriotes" (6). »

Alors que, jusqu'à la veille même de la guerre, Lénine avait mené une vigoureuse polémique contre Trotsky, il considère à présent indispensable l'« unification des internationalistes ». Même, il va jusqu'à proposer au groupe de Trotsky de jouer un rôle initiateur en ce sens :

« La rédaction du *Nache Slovo* dispose d'une grande arme : un quotidien. Elle peut s'acquitter d'une œuvre incomparablement plus sérieuse et plus efficace que des conférences et des déclarations : inviter TOUS les groupes, et commencer dès maintenant, elle-même : 1) à mettre au point des réponses complètes, précises, sans ambiguïté et parfaitement claires, aux questions touchant la nature de l'internationalisme (...), l'opportunisme, la faillite de la II^e Internationale, les objectifs et les moyens de lutter contre le social-patriotisme, etc. ; 2) à rassembler les forces en vue d'une lutte sérieuse pour des principes bien définis, et cela non seulement à l'étranger, mais surtout en Russie. (6). »

Certes, les désaccords passés n'ont pas encore disparu. Ils se manifesteront encore dans les mois qui suivent dans l'hésitation du *Nache Slovo* et de Trotsky, pourtant sur les positions de l'internationalisme, à rompre au plan organisationnel avec les opportunistes, c'est-à-dire à reconnaître la faillite de la II^e Internationale et la nécessité de construire la III^e. D'autres polémiques suivront avant que Trotsky ne soit définitivement gagné au point de vue des bolcheviks. Cependant, Lénine ne connaît qu'une méthode : la confrontation politique, la discussion, et, chaque fois que cela est possible, l'action commune.

Durant toute cette période, la pensée de Lénine suit un même fil conducteur : il se revendique de la continuité des résolutions adoptées aux congrès de la II^e Internationale de Stuttgart et Bâle contre la guerre impérialiste (en 1907 et 1912), et dénonce ceux qui voudraient masquer ou amoindrir la trahison de ces engagements par les chefs

(4) Impossible, dans le cadre de ces notes, de tous les citer. Pour une documentation plus complète, nous renvoyons les camarades à la lecture des tomes 21, 22 et 23 des *Œuvres complètes*.

(5) *La Conférence des sections à l'étranger du POSDR*, février 1915, tome 21.

(6) *Le Problème de l'unification des internationalistes*, mai 1915, tome 21.

de la II^e Internationale. Pour lui, c'est là le « nœud de la question » :

« Prenons le sabotage des résolutions de Stuttgart et de Bâle par les opportunistes et les "centristes" : c'est là qu'est tout le NOEUD de la question ! Représentons-nous les choses nettement, clairement, sans diplomatie, telles qu'elles se sont passées.

Prévoyant la guerre, l'Internationale se réunit et décide à l'unanimité de travailler, au cas où elle éclaterait, à "PRÉCIPITER LA CHUTE DE LA DOMINATION CAPITALISTE", à agir dans l'esprit de la COMMUNE, d'OCTOBRE et de DÉCEMBRE 1905" (ce sont les termes mêmes de la résolution de Bâle !), en considérant comme un "CRIME" pour les travailleurs de "tirer les uns sur les autres".

L'esprit internationaliste, prolétarien, révolutionnaire, s'affirme ici de la manière la plus claire, aussi clairement qu'il était possible de le faire en restant dans le cadre de la légalité.

La guerre éclate. Et justement dans la perspective prévue à Bâle. Les partis officiels agissent dans un esprit diamétralement opposé : non pas internationaliste, mais nationaliste ; non pas prolétarien, mais bourgeois ; non pas révolutionnaire, mais archi-opportuniste. En disant aux ouvriers que la cause socialiste a été délibérément TRAHIE, nous balayons du même coup tous les subterfuges, toutes les échappatoires, tous les sophismes à la Kautsky et Axelrod ; nous montrons clairement toute la gravité du mal et nous appelons nettement à le combattre, et non à rechercher un accommodement avec lui. (7). »

Pour Lénine, comme nous l'avons vu, il s'agit de participer à toutes les manifestations pratiques de regroupement de forces issues de la II^e Internationale sur une ligne de résistance au social-patriotisme, sans s'y dissoudre pour autant, sans renoncer à défendre l'intégralité de ses positions politiques. Lorsque se réunit la Conférence de Zimmerwald, en Suisse, à l'automne 1915, Lénine et les bolcheviks y participent. Que fut la conférence de Zimmerwald ?

Zimmerwald

Sur l'initiative des socialistes italiens y furent invitées « toutes les organisations ouvrières qui sont restées fidèles au principe de la lutte de classes et de la solidarité internationale ». Etaient présents des délégués d'Allemagne, de France, d'Italie, des Balkans, de Suède, de Norvège, de Pologne, de Russie, de Hollande ou de Suisse. Toutes les tendances y étaient représentées,

depuis les réformistes pacifistes jusqu'aux marxistes révolutionnaires. La Conférence adopta un manifeste flétrissant la guerre impérialiste et recommandant l'exemple de tous ceux qui furent persécutés pour avoir tenté de réveiller l'esprit révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Indiscutablement, malgré sa confusion sur certains points, le manifeste de Zimmerwald marque, suivant la formule de Lénine lui-même, « un premier pas » (8) en avant important. Pourtant, le manifeste de Zimmerwald ne reprend pas, il s'en faut de beaucoup, toutes les positions des bolcheviks. Ceux-ci, au cours même de la Conférence de Zimmerwald, ont constitué avec d'autres militants d'autres pays un groupement commun sous le nom de « Gauche de Zimmerwald ». Une résolution est présentée par la Gauche de Zimmerwald, qui propose notamment ceci :

« Refus des crédits de guerre, sortie des ministres socialistes des gouvernements bourgeois, nécessité de démasquer le caractère impérialiste de la guerre du haut de la tribune parlementaire, dans les colonnes de la presse légale et au besoin illégale, organisations de manifestations contre les gouvernements, propagande des tranchées en faveur de la solidarité internationale, protection des grèves économiques tout en essayant de les transformer en grèves politiques, guerres civiles et non paix sociale (9). »

Que la Conférence de Zimmerwald ait rejeté cette résolution suffit à caractériser l'état d'esprit des participants. Tirant le bilan du Manifeste adopté par la Conférence, Lénine commence par souligner :

« Tout l'essentiel de ce qu'il faut dire sur le caractère impérialiste de la guerre, et qui était formulé dans notre résolution, se trouve repris ici (8). »

En revanche, selon Lénine, le caractère confus de la Conférence de Zimmerwald s'exprime dès lors qu'il s'agit d'aller jusqu'au bout de la délimitation d'avec le social-chauvinisme :

« "Les capitalistes de tous les pays (...) affirment que la guerre sert à défendre la patrie (...) Ils mentent", poursuit le mani-

(7) *La Lutte contre le social-chauvinisme*, juin 1915, tome 21.

(8) *Un premier pas*, octobre 1915, tome 21.

(9) Cité dans le recueil *Manifeste, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste, (1919-1923)*.

feste. Là encore, cette nette affirmation que l'idée fondamentale de l'opportunisme dans la guerre actuelle — celle de la "défense de la patrie" — est un "mensonge" reprend l'idée essentielle de la résolution des marxistes révolutionnaires. Mais là encore apparaît une regrettable réticence, une sorte de timidité, comme si l'on craignait de dire toute la vérité. Qui ne sait aujourd'hui, après une année de guerre, que le vrai malheur pour le socialisme a été le MENSONGE des capitalistes, repris et soutenu non seulement par la presse capitaliste (si elle est capitaliste, c'est précisément pour reproduire les mensonges des capitalistes), mais aussi par la plus grande partie de la presse socialiste ? Qui ne sait que ce n'est pas le "mensonge des capitalistes" qui a provoqué la plus grande des crises du socialisme européen, mais le MENSONGE de Guesde, de Hyndman, de Vandervelde, de Plekhanov, de KAUTSKY ? Qui ne sait que c'est le MENSONGE de ces chefs, précisément, qui a révélé soudainement toute la force de l'opportunisme, où ils ont sombré au moment décisif ? (8) »

Lénine poursuit :

« On peut se demander si c'est être conséquent que de dire dans un manifeste "populaire" que certains partis ont failli à leur devoir (il s'agit, on le sait, des plus forts partis et organisations ouvrières de tous les pays les plus avancés : l'Angleterre, la France, l'Allemagne) et en même temps, ne pas donner d'explication à ce fait stupéfiant, inouï et sans précédent (...).

Voici un fait d'une importance historique mondiale, la faillite de toute l'Internationale, un tournant dans toute une époque, et nous CRAIGNONS de dire aux masses qu'il faut chercher et découvrir toute la vérité, qu'il faut penser les choses jusqu'au bout, qu'il est absurde et ridicule de supposer que le Bureau socialiste international et plusieurs partis ont fait faillite SANS que ce phénomène se rattache à la longue histoire de la naissance, du développement, de la maturation et du POURRISEMENT du courant opportuniste européen, lequel a de profondes racines économiques, profondes dans le sens d'une liaison étroite non pas avec les masses, mais avec une couche déterminée de la société (9). »

Logique sur sa position, la majorité de la Conférence de Zimmerwald affirme formellement ne pas vouloir créer une III^e Internationale.

Pourtant, les bolcheviks signeront le Manifeste de Zimmerwald, et désigneront trois des leurs (Zinoviev, Lénine et Inessa Armand) comme membres de l'organisme permanent (« Commission socialiste internationale ») qui en est issu.

Fallait-il signer le Manifeste de Zimmerwald ?

Pour quelles raisons ? Lénine s'en explique :

« Notre comité central devait-il signer ce manifeste qui pêche pas son inconséquence et sa timidité ? Nous pensons que oui. Notre désaccord — je ne parle pas seulement du comité central mais aussi de toute la gauche INTERNATIONALE, MARXISTE RÉVOLUTIONNAIRE, de la Conférence — est consigné ouvertement dans une résolution spéciale, dans un projet de manifeste spécial, dans une déclaration spéciale au sujet du vote du manifeste de compromis. Nous n'avons pas dissimulé un iota de nos opinions, de nos mots d'ordre, de notre tactique. L'édition allemande de la brochure *Le Socialisme et la Guerre* a été distribuée à la Conférence. Nous avons répandu, nous répandons et nous continuerons de répandre nos idées aussi largement que sera répandu le Manifeste. C'est un fait que ce dernier constitue UN PAS EN AVANT vers la lutte effective contre l'opportunisme, vers la rupture et la scission avec lui. Ce serait du sectarisme que de renoncer à ce pas en avant AVEC la minorité des Allemands, des Français, des Suédois, des Norvégiens et des Suisses, quand nous conservons l'entière liberté et l'entière possibilité de critiquer l'inconséquence et de rechercher à obtenir davantage. Ce serait une mauvaise tactique de guerre que de refuser de marcher avec le mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme, sous prétexte que ce mouvement est trop lent, qu'il fait "seulement" un pas en avant, qu'il est prêt et disposé à faire demain un pas en arrière et à rechercher une conciliation avec l'ancien Bureau socialiste international (8). »

On a là toute la démarche de Lénine : participer sans s'y dissoudre et sans sectarisme au « mouvement international grandissant de protestation contre le social-chauvinisme », en conservant une totale liberté d'exposer l'intégralité de ses positions politiques.

Et Lénine de soumettre à la Commission socialiste internationale des propositions d'actions concrètes, pratiques, sur la ligne suivante :

« Sans attendre l'impossible — l'union rapide de tous sur des idées solidaires nettement élaborées —, nous devons chercher à mettre EXACTEMENT en lumière les TENDANCES et les COURANTS FONDAMENTAUX du socialisme international contemporain, et puis faire en sorte que les masses ouvrières prennent connaissance

de ces courants, en discutent tous les aspects, les vérifient par l'expérience de leur mouvement pratique. A notre avis, cette tâche devrait être considérée par l'ISK comme son principal objectif (10). »

Répetons-le : la majorité de Zimmerwald était hostile à l'idée d'une troisième Internationale. Pourtant, par les pas concrets qu'elle allait effectuer pour grouper de plus en plus de nombreux partis et militants en rupture avec le social-chauvinisme, aiguillonnée aussi par la défense constante par la « Gauche de Zimmerwald » de ses positions propres, la Conférence de Zimmerwald et la commission qui en est issue deviendront le point de ralliement de tous ceux qui fonderont la III^e Internationale.

De quoi dépendent pour Lénine, en 1915, les rythmes de la constitution de la III^e Internationale ? Principalement de l'achèvement du processus de SCISSION, DE SÉPARATION des internationalistes et des opportunistes. La question ne se pose pas en Russie, où l'existence en partis séparés des bolcheviks et des mencheviks était consommée bien avant la guerre. Mais elle se pose pour tous les autres pays, à commencer par l'Allemagne, où l'aile internationaliste, dirigée par Karl Liebknecht, si elle agit avec fermeté dans les conditions de l'illégalité contre le social-chauvinisme, n'a pas encore constitué de parti distinct, ne s'est pas encore prononcée pour la rupture avec la II^e Internationale.

« La situation actuelle, explique Lénine, est avantagée pour les opportunistes et pour la bourgeoisie, car elle oblige les gauches à se soumettre aux chauvins et empêche les ouvriers de voir clair dans les controverses et de créer un parti bien à eux réellement ouvrier, réellement socialiste. Nous avons la conviction la plus profonde que, dans l'état actuel des choses, la scission avec les opportunistes et les chauvins est le premier devoir d'un révolutionnaire, de même que la scission avec les jaunes, les antisémites, les syndicats ouvriers libéraux, etc., était nécessaire pour éclairer au plus vite les ouvriers arriérés et les entraîner dans les rangs du parti social-démocrate.

La III^e Internationale, à notre avis, devrait être fondée précisément sur cette base révolutionnaire. Pour notre parti, la question de l'opportunité d'une rupture avec les social-chauvins ne se pose pas. Il l'a tranchée une fois pour toutes. Seule existe pour lui la question de savoir si la chose est réalisable dans un proche avenir à l'échelle internationale.

On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste INTERNATIONALE, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les DIFFÉRENTS pays. L'Allemagne, pays du mouvement ouvrier le plus ancien et le plus puissant, a une importance décisive. Le proche avenir montrera si les conditions sont déjà mûres pour constituer une nouvelle Internationale marxiste. Si oui, notre parti adhèrera avec joie à cette III^e Internationale, épurée de l'opportunisme et du chauvinisme. Sinon, cela vaudra dire que cette épuration exige encore une évolution plus ou moins longue. Dans ce cas, notre parti formera l'opposition extrême au sein de l'ancienne Internationale, jusqu'à ce que se constitue dans les différents pays la base d'une association ouvrière internationale se situant sur le terrain du marxisme révolutionnaire.

Nous ne savons pas ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que NOTRE Parti, dans NOTRE pays, au sein de NOTRE prolétariat, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale MARXISTE (11). »

La Conférence de Zimmerwald est suivie, sept mois plus tard, par la Conférence de Kienthal.

Kienthal

C'est en février 1916 que la Commission socialiste internationale (ISK) réunie en conférence élargie décide de convoquer la Conférence de Kienthal. Les propositions pour la délégation à cette conférence adoptées par l'ISK ont été rédigées par Lénine et stipulent ceci :

« 1. Ne sont admis que les représentants des organisations politiques ou syndicales ou les personnes conformant leur attitude aux décisions de la Conférence de Zimmerwald.

2. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels adhèrent à l'ISK, ne sont admis que les représentants désignés par ces organisations.

3. Pour les pays où les partis et les syndicats officiels n'ont pas adhéré à l'ISK, ne

(10) Lettre à la Commission socialiste internationale, septembre 1915, tome 21.

(11) *Le Socialisme et la Guerre*, juillet-août 1915, tome 21.

sont admis que les représentants des organisations et groupes qui :

a) prennent position oralement et par écrit, dans chacun de ces pays, dans l'esprit des décisions de Zimmerwald ;

b) soutiennent l'ISK par leur activité.

4. La représentation individuelle n'est admise qu'à titre exceptionnel et seulement avec voix consultative.

5. Les litiges sur la validité des mandats sont définitivement tranchés, après audition des motifs et compte tenu des circonstances, par une commission de neuf membres élus par la conférence et comprenant quatre membres de l'ISK.

6. Le mode de scrutin est établi par la conférence.

(Additif à ne pas publier ajouté au protocole :

Les camarades qui étaient à Zimmerwald ont le DROIT ("le droit" — dans le texte en français) de participer à la deuxième conférence avec voix consultative) (12). »

On remarquera le souci extrême de Lénine pour le respect scrupuleux du cadre fixé en commun par les participants de la Conférence de Zimmerwald. C'est comme membre loyal de la Conférence et de l'ISK, qui ne cherche pas à imposer son point de vue, que Lénine organise la préparation de Kienthal.

Pour autant, pas question pour lui de « mettre son drapeau dans sa poche ». Quand il s'agit, à la même séance de février 1916, d'arrêter l'ordre du jour de Kienthal, Lénine formule la proposition suivante :

« 1. Lutte contre la guerre ;

2. Union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme ;

3. Mesures pratiques d'organisation, d'agitation et de lutte contre les gouvernements ;

4. Extension des décisions de Zimmerwald (13). »

L'essentiel des propositions d'ordre du jour formulées par Lénine sont retenues, mais une est écartée : sous la pression notamment de l'aile droite des zimmerwaldiens, l'ISK décide de ne pas inscrire à l'ordre du jour la discussion sur l'« union internationale des socialistes hostiles à la guerre et au nationalisme », c'est-à-dire la discussion sur la nécessité ou non de combattre pour fonder la III^e Internationale.

Respectueux de cette décision, les bolcheviks fourniront, avant Kienthal, une longue contribution écrite en réponse à

l'invitation lancée par l'ISK à tous les participants de faire connaître leurs positions notamment sur les points suivants : lutte pour la fin de la guerre, position sur les problèmes de la paix, sur l'activité parlementaire et la lutte de masse, sur la convocation du Bureau socialiste international (c'est-à-dire sur l'existence de l'instance dirigeante de la II^e Internationale qui avait volé en éclats en août 1914, mais que certains se proposaient de reconstituer).

Sur la question de la lutte contre la guerre, on y lit :

« Soutenir, étendre et approfondir tout mouvement populaire pour la fin de la guerre, tel est le devoir des socialistes. Mais, en réalité, ce devoir n'est rempli que par les socialistes qui, comme Liebknecht, appellent du haut de la tribune parlementaire les soldats à déposer les armes et prônent la révolution, la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile pour le socialisme. (...) »

Il ne suffit pas que le Manifeste de Zimmerwald fasse allusion à la révolution en disant que les ouvriers doivent se sacrifier pour leur propre cause et non pour celle d'autrui. Il faut indiquer clairement et nettement aux masses leur chemin (14). »

L'unité des vieux partis et de la II^e Internationale est-elle possible ?

Quant à la question de la reconstitution de la II^e Internationale par le biais de la réunion du Bureau socialiste international, les bolcheviks y répondent dans les termes suivants :

« La question de la réunion du Bureau socialiste international se ramène à une question de principe fondamentale : l'unité des vieux partis et de la II^e Internationale est-elle possible ? Chaque pas en avant accompli par le mouvement ouvrier international dans la voie tracée à Zimmerwald montre toujours plus clairement l'inconséquence de la position adoptée par la majorité de Zimmerwald : d'une part, la politique des vieux partis et de la II^e Internationale est assimilée à une politique BOUR-

(12) Pour la conférence du 22 avril, janvier 1916, tome 22.

(13) Projet de résolution sur la convocation de la deuxième conférence socialiste, janvier 1916, tome 22.

(14) La Proposition du comité central du POSDR à la deuxième conférence socialiste, février-mars 1916, tome 22.

GEOISE au sein du mouvement ouvrier, à une politique servant les intérêts de la bourgeoisie et non ceux du prolétariat (voir, par exemple, ce que dit le Manifeste de Zimmerwald au sujet des "capitalistes" qui mentent en parlant de la "défense de la patrie" dans la guerre actuelle, puis toute une série de déclarations encore plus nettes contenues dans la circulaire de l'Internationale Sozialistische Kommission du 10-2-1916) ; d'autre part, l'Internationale Sozialistische Kommission craint la scission avec le Bureau socialiste international et promet officiellement de se dissoudre si ce Bureau se réunit à nouveau.

Nous constatons que cette promesse n'a fait l'objet à Zimmerwald ni d'un vote ni même d'une discussion.

Les six mois écoulés depuis Zimmerwald ont démontré qu'EN FAIT le travail dans l'esprit de Zimmerwald (il ne s'agit pas des propos en l'air, mais seulement du travail) est lié, dans le monde entier, à l'approfondissement et à l'extension de la scission (14). »

Pas question, on le voit, pour Lénine et les bolcheviks, de se dissoudre dans Zimmerwald ou Kienthal. Participants actifs du regroupement établi contre le social-chauvinisme, ils luttent pour aider ce regroupement (ou une partie de ce regroupement) à aller jusqu'au bout du processus qu'il a lui-même engagé (même s'il n'en a pas conscience), c'est-à-dire jusqu'à la compréhension de la rupture nécessaire avec la II^e Internationale.

Indiscutablement, ce travail opiniâtre de clarification politique, fraternel mais sans concessions, portera ses fruits. La « Gauche zimmerwaldienne » gagnera en influence au cours même de la Conférence de Kienthal, et partant, l'idée de la lutte révolutionnaire contre la guerre et celle de la III^e Internationale.

C'est ainsi que tous les participants à la Conférence de Kienthal (y compris l'aile droite) sont amenés à voter une résolution condamnant de la manière la plus catégorique le Bureau socialiste international, et aussi, selon les termes de Lénine :

« Une résolution contre le social-pacifisme, mettant les ouvriers en garde contre le mensonge des phrases pacifistes, quelles que soient les enjolivures socialistes dont elles puissent s'affubler (15). »

Au lendemain de la Conférence de Kienthal, les différenciations vont s'accroître et traverser tous les partis de l'ancienne Internationale. Les courants authentiquement internationalistes vont progressivement

parvenir à la conclusion que la scission des vieux partis est inévitable, qu'il est impossible, sous peine de renoncer à la lutte contre le chauvinisme, de prétendre préserver l'unité avec les social-patriotes qui siègent dans les ministères de guerre, et reconstituer la II^e Internationale. Aux Etats-Unis, la scission est consommée. En Allemagne, les internationalistes groupés autour de Liebknecht déclarent dès le début de 1916 que la scission est devenue inévitable. Des reclassements s'opèrent au sein même des composantes de Zimmerwald. La militante néerlandaise Henriette Roland-Holst, qui, avec Trotsky, représentait le « centre » à Zimmerwald, écrit en août 1916 :

« Ceux qui, comme Trotsky et son groupe, veulent mener la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme doivent s'unir aux léninistes. Le "centre révolutionnaire" est impossible (16). »

D'un autre côté, la droite de Zimmerwald (Turatti et le PS italien, Kautsky en Allemagne, le socialiste Longuet et les syndicalistes Merrheim et Bourderon en France, et le dirigeant du PS suisse et de l'ISK Robert Grimm), conséquente dans son refus obstiné de la scission, fait mouvement vers le social-pacifisme sous couvert d'une position commune « pour la paix » (c'est-à-dire pour la paix impérialiste à laquelle se disposent, fin 1916, plusieurs gouvernements en guerre).

Dans les derniers jours de 1916, Lénine demande la convocation d'une nouvelle Conférence de Zimmerwald, afin que soient condamnés sans équivoque les blocs en formation de la droite zimmerwaldienne avec les social-chauvins. Il précise :

« La GAUCHE DE ZIMMERWALD, à la formation de laquelle nous avons participé, s'est organisée séparément à Zimmerwald même, justement pour montrer que nous soutenions l'union zimmerwaldienne DANS LA MESURE où elle luttait contre le social-chauvinisme.

Il est définitivement apparu aujourd'hui, selon notre profonde conviction, que la majorité de Zimmerwald, ou droite zimmerwaldienne, s'est orientée EFFECTIVEMENT non vers la lutte contre le social-chauvinisme, mais vers une capitulation

(15) Aux ouvriers qui soutiennent la lutte contre la guerre et contre les socialistes ralliés à leurs gouvernements, décembre 1916, tome 23.

(16) Cité par Lénine dans *Lettre ouverte à Boris Souvarine*, décembre 1916, tome 23.

intégrale, vers la fusion de celui-ci sur la plate-forme des phrases pacifistes creuses. Et nous estimons de notre devoir de déclarer hautement qu'entretenir des illusions quant à l'unité de Zimmerwald et à sa lutte pour la III^e Internationale dans ces conditions porte le plus grave préjudice au mouvement ouvrier. Il ne s'agit ni d'une "menace" ni d'un "ultimatum", mais de faire connaître publiquement notre décision, au cas où cette situation resterait inchangée, de quitter l'union de Zimmerwald (17). »

La conférence aura lieu... mais en août 1917, et dans une situation bien modifiée.

« Il faut fonder la III^e Internationale »

Entre-temps, le déclenchement de la révolution russe allait achever la redistribution générale des places au sein des partis issus de la II^e Internationale.

Il est significatif que le « projet de plate-forme pour le parti du prolétariat » distribué aux délégués de la conférence d'avril 1917 du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), en pleine révolution russe, ait consacré un tiers de ses pages à la situation dans l'Internationale et à la lutte pour la III^e Internationale. Pour Lénine, la révolution russe est un segment de la révolution prolétarienne mondiale, et il est impossible de définir les tâches du parti, en pleine révolution, sans inclure nécessairement la lutte pour l'Internationale. Après avoir présenté un tableau complet des positions en présence au sein des partis issus de la II^e Internationale et décrit, dans chaque pays, où est la droite, où est le centre, où est la gauche, Lénine précise :

« Peu importe les nuances qui peuvent exister entre les gauches. L'essentiel, c'est la TENDANCE générale. Le fait est qu'il n'est pas facile d'être véritablement internationaliste en cette époque terrible de guerre impérialiste. Ces hommes ne sont pas nombreux, mais eux SEULS sont l'avenir du socialisme, eux SEULS sont les GUIDES DES MASSES et non leurs corrupteurs (18). »

Car, pour Lénine, une étape a été franchie :

« L'INTERNATIONALE DE ZIMMERWALD A FAIT FAILLITE. IL FAUT FONDER LA III^e INTERNATIONALE. »

L'Internationale de Zimmerwald a adopté dès le début une attitude hésitante, "kaustskiste", "centriste", ce qui a obligé

aussitôt la GAUCHE ZIMMERWALDIENNE à s'en désolidariser, à s'en séparer, et à lancer SON PROPRE manifeste (imprimé en Suisse en langues russe, allemande et française).

Le principal défaut de l'Internationale de Zimmerwald, la cause de sa FAILLITE (car elle a déjà fait faillite idéologiquement et politiquement), ce sont ses flottements, son indécision dans la question essentielle, qui DÉTERMINE pratiquement TOUTES LES AUTRES : celle de la rupture totale avec le social-chauvinisme et la vieille Internationale social-chauvine (18). »

Par avance, Lénine répond à trois objections :

— Est-ce le moment ?

« On ne peut tolérer davantage le marais de Zimmerwald. On ne peut rester plus longtemps, à cause des "kautskistes" de Zimmerwald, en demi-liaison avec l'Internationale chauvine des Plekhanov et des Scheidemann. Il faut rompre tout de suite avec cette Internationale. Il faut rester à Zimmerwald UNIQUEMENT en qualité d'observateurs (18). »

— Est-ce aux bolcheviks de le faire ?

« C'est précisément à nous, et précisément à l'heure actuelle, qu'il appartient de fonder sans retard une NOUVELLE Internationale, une Internationale révolutionnaire, prolétarienne ; plus exactement, nous ne devons pas craindre de proclamer hautement qu'elle est DÉJÀ FONDÉE et qu'elle agit.

C'est l'Internationale des "véritables internationalistes" que j'ai dénombrés plus haut. Eux, et eux seuls, sont les représentants, et non les corrupteurs, des masses internationalistes révolutionnaires (18). »

— Les internationalistes sont-ils assez nombreux pour proclamer la III^e Internationale ?

« Les socialistes sont peu nombreux. Mais que chaque ouvrier russe se demande si, A LA VEILLE de la révolution de février-mars 1917, il y avait beaucoup de révolutionnaires conscients en Russie.

Ce n'est pas le nombre qui importe, mais l'expression fidèle des idées et de la politique du prolétariat véritablement révolutionnaire (18). »

(17) *Projet de thèses d'un appel à la Commission socialiste internationale et à tous les partis socialistes*, fin décembre 1916, tome 23.

(18) *Les Tâches du prolétariat dans notre révolution*, avril 1917, tome 24.

Et Lénine d'insister sur l'impact immédiat de la décision et de fonder l'Internationale sans tarder :

« Notre parti ne doit pas "attendre" : il doit FONDER tout de suite la III^e Internationale ; des centaines de socialistes emprisonnés en Allemagne et en Angleterre pousseront alors un soupir de soulagement ; les milliers et les milliers d'ouvriers allemands dont les grèves et les manifestations font aujourd'hui trembler ce misérable, ce forban de Guillaume prendront connaissance, dans des feuilles ILLÉGALES, de notre décision ; ils sauront quelle confiance fraternelle nous avons en Karl Liebknecht, et en lui seul ; ils apprendront NOTRE volonté de lutter MAINTENANT aussi contre le "jusqu'au boutisme révolutionnaire" ; et cela les confirmera dans leur internationalisme révolutionnaire (18). »

Pourtant, la conférence d'avril 1917 du parti russe refusera de suivre Lénine sur sa position, rejetant en particulier la participation à Zimmerwald au seul titre d'« observateurs ». Hésitation politique à rompre définitivement avec la II^e Internationale, qui recoupe la position de soutien au gouvernement provisoire qui, jusqu'à la conférence d'avril et l'offensive politique déclenchée par Lénine, prévaudait aux sommets du parti bolchevik. Ce qui amène Lénine à voter CONTRE la résolution adoptée par la Conférence du POSDR sur l'Internationale. Et de s'en expliquer ainsi :

« Il est d'ores et déjà manifeste que la conférence a commis une erreur, et que celle-ci sera bientôt corrigée par la marche des événements. En restant à Zimmerwald, nous contribuons (fût-ce malgré nous) à retarder la fondation de la III^e Internationale ; nous l'entravons indirectement en restant liés à ce boulet que représente Zimmerwald, déjà mort idéologiquement et politiquement.

La situation de notre parti, face à tous les partis ouvriers du monde entier, est aujourd'hui telle que nous SOMMES TENUS DE FONDER immédiatement la III^e Internationale. A part nous, nul ne peut le faire AUJOURD'HUI, et tout atermoiement est nuisible. Si nous n'étions restés à Zimmerwald qu'en qualité d'observateurs, nous aurions eu aussitôt les mains libres pour créer la III^e Internationale (tout en étant en mesure d'UTILISER Zimmerwald si les circonstances s'y étaient prêtées).

Alors qu'à présent, en raison de l'erreur commise par la conférence, nous sommes obligés d'attendre passivement. (19). »

En fait, la conférence décidera :

« Envoi d'un délégué à la conférence zimmerwaldienne, avec mandat de quitter

immédiatement cette dernière et de sortir de l'organisation de Zimmerwald si la Conférence se prononce en faveur d'un rapprochement ou d'une discussion quelconque avec les social-chauvins (20). »

Lénine dut combattre encore plusieurs mois contre ceux qui, dans les rangs mêmes du parti bolchevik, continuaient à nourrir des illusions dans le regroupement zimmerwaldien avec les kautskistes et autres membres de la « droite zimmerwaldienne », refusant de rompre avec eux et de se tourner vers la III^e Internationale. Là encore, il faut souligner que ceux qui, tel Kamenev, s'accrochent encore, début septembre, à ce qui reste de Zimmerwald sont les mêmes qui hésitent, en Russie même, à rompre totalement avec les social-chauvins (mencheviks et socialistes-révolutionnaires) qui participent au gouvernement bourgeois. Les mêmes combattent la décision de proclamer la III^e Internationale et celle de préparer l'insurrection pour donner tout le pouvoir aux soviets.

Un puissant mouvement vers la gauche

Mais ce sont là des combats d'arrière-garde. La révolution d'Octobre triomphante va attirer à elle la sympathie de millions d'ouvriers dans le monde entier. Dans tous les partis issus de la II^e Internationale, et plus généralement dans toutes les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, un puissant mouvement vers la gauche va s'opérer, et dans les explosions révolutionnaires qui parcourent l'Europe des groupements distincts se forment, qui donnent naissance aux futurs partis communistes. Partout, à la tête de ces groupements, de ces partis, on trouve ceux de la « Gauche de Zimmerwald ». Mais pas seulement : à leurs côtés se trouvent des militants, des dirigeants, poussés par le mouvement à gauche des masses, qui, à Zimmerwald même, étaient au centre ou à droite. Des syndicalistes aussi, pour qui la révolution russe constitue un appel à l'organisation pour le combat politique pour la révolution prolétarienne.

(19) Postface, mai 1917, tome 24.

(20) Sur la convocation d'une conférence internationale prétendument socialiste avec la participation des social-chauvins, mai 1917, tome 24.

Fidèle à sa méthode, Lénine ne repousse personne :

« En Italie, le vieux secrétaire du parti Lazzari, qui, à Zimmerwald, faisait preuve à l'égard des bolcheviks d'une certaine défiance, est maintenant emprisonné pour nous avoir témoigné sa sympathie.

La révolution est de mieux en mieux comprise. En France, les camarades et les ouvriers qui, à la Conférence de Zimmerwald, se montraient extrêmement défiant à l'égard des bolcheviks viennent, au nom du Comité pour la reprise des relations internationales, de publier un appel dans lequel ils s'affirment ardemment pour le soutien du gouvernement bolchevik (21). »

Mais l'Internationale doit se construire dans la clarté. La seule sympathie à l'égard de la révolution russe ne suffit pas. La lettre d'invitation au I^{er} Congrès de l'Internationale lancée par le Parti communiste (bolchevik) de Russie, les partis communistes de Pologne, de Hongrie, d'Autriche allemande, de Lettonie et de Finlande, ainsi que par la Fédération social-démocrate révolutionnaire balkanique et le SLP des USA, affirme :

« Les partis et organisations soussignées considèrent comme une nécessité impérieuse la réunion du premier congrès de la nouvelle Internationale révolutionnaire. Pendant la guerre et la révolution, se manifesta non seulement la complète banqueroute des vieux partis socialistes et social-démocrates et avec eux celle de la II^e Internationale, mais aussi l'incapacité des éléments centristes de la vieille social-démocratie à l'action révolutionnaire. En même temps, se dessinent clairement les contours d'une véritable Internationale révolutionnaire (9). »

Et l'appel reprend en douze points l'analyse de la décomposition de la II^e Internationale et les tâches du prolétariat dans la lutte pour renverser le capitalisme.

Le congrès de fondation de la III^e Internationale est conçu comme une « conférence ouverte », à laquelle sont invités des groupements dont, malgré leur caractère internationaliste, il n'est pas dit par avance qu'ils adhéreront à la nouvelle Internationale.

Le point 12 de la lettre d'invitation stipule en effet :

« 12.- Concrètement, nous proposons que participent au congrès les représentants des partis, tendances et groupes suivants (les membres de plein droit de la III^e Internationale seront des partis tout à fait autres et qui se placeront entièrement sur son terrain) :

1. Le Spartakusbund (Allemagne) ; 2. Le Parti communiste (bolchevik) de Russie ; 3. Le Parti communiste de l'Autriche allemande ; 4. Celui de la Hongrie ; 5. Celui de la Finlande ; 6. Le Parti communiste ouvrier polonais ; 7. Le Parti communiste d'Estonie ; 8. Celui de la Lettonie ; 9. Celui de la Lituanie ; 10. Celui de la Russie blanche ; 11. Celui de l'Ukraine ; 12. Les éléments révolutionnaires du Parti social-démocrate tchèque ; 13. Le Parti social-démocrate bulgare (étroits) ; 14. Le PSD roumain ; 15. L'aile gauche du Parti social-démocrate serbe ; 16. La gauche du Parti social-démocrate suédois ; 17. Le Parti social-démocrate norvégien ; 18. Pour le Danemark, le groupe Klassenkampen ; 19. Le Parti communiste néerlandais ; 20. Les éléments révolutionnaires du Parti ouvrier belge ; 21 et 22. Les groupes et organisations à l'intérieur du mouvement socialiste et syndicaliste français qui, dans l'ensemble, se solidarisent avec Loriot ; 23. La gauche social-démocrate de la Suisse ; 24. Le Parti socialiste italien ; 25. Les éléments révolutionnaires du Parti socialiste espagnol ; 26. Les éléments de gauche du Parti socialiste portugais ; 27. Les partis socialistes britanniques (avant tout, le courant représenté par Mac Lean) ; 28. Le SLP (Angleterre) ; 29. Les IWW (Angleterre) ; 30. IW of Great Britain ; 31. Les éléments révolutionnaires des organisations ouvrières de l'Irlande ; 32. Les éléments révolutionnaires des shop-stewards (Grande-Bretagne) ; 33. Le SLP (Amérique) ; 34. Les éléments de gauche du Parti socialiste d'Amérique (la tendance représentée par Debs et la Ligue de propagande socialiste) ; 35. Les IWW d'Amérique ; 36. Les IWW d'Australie ; 37. La Workers International Industrial Union (Amérique) ; 38. Les groupes socialistes de Tokyo et de Yokohama (représentés par le camarade Katayama) ; 39. L'Internationale socialiste des jeunes (représentée par le camarade Munzenberg) (9). »

De fait, si la majeure partie des délégations au congrès de fondation, en mars 1919, adhèrent à la III^e Internationale, le processus de différenciation interne aux partis et aux organisations, les processus de recomposition, se poursuivent encore durant de longs mois dans de nombreux pays.

Il n'empêche : en mars 1919, quatre ans et demi de combat inlassable après avoir décrété nécessaire la fondation de la III^e Internationale, au terme de processus multiples de recomposition et de décomposi-

(21) Discours au V^e Congrès des soviets, juillet 1918, tome 27.

tion les plus vastes, Lénine voit enfin se constituer la III^e Internationale.

Au cours du congrès de fondation, les participants de Zimmerwald font la déclaration suivante :

« Les conférences de Zimmerwald et de Kienthal eurent leur importance à une époque où il était nécessaire d'unir tous les éléments prolétariens disposés sous une forme ou sous une autre à protester contre la boucherie impérialiste. Mais il pénétra dans le groupement de Zimmerwald, à côté d'éléments nettement communistes, des éléments « centristes », pacifistes et hésitants. Ces éléments centristes, comme l'a montré la conférence de Berne, s'unissent actuellement aux social-patriotes pour lutter contre le prolétariat révolutionnaire, utilisant ainsi Zimmerwald au profit de la réaction.

En même temps, le mouvement communiste grandissait dans une série de pays, et la lutte contre les éléments centristes qui font obstacle au développement de la révolution sociale est devenue maintenant la tâche principale du prolétariat révolutionnaire. Le groupement de Zimmerwald a fait son temps. Tout ce qu'il y avait dans le groupement de Zimmerwald de véritablement révolutionnaire passe et adhère à l'Internationale communiste.

Les participants soussignés de Zimmerwald déclarent qu'ils considèrent le groupement de Zimmerwald comme dissous et demandent au bureau de la Conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au comité exécutif de la III^e Internationale.

Rakovsky, Lénine, Zinoviev,
Trotsky, Platten (9). »

Statuts de l'Internationale communiste

En 1864 à Londres fut fondée la première Association internationale des travailleurs : la I^{re} Internationale. Les statuts de cette association portaient :

« Considérant :

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être obtenue par la classe ouvrière seule ;

Que la lutte pour cette émancipation ne signifie aucunement une lutte pour la création des nouveaux privilèges de classe et de monopoles, mais pour l'établissement de l'égalité des droits et des devoirs et pour la suppression de toute domination de classe ;

Que la soumission économique de l'homme au travail sous le régime des possesseurs des moyens de production (c'est-à-dire de toutes les sources de la vie) et l'esclavage sous toutes ses formes sont les causes principales de la misère sociale, de la dégradation morale et de la dépendance politique ;

Que l'émancipation économique de la classe ouvrière est partout le but essentiel auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts en vue d'atteindre ce grand but ont échoué par suite de manque de solidarité entre les travailleurs des diffé-

rentes branches du travail dans chaque pays et d'alliance fraternelle entre les travailleurs des pays différents ;

Que l'émancipation n'est point un problème local ou national, mais un problème social embrassant tous les pays où le régime social moderne existe, et dont la solution dépend de la collaboration théorique et pratique des pays les plus avancés ; que la rénovation actuelle simultanée du mouvement ouvrier dans les pays industriels de l'Europe éveille en nous d'un côté de nouveaux espoirs, mais de l'autre nous donne un avertissement solennel de ne pas retomber dans les anciennes erreurs, et nous appelle à la coordination immédiate du mouvement qui jusqu'à présent n'avait point de cohérence. »

La II^e Internationale, fondée en 1889 à Paris, s'était engagée à continuer l'œuvre de la I^{re} Internationale. Mais en 1914, au début de la guerre mondiale, elle a subi un krach complet. La II^e Internationale a péri, minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie.

La III^e Internationale communiste, fondée en mars 1919, dans la capitale de la République socialiste fédérative des soviets, à Moscou, a déclaré solennellement à la

face du monde qu'elle se chargeait de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^{re} Internationale des travailleurs.

La III^e Internationale communiste s'est constituée à la fin du carnage impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie des différents pays a sacrifié 20 millions de vies.

Souviens-toi de la guerre impérialiste ! Voilà la première parole que l'Internationale communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes ont eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorguer ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que, sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable !

L'Internationale communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale et la création de la république internationale des soviets, première étape dans la voie de la suppression complète de tout régime gouvernemental. L'Internationale communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen disponible pour arracher l'humanité aux horreurs du capitalisme. Et l'Internationale communiste considère le pouvoir des soviets comme la *forme* de dictature du prolétariat qu'impose l'histoire.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre les destinées des travailleurs d'un pays et celles du prolétariat de tous les autres pays.

La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus la véracité de ce qu'on pouvait lire dans les statuts de la I^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas une tâche locale, ni nationale, mais bien une tâche sociale et *internationale*.

L'Internationale communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les peuples de race blanche. L'Internationale communiste fraternise avec les hommes de race blanche, jaune, noire, les travailleurs de toute la terre.

L'Internationale communiste soutient, intégralement et sans réserves, les conquê-

tes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste dans l'histoire qui ait été victorieuse, et invite les prolétaires du monde à marcher dans la même voie. L'Internationale communiste s'engage à soutenir par tous les moyens qui seront en son pouvoir toute république socialiste qui serait créée en quelque lieu que ce soit.

L'Internationale communiste n'ignore pas que, pour hâter la victoire, l'association internationale des travailleurs, qui combat pour l'abolition du capitalisme et l'instauration du communisme, doit avoir une organisation fortement centralisée. Le mécanisme organisé de l'Internationale communiste doit assurer aux travailleurs de chaque pays la possibilité de recevoir, à tout moment, de la part des travailleurs organisés des autres pays, tout le secours possible.

Tout cela considéré, l'Internationale communiste adopte les statuts que voici :

Art. 1. — La nouvelle association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste.

Art. 2. — La nouvelle association internationale des travailleurs adopte le titre d'*Internationale communiste*.

Art. 3. — Tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale communiste portent le nom de parti communiste de tel ou tel pays (section de l'Internationale communiste).

Art. 4. — L'instance suprême de l'Internationale communiste n'est autre que le congrès mondial de tous les partis et organisations qui y sont affiliés. Le congrès mondial sanctionne les programmes des différents partis qui adhèrent à l'Internationale communiste. Il examine et résout les questions essentielles de programme et de tactique ayant trait à l'activité de l'Internationale communiste. Le nombre de voix délibératives qui, dans le congrès mondial, appartiennent à chaque parti ou organisation sera fixé par une décision spéciale du congrès ; il est, en outre, indispensable de

s'efforcer de fixer, le plus tôt possible, les normes de représentation, en se basant sur le nombre effectif des membres de chaque organisation, et en tenant compte de l'influence réelle du parti.

Art. 5. — Le congrès international élit un comité exécutif de l'Internationale communiste, qui devient l'instance suprême de l'Internationale communiste durant les intervalles qui séparent les sessions du congrès mondial.

Art. 6. — Le siège du comité exécutif de l'Internationale communiste est désigné à chaque nouvelle session par le congrès mondial.

Art. 7. — Un congrès mondial extraordinaire de l'Internationale communiste peut être convoqué soit par décision du comité exécutif soit sur la demande de la moitié du nombre total des partis affiliés lors du dernier congrès mondial.

Art. 8. — Le travail principal et la grande responsabilité au sein du comité exécutif de l'Internationale communiste incombent principalement au parti communiste du pays où le congrès mondial a fixé le siège du comité exécutif. Le parti communiste de ce pays fait entrer dans le comité exécutif au moins cinq représentants ayant voix délibérative. Outre cela, chacun des douze partis communistes les plus importants fait entrer dans le comité exécutif un représentant avec voix délibérative. La liste de ces partis est sanctionnée par le congrès mondial. Les autres partis ou organisations ont le droit de déléguer auprès du comité des représentants (à raison d'un par organisation) avec voix consultative.

Art. 9. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste dirige dans l'intervalle qui sépare les sessions des congrès tous les travaux de l'Internationale communiste, publie, en quatre langues au moins, un organe central (la revue *L'Internationale communiste*), publie les manifestes qu'il juge indispensables au nom de l'Internationale communiste et donne à tous les partis et organisations affiliés des instructions qui ont force de loi. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le droit d'exiger des partis affiliés que soient exclus tels groupes ou tels individus qui auraient enfreint la discipline prolétarienne ; il peut exiger l'exclusion des partis qui auraient violé les décisions du congrès mondial. Ces partis ont le droit d'en appeler au congrès mondial. En cas de nécessité, le comité exé-

cutif organise, dans différents pays, des bureaux auxiliaires techniques et autres qui lui sont entièrement subordonnés.

Art. 10. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le droit de coopter, en leur accordant voix consultative, les représentants des organisations et des partis non admis dans l'Internationale communiste mais *sympathisant* avec le communisme.

Art. 11. — Les organes de la presse de tous les partis et organisations affiliés à l'Internationale communiste, ou sympathisant avec elle, doivent publier tous les documents officiels de l'Internationale communiste et de son comité exécutif.

Art. 12. — La situation générale en Europe et en Amérique impose aux communistes l'obligation de créer, parallèlement à leurs organisations légales, des organisations secrètes. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a le devoir de veiller à l'observation de cet article des statuts.

Art. 13. — Il est de règle que toutes les relations politiques présentant une certaine importance entre les différents partis affiliés à l'Internationale communiste aient pour intermédiaire le comité exécutif de l'Internationale communiste. En cas de nécessité urgente, ces relations peuvent être directes à la condition que le comité exécutif de l'Internationale communiste en soit informé.

Art. 14. — Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du comité exécutif de l'Internationale communiste constituent une section syndicale de l'Internationale communiste. Les syndicats communistes envoient leurs représentants au congrès mondial de l'Internationale communiste par l'intermédiaire du parti communiste de leur pays. La section syndicale de l'Internationale communiste délègue un de ses membres auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste, où il a voix délibérative. Le comité exécutif a le droit de déléguer auprès de la section syndicale de l'Internationale communiste un représentant qui a voix délibérative.

Art. 15. — L'Union internationale de la jeunesse communiste est subordonnée à l'Internationale communiste et à son comité exécutif. Elle délègue un représentant de son comité exécutif au comité exé-

cutif de l'Internationale communiste, où il a voix délibérative. Le comité exécutif de l'Internationale communiste a la faculté de déléguer auprès du comité exécutif de l'Union de la jeunesse un représentant, qui a voix délibérative. Les rapports mutuels qui existent entre l'union de la jeunesse et le parti communiste, en tant qu'organisations, dans chaque pays, sont basés sur le même principe.

Art. 16. — Le comité exécutif de l'Internationale communiste sanctionne la nomination d'un secrétaire du mouvement féminin international et organise une section des femmes communistes de l'Internationale.

Art. 17. — Tout membre de l'Internationale communiste qui se rend d'un pays à un autre y est fraternellement accueilli par les membres de la III^e Internationale.

Votre librairie :

LA SELIO

*Tous les ouvrages
politiques indispensables*

*Sur commande,
tous les autres livres
dont vous avez besoin*

La librairie d'*Informations ouvrières*
87, rue du Faubourg-Saint-Denis 75010 Paris.
Pourquoi chercher ailleurs un livre que la SELIO,
la librairie d'*Informations ouvrières*,
peut vous fournir dans les meilleures conditions.
(Pour vos commandes téléphoniques
appelez le 42 46 09 53.)

Sur la fondation de la IV^e Internationale

par L. GAUTHIER

LE 3 septembre 1938 se tenait la conférence de la IV^e Internationale, résultat de tout le combat mené par Trotsky et par l'opposition de gauche dans l'Internationale communiste, puis, après 1933, pour une nouvelle Internationale et dont la conclusion constitue le point de départ du *Programme de transition* :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

Dans ce qu'il est convenu d'appeler son *Journal d'exil* (écrit en 1934), Léon Trotsky écrit : *« Ce que je fais maintenant est dans le plein sens du mot "irremplaçable". Il n'y a pas dans cette affirmation la moindre vanité. L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé face à ce problème armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête des chefs de la II^e et de la III^e Internationale, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir... Il me faut encore au moins quelque cinq années de travail ininterrompu pour assurer la transmission de l'héritage. »*

Cette tâche qui incombe à Trotsky procède donc des développements de la lutte des classes (notamment en Allemagne en 1933), qui « ne souffre pas d'interruption » comme il le souligne dans le *Programme de transition*. Aussi la lutte pour la nouvelle internationale et la formation d'une nouvelle génération à la méthode révolutionnaire ne peuvent être « suspendues » en attendant des « jours meilleurs ».

C'est pourquoi Léon Trotsky, en continuité avec la méthode qui a été celle de Lénine — certes, dans des conditions différentes — à partir de la constitution de la « fraction internationale des bolcheviks-léninistes », va œuvrer au rassemblement des forces qui se dégagent de la crise de la II^e et de la III^e Internationale sans « ultimatum » et également sans jamais renoncer à ce qui fonde pour lui les bases programmatiques de la nouvelle Internationale (notamment la question de l'indépendance de classe), parce que ce qui constitue le centre de son orientation est précisément d'aider à résoudre la « crise de la direction ». C'est là qu'apparaîtront à chaque étape les forces qui au sein de la « fraction bolchevik-léniniste » — qu'elles soient « sectaires » ou « centristes » — vont se rejoindre néanmoins dans leur opposition commune à avancer pratiquement dans la voie de la IV^e Internationale, qui, même une fois fondée, n'est pas pour Trotsky le parti révolutionnaire déjà construit.

La faillite de l'Internationale communiste

Depuis la constitution, en 1923, de l'Opposition de gauche à l'intérieur du Parti bolchevique, les efforts de Léon Trotsky ont tout entier été tendus vers le redressement de l'Internationale et de ses partis, et au premier chef du Parti bolchevique.

Dans le *Bulletin de l'opposition*, il explique : « *L'opposition se présente comme une fraction internationale, et ce n'est qu'en tant que telle qu'elle a le droit d'exister.* » Il s'agit donc bien alors d'une fraction à l'intérieur de la III^e Internationale, dont l'objectif reste de redresser les PC et l'Internationale communiste, et non pas de bâtir de nouvelles organisations. Dans la confusion qui règne alors au sein de l'Internationale communiste, et malgré les pressions qui s'exercent de toutes parts, des amis comme des ennemis, Trotsky se refuse à faire flèche de tout bois et trace fermement les contours de la **fraction internationale** des « bolcheviks-léninistes » (BL). Même exclus des PC, les « BL » continuent à se comporter en opposants et à lutter pour le redressement de l'IC.

Cependant entre 1923 et 1933, le processus de bureaucratisation du parti et de l'Etat en URSS et, par voie de conséquence, de l'Internationale ne cesse de s'aggraver. Les dirigeants du Komintern font de la social-démocratie, qualifiée de « social-fasciste », l'ennemi principal ; Trotsky dénonce le danger fasciste et appelle à la réalisation du front unique en continuité avec les III^e et IV^e congrès de l'IC.

Puis c'est l'écrasement du prolétariat allemand, le plus puissant et le plus organisé, par Hitler et ses bandes armées au service de l'impérialisme. Trotsky écrit alors :

« *Le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août... Le communisme allemand ne peut renaitre que sur une nouvelle base (...) et avec une nouvelle direction.* »

Trotsky fait ainsi un premier pas vers la nouvelle Internationale et écrit au secrétaire international (SI) de l'Opposition de gauche internationale le 12 mars 1933 une lettre dans laquelle il affirme que, devant la faillite du PC allemand, il est nécessaire de bâtir un nouveau parti (tome 1, *Œuvres*, p. 55).

Il en précise d'emblée la méthode, qui est celle même du bolchevisme :

« Nous sommes trop faibles pour proclamer le nouveau parti », nous dit-on. Mais personne ne le propose. Comment et quand sera créé le nouveau parti, cela dépend dans une large mesure des conditions objectives, et pas seulement de nous. Mais il faut que nous ayons une ligne juste. En entretenant des illusions sur la vitalité de l'ancien parti, nous ne pouvons que freiner la formation du nouveau.

En outre, il ne faut pas perdre de vue un instant que des processus de décomposition vont se dérouler non seulement dans le parti officiel, mais aussi dans la social-démocratie, dans le SAP (1), dans toutes les organisations, groupes et sectes, qui ne pourront surmonter l'épreuve de cette catastrophe historique. Dans ces conditions, il faut créer un axe indépendant pour permettre la cristallisation de tous les éléments révolutionnaires indépendamment de leur passé de parti. » (Tome 1, p. 75.)

Car Trotsky a immédiatement saisi ce qui était en cause : « *L'avant-garde ne pardonnera pas aux staliniens le crime historique qu'ils ont commis.* » Il comprend que c'est Staline et les dirigeants du Komintern qui, en passant du côté de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, ont effectivement scissionné, en 1933, le mouvement ouvrier révolutionnaire, comme l'avaient fait en 1914 les chefs réformistes de la II^e Internationale. Et ce sont désormais les bolcheviks-léninistes qui, en préparant la construction de la IV^e Internationale, développent la continuité du mouvement révolutionnaire mondial.

« *L'Opposition de gauche doit se placer entièrement sur le terrain de la nouvelle situation historique créée par la victoire du fascisme. Il n'est rien de plus dangereux, pendant les tournants brusques de l'histoire, que de chercher à se cramponner aux anciennes formules, habituelles et commodes. C'est le chemin direct pour aller à sa perte* », écrit Trotsky.

Poursuivant sa démarche, il formule alors pour la première fois, le 15 juillet 1933, soit près de quatre mois après la proposition d'un nouveau parti en Allemagne, la nécessité d'une nouvelle Internationale : « *Il faut construire de nouveau des PC et*

(1) Le SAP était une organisation « socialiste de gauche » issue d'une scission du Parti socialiste.

une nouvelle Internationale. » (Tome 1, p. 251.) Trotsky explique ainsi le « tournant » que doit réaliser l'Opposition de gauche.

« Les tentatives faites plus d'une fois dans le passé de créer un "second parti" ou une « quatrième Internationale » émanaient de l'expérience sectaire de certains groupes ou cercles « désillusionnés » du bolchevisme, et c'est pourquoi elles allèrent chaque fois à l'échec. Nous ne partons pas de nos propres "mécontentement" et "désillusion" subjectifs, mais de la marche objective de la lutte des classes. Toutes les conditions du développement de la révolution prolétarienne exigent impérativement une nouvelle organisation de l'avant-garde et apportent pour elle les prémisses nécessaires. »

Au moment où des centaines de milliers, des millions d'ouvriers, surtout en Allemagne, s'éloignent du communisme, en partie vers le fascisme, en majorité vers le camp de l'indifférentisme, où des milliers et des dizaines de milliers d'ouvriers sociaux-démocrates, sous la pression de la même défaite, évoluent vers la gauche, c'est-à-dire vers le communisme, il ne peut cependant être question qu'ils reconnaissent pour eux la direction stalinienne désespérément compromise. Contre nous, ces organisations socialistes de gauche ont jusqu'à maintenant fait valoir notre refus de nous détacher de l'I.C. et de construire un parti indépendant. Cette divergence aiguë est aujourd'hui éliminée par la marche du développement. Ainsi la discussion se trouve-t-elle transférée des questions d'organisation vers les questions programmatiques et politiques. »

Les bolcheviks-léninistes doivent entamer avec les organisations socialistes de gauche des pourparlers ouverts. Nous proposerons comme base de discussion les onze points votés par notre pré-conférence, après avoir modifié dans ces thèses le point « fraction ou parti ». Nous sommes naturellement prêts à discuter attentivement et amicalement toute autre proposition programmatique. Nous voulons démontrer — et nous démontrerons — que l'intransigence sur les principes n'a rien à voir avec l'exclusivisme sectaire. Nous démontrerons que la politique marxiste consiste à attirer les ouvriers réformistes dans le camp de la révolution, et non à pousser les ouvriers révolutionnaires dans celui du fascisme. » (Tome 1, p. 255-256.)

Ce faisant, Trotsky indique clairement son orientation : loin de s'appuyer sur des « manœuvres d'appareil », celle-ci se fonde sur la lutte des classes du prolétariat, dont les développements exigent une nou-

velle organisation de l'avant-garde : il est en effet nécessaire de rassembler tous ceux qui se dégagent de la « décomposition de la II^e et de la III^e Internationale » pour aider à la « recomposition » du mouvement révolutionnaire dans une nouvelle Internationale.

Sur ce point, on peut lire dans *Quelques enseignements de notre histoire* :

« La tactique de la reconstruction suppose une confrontation et une discussion avec des partis et groupes centristes qui sont le produit d'une rupture avec le stalinisme et la social-démocratie, dont la silhouette politique n'est pas encore fixée et dont la doctrine n'est pas figée. Cela ne signifie pas du tout que la nouvelle Internationale puisse être un rassemblement hétérogène : "Il est bien entendu hors de question que la nouvelle Internationale soit construite par des organisations reposant sur des fondements principaux profondément différents et même contradictoires." Mais la construction de la nouvelle Internationale passe par la lutte politique ouverte au sein d'un rassemblement où les trotskystes auront à défendre leurs positions pour clarifier celles des autres et favoriser la progression des éléments susceptibles de réaliser le point de vue des partisans de la IV^e Internationale. »

Il est probable que le tournant stratégique opéré au cours de l'année 1933 ne fut jamais assimilé par le plus grand nombre des trotskystes durant la période d'avant-guerre et même après. Pour eux, en fait, "staliniens" et "trotskystes" étaient "frères ennemis" : la nature de l'appareil stalinien était véritablement incomprise. Cette erreur, nous le verrons par la suite, fut le facteur le plus important des crises que nous avons vécues dans l'organisation. »

Pour une nouvelle Internationale

Tout d'abord, de 1933 à 1938, Trotsky cherche avant tout, selon sa formule même, à « préparer » la nouvelle Internationale. Il écrit :

« Quand de profonds penseurs nous disent : "Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas encore venu pour la IV^e Internationale", ils pourraient dire avec un égal bonheur : "Ne vous précipitez pas, le temps n'est pas venu pour la lutte des classes." Ce dont il s'agit, ce n'est pas de la proclamation formelle de la nouvelle Internationale, mais de la construction d'un nouveau parti, non pas comme une entité nationale isolée, mais en tant que partie de l'Internationale. » (Tome 3, p. 215.)

Après avoir formulé en juillet 1933 la perspective d'une nouvelle Internationale, il doit alors donner à cette orientation nouvelle des formes concrètes.

Bolcheviks-léninistes et IV^e Internationale

Quand Trotsky explique dans son journal d'exil qu'il est le seul à pouvoir réaliser ces tâches, il ne fait pas preuve de forfanterie. Il s'appuie sur toute l'expérience qui est la sienne : celle de la II^e et surtout de la III^e Internationale. A plusieurs reprises dans ses lettres, il évoque la question de l'Internationale en 1914. Quand la scission apparut nécessaire au lendemain des journées d'août 1914, il fut de ceux qui préconisèrent un séjour supplémentaire dans les rangs de la II^e Internationale. Mais la méthode du regroupement large de Lénine à partir de Zimmerwald a porté ses fruits, et le premier congrès de l'IC en 1919 a été le produit de ce long travail (voir l'article « *Lénine et le combat pour constituer la III^e Internationale* » dans ce même numéro). Toutefois, l'histoire ne saurait se répéter. Et d'abord Trotsky a conscience que la fondation de l'IC en 1919 n'a été que la constitution ou la proclamation formelle d'une force qui existait depuis qu'en 1914 le Parti bolchevique en avait proclamé la nécessité. Il convenait d'en tirer les conséquences : c'est précisément dans les pires conditions de la première guerre impérialiste que Lénine et les bolcheviks avaient posé les premières bases du rassemblement des internationalistes, alors que la révolution explosait en Europe et que nulle part ne s'y trouvait construit — à l'exception de la Russie — un parti révolutionnaire capable de la conduire à la victoire. Et ce qui, au temps de la faillite de la II^e Internationale ne fut qu'un retard (le fait de ne pas s'être battus plus tôt pour la constitution d'une fraction solide des « gauches » de l'Internationale) serait cette fois, après la faillite de la II^e et de la III^e Internationale, « *pire qu'une bêtise, un crime* ». Que la nouvelle montée révolutionnaire aboutisse en effet à une explosion avant la prochaine guerre impérialiste ou qu'elle soit le résultat des nouveaux massacres infligés par les impérialistes, ce mouvement des masses ne pouvait arracher la victoire qu'à la condition d'être, au moment décisif, dirigé par un parti du type de celui de Lénine en 1917. Et pour qu'un tel parti existe, il fallait que les éléments, même numériquement réduits, en

aient été rassemblés et préparés, qu'ils existent en tant qu'organisation munie d'un programme.

Mais, à la différence de la II^e Internationale, appuyée à sa naissance sur l'existence de puissantes organisations, et de la III^e, appuyée sur le Parti bolchevique, la nouvelle Internationale ne peut s'appuyer sur l'existence d'une telle force, d'autant plus que le stalinisme est venu s'ajouter aux forces de la social-démocratie dans la contre-révolution.

Certes, les bolcheviks-léninistes constituent une organisation internationale, dont les éléments sont les meilleurs éléments de la III^e Internationale, qui ont vaillamment combattu sa dégénérescence, mais ils ne sont guère que quelques milliers, exclus et pourchassés. C'est pourquoi Trotsky n'exclut *a priori* aucun développement. La nouvelle Internationale peut naître, à terme, d'un regroupement de minorités des partis traditionnels ou du développement dans un ou plusieurs d'un nouveau parti, elle peut aussi naître d'un « sursaut » du prolétariat européen face au fascisme ou, au contraire, sur les ruines accumulées d'une nouvelle guerre impérialiste. Mais, quoi qu'il en soit, Trotsky sait que, de toute évidence, sa tâche actuelle est de transformer le noyau des militants convaincus, mais formés jusque-là dans l'opposition à l'intérieur des PC à une attitude purement propagandiste, en militants de masse, en cadres de la montée révolutionnaire inévitable, préparés théoriquement et armés pratiquement pour faire face à leurs tâches gigantesques.

Trotsky ne tient pas pour négligeables les forces des sections de l'OGI qui se sont regroupées depuis quatre ans, mais il ne lui paraît pas alors possible de les considérer comme l'unique noyau des nouveaux partis et de la nouvelle Internationale. Il estime en revanche le moment favorable, au lendemain de la stupeur provoquée par la catastrophe allemande, pour un bilan qui révélera aux communistes à la fois les conséquences de la politique stalinienne et *a posteriori* la justesse des principes de l'OGI.

Mais il ne s'agit plus de se concentrer sur les seuls militants des PC. Certain d'avoir épuisé toutes les chances d'un redressement de l'IC, Trotsky n'a pas moins conscience que bien des militants demeurés dans les partis staliniens ne sont pas, eux, passés consciemment du côté de l'ordre bourgeois,

et il a la certitude qu'ils retrouveront un jour, contre leur appareil, leur place dans les rangs des combattants révolutionnaires. Mais ce n'est pas pour aujourd'hui. Pour regagner les militants communistes demeurés dans les partis staliniens, il faudra d'abord avoir été capable de construire une force combattante et organisée sur un programme. Trotsky pense en effet qu'il est temps de consacrer les forces jusque-là concentrées en direction des militants des PC à d'autres formations, elles aussi issues de la crise des PC, ou aux groupes qui sont nés dans le cours des montées révolutionnaires comme opposition de gauche à la social-démocratie et que la politique stalinienne freine dans leur évolution vers le communisme.

« Plus vite nos sections examineront la question dans toute son ampleur, avec plus de décision elles proclameront la nécessité de rompre avec la bureaucratie du Komintern, plus largement nous pourrons développer notre travail. Les conséquences d'une grande catastrophe se développent très vite, mettent en avant des questions nouvelles, et exigent pour elles des réponses claires. Cela concerne avant tout le développement des organisations socialistes de gauche. Elles aussi sont sous la pression des récents événements et sous la pression des masses qui les poussent sur la voie de leur autodétermination politique. Nous pouvons prendre une grande place dans ce processus, aider les organisations socialistes de gauche à se mettre sur des rails véritablement bolcheviques.

Conformément à toute la situation, nous devons déclarer que la divergence concernant le Komintern est maintenant liquidée. La nécessité d'une nouvelle organisation est absolument évidente. Nous sommes tout à fait prêts à collaborer en camarades et même à nous unifier avec toutes ces organisations et groupes qui veulent réellement construire une Internationale sur les bases de Marx et de Lénine. Balayant ainsi des divergences surannées, nous pourrons mettre en discussion devant les organisations socialistes de gauche les principes de l'Opposition de gauche dans toute leur ampleur. Et, sans aucun doute, cela nous permettra de faire un grand pas en avant. »
(Tome 2, p. 69-70 - 7 août 1933.)

Le rôle de la fraction des bolcheviks-léninistes n'est pas, ne peut pas être, de se développer jusqu'à devenir eux-mêmes et dans tous les pays le parti révolutionnaire et la IV^e Internationale. Il est bien plutôt celui d'être « la fraction la plus résolue », qui rassemblera avec elle, sinon autour d'elle, les courants socialistes et communistes en

rupture avec le réformisme et le stalinisme, élément indispensable donc mais pas pour autant hégémonique. Encore qu'il s'agisse de gagner ces courants dans le cours de la lutte commune aux principes et à la stratégie que concentrera plus tard le *Programme de transition*. C'est ainsi que, méditant sur l'histoire du Parti bolchevique, Trotsky écrira plus tard à Marceau Pivert que les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une « fraction » de l'Internationale en construction qui sera formée d'éléments réellement révolutionnaires d'origines diverses.

« Nous sommes certainement trop faibles pour "proclamer" la nouvelle Internationale. Personne n'a jamais proposé une initiative aussi aventuriste. Ce dont il s'agit, c'est d'en poser les bases idéologiques. Il faut poursuivre sans relâche ce travail, et, à partir d'un certain moment, disposer d'un organisme international et d'un comité qui entreprendra le travail réel de préparation.

Au cours de la période prochaine, de grands événements peuvent se produire en Europe, et nous pouvons très bien assister à d'importants regroupements à l'intérieur du mouvement ouvrier. Les éléments révolutionnaires seront obligés de chercher un nouveau centre de cristallisation. Cela ne peut se faire d'un coup. Il faut d'abord des préparatifs. De nouvelles scissions sont inévitables dans les partis socialistes et les partis staliniens, comme dans les organisations centristes qui sont aujourd'hui dans l'IAG (2). L'organisation internationale qui a la position théorique et politique concrète et qui est profondément convaincue de la nécessité historique de sa cause l'emportera. Il serait criminel de renvoyer à plus tard le travail de clarification et le rassemblement des forces sous le drapeau de la IV^e Internationale. »

La recomposition du mouvement ouvrier et la nouvelle Internationale

En effet, produit du développement de la lutte des classes, un processus de recomposition s'amorce dans le mouvement ouvrier. Il existe aux Pays-Bas le RSP de Sneevliet,

(2) L'IAG était un regroupement international constitué par les organisations issues de la crise de la II^e Internationale. En son sein, se regroupaient des organisations susceptibles d'évolution comme l'OSP, l'ILP ou le SAP, et d'autres comme la DNA, véritable parti social-démocrate.

vétéran du mouvement communiste qui a rompu avec le parti officiel et défend la nécessité d'une nouvelle Internationale. D'autres groupes — plus restreints — existent en Europe. Mais il est incontestable qu'au terme de plusieurs années d'ultra-gauchisme de l'IC c'est sur sa « droite » que se sont constitués les groupements d'opposition communistes les plus significatifs. Le plus important est, depuis sa naissance en 1928, la KPO, dirigée par des compagnons de Rosa Luxemburg, Brandler, Walcher, boucs émissaires de l'octobre allemand en 1923. La KPO défend la ligne du « redressement du KPD (Parti communiste allemand) et de l'IC », dont elle espère que les dirigeants russes, éclairés par l'expérience, lui rendront la direction. Plus particulier en Norvège, le Parti ouvrier norvégien (DNA), de type travailliste, avait adhéré tel quel à l'IC, mais l'avait quitté en 1923 sans revenir à la II^e Internationale pour autant.

Pour toutes ces formations issues à un moment ou à un autre de l'IC, se trouve posé le problème des rapports avec les organisations provenant de scissions de la social-démocratie. Certaines de ces formations sont anciennes, tel l'ILP (Independent Labour Party) de Grande-Bretagne, qui avait refusé d'adhérer à l'IC. Mais, sous le coup de la trahison de son leader Mac Donald, passé à l'union sacrée, il décida en 1932 de mettre fin à son affiliation au Labour Party et évolua vers la gauche. Il oscille dès lors entre l'affiliation à l'IC et une ligne révolutionnaire autonome. D'autres organisations du même type existent : en mars 1932, l'aile gauche du Parti social-démocrate hollandais fonde l'OSP ; et en Allemagne l'exclusion pour « indiscipline » (en 1931) des députés de gauche du Parti social-démocrate a provoqué la constitution du SAP, dénoncé par la social-démocratie comme « bolchevique » et comme « social-fasciste » par les staliniens, tandis que la KPO et son dirigeant Brandler appellent à l'écraser. Mais du sein de la KPO, où s'élevaient déjà des réserves quant au dogme de Brandler sur la neutralité dans les affaires russes, une fraction de 1 000 militants, sous la direction de Walcher, entre dans le SAP et, un an plus tard, en prend la direction.

Reclassement et réaligement étaient donc à l'ordre du jour au plan national. Au plan international également. En avril 1932, se tenait une conférence regroupant

l'ILP, le SAP, le SNPP, l'OSP et le DNA, qui constituaient l'IAG. S'adressant, dans la perspective de la construction d'organisations indépendantes, à l'ensemble des travailleurs, l'Opposition de gauche internationale, qui allait changer son nom en LCI (Ligue communiste internationaliste), va alors s'efforcer de gagner ces formations à la nouvelle perspective et leur proposer de constituer en commun un cadre d'organisation sur des bases minimales. Les premiers objectifs sont le RSP de Sneevliet et le SAP de Walcher.

La discussion s'engage sur la fusion entre le SAP et l'opposition de gauche allemande. Aux Pays-Bas aussi, car le tournant de l'Opposition de gauche vers la nouvelle Internationale va lever l'obstacle qui séparait Sneevliet (RSP) et Trotsky. L'OSP, liée au SAP, ne pouvait quant à elle que suivre l'exemple. Tous ces développements pourraient en outre revêtir une grande importance pour l'avenir de l'ILP. C'est pourquoi Trotsky va s'y intéresser, car le risque est grand que l'ILP ne tombe dans les bras de l'IC. Cependant, en Grande-Bretagne, il ne pouvait être question de fusion entre l'ILP et l'Opposition de gauche britannique, vu les forces de celle-ci. Mais l'entrée de Walcher dans le SAP suggère à Trotsky une solution : entrer dans l'ILP. Il voit dans cette démarche à la fois un moyen de peser sur l'évolution de l'ILP, et un remède contre le sectarisme et la tendance à s'isoler du petit groupe bolchevik-léniniste en Grande-Bretagne.

La « déclaration des quatre »

Ces fusions au plan national, ces regroupements consécutifs à l'entrée de petits groupes dans des partis existants, sont des initiatives politiques qui traduisent une orientation internationale dont le but est de construire le cadre organisé qui accueillera les secteurs d'avant-garde cherchant une issue dans la situation présente.

Dans cette perspective, Trotsky propose alors de saisir l'occasion offerte par la conférence de l'IAG qui doit se tenir le 27 et le 28 août. C'est l'époque où il rencontre, après Sneevliet et Walcher, et des dirigeants de l'OSP de l'ILP. Il distingue en effet ceux qui sont susceptibles d'évoluer, et ceux qui ne seront jamais des alliés, comme le DNA. (Ce dernier fait d'ailleurs l'objet d'une intense discussion, car Trotsky considère comme un critère décisif l'attitude des autres groupes à son égard : « L'attitude

vis-à-vis du DNA est une pierre de touche » (octobre 1933, tome 2, p. 274.) Dans ses discussions avec Walcher et Sneevliet, il élabore un projet commun pour la nouvelle Internationale. Il leur communique également le projet de déclaration de l'OGI, qu'il amende même sur certains points à la suite de remarques de Walcher.

Dans une lettre au secrétariat international, Trotsky va exposer les raisons de ce projet commun à soumettre à la conférence de l'IAG.

« La composition de la conférence de Paris telle qu'elle est projetée repose incontestablement sur une confusion entre deux tâches distinctes : celle de la construction d'une nouvelle Internationale et celle de l'organisation d'un front unique. Continuer sur cette voie en se fermant les yeux n'aurait comme résultat que de dissoudre les partis prolétariens révolutionnaires en un conglomérat informe d'organisations ne sachant pas clairement ce qu'elles veulent. Un tel cours serait aussi désastreux pour la nouvelle Internationale que pour les tâches du front unique.

Il est tout à fait évident que le Parti ouvrier norvégien ne peut en aucun cas accepter notre déclaration, laquelle contredit entièrement sa politique. Mais cela ne veut pas dire que nous devons rejeter toute coopération avec le DNA. C'est simplement que nos relations avec lui doivent reposer non sur le programme de la nouvelle Internationale, mais sur les méthodes générales du front unique. (...).

Il faut donc commencer par une déclaration des quatre — voire trois — organisations qui sont déjà très proches les unes des autres. Ce serait une erreur que d'essayer au départ d'aboutir à un accord sur le texte de la déclaration avec des organisations comme l'ILP britannique. Cette méthode ne conduirait qu'à d'innombrables réunions, corrections, négociations, oscillations — et l'initiative des organisations les plus avancées se perdrait dans la confusion générale. La règle essentielle de la stratégie et de la tactique pour surmonter l'indécision des autres organisations est que notre propre organisations puisse manifester son esprit de décision. Si l'ILP ou le parti de Kilbom sont d'accord avec une grande partie de notre déclaration, mais pas toute, ils peuvent la soutenir en exprimant réserves ou additifs au-dessus de leur signature. En ce cas, tout ouvrier avancé aura une image claire des rapports politiques entre nous. Nous ne pouvons rien demander de plus. La diplomatie et le jeu de cache-cache nous sont étrangers. La nouvelle Internationale ne peut être construite que si l'on dit hon-

nêtement ce qui existe réellement. » (Tome 2, p. 126 et suivantes.)

Tel est le sens que Trotsky donne à la « *déclaration des quatre sur la nécessité et les principes d'une nouvelle Internationale.* » (A lire dans le tome 2, pages 130 et suivantes.) signée par le SAP, l'OSP, le RSP et l'OGI. Lors de cette conférence, sur la proposition de Walcher, la déclaration est soumise au vote ; mais, pour des raisons prétendument « techniques » (traduction), l'ILP s'y oppose et Walcher cède. En réalité, la majorité des groupes sont hostiles à la déclaration : l'ILP ne veut pas se fermer l'issue éventuelle de l'IC et le DNA celle, plus que probable, de la II^e Internationale. Cette orientation se traduit dans la résolution générale, au sujet de laquelle les quatre se divisent : le SAP et l'OSP votent pour la résolution générale, l'OGI et le RSP contre.

La discussion dans l'Opposition de gauche

Mais pour Trotsky, si les hésitations de ses alliés sont certes des symptômes inquiétants, l'essentiel demeure : la « déclaration des quatre » est un acquis, il faut le consolider en avançant vers la fusion du SAP et de l'IKP (Opposition de gauche allemande) d'une part, et celle de l'OSP et du RSP d'autre part, en poursuivant la discussion programmatique et si possible en éditant une revue théorique de discussion.

Le plénum de l'OGI adoptera une résolution sur la conférence de Paris qui indique :

« L'unique résultat tangible — mais en revanche extrêmement important — de la conférence est la déclaration signée par quatre organisations, l'Opposition de gauche, le SAP, et les deux partis néerlandais, l'OSP et le RSP : elle constitue le premier pas délibéré dans la voie de la construction de la nouvelle Internationale sur la base des principes de Marx et de Lénine.

Le plénum a pleinement conscience que les quatre organisations énumérées ci-dessus, dont les origines politiques sont différentes, ne peuvent atteindre en quelques jours une unité totale sur les principes fondamentaux, les méthodes tactiques et d'organisation. En tout cas, le résultat obtenu permet de penser que le travail ultérieur de ces organisations sur le manifeste programmatique et les documents sur la tactique donnera la possibilité, non seulement d'arriver à la nécessaire unité de conceptions, mais encore d'attirer sous le drapeau de la nouvelle Internationale nombre

d'autres organisations et fractions révolutionnaires.

En ce qui concerne les décisions prises par la majorité hétérogène de la conférence, et qui sont marquées du sceau de cette hétérogénéité, le plénum des bolcheviks-léninistes n'estime pas possible d'en assumer la responsabilité politique. (...) Le plénum appelle toutes les sections de l'Opposition de gauche internationale à prendre clairement conscience de l'importance historique du pas qui vient d'être accompli.

Notre tâche immédiate est maintenant de donner à la "déclaration des quatre" la diffusion la plus large possible dans les rangs communistes, socialistes, dans les syndicats et surtout dans la jeunesse. Dans nos journaux, nos tracts, nos affiches, nos discours et nos discussions, il nous faut populariser et expliquer le sens de la déclaration. Il faut, sans ménager nos efforts, soulever l'avant-garde prolétarienne pour la création de la nouvelle Internationale. » (Tome 2.)

Cependant, dans le Bulletin de l'OGI de septembre 1933, Trotsky répond aux inquiétudes, voire à l'opposition, de militants qui désapprouvaient la conclusion d'un bloc avec des organisations jugées opportunistes, et faisaient objecter que le SAP et l'OSP avaient voté la résolution finale de la conférence de Paris.

« En dépit de dix ans de persécution et de calomnie contre l'Opposition de gauche, en dépit du fait que cette calomnie a laissé des traces, même dans la conscience des adversaires du stalinisme, y compris chez les ouvriers social-démocrates, en dépit de tout cela, trois organisations, qui dirigent quelques dizaines de milliers d'ouvriers, n'ont trouvé d'autre voie que de s'unir à nous sur un texte commun qui présuppose une lutte longue et acharnée. Une large brèche a ainsi été ouverte dans le mur qui enserme l'Opposition de gauche (...).

Nous considérons également le vote des délégués de l'OSP et du SAP en faveur de la résolution de la majorité comme une erreur politique grave, susceptible seulement de semer confusion et illusions. Mais il serait complètement faux de renoncer, à partir de là, à la tentative honnête de collaborer avec ces deux alliés. Leur participation à un bloc avec nous est une indication sur l'avenir, leur participation au comité un reflet du passé.

L'intransigeance révolutionnaire ne consiste pas à exiger la reconnaissance a priori de notre "direction" ou à présenter en toute occasion des ultimatums et des menaces de rupture, le retrait de signatures, etc.

Nous laissons ce genre de méthode aux bureaucrates staliniens, d'une part, à quelques alliés impatients de l'autre. Nous avons pleinement conscience qu'il apparaîtra encore plus d'une fois des divergences entre nous et nos alliés. Mais nous espérons — mieux, nous sommes convaincus — que la marche des événements révélera dans les faits qu'il est impossible de participer en même temps au bloc principal des quatre et au bloc sans principe de la majorité. Sans avoir recours à des "ultimatums" inopportuns, nous conservons cependant le droit entier, non seulement d'apparaître sous notre drapeau, mais aussi de donner ouvertement notre opinion à nos alliés sur ce que nous considérons comme des erreurs de leur part. Nous attendons d'eux la même franchise. C'est cela seulement qui peut renforcer notre alliance. » (Tome 2.)

Trotsky doit donc vaincre les réticences et les oppositions dans les rangs de l'OGI. Celle-ci avait finalement accepté le tournant vers une nouvelle Internationale, mais entre l'accord de principe et l'application pratique il y avait un pas : il fallait le franchir.

Beaucoup de groupes sont en effet habitués à être des opposants des PC, et restent très propagandistes. Ainsi, la majorité de la section britannique proteste contre la proposition d'entrée dans l'ILP. Or, pour Trotsky, cette opposition compromet un aspect essentiel du développement du bloc des quatre : la bataille pour y gagner l'ILP. Il argumente sur cette question (tome 2, pp. 140-145, pp. 269-270...), multiplie les initiatives, écrit un article dans *The Militant* destiné à convaincre les militants de l'ILP (tome 3, pp. 154-160), et polémique avec les bolcheviks-léninistes britanniques :

« Mais il y a des circonstances uniques, exceptionnelles, que nous devons apprendre à utiliser par des moyens exceptionnels. Aujourd'hui, les ouvriers révolutionnaires de l'ILP tiennent encore à leur parti. La perspective de rejoindre un groupe d'une quarantaine, dont ils connaissent mal les principes, ne peut en rien les attirer. Si, au cours de l'année prochaine, ils sont de plus en plus déçus par l'ILP, ils n'iront pas à nous, mais aux staliniens, qui leur casseront le cou.

Si vous entrez dans l'ILP pour travailler à la transformation bolchevique de celui-ci, (c'est-à-dire celle de son noyau révolutionnaire), les ouvriers vous considéreront comme des camarades, et non comme des adversaires qui tentent de scissionner le parti de l'extérieur.

S'il s'agissait d'un parti constitué, homogène, avec un appareil stable, l'entrée

aurait été non seulement inutile, mais fatale. Mais l'ILP est tout à fait différent aujourd'hui. Son appareil n'est pas homogène, et permet par conséquent une grande liberté à différents courants. La base révolutionnaire de ce parti cherche passionnément des solutions. En restant en tant que groupe indépendant, vous ne représentez aux yeux des ouvriers qu'un petit groupe concurrent du stalinisme. A l'intérieur du parti, vous pouvez bien plus facilement tenir les ouvriers à l'écart du stalinisme. » (Tome 2, p. 271.)

Cependant, en France, se forme l'opposition d'une fraction de vieux communistes qui bénéficient de l'appui de poids du Grec Vitte, membre du secrétariat international et dirigeant de la section grecque, la plus grosse section de l'OGI.

Sous le titre « *Un pas en avant ou un pas à droite* » (tome 2, p. 193), Trotsky répond à leurs critiques contre la « déclaration des quatre » :

« En ce qui concerne le SAP, tout le monde sait que depuis longtemps ses militants de base aspirent non seulement à un rapprochement, mais à une fusion totale avec nous, alors que ses dirigeants ont esquivé le problème jusqu'à très récemment, et ont freiné le mouvement, de peur de se couper d'éventuels alliés sur leur droite. Dans ce cas, pourquoi ses dirigeants ont-ils été obligés de signer avec nous un document très important ? La réponse est claire : la poussée de la base à gauche, c'est-à-dire vers nous, est devenue si forte que les dirigeants ont été obligés de se tourner vers nous. Quiconque sait interpréter correctement les faits et les indications politiques dira qu'il s'agit d'une grande victoire. Et cette conclusion conserve toute sa valeur, indépendamment de l'habileté et de l'adresse avec laquelle les pourparlers ont pu être menés. Car ce ne sont pas les pourparlers qui ont tranché, mais tout le travail antérieur de l'Opposition de gauche.

(...) La conférence de Paris n'a pas été convoquée par nous. Nous ne portons pas la moindre responsabilité pour sa composition et son ordre du jour. Nous y sommes allés pour exposer notre point de vue. Peut-être notre déclaration contient-elle des concessions à la social-démocratie ? Alors qu'on le dise ! La déclaration signée par quatre organisations ne contient pas, c'est évident, notre programme. Mais elle trace nettement la voie de la IV^e Internationale sur la base d'une lutte implacable contre la social-démocratie, d'une rupture complète avec le centrisme bureaucratique, et d'une condamnation résolue de toute tentative dans l'esprit de l'Internationale 2 1/2 (3). Où y a-t-il concession à la social-démocratie ? »

Et Trotsky, dans ce même article, établit la continuité avec la méthode de Lénine :

« Les mêmes critiques ajoutent encore l'argument suivant : "On ne peut construire la nouvelle Internationale qu'en s'appuyant sur la montée du mouvement révolutionnaire ; actuellement, dans l'atmosphère de la défaite, toute tentative en ce sens est vouée d'avance à l'échec." »

(...) Le prolétariat a besoin d'une Internationale, en tous temps et dans toutes les conditions. S'il n'y a pas aujourd'hui d'Internationale, il faut le dire ouvertement et se mettre tout de suite à la préparation d'une nouvelle Internationale. Le délai dans lequel nous serons capables de la mettre sur pied dépend bien entendu de tout le cours de la lutte des classes, du déclin ou de la montée du mouvement ouvrier, etc. Mais, même dans la période du pire déclin, il faut préparer la montée future en donnant à nos propres cadres une orientation correcte. (...)

Prenons à titre de comparaison les conférences de Zimmerwald et de Kienthal. Elles sont entrées dans l'histoire comme des étapes indispensables de la transition entre la II^e et la III^e Internationale. Que représentaient-elles dans les faits ? Elles réunissaient, par nécessité, des "sommets". Du point de vue du nombre des ouvriers directement représentés, elles étaient au-dessous de la conférence de Paris. La majorité de Zimmerwald et de Kienthal comprenait des éléments centristes de droite (...).

Lénine jugea possible de signer le manifeste de l'ensemble de la conférence en dépit de son imprécision.

En ce qui concerne la "gauche" de Zimmerwald, elle était extrêmement faible. Après l'écrasement de la fraction bolchevique à la Douma et des organisations locales, le Parti bolchevique n'était pas plus fort pendant la guerre que l'Opposition de gauche actuellement. Les autres groupes de gauche étaient plus faibles encore que nos alliés d'aujourd'hui. La situation générale du mouvement ouvrier dans les conditions de la guerre paraissait désespérée. Néanmoins, les bolcheviks, ainsi que le groupe Nache Slovo, s'engagèrent dans la voie de la III^e Internationale dès le début même de la guerre. Sans cette orientation, la révolution d'Octobre aurait été impossible. » (Tome 2, pp. 193-199.)

(3) Par Internationale 2 1/2, Trotsky faisait référence à une caractérisation faite par les communistes des organisations qui avaient quitté la II^e Internationale sans pour autant rejoindre la III^e Internationale lors de sa constitution. C'est là une forme polémique pour désigner les groupes centristes.

Certes, pour les besoins de la polémique, Trotsky brosse l'analyse à grands traits ; en réalité, même s'il était numériquement faible à cette époque, le Parti bolchevique s'était formé dans le cadre de la II^e Internationale et en représentait les meilleurs éléments.

Dès la fin septembre, Trotsky considère être allé au bord des concessions avec ces « sectaires », et dans une lettre au secrétaire international il écrit :

« La conduite du camarade Vitte est absolument incompatible avec les principes bolcheviques d'organisation. »

A la réunion du plénum, le camarade Vitte a dit tout simplement : "La section grecque vous quittera, la section grecque, c'est moi." Ces seules paroles caractérisent suffisamment les méthodes politiques et organisationnelles de Vitte et le régime établi par lui dans la section grecque. Pourtant, Vitte surestime manifestement ses possibilités et ses forces, ignorant objectivement l'état des choses. Si même il pouvait réussir sur la base du principe : "La section grecque, c'est moi", principe bonapartiste et non marxiste, à arracher passagèrement la section grecque, cet acte ne pourrait pas ne pas amener à une fermentation profonde à l'intérieur de la section. Les ouvriers voudraient savoir pourquoi et comment on les a détachés de l'Opposition internationale, qui, jusqu'à maintenant, leur avait donné les idées fondamentales et les directives politiques. » (Tome 2, p. 238.)

A la rupture de l'organisation grecque, dirigée par Vitte, avec l'OGI, répondra une scission dans ses propres rangs et la naissance d'une nouvelle organisation de l'OGI en Grèce. En Grande-Bretagne, alors que la majorité de la section se refuse à entrer dans l'ILP, une minorité le fait, mais avec un retard que lui reproche Trotsky. Dans le même temps, le RSP adhère à la LCI, et une commission se met en place pour organiser la fusion du RSP et de l'OSP, et celle du SAP et de l'IKD. Mais ces fusions sont retardées, puis reportées, du fait de la détérioration des relations entre le SAP et la LCI. (Cf dans le tome 2, pp. 96-97, la discussion Walcher-Trotsky sur le DNA : « *Il n'y a pas à conquérir le DNA, qui est consciemment orienté vers le centre droit et mène une politique qui ne se distingue pas de celle des partis sociaux-démocrates.* »)

En effet, au sein du SAP, des résistances à Walcher et à sa politique en direction de Trotsky se développent ; elles sont animées par des groupes de militants émigrés en Norvège, où le jeune Willy Brandt com-

mence à jouer un rôle important et a des liens avec le DNA. Au cours des derniers mois de 1933, les désaccords s'accroissent : Walcher exige la participation de la KPO de Brandler à la revue commune (tome 2, pp. 98-99, et tome 3, pp. 31-32), formule une appréciation divergente sur l'orientation à défendre publiquement à l'égard du DNA (tome 2, pp. 274-278), exige la participation du bloc des quatre au « bureau de Londres » de l'IAG — que la LCI dénonce, tandis que le SAP et l'OSP en sont membres.

C'est ainsi que, lors de la « pré-conférence des quatre » (30 décembre 1933), est dressé un constat des désaccords (cf tome 3, pp. 132 et suivantes) sur le DNA, le « bureau de Londres »... Par ailleurs, le 5 janvier 1934, quelques jours plus tard, Trotsky écrit un article destiné aux militants de l'ILP : « *Pour la IV^e Internationale* » (tome 3, p. 154), réquisitoire contre l'opportunisme de leurs dirigeants.

Car, comme Trotsky l'écrit, s'il ne s'agit pas de « proclamer » de façon bureaucratique la nouvelle Internationale, il faut lutter inlassablement pour sa préparation et sa construction. « Ne pas se presser » revient en pratique à perdre du temps. « *Peut-être n'y aura-t-il pas besoin de la nouvelle Internationale, peut-être se produira-t-il un miracle... Cette politique, qui paraît très réaliste à beaucoup, constitue le pire des sectarismes.* » (Tome 3, p. 159.)

Trotsky renvoie à ses auteurs l'accusation de « sectarisme » lancée contre la LCI par le SAP. En effet, la méthode « de préparation et de construction de la IV^e Internationale » ne signifie en aucun cas un abaissement des principes des bolcheviks-léninistes, que cherchent pourtant à obtenir ceux qui font pression sur la LCI pour qu'elle entre dans le « bureau de Londres » et disparaisse en tant que telle. Le « sectarisme » de la LCI se manifesterait alors dans son refus de s'auto-dissoudre. Au contraire l'attitude des véritables sectaires dans les rangs mêmes de la LCI n'était rien d'autre qu'un refus de s'engager eux aussi dans la voie de l'Internationale ; par-là, ils rejoignaient les centristes.

Le centrisme et la IV^e Internationale

Ces développements, évolutions, reculs, de la part du SAP et d'autres organisations, sont à mettre en relation avec toute la situa-

tion internationale qui se caractérise par une remontée du mouvement des masses, particulièrement en France et en Espagne. Dans cette circonstance, les appareils de la II^e et de la III^e Internationale ne restent pas inactifs, et contre l'aspiration des masses à l'unité vont dresser le barrage du front populaire. La question de l'indépendance de classe du prolétariat et des groupes révolutionnaires va donc être au centre de la nouvelle étape du combat pour la nouvelle Internationale. Car le poids de cette situation va se faire sentir non seulement sur les organisations « de gauche », mais aussi dans les rangs des partisans de Trotsky.

Trotsky décide alors de déclencher une polémique contre le « centrisme », dont il espère pouvoir gagner encore les meilleurs éléments sous le fouet de la critique. C'est là le sens de son important article, « *Le SAP, la LCI et la IV^e Internationale* » (à lire : tome 3, pp. 176 et suivantes), dans lequel il distingue ce qui sépare le « bolchevisme » du « centrisme », et montre que les oscillations sur la IV^e Internationale ont un contenu politique dans la lutte des classes.

Certes, écrit-il :

« Il ne faut pas oublier qu'il existe des ouvriers de différents niveaux ; alors qu'il est nécessaire de s'adapter aux plus arriérés d'entre eux par les méthodes d'exposition, il est inadmissible d'adapter à eux ses propres positions politiques. C'est ainsi par exemple qu'il ne doit pas y avoir aujourd'hui une seule réunion politique de masse dans laquelle les marxistes révolutionnaires ne soient pas obligés d'avancer, sous une forme ou une autre, l'idée de la IV^e Internationale. »

Et dans cet article écrit dès janvier 1934 il met le doigt sur ce qui deviendra plus tard une question décisive :

« Si les dirigeants du SAP avaient étudié ces documents, évalué et discuté la tragique expérience du comité anglo-russe, qui eut quelque signification historique, ils ne feraient pas aujourd'hui de l'expérience de leur propre "comité anglo-norvégien" une pâle copie du pathétique original. Il ne faudrait guère d'efforts pour démontrer que tous les arguments avancés pour la défense du bloc sans principes et sans espoir avec Tranmael (4) ne font que répéter, presque mot pour mot, ceux de Staline. »

Et il conclut sur le lien entre la question de l'Internationale et le refus de se déterminer clairement sur l'indépendance de classe :

« Il est vrai qu'au cours de la dernière période les dirigeants du SAP ont manifesté

des dispositions toujours plus amicales à leur droite, vis-à-vis des centristes et des réformistes, et une hostilité grandissante vis-à-vis de nous. Si cette évolution devait se poursuivre, cela signifierait bien sûr la rupture entre le SAP et nous, et, de ce fait, l'effondrement inévitable du SAP lui-même, puisque, comme nous l'avons indiqué plus haut, seule une organisation ayant principes, expérience et une direction internationale peut être capable de résister aux tendances de notre époque à la décomposition. »

Mais il ajoute, ce qu'il est fondamental de souligner pour la suite du combat de construction de la IV^e Internationale :

« Ce serait une prétention inadmissible, pour ne pas parler d'aventurisme, que de proclamer que la nouvelle Internationale a déjà été établie. Bien sûr, nous n'exigeons pas cela. Nous construisons seulement les fondations et préparons la charpente. Mais, sur cette charpente, en ce moment même, nous déployons le drapeau de la IV^e Internationale afin que tous sachent quel type de construction nous sommes en train de bâtir. Que l'un de ceux qui participent à cette construction arrive demain à la conclusion que ce travail est au-dessus de ses forces ou pas à son goût, nous en serons désolés, mais nous continuerons à dresser les murs. Dans l'intérêt du travail commun, nous sommes prêts à faire des concessions raisonnables sur toutes les questions pratiques, mais nous ne faisons pas dépendre le destin de la IV^e Internationale de la bonne volonté de tel ou tel de nos alliés. »

Car la tendance à la conciliation se manifeste de plus en plus ouvertement, notamment lorsque les délégués « BL » à la conférence internationale de la jeunesse adoptent le mot d'ordre « *pour une nouvelle Internationale* ». Trotsky caractérise cette formulation comme le résultat d'une adaptation au centrisme, qui refuse de formuler le mot d'ordre de la IV^e Internationale. En effet, fait-il remarquer, « *une Internationale 2 1/2 serait aussi une nouvelle Internationale* ».

« C'est précisément maintenant, au moment où le réformisme est obligé de se renier, de se transformer ou de se teindre en centrisme, que quelques groupes du centrisme de gauche, au contraire, s'arrêtent dans leur développement ou font marche arrière. Il leur semble que les réformistes ont déjà presque tout compris, qu'il faut seulement ne pas abuser de revendications

(4) Tranmael, dirigeant de la DNA, qui préparait le retour de ce parti à la II^e Internationale.

exorbitantes, de critique et de phraséologie extrémiste, susceptibles de les effrayer, et qu'alors, d'un seul coup, on créera un parti "révolutionnaire" de masse (...).

Les bolcheviks-léninistes de tous les pays doivent comprendre clairement les particularités de cette étape nouvelle dans la lutte pour la IV^e Internationale. Les événements d'Autriche et de France ont donné un puissant élan au réalignement des forces du prolétariat dans une direction révolutionnaire. Mais, précisément, le fait que, partout, le réformisme ouvert soit supplanté par le centrisme donne à ce dernier une puissante force d'attraction vis-à-vis des groupes centristes de gauche qui, hier encore, étaient sur le point de s'unir aux bolcheviks-léninistes. Ce processus dialectique peut donner en surface l'impression que l'aile marxiste est de nouveau "isolée" des masses. Profonde erreur ! Les oscillations du centrisme à droite et à gauche procèdent de sa nature même. Il se produira sur notre route, par dizaines et par centaines, encore de semblables épisodes. Ce serait la plus misérable pusillanimité que d'avoir peur d'avancer précisément parce que la route est jonchée d'obstacles ou parce que tous nos compagnons de route n'iront pas jusqu'au bout.

Que les nouvelles oscillations opportunistes de nos alliés centristes se révèlent conjoncturelles ou définitives (en réalité elles seront des deux types), les conditions générales de la formation de la IV^e Internationale sur la base du bolchevisme authentique sont de plus en plus favorables. » (Tome 3, p. 239, « Centrisme et IV^e Internationale », 22 février 1934.)

Trotsky va multiplier les lettres, les textes, les articles — qui sont assez connus — sur cette question. Il serait fastidieux de les citer ici, même s'ils constituent un jalon déterminant du combat pour la IV^e Internationale (Cf. tomes 3, 4, 5, 6, 7, et tome 3, pp. 288-292). Mais l'essentiel, notamment dans le texte cité plus haut, au-delà de la délimitation vis-à-vis du centrisme, c'est que Trotsky analyse la relation entre le développement de la lutte des classes, la « mutation » du réformisme, et l'arrêt du mouvement vers la gauche de groupes comme le SAP et l'OSP, qui subissent la pression des Internationales existantes et de leur politique. Partant de là, il esquisse une orientation qui débouchera bientôt sur le « tournant français » (l'entrée dans le PS), ainsi fondé sur une analyse internationale de la situation et des tâches de la IV^e Internationale.

Le « tournant français »

Quelques jours plus tard, analysant les journées de février 1934, Trotsky écrit l'article « C'est au tour de la France - Pour la IV^e Internationale ».

Il est clair pour lui que le développement de la lutte des classes en France, avec sa signification internationale, est un élément totalement intégré au combat pour l'Internationale, comme l'indique le titre de l'article.

Poursuivant l'analyse de la recomposition du mouvement ouvrier, il écrit le 23 mars 1934, « Encore une fois sur le centrisme » (tome 3, p. 288), car de nouvelles occasions s'ouvrent en France, notamment dans la SFIO, après la crise et le départ des néo-socialistes :

« Il est faux de considérer les néo-socialistes comme un parti ouvrier. La scission n'a pas affaibli le vieux parti socialiste français, elle l'a renforcé, puisque, après cette épuration, il jouit d'une plus grande confiance de la part des ouvriers. Mais il lui faut s'adapter à cette confiance, et la forme de cette adaptation, c'est ce qu'on appelle le centrisme. » (Tome 3, p. 290.)

Des dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine ont pris contact avec les bolcheviks-léninistes, et leur organisation se prononce pour une nouvelle Internationale. En Espagne aussi. C'est que le développement de la lutte des classes, d'une part, et la dégénérescence bureaucratique des PC, d'autre part, conduisent de nombreux travailleurs, des jeunes en particulier, à rejoindre les organisations de la social-démocratie.

Trotsky appelle au « tournant en France » à l'« entrée » dans la SFIO. Le tome 4 des *Œuvres* est pratiquement essentiellement consacré à cette question (pp. 105, 111, 113, 125, 138, 151, 157, 160, 172, etc.). Nous n'y reviendrons pas ici en détail.

Souignons cependant que, dans « La Ligue devant un tournant décisif » (juin 1934), Trotsky indique ce qui fonde du point de vue de la construction du parti la tactique « entrisme » :

« Récemment encore, les leçons des événements, l'analyse marxiste, la critique des bolcheviks-léninistes, militaient en faveur de la politique du front unique. Maintenant, il s'y est ajouté en France un puissant facteur : la pression active des masses elles-mêmes. Ce facteur est aujourd'hui décisif.

Il s'exprime directement à travers les manifestations militantes de rue, et indirectement à travers le tournant politique des deux appareils. C'est là un énorme pas en avant. Mais c'est précisément parce qu'il est énorme qu'il modifie de fond en comble la situation politique.

(...) La tâche des bolcheviks-léninistes ne consiste pas désormais à répéter des formules abstraites sur le front unique (alliance ouvrière, etc.), mais à formuler des mots d'ordre déterminés, une activité concrète et des perspectives de lutte sur la base d'une politique de front unique de masse.

(...) Le caractère irréconciliable de l'attachement aux principes n'a rien à voir avec la pétrification sectaire, qui passe sans y accorder d'attention sur les modifications de la situation et de l'état d'esprit des masses. Partant de la thèse selon laquelle le parti prolétarien doit, à tout prix, être indépendant, nos camarades anglais en ont conclu qu'il serait inadmissible d'entrer dans l'ILP. Hélas ! ils oubliaient seulement qu'ils sont bien loin d'être un parti, mais qu'ils n'étaient qu'un cercle propagandiste, qu'un parti ne tombe pas du ciel, que le cercle propagandiste doit traverser une période embryonnaire avant de devenir un parti.

(...) Naturellement, la Ligue ne peut pas entrer dans le parti socialiste autrement qu'en tant que fraction bolchevik-léniniste. Elle maintiendra La Vérité, qui se transformera en organe de fraction.

Avec ce « tournant », il s'agit pour Trotsky de faire en sorte que les partisans les plus résolus de la IV^e internationale (la LCI) — comme ils l'ont fait avec les groupes tels que le SAP — œuvrent à regrouper sous le drapeau de la IV^e Internationale les forces qui se dégagent dans la situation nouvelle.

La lutte au sein de la LCI

Cette orientation ne va pas sans rencontrer de résistances. Et, pour les vaincre, Trotsky établit en juillet 1934, dans « *Les tâches de la LCI* », la continuité de sa méthode et le lien entre l'« entrisme » et la lutte pour la IV^e Internationale.

« Le bloc des quatre en tant que tel a été un pas indispensable sur la route vers la IV^e Internationale, un pas qu'il faudra répéter et qui sera répété à un niveau supérieur. Néanmoins, il ne faudrait pas fermer les yeux sur le fait qu'après la mort du bloc des quatre la LCI est en ce moment la seule organisation qui pose ouvertement et de façon conséquente la question de la nouvelle Internationale, de l'Internationale

communiste, la IV^e. Ce fait impose à notre organisation des tâches nouvelles et importantes, et lui confère une signification accrue ainsi qu'à son développement.

(...) 8 - Tout travail fructueux de notre part doit reposer sur une rupture totale avec nos méthodes de travail passées, celles de la fraction. Le travail idéologique de la fraction était pour l'essentiel de nature critique. Le travail idéologique du noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit être centré autour d'un travail positif, constructif, donnant la direction, et qui ne dévie jamais le moins du monde du concret. Notre activité antérieure était consciemment limitée à la propagande, puisque la fraction se soumettait consciemment dans l'action à la discipline du parti. Dans notre travail maintenant, le noyau du nouveau parti et de la nouvelle Internationale doit au contraire s'efforcer de dépasser les bornes de la propagande à toute occasion, et prouver le sérieux et la valeur de notre détermination révolutionnaire à travers l'action indépendante ou la participation à l'action. »

Tel est l'enjeu de la discussion : à travers l'orientation de la section française se joue le sort de la LCI tout entière, et donc de la IV^e Internationale :

« L'entrée proposée de la Ligue française dans la SFIO, avec pour objectif d'étendre notre influence, conduirait (selon certains) non seulement à une liquidation de fait de notre influence et à une capitulation de fait en France, mais aussi à discréditer et désorienter la LCI tout entière au moment même où elle est en train de se développer et a devant elle les perspectives et les tâches les plus importantes. Il faut absolument étudier sérieusement cette question, qui est une question de vie ou de mort pour la LCI tout entière, et rejeter immédiatement et vigoureusement cette idée, afin que la LCI ne perde pas une seconde pour utiliser les nouvelles et immenses possibilités plutôt que de se disloquer. »

L'Allemand Bauer s'indigne : « *Pourquoi, si l'on rompt avec le SAP parce qu'il refuse de dénoncer le DNA, entrer dans la SFIO ?* » (Cf. tome 4, pp. 172-180.) Naville, lui aussi, s'oppose à l'entrisme au nom des « principes ». Trotsky établit immédiatement le lien politique entre l'adaptation de Naville à la SFIO au lendemain du 6 février 1934 et son refus de combattre en « entrant » dans le parti socialiste. Il écrit : « *Le camarade Naville, de plus en plus convaincu de la faillite de l'adaptation du dehors, cherche à tout prix à empêcher le travail révolutionnaire du dedans.* » Son « intransigeance » masque

en fait la recherche de la conciliation avec le « centrisme » et sa résistance à avancer pratiquement dans la voie de la construction de la IV^e Internationale (on sait que Bauer l'« intransigent » rejoindra le SAP et rompra avec la IV^e Internationale).

C'est ainsi que, sous l'effet d'une orientation « vers les masses » et « pour la IV^e Internationale », se développe une crise dans la section française, tandis que cette même orientation commence par ailleurs à porter ses fruits : en effet, sous l'effet de la lutte des classes et du combat de la LCI, se produisent des différenciations dans l'organisation néerlandaise OSP, qui, allégée de son aile droite, reprend contact avec le RSP ; simultanément, on va vers une fusion aux Etats-Unis. Le moment approche pour Trotsky où, après la constitution de deux partis unifiés (Pays-Bas et Etats-Unis) — partis n'adhérant pas à la LCI mais dont une partie des cadres sont liés par une discipline internationale de fraction —, une nouvelle initiative internationale émanant d'eux relancera le combat pour la IV^e Internationale et constituera le cadre que n'ont pu réaliser les « quatre ».

Le manifeste pour la IV^e Internationale

Pour Trotsky, la défection du SAP (avec la clarification qui en découle sur le centrisme) peut être compensée par la constitution de deux partis unifiés — le RSAP des Pays-Bas et le Workers Party des Etats-Unis. Partant de là, il rédige le projet de « Manifeste pour la IV^e Internationale » qui sera amendé, adopté et signé par le RSAP et le WP, ainsi que par la LCI, le GBL de France et le WP du Canada. Ce texte est plus connu sous le nom de « Lettre ouverte », puisqu'il est sous-titré : « Lettre ouverte aux organisations et groupes révolutionnaires prolétariens » (à lire : tome 5, pp. 346-359). Il se conclut, après les cinq signatures, par :

« Nous joignons en annexe la « déclaration des quatre » sur les principes fondamentaux de la IV^e Internationale. Pas une ligne de cette déclaration n'a vieilli. La présente lettre n'est qu'une reformulation de la « déclaration des quatre » à la lumière des dix-huit mois écoulés.

Nous appelons tous les partis, les organisations, les fractions, dans les vieux partis comme dans les syndicats, toutes les associations et groupes ouvriers révolutionnaires qui sont d'accord avec nous sur les prin-

cipes fondamentaux et sur la grande tâche que nous avons énoncée — la préparation et la construction de la IV^e Internationale —, à nous adresser leurs signatures pour cette « Lettre ouverte », leurs propositions et critiques. Des camarades isolés qui, jusqu'à présent, n'ont pas été liés à notre travail pourront, s'ils désirent sérieusement rejoindre nos rangs communs, entrer en contact avec nous.

Les organisations qui ont pris cette initiative et sont les signataires de la « Lettre ouverte » ont décidé de créer un Comité provisoire de contact entre partis et groupes qui sont sur la position de la IV^e Internationale. Le comité provisoire a reçu mission de publier un bulletin d'information.

A l'avenir, le comité devra assurer l'élaboration régulière et collective des documents programmatiques ou tactiques fondamentaux de la IV^e Internationale.

La question de la préparation d'une conférence internationale sera tranchée en fonction des réponses et du cours général du travail préparatoire. » (Tome 5, p. 359.)

Vers la IV^e Internationale

Ainsi que l'indique la conclusion de la « Lettre ouverte », il s'agit pour Trotsky d'avancer avec la même méthode que pour le « bloc des quatre ». Mais il faut maintenant faire un pas en avant, progresser sur la voie de l'organisation d'un cadre commun, en relation avec les développements de la situation et les tâches des révolutionnaires. Notons à ce sujet que pas une fois dans ce texte ne figure le terme de « fondation » ou de « création » de la IV^e Internationale : celle-ci existe virtuellement, elle est affirmée par le Manifeste ; il ne reste qu'à la consolider en la dotant d'un cadre.

Et c'est précisément sur cette question que vont se manifester les hésitations et les reculs. Trotsky va reprocher au secrétariat international d'avoir proposé au SAP d'être cosignataire : « Le Manifeste est publié par des organisations qui acceptent de façon réellement active la IV^e Internationale. Le SAP n'appartient pas à cette catégorie. » (Tome 6, p. 41.) Nulle trace de « sectarisme » dans ces propos, puisqu'il ajoute que le SAP « aura la possibilité de donner son opinion quand le Manifeste aura été publié ».

Il considère alors que l'affirmation de la IV^e Internationale par les cinq constitue une base pour attirer de nouveaux regroupements ; mais cela implique la clarté.

Dans le fameux article écrit en réponse à Pivert (« *Étiquettes et numéros* »), il déclare (tome 6, p. 103) :

« En politique, le "nom", c'est le "drapeau". Celui qui renonce aujourd'hui à un nom révolutionnaire pour le bon plaisir de Léon Blum et consorts, celui-là renoncera aussi facilement demain au drapeau rouge pour le drapeau tricolore.

Pivert proclame le droit de tout socialiste d'espérer en une Internationale meilleure — avec ou sans changement de "numéro". Cette ironie un peu déplacée sur le "numéro" représente une erreur politique de même type que l'ironie sur l'"étiquette". Politiquement, la question se pose ainsi : le prolétariat mondial peut-il arriver à lutter avec succès contre la guerre, le fascisme, le capitalisme, sous la direction des réformistes ou des stalinien, c'est-à-dire de la diplomatie soviétique ? Nous répondons : il ne le peut pas. La II^e et la III^e Internationale ont épuisé leur contenu et sont devenues des obstacles sur la voie révolutionnaire. Les "réformer" est impossible, car toute leur direction est radicalement hostile aux tâches et aux méthodes de la révolution prolétarienne. Celui qui n'a pas compris jusqu'au bout l'effondrement des deux Internationales, celui-là ne peut pas lever le drapeau de la nouvelle Internationale. "Avec ou sans changement de numéro" ? Cette phrase est dénuée de sens. Ce n'est pas par hasard que les trois anciennes Internationales se sont trouvées numérotées. Chaque numéro correspond à une époque déterminée, un programme et des méthodes d'action. »

Cette précision faite, Trotsky indique à Pivert comment la IV^e Internationale entend se construire :

« Pivert se trompe quand il pense que le bolchevisme est incompatible avec l'existence des fractions. Le principe de l'organisation bolchevique est le "centralisme démocratique", assuré par une complète liberté de critique et de groupement comme par une discipline de fer dans l'action. L'histoire du Parti bolchevique est en même temps l'histoire de la lutte interne des idées, des groupes et des fractions.

La IV^e Internationale, bien entendu, ne souffrira pas dans ses rangs le "monolithisme" mécanique. Au contraire, une de ses plus importantes tâches est de régénérer à un niveau historique plus élevé la "démocratie révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne". Les bolcheviks-léninistes se considèrent comme une fraction de l'Internationale qui se bâtit. Ils sont prêts à travailler la main dans la main avec les autres fractions vraiment révolutionnaires. »

Il ne s'agit pas là de mots creux, puisque, s'adressant à Vereeken, qui avait rompu avec les bolcheviks-léninistes (Trotsky le considérait comme un « sectaire » étranger aux bolcheviks-léninistes), mais avait envoyé à Trotsky la signature de son groupe dès la publication de la « Lettre ouverte », il écrivait :

« Vous avez jugé les divergences concernant l'"entrée" comme suffisamment importantes pour vous séparer de notre tendance (les bolcheviks-léninistes). Vous condamnez notre régime interne. En même temps, vous appelez en faveur de la IV^e Internationale. Telle est la situation réelle. La IV^e Internationale ne sera pas formée seulement de bolcheviks-léninistes. Pour ma part, je suis entièrement d'accord avec votre admission. » (NDLR : admission au Mouvement pour la IV^e Internationale, pas à la LCI.) (Tome 7, p. 31.)

Au-delà de Vereeken, c'est la conception même de Trotsky qui est ici en cause : il faut avancer vers le cadre d'organisation qu'appelle la « Lettre ouverte ».

Par ailleurs, en Espagne, Nin et son groupe, résolument hostiles à l'« entrisme » au nom de la lutte pour la IV^e Internationale, participent à la fondation du POUM. Nin dissout sa fraction dans ce parti, qui accepte de signer le programme électoral du « Bloc des gauches », préfiguration du Front populaire. (« *La trahison du POUM* », tome 8, p. 132.) Et l'« intransigeant » Sneevliet, grand pourfendeur de l'« entrisme » au nom de la IV^e Internationale, soutient ouvertement le POUM qui vient alors d'entrer dans le Front populaire. Trotsky écrira plus tard de Sneevliet :

« Il a été complètement touché par le courant réactionnaire de la politique européenne, avec le POUM, mais aussi avec le "Bureau de Londres". Son but est de jeter l'ancre dans le port de Fenner Brockway, dirigeant centriste de l'ILP. » (Tome 16, p. 10.)

Et la crise de la section allemande, dont l'opposition est dirigée par Ruth Fisher, hostile à la proclamation de la IV^e Internationale, démontre que Sneevliet n'est pas le seul des anciens de l'IC à céder aux pressions qui s'exercent à l'approche de la guerre et dans l'« ambiance » du Front populaire.

Pour une conférence internationale

Mais, tandis que s'éloignent vers le centrisme ces groupes, d'autres, en Tchécoslovaquie, au Brésil, rejoignent les rangs de la « Lettre ouverte », et c'est la « renaissance » de la section des Etats-Unis, « entrée » dans le PS et qui en sort avec des effectifs doublés (pas comme en France) pour fonder le SWP comme un parti jouissant d'une réelle influence. C'est aussi, la même année, dans les camps de Vorkouta, l'organisation de manifestations par les bolcheviks-léninistes.

Car la politique de la bureaucratie stalinienne aggrave sans cesse le mécontentement des masses, et de nouvelles générations d'oppositionalistes rejoignent les militants trotskystes clandestins ou enfermés dans les camps, ce qui permet à Trotsky d'écrire :

« Le développement de la IV^e Internationale à l'échelle mondiale renforce et inspire nos amis et nos partisans en URSS. Nous pouvons dire avec assurance qu'en dépit de ces treize ans de persécutions, de calomnies et de pogroms jamais dépassés en bassesse et de cruauté, en dépit des capitulations et des trahisons plus dangereuses encore que les persécutions, même aujourd'hui, la IV^e Internationale a déjà en URSS sa section la plus forte, la plus nombreuse, la mieux trempée. » (Tome 8, p. 89.)

C'est d'ailleurs confrontée à cette montée de l'Opposition de gauche et en relation avec les développements de la lutte des classes que la bureaucratie va réagir par le terreur, les procès de 1936 et l'extermination à la mitrailleuse des trotskystes dans les camps par le GPU.

Mais il ne s'agit pas seulement pour Trotsky d'une question numérique. Pour lui, la question de la « nature de l'URSS » est décisive. Car c'est précisément à cette même époque qu'il travaille sur « *La Révolution trahie* », qui définit la dégénérescence de l'URSS et la nécessité d'une nouvelle révolution, la révolution politique. La clarification sur cette question est alors un élément déterminant de l'appréciation de Trotsky sur la nécessité d'avancer dans la voie de la IV^e Internationale.

Ces éléments de « décomposition » et de « recomposition » sont le signe qu'il s'agit maintenant d'avancer plus rapidement vers la tenue d'une conférence internationale. Trotsky argumente pour que la conférence

soit celle de la IV^e Internationale, en renonçant au nom « ridicule » de « Mouvement pour la IV^e Internationale ».

« La IV^e Internationale existe et lutte »

Depuis la « Lettre ouverte » de 1935, Trotsky n'a pas abandonné le projet de convoquer la conférence internationale qui doit selon lui donner formellement naissance à la IV^e Internationale.

A plusieurs reprises, lors de la conférence de 1936, puis celle de 1937, il insiste pour que ce projet aboutisse. La situation a évolué : les groupes centristes ont capitulé sous la pression du Front populaire, que le SAP a même formellement rallié en 1936.

Cependant, au sein de la LCI, des hésitations apparaissent devant la proclamation de la IV^e Internationale, qui serait selon certains « prématurée » dans la mesure où elle se compose d'organisations minoritaires.

« Pour la IV^e Internationale ? Non ! La IV^e Internationale »

« La proclamation de la IV^e Internationale vous semble "prématurée". Vous trouvez plus "modeste" et mieux approprié de conserver le titre de "Mouvement pour la IV^e Internationale". Je ne suis pas du tout d'accord. Même il y a deux ans, quand nous l'avons adopté, ce titre m'a paru pédant, inadapté et un peu ridicule. L'expérience des deux années écoulées a pleinement prouvé que c'était une erreur. La meilleure preuve en est qu'il n'a pas du tout été accepté. Personne ne nous appela ainsi. La presse bourgeoise, le Comintern, les sociaux-démocrates, tous, d'une seule voix, parlent simplement de la IV^e Internationale. Personne ne voit le petit mot "pour". Nos propres organisations, à de rares exceptions, agissent de même et s'intitulent tout simplement sections de la IV^e Internationale. »

(...) Vous êtes entièrement d'accord avec moi que la IV^e Internationale n'est en train d'être construite que par nous et qu'aucun autre groupe ne peut ni ne veut entreprendre la réalisation de cette tâche. D'un autre côté, je suis moins que tout autre enclin à me fermer les yeux sur le fait que notre Internationale est encore jeune et faible. Mais ce n'est pas une raison pour renoncer à notre nom. »

Et Trotsky précise, sur la même ligne du « regroupement large » :

« Il vous semble que le nom de IV^e Internationale empêchera des organisations sympathisantes ou à moitié sympathisantes de se rapprocher de nous. C'est radicalement faux. Nous ne pouvons attirer vers nous que par une politique claire et juste. Pour cela, il nous faut une organisation, pas une nébuleuse.

La IV^e Internationale ne sortira pas de nos mains tout achevée comme Minerve est sortie de la tête de Jupiter. Elle grandira et se développera dans la théorie comme dans l'action. »

Et il ajoute, concernant les centristes :

« Tous sont "pour". En réalité, tous luttent contre les principes fondamentaux de la IV^e Internationale, jetant à droite et à gauche des coups d'œil furtifs à la recherche d'alliés qui puissent les aider à jeter ces principes par-dessus bord. Nous ne pouvons absolument pas le permettre. Il nous faut consacrer la plus grande attention à tous les groupements ouvriers, vacillants et insuffisamment mûrs, qui se développent dans notre direction. Mais nous ne pouvons faire des concessions de principes aux dirigeants sectaires-centristes qui ne veulent reconnaître ni notre organisation internationale ni notre discipline. »

La méthode même de Lénine

Pour Trotsky, comme il l'écrit à la section belge en 1937 (avant la conférence de 1938), « nous sommes la IV^e Internationale », née du combat des dernières années.

Dans le *Programme de transition* — concentré de toute la tradition marxiste —, auquel il travaille sans relâche, Trotsky écrit :

« Des sceptiques demandent : "Mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ?" Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale "artificiellement" ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : "Est-ce déjà le moment de la proclamer

maintenant ?" La IV^e Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être "proclamée". Elle existe et elle lutte. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste encore à l'écart. Demain, ce sera plus visible. »

De même que la révolution de 1917 et à sa suite la III^e Internationale avaient surgi de la première guerre impérialiste, la IV^e Internationale surgit des défaites infligées au prolétariat mondial par l'impérialisme et le stalinisme. Mais cela n'est pas automatique, car si « la lutte de classes ne souffre pas d'interruption », il dépend de l'avant-garde révolutionnaire qu'elle ne laisse pas s'interrompre le combat pour le parti mondial. De cette manière, le *Programme de transition* précise parfaitement les conditions de constitution de la IV^e Internationale. Certes, Trotsky écrit : « La IV^e Internationale n'a pas besoin d'être "proclamée". Elle existe et elle lutte. » Cela signifie que la tenue de la conférence, en septembre 1938, n'est en elle-même qu'un acte formel, la « naissance officielle » qui lui donne statuts, organismes, cadre, avant l'explosion de la deuxième guerre impérialiste.

Mais, par-là, Trotsky refuse de subordonner l'existence de la IV^e Internationale à l'« accord » des centristes : le fait que ces derniers aient reculé modifie-t-il les nécessités historiques ?

Cependant, contrairement à l'image que certains veulent répandre, la « fondation » de la IV^e Internationale n'a pas été une transformation de l'Opposition de gauche baptisée IV^e Internationale. La IV^e Internationale de 1938 n'est pas l'Opposition de gauche de 1928-1933. La naissance de la IV^e Internationale a été le produit de la maturation dans le mouvement ouvrier, de différenciations et de clarifications, de fusions et de scissions, de crises et d'avancées, et ce dans le cours même des plus grands événements de la lutte des classes. Ce ne sont plus les « propagandistes » des années 20 qui la composent (même si bien des traits restent présents), ni des militants qui étaient tous issus des PC. C'est, à une échelle limitée, la

fusion de générations d'expérience et d'origines diverses ; et Trotsky, à qui l'on objecte le petit nombre de partisans de la IV^e Internationale, explique : « *D'ores et déjà, ils constituent une force incomparablement plus influente, plus homogène que la "gauche de Zimmerwald", qui, à l'automne 1915, prit l'initiative de préparer la III^e Internationale.* »

Certes, les forces sont limitées, à cause de la situation internationale (et aussi des erreurs commises), mais, même s'il ne s'agit encore que de fondations, c'est la IV^e Internationale que l'on construit quand on les pose. Pour Trotsky, la IV^e Internationale est en construction depuis qu'en 1933 les bolcheviks-léninistes ont décidé de s'atteler à cette tâche. Ce sont des raisons matérielles, ainsi que les hésitations politiques, qui ont fait reporter cette décision. Mais pour lui la question est politiquement réglée. La IV^e Internationale est encore embryonnaire, mais elle existe et elle est dotée d'un programme, celui-là même que l'IC de Lénine s'était assigné de rédiger en 1922, mais en y intégrant toute l'expérience accumulée, et notamment la dégénérescence de l'URSS.

La conférence de 1938 est l'aboutissement de six années de combat : elle proclame la constitution politique de la IV^e Internationale et adopte son programme. Mais la IV^e Internationale n'est pas pour autant créée comme organisation achevée constituant le parti mondial de la révolution, c'est-à-dire la direction mondiale du prolétariat construite, et qu'il suffirait de développer et d'élargir

« Nous convions tous les révolutionnaires »

A partir d'une base programmatique commune, des organisations ayant des divergences pourraient — selon Trotsky — cohabiter au sein de la IV^e Internationale. Trotsky ne renonce pas à l'orientation qui est la sienne depuis 1933 ; la constitution de la IV^e Internationale, au contraire, vise à créer le cadre qui intégrera ces organisations. Ainsi continue-t-il à se tourner vers les organisations qui sont en rupture avec le stalinisme et la social-démocratie.

C'était le sens de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans le PSOP (5) de Marceau Pivert. Dans son article « *Le trotskysme et le PSOP* » (25 juillet 1939, tome 21, pp. 267 et suivantes), il s'écrit :

« *Victor Serge s'écrit : "On ne peut à sa guise construire une Internationale digne de ce nom." Quelle phrase pleine de fatuité et en même temps vide de sens ! On suppose que Serge a déjà en poche toutes les mesures d'une Internationale, comme pour un pantalon. Mais un parti national "digne de ce nom", on peut le construire "à sa guise". Par exemple, le Parti socialiste ouvrier et paysan correspond-il aux mesures de Serge ? Les gens qui abordent la question avec de tels critères artificiels montrent tout simplement que, pour eux, une Internationale est une institution victorieuse et fastueuse, une sorte de temple. Quand le somptueux édifice aura été achevé (par qui ? comment ?), alors ils passeront sous ses voûtes. Nous voyons la chose autrement. L'Internationale est pour nous un instrument dont le prolétariat a besoin, comme il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument, l'améliorer, l'affiner. C'est ce que nous faisons.*

Nous n'attendons pas que quelqu'un le fasse pour nous. Nous convions tous les révolutionnaires à mettre la main à cette œuvre, dès maintenant, immédiatement, sans perdre une minute. »

Pour Trotsky la proclamation de l'Internationale est une décision consciente, déterminée non par le fait que les « conditions objectives » seraient favorables, mais par la nécessité politique, au moment où va se clore l'étape ouverte par la révolution russe et qui précède la deuxième guerre impérialiste, de jeter le pont indispensable qui joint, sur le terrain de la conscience, l'héritage de ces vingt ans à la nouvelle période qui va s'ouvrir. Attendre que les « conditions objectives » soient favorables, c'est, pour Trotsky, subir la loi des appareils.

Il adopte très exactement la démarche de Lénine lorsque celui-ci proclamait, le 1^{er} novembre 1914, à un moment où les « conditions objectives » étaient défavorables et où les bolcheviks se comptaient seulement par dizaines : « *La II^e Internationale est morte, vive la III^e Internationale.* »

Mais la IV^e Internationale n'est pas pour autant, répétons-le, le cadre déjà construit et achevé du parti mondial de la révolution. Et Trotsky, à la fin de cet article, fait la proposition suivante à Marceau Pivert :

« *A notre dernière conférence internationale à l'automne dernier, un programme de*

(5) Le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP), fondé par Pivert après la rupture de la tendance qu'il animait dans la SFIO avec celle-ci. Ce parti se situait sur une position de « Front populaire de combat ».

revendications transitoires répondant aux problèmes de l'époque actuelle a été adoptée. Pivert connaît-il ce programme ? Quelle est sa position par rapport à lui ? Pour notre part, il n'y a rien que nous souhaitons autant que la critique. Quel qu'en soit le "ton", mais sur le fond !

Voici concrètement la proposition que je me permets de faire "du dehors" : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la IV^e Internationale, "L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale". Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être cette proposition ? Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant. » (Tome 21, p. 290.)

Conception « ouverte », donc, de la construction de l'Internationale proclamée. Mais cette conception ouverte n'a rien à voir avec le « parti large » où iroient se perdre à intervalles réguliers les courants qui rompraient avec la IV^e Internationale. « *Il faut, conclut Trotsky, cesser de se nourrir de formules vides d'hier. Il faut entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la nouvelle Internationale.* » (Tome 21, p. 291.)

C'est ainsi qu'il proposera à Pivert la fusion du POI (6) et du PSOP, « *car ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes, comprenant clairement la situation.* ». Trotsky ne propose pas à Pivert d'adhérer à la IV^e Internationale. Il lui propose de choisir une orientation générale sur la base de laquelle pourrait s'effectuer la collaboration politique au sein de son parti avec les militants de la IV^e Internationale. Que ce choix oriente le parti qui l'effectuerait vers la IV^e Internationale, nul doute, mais il s'agit là d'une bataille à mener. Marceau Pivert s'y refusera.

Ainsi, pour construire la IV^e Internationale fondée, Trotsky ne propose pas le *Programme de transition* comme un ultimatum, comme la condition préalable à la participation à la tâche à laquelle il invite « *tous les révolutionnaires à mettre la main dès maintenant* » ; mais il est évident que

les trotskystes, dans cette confrontation constructive, défendent leur programme.

Par exemple, tous les textes de Trotsky consacrés à la discussion sur l'URSS dans le SWP américain démontrent ce qu'il entendait par là. C'est pour lui une victoire que d'avoir amené Burnham (7) à reconnaître que la discussion commencée sur l'URSS n'était en fait qu'un moyen de remettre en cause le marxisme en général, et la nécessité d'un parti bolchevique en particulier. La scission n'a pas dépendu de lui, bien au contraire, car dans toute cette discussion il exprime le souci de préserver l'unité des rangs du parti. Il démontre que sa célèbre phrase à Marceau Pivert sur la « fraction bolchevik-léniniste » dans la IV^e Internationale n'était pas une phrase creuse, puisqu'il suggère au départ de la discussion sur l'URSS (avant que Burnham ne se dévoile comme anti-marxiste) à la direction du SWP d'accepter d'être mis en minorité sur la question de la nature de l'URSS et de défendre ses positions, celle du trotskysme. Autant dire que Trotsky ne considérait vraiment pas la IV^e Internationale comme le parti mondial déjà construit, et ses sections comme les partis dirigeants.

Il savait quelle était la situation actuelle, et à quelle étape de son histoire se trouvait la IV^e Internationale.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat

En avril 1939, Trotsky explique dans une discussion avec C.L.R. James : (8)

« Oui, la question est de savoir pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées, qui ne sont pas aussi dénuées de sens que le croient certains de nos amis. Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les

(6) Le Parti ouvrier internationaliste était la section française de la IV^e Internationale.

(7) Burnham, intellectuel américain, membre du SWP, avait ouvert une discussion sur les « méthodes » de la direction du parti avant de développer dans le cours de la discussion des positions ouvertement anti-marxistes.

(8) Militant trotskyste anglais, originaire des Antilles britanniques, venu discuter avec Trotsky au Mexique.

quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale, quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classe, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique. »

Il établit là les raisons du peu de forces dont dispose la IV^e Internationale : « L'ensemble de la situation est contre nous. » Cela à la veille de la deuxième guerre impérialiste. Les révolutionnaires n'y peuvent rien, mais ils doivent préparer le « tournant dans la prise de conscience des masses ».

« Depuis 1917, nous avons connu une longue suite de défaites. Nous sommes comme des gens qui tenteraient d'escalader une montagne et qui recevraient toujours et toujours des avalanches de pierres et de neige. Il s'est créé dans les masses en Asie et en Europe un sentiment nouveau de désespoir. Elles ont entendu quelque chose comme ce que nous disions il y a dix ou quinze ans du parti communiste, et elles sont pessimistes. C'est là l'état d'esprit général des masses. C'est la raison la plus générale. Il ne nous est pas possible de nous situer en dehors du courant historique général, hors de la disposition générale des forces. Le courant est contre nous, c'est clair. »

C'est avec lucidité qu'il analyse la situation, et il précise :

« Il faut donc ajouter la dégénérescence de l'Internationale communiste, d'un côté, et de l'autre la terrible défaite de l'Opposi-

tion de gauche en Russie, suivie de son extermination. Ces faits-là sont mille fois plus convaincants pour la classe ouvrière que notre pauvre petit journal, même quand il atteint le tirage fantastique des 5 000 exemplaires de notre Socialist Appeal (9). Nous sommes sur un frêle esquif au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. Voilà l'explication la plus générale, celle que nous ne devons jamais oublier si nous ne voulons pas sombrer dans le pessimisme ou le découragement, nous qui sommes l'avant-garde de l'avant-garde. » (Tome 21, p. 41.)

Mais, pour Trotsky, à la différence de tous ceux qui entendent suivre le « courant », il s'agit de continuer à forger les cadres « de l'avant-garde de l'avant-garde », en s'alignant sur la perspective du « prochain retournement ». Il a eu pour cela les cinq ans qu'il lui fallait et dont il parlait en 1934, dans son *Journal d'exil*, pour transmettre l'héritage révolutionnaire en forgeant le cadre nécessaire à cela, la IV^e Internationale, dont toute la politique se concentre dans la conclusion de son programme :

« La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés réunis au sein de la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tâche.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale !

C'est le drapeau de votre victoire prochaine ! »

Telles sont les véritables fondations de la IV^e Internationale.

(9) Journal du SWP.

Rédaction et administration :
87, rue du Faubourg-Saint-Denis - 75010 Paris

Directeur : Pierre LAMBERT
Rédacteur en chef : François FORGUE
Secrétariat de rédaction : Daniel VIVIERS, Luis FAVRE,
Christian FOSTIER



Commission paritaire : n° 66926